

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDE
SUR LA
LÉGISLATION DES MINES

DANS LES
COLONIES FRANÇAISES
(DROIT COMPARÉ)

PAR
M. PAUL DE VALROGER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Mercredi 7 Juin 1899*, à 10 heures.

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants : { MM. ESTOUBLON
BERTHÉLEMY } professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1899

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LACUERRE



BAR-LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

À
ÉTUDE
SUR LA
LÉGISLATION DES MINES

DANS LES
COLONIES FRANÇAISES
(DROIT COMPARÉ)

PAR
M. PAUL DE VALROGER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

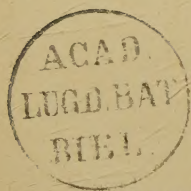
~~~~~  
**THÈSE POUR LE DOCTORAT**  
Présentée et soutenue le *Mercredi 7 Juin 1899*, à 10 heures.

*Président : M. LESEUR, professeur.*  
*Suffragants :* { MM. ESTOUBLON  
BERTHÉLEMY } *professeurs.*

—  —  
**PARIS**

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS  
FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS  
Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**  
*22, rue Soufflot, 22*

**L. LAROSE**, Directeur de la Librairie  
1899



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A

LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE

DE VALROGER

Professeur à la Faculté de droit de Paris





## INTRODUCTION

---

Dans cette dernière moitié du xix<sup>e</sup> siècle la France s'est acquis un nouveau domaine d'outre-mer, participant ainsi à ce puissant mouvement d'expansion coloniale auquel se sont laissé entraîner toutes les nations européennes.

Le Gouvernement impérial avait commencé l'œuvre de reconstitution de notre domaine colonial, par la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie en 1853, l'annexion des îles Loyalty en 1861 et par les expéditions envoyées de 1854 à 1855 dans le Sénégal; grâce au génie de Faidherbe ces expéditions établirent d'une manière incontestée l'autorité française sur tout le littoral de ce pays et sur tout le cours du fleuve du Sénégal. L'influence française ne tarda pas à s'étendre plus au Sud sur la côte de Guinée, et jusque sur le royaume de Porto-Novo (Dahomey); qui fut soumis à notre protectorat en 1863. Enfin en Indo-Chine par la prise de la Cochinchine (1861-1867) l'empire jeta

les premières bases de la domination française en Extrême-Orient.

Mais on peut dire que depuis 1880 le Gouvernement de la République a plus que décuplé l'étendue des possessions coloniales de la France.

En Afrique notre colonie du Sénégal a été rattachée aux pays du Soudan et du Niger, ainsi qu'aux établissements français de la Guinée et de la Côte d'Ivoire. Pendant ce temps de vaillants explorateurs tels que Crampel, de Brazza, Dybovski, Fourneau et Gaillard nous acquéraient pacifiquement un immense domaine appelé Congo français, juste prix de la vaillance et de l'énergie qu'ils avaient prodiguées pour la cause de la civilisation. Actuellement soixante-douze traités passés avec les chefs indigènes nous mettent en mesure de faire reconnaître à l'Europe nos droits de souveraineté sur les territoires de la Côte d'Ivoire, sur le Gabon et sur le Congo.

Le triomphe de nos armes nous a valu l'annexion de Madagascar (1896) et le protectorat sur les pays de l'Annam et du Tonkin qui fonde notre suprématie en Indo-Chine (1884).

Enfin, en Océanie, le Gouvernement français n'est pas resté inactif; citons, parmi nos dernières acquisitions coloniales, celle des Iles sous le Vent par les actes du 27 et 30 septembre 1896.

Mais ce domaine colonial une fois acquis, il faut le mettre en valeur. Comme le dit M. Giraud, en parlant de nos possessions d'outre-mer : « Il ne s'agit plus aujourd'hui de les agrandir, mais de les utiliser. On ne sau-

« rait trop le répéter : la question coloniale est devenue « une question de travaux publics <sup>(1)</sup>. » Certes le législateur colonial doit s'occuper d'organiser administrativement nos colonies pour y établir l'ordre et la tranquillité à l'intérieur; il doit assurer leur sécurité à l'extérieur par la défense militaire; mais il n'est pas moins nécessaire qu'il ait comme préoccupation constante de soumettre à un régime économique et à une sage réglementation l'exploitation et l'utilisation des richesses de nos colonies, afin de préparer par ce moyen leur prospérité.

Or, parmi ces richesses, dont l'exploitation est le plus propre à assurer le développement de nos colonies, figurent au premier rang les richesses minières.

L'expérience nous montre que l'exploitation des mines a toujours été dans la première phase du développement colonial un des principaux éléments de ce développement. L'histoire est là pour nous attester que dans les terres libres où les mines de métaux précieux ont été exploitées, une population agricole s'est promptement formée, et le commerce qui s'y est établi a été peut-être pour la colonie une source de plus grande richesse que le revenu même des mines.

N'est-ce pas vers l'exploitation des mines de métaux précieux que se sont portés tout d'abord les efforts des colons espagnols en Amérique au xvi<sup>e</sup> siècle? Et, à une époque plus rapprochée de la nôtre, le merveilleux déve-

(1) Giraud, *Principes de législation coloniale*. — Voir également P. Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*, Livre II, chap. I.



loppement de la Californie, de l'Australie, n'a-t-il pas eu pour origine l'exploitation des mines?

Mais ce n'est pas seulement l'exploitation des métaux précieux qui favorisent le développement colonial. L'exploitation des autres gisements miniers, comme le fer et la houille, constitue la condition première du développement de l'industrie et du commerce dans une colonie.

L'établissement d'industries métallurgiques et l'exploitation de houillères favorisera dans nos possessions la création des chemins de fer qui sont en même temps que les pionniers de la civilisation ceux du commerce.

A un point de vue spécial, on peut dire que les industries extractives et les industries métallurgiques en groupant les populations dans des centres qui peuvent être mieux surveillés, y apportent l'ordre et la civilisation.

Enfin au point de vue de la défense militaire, il est indispensable qu'une grande puissance, comme la France, qui s'est engagée dans la voie de l'expansion coloniale ait à sa disposition, répandus sur les différentes parties du globe, des dépôts de charbons : elle pourra ainsi posséder des flottes indépendantes les unes des autres pour la défense de ses colonies. La guerre hispano-américaine a, sur ce point, éveillé récemment l'attention et la préoccupation de toutes les puissances colonisatrices. Or, le meilleur dépôt de charbon n'est-il pas l'exploitation de mines dans la colonie elle-même? Le charbon qui est un peu le nerf de la colonisation moderne comme l'auxiliaire nécessaire de l'outillage économique, est aussi le nerf de la guerre maritime.

Si nous jetons les yeux sur les éléments de notre domaine colonial nous constatons que beaucoup de nos possessions d'outre-mer renferment des gisements miniers d'une richesse incalculable.

En dehors de l'Algérie et de la Tunisie, les colonies qui possèdent des richesses minières assez considérables pour avoir nécessité dans ces dernières années une réglementation spéciale de leur exploitation, sont les suivantes : 1° La Nouvelle-Calédonie ; 2° la Guyane ; 3° en Indochine française, l'Annam et le Tonkin ; 4° dans l'Afrique occidentale française, le Sénégal, le Soudan français et la Guinée française, 5° enfin notre nouvelle colonie de Madagascar.

#### *1° Nouvelle-Calédonie.*

La richesse minière de la Nouvelle-Calédonie nous est attestée par de nombreux auteurs.

Cette colonie possède d'abord de très riches gisements de cuivre dans la vallée du Diahot au nord de l'île à Ballade. On y rencontre aussi de l'antimoine et du cobalt dont l'extraction paraît assez facile ; enfin une société anglaise exploite du chrome.

La présence de métaux précieux, de l'or notamment, a été aussi signalée dans la vallée du Diahot dès 1863 à Mauguine et à Galarino, mais l'extraction ne paraît pas avoir été jusqu'ici très rémunératrice. Il est à souhaiter pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie que les exploitations aurifères prennent une certaine extension. L'administration locale l'a bien compris, et elle s'est préoccupée d'en-

courager les recherches de l'or. Frappé du développement de l'Australie par l'exploitation de l'or; le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie avait émis le vœu qu'en ce qui concerne l'exploitation des gisements aurifères, on adoptât la législation de l'Australie, espérant ainsi attirer les mineurs australiens et inciter par leur exemple les colons français vers les exploitations aurifères. Cette singulière proposition étonnera peut-être, mais elle révèle assurément, toute l'importance qu'attachent aux exploitations aurifères ceux qui vivent dans les milieux d'expansion coloniale.

Mais le métal, vraiment roi en Nouvelle-Calédonie, celui qui constitue la première richesse minière de cette île, c'est le nickel. Il est exploité sur plus de 4.000 hectares à Houaïlou, à Canala et à Thio sur la côte orientale; son exploitation dans ces régions paraît être appelée à un grand développement, c'est ainsi que la petite ville de Thio a pu être appelée « *la cité du nickel* ». Mais c'est surtout dans le massif du mont Humboldt au sud de l'île que le minerai paraît être le plus riche. On trouve aussi ce métal sur la côte occidentale à la Dumbea, à Bouloupari, à Bourail, à Koé, etc.

Il n'est dès lors pas étonnant que parmi les sociétés de mines de la Nouvelle-Calédonie la plupart aient pour objet le nickel (1).

(1) C'est ce que l'on constate dans l'énumération des sociétés de mines existant en 1896 en Nouvelle-Calédonie : C<sup>ie</sup> des mines de nickel de Bel-Air (21 avril 1877). — Société « Le Nickel » (22 avril 1880). — New Caledoniam chrome, cobalt and general mining Co (11 septembre 1880). Société d'exploitation des mines de nickel en Nouvelle-Calédonie (10 mars 1882). — The Chrome Mines Co limited (7 mai 1895). — C<sup>ie</sup> des



L'industrie minière a été en Nouvelle-Calédonie aux prises avec de sérieuses difficultés économiques. C'est ainsi qu'après avoir vu en 1884 l'exportation des minerais atteindre le chiffre de 3 millions de francs, nous constatons en 1888 qu'elle est tombée à celui de 822.483 francs. De 1884 à 1890 l'industrie minière, en effet, a été l'objet d'une crise qui a nécessité l'intervention du décret du 30 juin 1885 dégrevant l'exploitation des mines de taxes et redevances.

Quelles étaient les causes de cette crise? Elles sont complexes, nous ne citerons que les principales, d'abord la concurrence que faisait le nickel du Canada au nickel calédonien; en second lieu l'insuffisance des moyens de transport maritime reliant la Nouvelle-Calédonie avec l'Europe, d'une part, ou avec l'Asie et l'Amérique, d'autre part; enfin les établissements pénitentiaires établis dans cette colonie entravent beaucoup le développement des industries extractives.

Au point de vue des exploitations de nickel en Nouvelle-Calédonie ou des autres minerais, la recherche et l'exploitation des mines de houille présentent dans cette colonie un intérêt primordial. Cette île est riche en minerais de toute nature, mais leur exportation étant assez difficile en raison de l'élévation du prix du fret pour le transport de ces minerais à l'état brut, il est clair que la Nouvelle-Calédonie n'aurait pas à craindre la concurrence des industries métallurgiques étrangères si l'on trouvait dans cette colonie, sur place et à bas prix la houille, indispensable

mines de la Nouvelle-Calédonie (10 mars 1882). — New Caledonian Chrome mineral Co (4 janvier 1889).

pour toutes les opérations que nécessite la transformation des minerais en métaux. L'exploitation de gisements houillers est donc dans notre belle colonie de l'Océanie une condition essentielle pour l'établissement et la prospérité des industries métallurgiques. On peut dire que l'absence de houille à portée des exploitants de mines de nickel, a été pour une bonne part cause de la crise qui a sévi sur l'industrie minière de cette île et du triomphe qu'a remporté pendant quelques années le nickel canadien sur le nickel néo-calédonien.

La question des mines de houille en Nouvelle-Calédonie présente un second intérêt d'ordre différent. Dans le cas où les stocks de charbons entretenus par la marine pour le ravitaillement des navires de guerre en Australie ne pourraient être renouvelés, il importerait beaucoup que la flotte pût trouver dans les gisements de combustibles que peut renfermer la Nouvelle-Calédonie, des éléments suffisants pour constituer les dépôts de charbons nécessaires.

Il est certain que la Nouvelle-Calédonie n'est pas dépourvue de gisements houillers; deux concessions ont été accordées : l'une, le 2 janvier 1857, à MM. Vial, d'Aram, Bérard et C<sup>ie</sup>, l'autre le 23 août 1858 à M. Darnaud, mais elles n'ont jamais été l'objet d'aucun travail. Depuis, MM. Jeantet et Colry ont encore trouvé des gisements importants.

Quoi qu'il en soit, la crise qui a sévi dès 1883 sur les exploitations minières, quoiqu'assez atténuée, pèse encore assez lourdement sur les exploitations de nickel, quelques

chiffres suffisent à le prouver. En 1888, le chiffre de l'exportation n'était que de 822.183 francs; en 1892, ce chiffre était remonté à 7.558.000 francs. Cette augmentation était due à l'ouverture de nouvelles mines de nickel. Mais en 1894, la production des minerais était descendue de 69.130 tonnes pour 1893, à 61.243 tonnes pour 1894; en 1895, elle n'était plus que de 29.623 tonnes, et tombait en 1896 à 6.417 tonnes. De même, en 1896, l'exportation des minerais subissait une réduction d'un millier et demi de tonnes sur l'année 1895.

Les autres exploitations minières, notamment en ce qui concerne le cobalt et le chrome, augmentent, au contraire, dans des proportions assez satisfaisantes.

On ne peut le nier, sa future prospérité, notre colonie du Pacifique doit l'attendre en grande partie de l'exploitation de ses richesses minérales. La Nouvelle-Calédonie sait où est son avenir économique : elle n'a, au surplus, qu'à imiter en cela sa grande sœur l'Australie, qui doit à une colonisation de mineurs son peuplement et son développement commercial.

## 2° *Guyane française.*

On ne trouve pas en Guyane la variété de richesses minérales que nous avons constatée en Nouvelle-Calédonie. A la vérité, elle renferme aussi dans le flanc des montagnes des minerais de fer, quelques collines sont exclusivement composées de matières ferrugineuses : dans de nombreux endroits, on en voit des traces à la surface de



la terre. Mais la richesse naturelle caractéristique de la Guyane, celle qui lui a valu sa célébrité et qui peut être considérée à juste titre comme l'élément principal de sa prospérité future, c'est l'or. On trouve de tous côtés ce métal précieux en Guyane, soit en gisements alluvionnaires, encaissés dans le fond des vallées et dans de nombreuses criques, soit en filons quartzeux dans des masses rocheuses.

Aussi, la tradition a-t-elle de bonne heure assigné sa place au milieu des forêts de la Guyane à l'*Eldorado* sur les bords mystérieux du lac Parima.

Les premières tentatives de recherche de l'or faites par les jésuites Grillet et Béchamel restèrent infructueuses. En 1855 (1), un indien brésilien, nommé Paoline, trouva sur les bords de la rivière Arataye, dans le sable, une petite pépite. Il communiqua sa découverte au commandant du quartier de l'Approuague, Félix Couy. Le gouverneur prescrivit une exploration officielle par arrêté du 10 mars 1856, document curieux, à la fois règlement d'organisation d'expédition et de recherches de mines : c'est le point de départ de la législation minière spéciale de la Guyane (2). Quelques mois plus tard, le premier placer de la colonie était fondé, tandis que Paoline, l'inventeur de tant de richesses, mourait à l'hôpital. Les recherches s'étendirent,

(1) Les auteurs sont loin d'être d'accord sur cette date. Les uns placent la découverte des gisements aurifères en Guyane au commencement du siècle, les autres vers 1850, seulement.

(2) On le trouvera dans nos textes annexés, à l'appendice de cette étude.

et le succès auquel elles aboutirent démontra que le sol de la Guyane contenait des richesses qui n'attendaient plus qu'une exploitation bien dirigée. C'est ainsi que la présence de l'or fut constatée sur plusieurs points sur les bords de la Mana, de l'Approuague et du Sinnamary : ce sont encore là les trois différents centres des exploitations aurifères guyanaïses.

Les placers se multiplièrent, et les chercheurs d'or commencèrent à s'établir sur le sol de notre colonie : dès 1857 se constitua la Compagnie de l'Approuague au capital de 20 millions, elle se composait de la plupart des propriétaires ou fonctionnaires de la colonie auxquels le Gouvernement avait accordé un privilège d'exploitation sur 20.000 hectares dans le bassin de l'Approuague pour les dédommager des pertes que leur avait fait subir l'abolition de l'esclavage. La société vit tout d'abord ses efforts couronnés de succès : dès les quatre premières années de son exploitation de 1857 à 1860 elle avait récolté 179 kilogr. d'or et avait acheté aux indigènes 59.853 grammes d'or, soit une valeur de 708.189 francs.

Mais les aventuriers qui étaient tout d'abord arrivés en masse dans la Guyane ne tardèrent pas à modérer leur élan pour les prospections, et les entreprises particulières en vinrent à échouer complètement. De son côté la compagnie de l'Approuague diminua bientôt son activité pour laisser finalement son œuvre inachevée <sup>(1)</sup>.

Quelles furent les causes de cet abandon momentané

(1) Voir Jules Duval, *Géographie des colonies françaises*, 1864. Gaffarel, *La France aux colonies*, 1893.

des richesses minières de la Guyane? Peut-être le climat écarta-t-il les prospecteurs sérieux et actifs? Peut-être trouvèrent-ils trop d'obstacles devant eux dans les forêts encore vierges de la Guyane qu'ils avaient à défricher pour découvrir l'or?

Les recherches et l'exploitation de ces gisements n'a pas tardé, il est vrai, à reprendre, mais comme le constate M. Verschuur <sup>(1)</sup> « l'entrain qui éclata jadis en Californie et « dans les pays australiens ne se manifeste pas à Cayenne... « Le délire que provoque généralement la découverte « d'une pépite ne se communique que lentement à certains chercheurs sérieux ».

La tâche du législateur colonial en Guyane est donc d'encourager les recherches des gisements aurifères et de ne mettre à la charge des explorateurs comme à celle des exploitants que des droits fiscaux très modérés et peu nombreux. C'est ce que le législateur français malheureusement ne semble pas avoir compris, à la différence de ses voisins, les Anglais et les Hollandais.

La production de l'or en Guyane était en 1863 de 132 kilogr., en 1872 de 726 kilogr. En 1890 elle atteint le chiffre de 1.342 kilogr. <sup>(2)</sup> et en 1894 celui de 2.000 kilogr. De 1836 à 1893 la production totale des exploitations aurifères en Guyane représentait la valeur de 65 millions de francs.

Ces chiffres sont-ils suffisants et peut-on dire que les exploitations aurifères aient donné tout ce qu'elles pou-

(1) *Voyage aux trois Guyanes*, 1893.

(2) Ce qui représente 4.218.000 francs.

vaient en Guyane française? Nous ne le croyons pas, surtout si l'on compare ces chiffres à ceux de ses deux voisines : la Guyane hollandaise et la Guyane anglaise.

Dans ces deux colonies étrangères l'exploitation des gisements aurifères est de date beaucoup plus récente que dans la Guyane française.

Dans la Guyane hollandaise ce n'est qu'en 1874 qu'eurent lieu les premières découvertes. Malgré cela, en 1890, l'exportation de l'or en Guyane hollandaise représentait déjà la somme de 2.750.000 francs.

En ce qui concerne la Guyane anglaise, on ne peut qu'admirer le résultat auquel sont arrivées en ce pays les exploitations aurifères. Là les prospections sont beaucoup plus récentes que dans les deux autres pays et cependant le chiffre des exportations aurifères dépasse de beaucoup celui des deux autres Guyanes. La première statistique de l'or exporté remonte à 1884 : la valeur de cette exportation n'était alors en Guyane anglaise que de 26.000 francs, depuis, ce chiffre augmenta avec une rapidité inouïe et il s'élevait en 1890 à la somme de 5.910.000 francs représentant 1.947 kilogr. d'or, dépassant la production de la Guyane française (4.218.000 francs, soit 1.342 kilogr. d'or) et celle de la Guyane hollandaise (2.750.000 francs, soit 750 kilogr. d'or). En 1894 l'écart est encore plus frappant entre notre colonie et la Guyane anglaise.

*Guyane anglaise*, 12.600.000 francs représentant 4.308 kilogr. d'or.

*Guyane française*, 6.885.000 francs représentant 2.000 kilogr. d'or.



Ces chiffres suffisent pour faire voir que le législateur colonial pourrait dans la réforme de la législation des exploitations aurifères de la Guyane française s'inspirer utilement de la législation minière de la Guyane anglaise, surtout au point de vue du régime fiscal.

Dans un pays comme la Guyane française où l'immigration des colons planteurs et commerçants est très faible, il est évident que les richesses aurifères doivent être une source générale de bien-être et de prospérité. Mais il faut que le législateur colonial s'occupe sérieusement de préparer leur mise en valeur dans les conditions les plus propres pour arriver à ce résultat. L'expérience lui montre où est l'avenir de cette région. Où en serait aujourd'hui la Guyane si on n'y avait pas découvert les mines d'or? Sa situation économique serait actuellement misérable. Nombre de régions de la Guyane abandonnées en 1854 ne se repeuplèrent qu'à la suite de découvertes de gisements aurifères. Il importe donc tout particulièrement pour l'avenir de cette colonie d'encourager les industries d'extractions aurifères.

### 3° *Indo-Chine française.*

La recherche de l'or n'a pas, en Indo-Chine, l'importance qu'elle a dans notre colonie d'Amérique. Mais dans notre colonie d'Indo-Chine on peut affirmer, dès maintenant, l'existence d'autres richesses minières considérables qui seront les précieux auxiliaires de l'outillage et de la mise en valeur de cette colonie, si on sait mettre à profit leur exploitation.

Il est d'abord certain que le Tonkin est l'une des régions les plus riches du monde en charbon de terre. On peut dire que le charbon apparaît partout le long du littoral de la baie d'Along, dans les îles de la Côte, aussi bien que dans l'intérieur du pays et près de Lang-Son où l'on a trouvé à Yen-Bai dans la zone montagneuse comprise entre la Rivière-Claire et le Fleuve-Rouge d'importants gisements de houille. Il en existe aussi dans la province de Bac-Ninh. Mais c'est surtout dans les provinces de Haï-Phong et de Quang-Yen, régions comprises dans le delta du Fleuve-Rouge, que s'est porté l'effort de l'exploitation houillère : le sol dans ces trois provinces est très riche en gisements houillers. C'est là que nous trouvons les deux exploitations minières les plus importantes du Tonkin : celle d'Hongay et celle de l'île de Kebao. Les mines d'Hongay avaient été concédées provisoirement en 1887 à M. Bavier-Chauffour, et l'ont été définitivement le 17 avril 1888 à la Société française des Charbonnages du Tonkin : les deux principaux centres d'exploitation de cette société sont, Nagotna sur la baie d'Along, et Haatou, non loin de cette baie. On évaluait la production de Nagotna pour l'année 1893 à 85.000 tonnes, représentant une valeur de 300.000 fr. En 1896, la production a été de 103.500 tonnes.

Au nord-est d'Hongay les gisements de charbon de l'île de Kebao ont été concédés en 1889 à M. Jean Dupuis et ils sont exploités depuis 1890. Cette exploitation moins importante que celle d'Hongay a deux centres principaux Caï-Daï et Kebao. A Caï-Daï l'exploitation a lieu en montagne, à Kebao les puits que l'on a creusés avec peine dans un

terrain très dur, atteignent une profondeur de 140 mètres. Dès 1893, le directeur de cette exploitation affirmait qu'il pourrait exporter 50 à 60.000 tonnes. Mais cette exploitation se trouvait au point de vue de l'extraction dans une situation moins avantageuse que celle d'Hongay et la société fut obligée de liquider. L'activité de ces mines a été reprise et en 1896 la production a été de 35.700 tonnes.

En Annam on connaît déjà près de Tourane un bassin houiller considérable. « Il est à présumer dit M. Rambaud « que le bassin du Tonkin et celui de Tourane dans l'Annam constituent deux anneaux d'une chaîne plus ou moins « continue qui forme la ligne du partage des eaux entre le « Mé-Kong d'une part, le Fleuve-Rouge et les rivières de « l'Annam d'autre part ».

Le bassin houiller de l'Annam est exploité à Tourane et dans la concession de Mung-Son plus au nord où les droits d'un concessionnaire chinois ont été cédés à M. Cotton, négociant français, le 4 juillet 1889. Une société anonyme est propriétaire de ces mines et les exploite dans trois centres différents.

Telle est en Indo-Chine l'importance des gisements houillers déjà connus. En 1896, quinze concessions avaient été faites à titre définitif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1894, mais il n'y en avait encore que quatre en exploitation. Depuis, il y avait un très grand nombre de permis de recherches en périmètre réservé. Pourquoi donc les colons du Tonkin s'abstenaient-ils de transformer en demandes de concession définitive leurs demandes de recherches en périmètre réservé? Cela pouvait tenir à l'insécurité de certaines régions

du Tonkin, aux difficultés de transport, cela tenait surtout aux défectuosités inhérentes à la législation minière du décret du 17 octobre 1888 (1).

La question de l'exploitation des mines de houille est particulièrement importante pour l'avenir de cette colonie. C'est l'extraction du charbon qui aidera le Tonkin à se procurer à bon marché son outillage économique, les chemins de fer, la navigation à vapeur qui lui sont nécessaires pour que le Tonkin puisse devenir, comme l'y convie sa position géographique, l'entrepôt de la Chine méridionale. On trouve déjà au Tonkin une main-d'œuvre habile et intelligente dont l'industrie pourra facilement profiter quand elle aura en outre le charbon à bon marché.

Les charbons du Tonkin peuvent faire une concurrence sérieuse à ceux de Cardiff qui reviennent nécessairement assez cher et à ceux mêmes d'Australie et du Japon.

Enfin le groupement et l'organisation industrielle que nécessite l'exploitation des mines sont bien propres à pacifier le Tonkin et l'Annam en appelant à des occupations régulières et lucratives tous ces nomades du Tonkin, désignés communément sous le nom de *pirates*. Grâce à l'exploitation des mines ceux-ci au lieu de constituer des ferments de révolte deviendront une main-d'œuvre utile et féconde pour le pays que naguère encore ils dévastaient.

A ce dernier point de vue l'exploitation des mines du Tonkin paraît déjà avoir réussi, c'est l'impression que l'on retire de la lecture du rapport de M. de Lanessañ sur les

(1) Voy. *infra*, chap. 1<sup>er</sup>.



charbonnages du Tonkin : « En 1887, dit l'ancien Gouver-  
« neur général de l'Indo-Chine, lorsque je visitai la ré-  
« gion d'Hongay elle était absolument déserte. Il y a seu-  
« lement trois ans, quand on arrivait à Hongay on ne  
« trouvait qu'un pays envahi par la brousse et encaissé  
« par des falaises arides. Aujourd'hui il existe une véri-  
« table ville européenne où réside le nombreux personnel  
« de la Compagnie. Des maisons d'habitation, des bureaux,  
« des ateliers, y ont été construits dans des conditions  
« excellentes d'hygiène et de confortable et même de luxe.  
« Deux voies ferrées dont je parlerai plus bas, y aboutis-  
« sent, amenant sur les quais les charbons des divers chan-  
« tiers d'extraction; un appontement permet aux navires  
« d'y venir charger très commodément. Un village im-  
« portant, fondé par les ouvriers s'est créé près des établis-  
« sements de la société et s'accroît rapidement. Auprès de  
« chacun des chantiers exploités d'autres villages analo-  
« gues sont en formation. C'est un centre industriel consi-  
« dérable qui a été ainsi créé de toutes pièces, en moins  
« de trois ans, et qui assure déjà du travail à une soixan-  
« taine d'Européens et à plus de 3.000 Chinois ou Anna-  
« mites ».

Les richesses minières du Tonkin ne consistent pas uniquement dans son bassin houiller. Deux Sociétés ont entrepris l'exploitation d'autres mines dans le Bas-Laos : 1° le syndicat minier de Laos qui se propose d'exploiter deux mines d'étain et une mine de cuivre; 2° la Société des mines d'or d'Attopeu. Celle-ci n'a procédé encore qu'à des recherches et à des études sur de vastes terrains qui lui

ont été concédés à titre de périmètre réservé, mais elle a trouvé de l'or en quantité suffisante, et a obtenu aussi la concession de gisements de cuivre à Také par arrêté du 26 septembre 1896.

Il est à souhaiter que ces deux Sociétés réussissent, c'est l'avenir même du Laos qui y est engagé.

Dans la province de Tuyen-Quan des mines d'or ont été autrefois exploitées; cette province contient en outre des gisements de fer, de cuivre, etc. L'or se rencontre à l'état de paillettes dans la région de My-Duc et de Cao-Bang. La rivière Noire dans la province de Son-Tay charrie de nombreuses paillettes d'or.

Enfin entre Bang, Moncay et le Delta l'antimoine se trouve en poches nombreuses.

On voit que la réputation des richesses minières du Tonkin n'est pas usurpée. Elles n'attendent plus que d'être exploitées : il faut qu'elles le soient toutes et le plus tôt possible, c'est comme nous l'avons montré, l'avenir de notre colonie de l'Indo-Chine qui y est engagé. Mais cette exploitation ne doit pas être faite au hasard, et par n'importe qui, sous peine de saccager ces richesses. C'est dire que le législateur doit présider d'une manière active à leur exploitation, par un régime libéral mais précis, assurant toute sécurité aux explorateurs et aux exploitants.

#### 4° *Madagascar.*

Cette colonie comme le Tonkin possède d'importants gisements de houille. Sur le littoral tout autour des baies

d'Ambatou, de Bacouli, de Passandava (côte occidentale de l'île), on a constaté la présence d'un terrain houiller en couches moyennes et minces, mais peu profondes et par cela même d'une exploitation facile et peu coûteuse.

De la baie de Passandava à Ambavatoby, les gisements houillers de Madagascar sont compris dans un périmètre de 30.000 kilomètres carrés, dépassant tout ce que la France possède en bassins houillers. Quel serait l'avenir des charbons de Madagascar?

Les débouchés semblent assurés et nombreux, et comme l'affirmait dès 1864 M. l'ingénieur Guillemin, qui a fait des recherches géologiques sur Madagascar, « on reconnaît  
« sans peine que Madagascar peut avoir sa place assurée  
« et glorieuse dans le commerce des charbons des mers des  
« Indes ». Les charbons de Madagascar, en effet, au point de vue commercial peuvent trouver des débouchés dans les ports de l'Océan indien où ils supplanteront peut-être facilement en partie les charbons australiens.

Ajoutons que cette exploitation présente ici encore au point de vue militaire une utilité toute spéciale, notre flotte dans la mer des Indes étant actuellement obligée de consommer du charbon anglais.

Les mines de charbon situées sur la côte à proximité de baies formant des ports naturels sont exceptionnellement placées pour une exportation faite à peu de frais.

Que Madagascar possède des gisements aurifères, cela n'est pas étonnant, cette île n'étant qu'à 500 kilomètres du Transvaal, ce nouvel eldorado; il y a des mines d'or déjà exploitées dans le Betsiléo et l'Ymerina, d'autres ont été

découvertes dans les plaines et montagnes de l'ouest, du pays des Sakalaves. Nous devons mentionner notamment l'exploitation de Suberbiéville <sup>(1)</sup> située sur les bords de l'Ykopa; cette concession employait au début près de 2.000 travailleurs, mais en 1893 et en 1894 cette prospérité a été momentanément interrompue par les entraves apportées par l'administration hova <sup>(2)</sup>.

Dans le Betsiléo, les alluvions aurifères sont de formation ancienne : c'est dans cette région que les petites affaires, les exploitations par entreprises individuelles ont de l'avenir. A l'est de l'île, d'Ambositra à Tananarive, les gisements ont une étendue plus considérable, mais la teneur en étant plus faible, l'exploitation devra avoir lieu par grandes entreprises.

La houille et l'or ont leur rôle dans le développement économique de Madagascar : la première de ces substances minérales déterminera au dehors son essor commercial, et contribuera à faire naître au dedans l'activité industrielle. L'exploitation de l'or peuplera les hauts plateaux; et, par les revenus immédiats qu'elle donnera, facilitera l'exécution de travaux publics si urgents dans cette colonie. Toutefois il faut reconnaître que jusqu'ici à Madagascar on n'a encore trouvé que des alluvions aurifères dont la teneur en or est très faible.

(1) La Compagnie coloniale de Suberbiéville vient d'obtenir par décret du 28 mars 1899 une concession générale de terres et de mines d'or ainsi que celle d'un port.

(2) V. *Revue du Tour du Monde*, année 1896, p. 96.



5° *Afrique occidentale française*  
(Sénégal, Soudan français et Guinée française).

On ne connaît, dans nos possessions de l'Afrique occidentale, aucun gisement minier combustible.

Dans le Miniankala, on a déjà signalé des terrains ferrugineux qu'exploitent les indigènes, en traitant le minerai dans des fours primitifs.

Mais on sait depuis longtemps que ces régions renferment de l'or en quantité assez considérable (1).

Au Sénégal, on a trouvé des gisements aurifères dans le Bambouk, pays situé dans le bassin supérieur du Sénégal : les riches gisements sont ceux de Kaniéba.

Dans la Guinée française, près d'Assinive la présence de l'or a été signalée : les habitants des villages situés au bord des lagunes, après la saison de la pêche, retournent dans l'intérieur travailler au lavage des terres aurifères (2). Mais dans cette région, les terres aurifères ne donnent en or qu'un rendement très faible.

Plus au nord, dans les pays que traverse le Comoé on a constaté de riches placers : les régions appelées au plus bel avenir sont celles du Morénou près d'Attacrou, et de l'Alangoua au confluent de la rivière de ce nom et du Comoé : « Bien dirigée et entre les mains de gens plus « pratiques que les indigènes, disait M. Binger en 1891,

(1) Voir dans la *Revue coloniale* de 1896 l'intéressant article de M. Barrat sur l'histoire de la découverte des mines d'or au Soudan.

(2) Rambaud, *Géographie des colonies françaises*.

« cette exploitation pourrait donner un beau rendement,  
« surtout si l'on amenait l'eau du Comoé par des conduits  
« sur les lieux mêmes... Dans cette région il n'est pas un  
« homme qui ne possède de l'or » (1).

Au Soudan, dans le Gourounsi et dans le bassin supérieur de la Volta, les indigènes exploitent l'or depuis longtemps. Dans le bassin du Salaga et dans le Bondoukou il y a de nombreuses mines d'or.

L'exploitation de l'or est l'avenir économique de ces régions, c'est grâce aux revenus de l'industrie aurifère que l'on pourra créer le grand outillage économique qui leur fait défaut. Une exploitation fructueuse facilitera d'autre part l'établissement de comptoirs européens à l'intérieur de ces pays.

Par l'exposé qui précède sur les richesses minières de nos colonies on voit l'importance qu'a pour celle-ci une bonne législation des mines. Cette législation diffère notablement de celle de la métropole, elle varie suivant les colonies. Exposer ces diverses législations en les rapprochant de celle de la métropole, signaler leurs particularités et certaines réformes désirables, tel est l'objet de notre étude.

(1) Binger, *Du Niger au Golfe de Guinée. Revue du tour du Monde*, année 1891, 2<sup>e</sup> partie, p. 124.





## CHAPITRE PREMIER

### SOURCES DE LA LÉGISLATION SPÉCIALE DES MINES DANS LES COLONIES FRANÇAISES HISTORIQUE ET ÉLABORATION DE CETTE LÉGISLATION

---

#### I. — Énumération des sources de la législation des mines dans les colonies.

Les colonies françaises dans lesquelles ont été reconnus des gisements miniers suffisamment importants pour nécessiter une législation spéciale des mines sont :

1° La Nouvelle-Calédonie (*Décret du 17 octobre 1896*)<sup>(1)</sup>.

2° Les établissements français de l'Inde (*Décret du 7 novembre 1884*)<sup>(2)</sup>.

3° L'Annam-Tonkin (*Décret du 25 février 1897*)<sup>(3)</sup>.

4° Madagascar (*Décret du 17 juillet 1896*)<sup>(4)</sup>, pour les

(1) *J. off.* du 24 octobre 1896.

(2) Ce décret n'a pas été publié au *Journal officiel*, mais nous le donnons dans nos textes annexés d'après l'ouvrage de M. Dislère, *Traité de législation coloniale*, t. II, p. 741, 2<sup>e</sup> édition.

(3) *J. off.* du 27 février 1897.

(4) *J. off.* du 27 juillet 1896.



mines de métaux précieux ; *Décret du 20 juillet 1897* <sup>(1)</sup>, pour les autres mines).

5° Sénégal, Soudan et Guinée française que nous désignerons sous le nom générique d'Afrique occidentale française (*Décret du 14 août 1896* <sup>(2)</sup> et du 11 décembre 1897) <sup>(3)</sup>.

6° La Guyane dans laquelle la loi métropolitaine des mines du 21 avril 1810 est en vigueur, sauf l'application de règles spéciales pour les gisements aurifères (*Décret du 18 mars 1881*) <sup>(4)</sup>.

Quant à l'Algérie ce sont au fond les principes de la loi de 1810 qui régissent l'exploitation des mines dans ce pays. Les gisements de phosphates dont la réglementation a donné lieu à tant de difficultés, sont soumis à une législation spéciale <sup>(5)</sup>, mais le régime juridique des phosphates se rapproche plutôt de la réglementation de l'exploitation des carrières que de celle des mines. Dans l'étude de la législation spéciale des mines de nos colonies nous laisserons donc de côté le régime minier de l'Algérie.

(1) *J. off.* du 27 juillet 1897.

(2) *J. off.* du 19 août 1896.

(3) *J. off.* du 21 décembre 1897.

(4) Ce décret n'a été inséré ni dans le *Journal officiel* de la métropole, ni dans le *Bulletin officiel* de la Guyane, on ne le trouve que dans le *Journal officiel* du 7 mai 1881 de la Guyane.

(5) Pour la Tunisie, voir le décret beylical du 10 mars 1893 sur les recherches des mines. — En ce qui concerne le régime des phosphates, voir, pour l'Algérie, les décrets du 12 octobre 1895 et du 25 mars 1898 et pour la Tunisie le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1898.

## **II. — Caractère juridique des décrets réglementant l'exploitation des mines aux colonies.**

Tous les décrets réglementant la recherche et l'exploitation des mines dans les colonies ont été rendus par le Chef de l'État dans l'exercice de la délégation législative qui lui a été conférée par l'art. 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854. Ce caractère juridique leur a été reconnu par le Conseil d'État qui a déclaré que leurs dispositions n'étaient pas susceptibles de recours pour excès de pouvoir (Arrêt du 16 novembre 1894)<sup>(1)</sup>. Cet arrêt a repoussé les prétentions du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie qui soutenait que le décret du 15 octobre 1892 modifiant le régime fiscal des mines dans cette colonie, était illégal.

Ces décrets appartiennent à la catégorie des décrets que le langage de la doctrine appelle décrets-lois.

## **III. — Nécessité d'une législation spéciale des mines pour les colonies. — Traits caractéristiques de cette législation.**

La législation des mines de la métropole n'a pas été déclarée en principe applicable dans les colonies que nous venons de citer et où se sont rencontrés des gisements miniers suffisamment importants pour que l'on se soit préoc-

(1) Sirey, Conseil d'État 1896. 3. 136.

cupé de les soumettre à un régime spécial. Ce n'est qu'en Guyane que le décret du 22 avril 1858 a déclaré applicables les principes de la loi du 21 avril 1810, et encore trouvons-nous dans cette colonie une législation spéciale sur l'exploitation des gisements aurifères.

Quelles sont les considérations qui ont motivé la promulgation d'une législation minière spéciale pour chaque colonie ou au moins pour chaque groupement colonial ?

Le législateur colonial, amené à statuer sur la réglementation des mines, ne se trouvait pas en face des mêmes conditions que celles que le législateur de 1810 avait rencontrées dans la métropole.

1° C'est ainsi, en premier lieu, qu'il se trouvait en présence d'un *régime foncier* très différent de celui de la métropole.

Il y a, en effet, dans notre domaine d'outre-mer beaucoup de terres non appropriées, et, dès lors, beaucoup de règles édictées dans la législation métropolitaine pour assurer le respect de la propriété privée devenaient inutiles et eussent créé des entraves sans nécessité, lorsqu'il s'agissait de l'exploitation des mines sur ces *terres non appropriées*.

C'est cette circonstance qui a amené le législateur à distinguer dans la législation minière des colonies les terres du domaine des terres de propriété privée, en ce qui concerne les recherches et l'exploitation des mines. Nous retrouvons ainsi dans notre législation coloniale la distinction consacrée déjà dans la législation des colonies anglaises

entre les *crow's lands*, terres de la Couronne et les *private lands*, terrains de propriété privée <sup>(1)</sup>.

2° Pour les terrains de propriété privée eux-mêmes, les rapports entre propriétaires de la surface et exploitants de mines ne présentaient pas tout à fait les mêmes caractères que dans la métropole : la propriété foncière dans les colonies pour lesquelles la législation minière que nous étudions a été rédigée, est d'institution tout à fait récente; dans la plupart de ces colonies elle n'était pour ainsi dire pas encore instituée lors de la découverte des mines <sup>(2)</sup>, on était ainsi amené à reconnaître des droits plus restreints sur le tréfonds au propriétaire de la surface. La propriété privée sur les terres coloniales n'ayant pas le long passé de la propriété foncière dans la métropole, ne peut en avoir toutes les prétentions; issue de concessions récentes de l'État, elle a été conférée dans les limites que celui-ci a jugé bon de lui assigner.

Par exemple aux colonies le propriétaire de la surface ne pouvait se fonder ni sur les anciennes ordonnances <sup>(3)</sup>, ni sur l'art. 552, C. civ., pour prétendre à la propriété du tréfonds <sup>(4)</sup>.

(1) Voir *infra*, chap. X. — Voir Aguillon, *Législation des mines*, t. III, n° 1274.

(2) Ainsi le décret réglementant la propriété foncière à Madagascar n'est que du 16 juillet 1897, alors que le décret réglementant l'exploitation des mines et métaux précieux et de pierres précieuses est du 17 juillet 1896 et le décret relatif aux autres mines du 20 juillet 1897.

(3) V. Dufour, *Droit administratif appliqué*, t. VI, nos 205 et 206.

(4) V. Bury, *Traité de la législation des mines*, sur la question de la propriété des mines non concédées, n° 26.

C'est pourquoi la législation coloniale n'a pas en général grevé l'exploitation des mines d'une redevance tréfoncière en faveur du propriétaire de la surface, si ce n'est cependant dans les établissements de l'Inde (Décret du 7 nov. 1884, art. 9 et 10) où les terres sont depuis longtemps appropriées et cultivées.

3° *Les gisements miniers* rencontrés dans les colonies sont parfois très différents de ceux exploités en France, et nécessitent des règles différentes. On ne pouvait par exemple songer à appliquer les règles d'exploitations édictées pour nos mines de houille aux alluvions aurifères qui en cette dernière moitié du xix<sup>e</sup> siècle ont fait naître dans les contrées exotiques cette activité industrielle, caractérisée du nom de *fièvre de l'or* : il fallait notamment satisfaire le plus possible de demandes afin d'arriver à la colonisation la plus rapide de pays neufs et de terres encore inoccupées.

Nous voyons même dans certaines colonies deux législations minières spéciales l'une pour la réglementation des mines de métaux précieux et l'autre pour la réglementation des autres mines. Ainsi en est-il dans le régime minier de Madagascar où existent deux décrets séparés : celui du 17 juillet 1896 (métaux précieux) et 20 juillet 1897 (autres mines) ; en Nouvelle-Calédonie où il existe des règles spéciales pour l'exploitation des alluvions aurifères ; en Guyane où la loi de 1810 est applicable, mais où il existe une législation spéciale pour les gisements aurifères dans le décret du 18 mars 1881.

4° La législation minière des colonies devait s'adapter en outre au *régime administratif* de chacune d'elles et aux



particularités de ce régime tenant à l'éloignement de la métropole.

Il est clair notamment qu'on ne pouvait exiger pour la concession du droit d'exploiter les mines dans les colonies un décret rendu en Conseil d'État par le Chef de l'État. Cette attribution a été donnée au gouverneur assisté ou non d'un conseil privé ou d'administration, et les attributions du préfet dans la métropole ont été conférées au directeur de l'intérieur <sup>(1)</sup> dans les colonies.

De même, l'éloignement qui pouvait séparer le terrain de recherches de centres administratifs devait amener le législateur en certains cas à édicter des règles spéciales au point de vue de l'acquisition et de la durée du droit de recherches.

5° Il fallait tenir compte *des usages des indigènes* et en conséquence prendre en considération leur droit coutumier dans la réglementation des mines aux colonies<sup>(2)</sup>; d'autre part il était de toute nécessité de les exclure de l'exploitation des mines, quand on craignait que par leurs procédés ou leur ignorance ils en vinssent à gaspiller sans les utiliser de vastes richesses minières. Le législateur s'est préoccupé surtout de cette dernière question dans l'Annam-Tonkin et à Madagascar.

(1) Il ne faut pas perdre de vue que le décret du 21 mai 1898 a supprimé aux colonies les fonctions de directeur de l'Intérieur et a transporté au gouverneur les attributions de ce fonctionnaire.

(2) Le législateur s'est très visiblement préoccupé de cette question dans le décret du 14 avril 1896, relatif à l'Afrique occidentale dans lequel l'art. 30 garantit aux indigènes la conservation de leur droit coutumier au sujet de l'exploitation de certaines alluvions.

La solution de cette question a d'ailleurs varié dans la législation coloniale des mines, suivant les colonies : ce qui se comprend fort bien, en raison du degré différent de civilisation que nous rencontrons chez les indigènes de telle ou telle colonie.

Au Tonkin, l'art. 21 admet les Français et les protégés français à la recherche et à l'exploitation des mines, cette expression comprend évidemment les indigènes.

A Madagascar les indigènes ne peuvent se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines que s'ils ont été autorisés par l'Administration, qui exerce ainsi un pouvoir de contrôle (art. 2 des décrets miniers).

Au Sénégal, le décret du 14 avril 1896 aboutit à une sorte de transaction. En effet, l'art. 1 spécifie que nul ne peut se livrer à la recherche ou l'exploitation des mines, s'il n'a obtenu une autorisation du gouverneur général. Il est raisonnable de supposer que ces autorisations ne seront pas ordinairement délivrées aux indigènes du Soudan : mais l'art. 30 conserve à ceux-ci le bénéfice de leur droit coutumier actuel pour l'exploitation des gisements superficiels suivant leurs procédés primitifs.

6° Le législateur colonial a eu à se demander si l'exploitation des mines dans les colonies devait être réservée aux seuls Français? Permettrait-on aux étrangers d'obtenir des concessions de mines?

Le législateur colonial se trouvait ici en face d'un problème fort complexe. Il est certain que permettre aux étrangers de fonder dans nos colonies d'importantes

industries extractives employant de nombreux ouvriers indigènes, c'est peut-être là jeter le germe d'un danger pour l'autorité de l'administration française, en développant l'influence étrangère : on peut être effrayé de voir qu'une partie de nos colonies peut être aliénée à des étrangers : au Soudan par exemple, la tranquillité, encore actuellement incomplète, peut être compromise par le moindre incident. On a dit aussi qu'il était dangereux de faire des étrangers les concurrents de nos nationaux<sup>(1)</sup> surtout en matière d'exploitations aurifères pour lesquelles ceux-ci sont insuffisamment préparés.

Mais on a fait observer d'autre part que les capitaux français sont très timides et hésitants quand il s'agit d'entreprises coloniales et qu'il est quelquefois nécessaire d'avoir recours aux capitaux étrangers pour mettre en valeur les richesses de nos colonies <sup>(2)</sup>. On peut craindre aussi que dans les autres colonies étrangères soient prises contre les Français des mesures de représailles.

Quoi qu'il en soit, on a satisfait suivant les colonies les partisans de l'un ou l'autre système ; mais c'est le système libéral qui l'a en somme emporté.

Il n'y a que dans notre colonie du Tonkin que les mines soient réservées aux Français ou protégés français (art. 21). Dans toutes nos autres colonies tous les européens sont admis à la recherche et à l'exploitation des mines.

(1) Rapport de M. Barrat. — Comité supérieur des Travaux publics des colonies, séance du 18 janvier 1896.

(2) Comité supérieur des Travaux publics des colonies, séance du 16 mai 1896.

Cette différence avec les autres législations minières coloniales, tient peut-être au système de l'attribution de la propriété de la mine au premier occupant qui est en vigueur dans l'Annam-Tonkin.

Dans la législation des mines aux colonies, nous voyons consacrée l'interdiction de l'exploitation des mines pour les fonctionnaires, qu'il s'agisse de fonctionnaires indigènes ou des autres fonctionnaires. Il y a là une disposition qu'il est intéressant de rapprocher du droit d'un des plus anciens peuples colonisateurs. La république romaine défendait aux fonctionnaires qu'elle envoyait dans ses colonies de se livrer à aucun commerce, ni à aucune exploitation. Tel n'est pas le principe consacré dans les colonies anglaises.

Cette prohibition est fondée sur cette considération que les fonctionnaires doivent rester impartiaux et ne doivent être dominés par aucun intérêt commercial, ni industriel, surtout aux colonies où ils ont en général plus d'initiative et plus de liberté d'action que dans la métropole.

Nous devons toutefois remarquer que dans l'Annam-Tonkin, l'art. 22 du décret du 25 février 1897 n'établit cette prohibition à l'égard des fonctionnaires annamites que dans le ressort de leur juridiction.

Un fonctionnaire peut-il au moins faire partie du conseil d'administration d'une société de mines? Nous croyons que cela lui est en principe interdit, ce sera au Gouverneur d'examiner s'il convient ou non de l'y autoriser<sup>(1)</sup>.

(1) Rapport de M. Lethier. — Comité supérieur des Travaux publics des Colonies, séance du 6 juin 1896.

7° Ne devait-on pas avoir égard au *climat* particulier à certaines de nos colonies? Par exemple, en ce qui concerne les permis de recherches ou d'exploitations d'alluvions aurifères, pour déterminer la durée de validité de ces permis, il fallait tenir compte de la durée de la saison des pluies qui, dans certaines colonies, empêchent absolument pendant quatre ou six mois les recherches de cette nature ou l'exploitation de ces gisements.

8° En ce qui concerne le *régime fiscal des mines*, on doit l'établir dans les colonies conformément à la *vocation coloniale* du pays exploité. Dans les colonies d'exploitation, par exemple, il serait absurde de frapper les minerais d'un droit de sortie très élevé, tandis que l'établissement de ce droit se comprend mieux jusqu'à un certain point, tout au moins, dans les colonies comme l'*Annam-Tonkin* et la *Nouvelle-Calédonie*, où l'on doit pousser surtout au développement des industries locales.

Toutefois, en Guyane, le régime des redevances minières a été accentué, parce que celles-ci y constituent la principale ressource du budget de la colonie et qu'il était juste de faire profiter le commerce et l'agriculture de la prospérité des exploitations aurifères dans cette colonie (V. *infra*, chap. VI).

9° Enfin, la législation minière des colonies a pour objectif d'encourager les entreprises minières. Il importe de pousser nos colons à la recherche et à l'exploitation des mines pour le développement économique de nos colonies. C'est pourquoi nous voyons la large part qui a été



faite par la législation coloniale au système de la propriété de la mine à l'inventeur, ou de la mine acquise par prise de possession. C'est ce système que le législateur colonial a admis toutes les fois qu'il l'a pu. Et de fait, nous le voyons consacrer au fond par la plupart de nos législations minières coloniales : ce système timidement admis dans le régime néo-calédonien<sup>(1)</sup>, a inspiré fortement le régime minier de Madagascar dans les décrets du 11 juillet 1896 (mines de métaux précieux) et du 20 juillet 1897 (autres mines), et a été pleinement consacré dans l'Annam-Tonkin par le décret du 23 février 1897.

Comme on le voit, les considérations qui expliquent la nécessité d'une législation minière pour chaque colonie sont nombreuses. Nous n'avons pas d'ailleurs la prétention de les avoir citées toutes. Il ne faudrait pas en conclure que le droit minier n'a point de principes, mais ces principes doivent être adaptés aux milieux dans lesquels doit s'appliquer la législation qui les régit.

D'après ces quelques réflexions nous pouvons déjà énumérer les traits caractéristiques de la législation des mines aux colonies : 1° Distinction des terres du domaine et des terres appropriées pour la réglementation des recherches de mines et de l'acquisition du droit d'exploiter.

2° Restrictions apportées au droit du propriétaire de la surface, notamment en ce qui concerne la redevance tréfoncière.

(1) Le décret du 17 octobre 1896 ne reconnaît à l'inventeur que le droit à une concession gratuite de 25 hectares (art. 22).

3° Réglementation spéciale pour les mines ou les gisements alluvionnaires de métaux précieux.

4° Part la plus large possible au système de l'acquisition de la mine par occupation ou de l'attribution de celle-ci à l'inventeur.

#### IV. — Sources et élaboration de la législation des mines dans les différentes colonies.

##### 1° Nouvelle-Calédonie.

La législation des mines en Nouvelle-Calédonie, quoique de date assez récente, a un historique très chargé : ses modifications ont été les conséquences des différentes crises qu'ont subies les industries minières de cette île.

Le voisinage de l'Australie influa tout d'abord d'une manière prépondérante sur le régime minier néo-calédonien. La législation australienne sur l'or, avec le système des *claims* de petite étendue, fut tout d'abord appliquée par l'arrêté du 4 mai 1871. Mais dès 1873, dans un rapport du 3 août 1873, M. l'ingénieur des mines Heurteau, signalait la nécessité d'abandonner ce système restrictif que l'Australie elle-même condamnait et était en train de transformer radicalement à cette époque, « l'application des pro-  
« cédés économiques et industriels étant incompatible  
« avec l'exiguïté des claims primitifs ».

Dès lors, le régime minier de la Nouvelle-Calédonie fut fixé par un arrêté du Gouverneur du 13 septembre 1873, qui était l'œuvre de M. Heurteau.

Le régime établi par cet arrêté était fortement inspiré par les législations des États-Unis de l'Amérique du Nord, et celles de l'Australie. Pour l'acquisition du droit d'exploiter on distinguait dans cet arrêté les terrains du domaine et les terrains de propriété privée.

Sur les *terres du domaine*, l'acquisition de la propriété de la mine revêtait deux modes différents : 1° *La prise de possession*. Elle se faisait au moyen de la plantation de poteaux aux quatre coins d'un rectangle, suivie d'une déclaration à l'Administration; le mineur pouvait s'approprier un nombre d'hectares équivalent au nombre de permis de mines dont il s'était muni et qui lui étaient accordés librement moyennant le paiement de la somme de 25 francs par hectare. La mine ainsi acquise ne pouvait avoir une étendue de plus de 25 hectares, superficie bien insuffisante. La propriété de la mine était perpétuelle, sous la double condition pour l'exploitant de se munir tous les ans à nouveau d'autant de permis de mines que d'hectares et d'entretenir notamment sur la mine un certain nombre d'ouvriers; 2° *L'acte de concession* pour la délivrance duquel le Gouverneur avait un pouvoir discrétionnaire. La propriété de la mine ainsi acquise n'était conférée que pour une période de 15 ans et sous la condition de payer une redevance fixe annuelle qui ne pouvait être inférieure à 5 francs. Au bout du délai de 15 ans, le concessionnaire pouvait obtenir la propriété perpétuelle, à la condition de payer une somme fixe déterminée qui ne pouvait excéder 1.000 francs par hectare. Cette dernière disposition nous fait voir que nous ne sommes plus là en face

d'une concession analogue à celle de la loi de 1810, mais bien plutôt, comme le fait remarquer M. Aguillon <sup>(1)</sup>, en face de la vente d'une propriété domaniale appartenant à l'État et cédée par lui à telles conditions qu'il lui plait.

Sur les *terres appropriées*, il n'était pas question de *prise de possession*, la propriété de la mine n'était instituée que par *concession*, et cette concession ne pouvait être accordée *qu'à l'inventeur ou au propriétaire du sol, ou encore à l'association des propriétaires intéressés*. Si la mine était concédée à l'inventeur, la concession ne conférait le droit d'exploiter que pour une période de 15 ans, au bout de laquelle elle devait être renouvelée. Au contraire, si la concession était accordée au propriétaire du sol, l'institution de la mine était faite à perpétuité. A la différence du régime de 1810, l'arrêté de 1873 reconnaissait ainsi un droit de préférence pour la concession au propriétaire de la surface. Par contre, celui-ci n'avait droit à aucune redevance tréfoncière par application de l'idée que nous avons indiquée plus haut (V. p. 5), si la mine était instituée en faveur de l'inventeur.

Telles étaient les grandes lignes de l'arrêté du 13 septembre 1873.

On ne tarda pas à s'apercevoir des conséquences fâcheuses de cette législation : avec le système d'attribution de la mine suivi par l'arrêté de 1873, on arrivait à morceler la propriété minière entre des concessions trop exigües

(1) V. Aguillon, *Législation des mines*, t. II, n° 993.

pour donner lieu à des exploitations sérieuses et vraiment rémunératoires.

L'application de cette division extrême des richesses minières de la Nouvelle-Calédonie entre les différents propriétaires de la surface aurait abouti à en opérer le gaspillage. En outre, ce système d'acquisition de la propriété minière favorisait beaucoup plus les agissements de spéculateurs qui pouvaient facilement obtenir des mines que les travaux d'exploitants sérieux.

Le système de 1873 eut pour conséquence une première crise dans l'exploitation des mines de la Nouvelle-Calédonie. Des arrêtés du 23 janvier 1881 et du 1<sup>er</sup> août 1881 autorisèrent le chômage de toutes les mines autres que celles de cuivre, et un arrêté du 20 juin 1882 prorogeait le chômage des mines de toute nature.

Dans ces conditions, la réforme de la législation des mines de la Nouvelle-Calédonie s'imposait. Déjà, un arrêté du 13 décembre 1881 faisait prévoir cette réforme : il y était dit en substance qu'un arrêté du 22 novembre 1881 prononçant la déchéance de différentes mines de cuivre, était rapporté, parce qu'une nouvelle législation sur les mines était en voie de préparation.

Cette nouvelle législation fut constituée par *le décret du 22 juillet 1883* dans lequel on s'est efforcé d'assimiler le régime légal des mines de la colonie à celui de la métropole, autant que le permettait, bien entendu, la différence dans le régime foncier et l'organisation administrative. On y complétait les principes de la législation de 1810 par l'adjonction de dispositions éparses dans d'autres docu-



ments réglementaires ou même dans de simples cahiers des charges.

Ce sont les principes posés par ce décret qui sont aujourd'hui en vigueur, dans la législation des mines de la Nouvelle-Calédonie. Les règles de fond du décret du 22 juillet 1883, sauf en ce qui concerne le système des redevances, ont été reproduites dans le décret du 17 octobre 1896 actuellement applicable.

Mais à peine le décret du 22 juillet 1883 était-il promulgué (*J. officiel de la Nouvelle-Calédonie du 19 avril 1884*), que de nombreuses protestations s'élevèrent dans la colonie contre le chiffre des redevances établies par ce décret. Dans les art. 28 et 29, le taux de la redevance fixe était ainsi fixé : 5 francs par hectare pour toutes les mines ; une taxe de 10 francs par hectare frappait en plus les mines non exploitées. Le chiffre de ces redevances était exagéré. Cette pénalité fiscale frappant les mines non exploitées était funeste, alors que surtout il s'agissait d'industries extractives, au début de leur exploitation et sujettes aux risques ordinaires inhérents à ces entreprises : ces risques se trouvaient d'ailleurs doublés par ce fait que ces exploitations s'exerçaient dans un pays neuf et éloigné de pays industriels. Le régime fiscal de 1883 méconnaissait profondément ces considérations : de là les nombreuses protestations dont il fut l'objet.

Dès le mois de juillet 1884 le gouverneur demandait au département des colonies, l'autorisation de surseoir à l'exécution du décret de 1883.

*Le décret du 30 juin 1885* vint suspendre l'application des art. 28 et 29 du décret du 22 juillet 1883. Ce décret établissait un régime temporaire fiscal nouveau : il distinguait à ce point de vue entre les mines exploitées et les mines non exploitées. Toute mine en cours d'exploitation devait payer annuellement à la colonie une redevance fixe annuelle de 3 francs par hectare ou fraction d'hectare ; il était en outre stipulé que les impôts auxquels pourrait être assujettie l'exploitation des mines dans la colonie en dehors de la redevance fixe ne pourraient dépasser 3 0/0 de la valeur au port d'exportation des produits extraits. On ne considérait comme *mine exploitée* que celle qui occupait réellement quatre ouvriers au moins par 100 hectares, ou fraction de 100 hectares, sans qu'on pût comprendre dans ce nombre des condamnés accordés par contrats spéciaux. Toutefois des règles particulières étaient édictées au cas où plusieurs concessions étaient réunies dans la même main <sup>(1)</sup>.

Quant aux mines *non exploitées* elles n'étaient plus frappées que d'une seule taxe, une redevance fixe annuelle de 10 francs par hectare : une mine pouvait toujours sus-

(1) Voici quelles étaient les règles appliquées dans ce cas pour déterminer s'il y avait ou non mines exploitées : « Cependant si plusieurs « concessions de même nature se trouvent réunies entre les mains d'un « même concessionnaire, individu ou société et que quelques-unes seulement de ces mines ou même une seule soit exploitée de telle sorte « qu'il y ait au travail un minimum d'ouvriers blancs, indigènes ou autres, égal au minimum exigible pour l'ensemble des concessions, « c'est-à-dire autant de fois quatre ouvriers qu'il y aura 100 hectares « ou fractions de 100 hectares dans la concession, toutes les mines seront considérées comme en exploitation ».

pendre son exploitation sans autorisation, ni excuse.

Les dispositions de ce décret, tout au moins en ce qui concernait la détermination du taux de la redevance fixe avaient un caractère temporaire.

Mais l'exploitation des mines ayant repris son activité, il convenait d'abroger le décret de 1883 et de redemander aux industries minières leur juste contribution aux charges générales de la colonie <sup>(1)</sup>. C'est alors que fut promulgué *le décret du 15 octobre 1892*. Tandis que le décret de 1883 (art. 28 et 29) ne frappait les mines que d'une redevance fixe, le décret de 1892 édictait à la fois une redevance fixe par hectare, et une taxe proportionnelle à la valeur des produits extraits. Le taux de la redevance fixe était nécessairement moins élevé que dans le régime de 1883 puisqu'elle s'ajoutait maintenant à une seconde redevance, la taxe ou redevance proportionnelle. L'idée dominante du décret de 1892 est de faire porter l'impôt surtout sur l'extraction, afin de répartir le plus équitablement possible les charges fiscales sur les bénéfices présumés de l'industrie. Comme l'explique en termes précis le rapport au Président de la République précédant le projet de décret de 1892 : « C'est cette redevance proportionnelle qui « devient la taxe principale ». Le décret de 1892, on le voit, abandonnait au moins partiellement le régime fiscal de 1883 dont l'unique base était la redevance fixe. Le taux de cette dernière était abaissé à 0 fr. 50 cent. par

(1) Rapp. précédant le projet de décret de 1892. — *J. Off.* du 18 octobre 1892.

hectare ou fraction d'hectare et celui de la redevance proportionnelle était fixé à 1/2 0/0 de la valeur au port d'exportation des produits extraits, déduction faite des frais de transport de la mine au port.

Le taux de la taxe frappant les mines non exploitées était abaissé de 10 à 2 francs.

Mais on rencontra encore de sérieuses difficultés lorsqu'on voulut appliquer le régime fiscal du décret de 1892.

Tout d'abord le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie protesta contre ce décret qui ne lui laissait pas la détermination du taux de la redevance proportionnelle et le déféra au Conseil d'État comme illégal. Le Département des Colonies suspendit en conséquence l'exécution de ce décret jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1894. Au mois de novembre de la même année le Conseil général fut avisé que le Conseil d'État avait repoussé sa prétention.

Quand l'Administration voulut appliquer le décret de 1892 elle se trouva en face de graves difficultés.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1894, les mines devaient payer l'impôt tel qu'il avait été fixé par le décret. L'Administration ne put parvenir à assurer d'une manière complète l'application de ce régime fiscal en raison des considérations suivantes :

1° La redevance fixe de 0 fr. 50 par hectare et la taxe frappant les mines inexploitées ne purent être perçues par suite de la crise très intense que subirent en 1894 et 1895 les exploitations minières de la Nouvelle-Calédonie à raison notamment de la concurrence du nickel du Canada.

La Nouvelle-Calédonie par suite de sa position géogra-

phique et du prix actuel de transport des minerais exportés, peut être encore sujette à des crises industrielles avant d'arriver à une stabilité économique plus complète. Cette stabilité, il faut l'espérer dans un avenir prochain et la préparer. Il ne fallait pas établir un régime trop rigoureux pour les propriétaires de mines obligés de suspendre l'activité de leur exploitation.

2° Quant à la redevance proportionnelle, par l'effet de circonstances spéciales, son évaluation, déduction faite des frais de transport, telle qu'elle était prescrite par le décret de 1892, était impossible.

3° L'Administration locale se trouvait dans l'impossibilité de statuer sur de nombreuses demandes de concessions en l'absence de plans des districts miniers d'une part et à raison de l'insuffisance du personnel du service des mines de la Nouvelle-Calédonie <sup>(1)</sup>, d'autre part. Dès lors, les explorateurs se contentaient de faire renouveler leurs permis de recherches ainsi que les autorisations de disposer des produits extraits, et ils exploitaient ainsi, suivant l'expression d'un rapport fait au Conseil général des mines en 1896, « librement, sans être soumis à aucun impôt, « comme sans avoir aucun titre de propriété ».

Ces terrains n'étaient plus, en effet, soumis à la réglementation du permis de recherches puisque l'explorateur ayant reconnu la présence de gisements exploitables les avait effectivement demandés en concession : il avait même

(1) Rapport de M. Bricka, inspecteur général des mines, au Comité de travaux publics des Colonies.



à cet effet versé la somme fixe de trois francs. Mais ces terrains, d'autre part, n'étaient pas encore soumis au régime des concessions, puisque l'Administration ne les avait pas délimités. Dès lors, ces exploitants prétendaient qu'ils ne devaient acquitter ni droit de recherche, ni redevance fixe laquelle était inhérente seulement au titre de la concession. Ils faisaient valoir que le défaut d'obtention de la concession, bien que leurs recherches eussent abouti, provenant de la faute de l'Administration, ils n'avaient qu'à invoquer l'art. 16 qui permettait aux prospecteurs de profiter de leurs recherches moyennant la somme de 50 francs par an, sans être astreints à acquitter d'autres droits (1).

La refonte générale de la législation des mines de la Nouvelle-Calédonie s'imposait : elle a été opérée par *le décret actuellement en vigueur du 17 octobre 1896*.

Cette nouvelle législation supprime toute distinction entre les mines exploitées et les mines inexploitées ; les unes et les autres sont seulement soumises à la redevance fixe de 0 fr. 50 par hectare (art. 28). En outre, le taux de la redevance proportionnelle pour chaque tonne de produits marchands extraits de la mine est fixé par un décret spécial rendu le même jour que le décret général (2). Ce taux n'est plus déterminé par une évaluation, déduction faite des frais de transport de la mine au port d'exportation (art. 29). Mais les produits extraits, consommés

(1) Rapport de M. Adam, inspecteur des mines, en 1895.

(2) Voir ce décret dans nos textes annexés.

ou transformés dans la colonie continuent comme dans le régime de 1892 à être exempts de taxe proportionnelle.

Enfin en présence des difficultés qui empêchent en Nouvelle-Calédonie, la prompte délivrance de la concession, par suite de l'insuffisance du service des mines et de l'absence de plans des districts miniers, une nouvelle disposition a été insérée dans le décret du 17 octobre 1896 : « Tant que la mine n'aura pas été instituée elle sera considérée comme périmètre de recherches et payera la redevance prévue aux articles 11 et 12 ci-dessus ». Ainsi les explorateurs qui n'auront pas encore obtenu la délivrance de la concession, bien qu'ils en aient fait la demande, ne sauraient plus échapper à aucun droit fiscal; ils devront acquitter la redevance fixe par hectare imposée à tout explorateur en Nouvelle-Calédonie.

Aux termes de l'art. 61 du décret du 22 juillet 1883 les mines *déjà concédées à cette date* devaient continuer à payer la redevance fixe annuelle de 10 francs au maximum qui résulte des anciennes dispositions. Il en résultait une inégalité au point de vue fiscal entre ces mines et les autres mines placées par le décret sous un nouveau régime fiscal. Un texte préparé pour être inséré dans le décret de 1892 afin d'obvier à cette inégalité ne fut pas par erreur inséré dans ce décret. *Un décret du 24 janvier 1893* vint réparer cette omission provisoirement en ajournant pour ces mines le paiement des redevances.

Mais le décret du 17 octobre 1896 tout en transformant (art. 61) les anciennes concessions issues du régime de l'arrêté de 1873 en concessions perpétuelles, les a laissées

assujetties à la redevance fixe annuelle par hectare résultant des anciennes dispositions, sans toutefois que cette redevance puisse dépasser 10 francs par hectare. L'art. 61 soumet ces concessions au régime établi par le décret de 1896. Il déclare toutefois qu'elles comprennent « toutes les substances concessibles sans distinction de catégorie ».

## *2° Établissements français de l'Inde.*

Le décret minier du 25 novembre 1884 fut promulgué à propos de la découverte d'un gisement de lignite à Bahour (établissement de Pondichéry).

Il a été rédigé sur le modèle et dans le même esprit que le décret de 1883 relatif à la Nouvelle-Calédonie. Toutefois cette législation se rapproche encore plus de la législation métropolitaine que le régime néo-calédonien.

Le principe de la redevance tréfoncière aboli en Nouvelle-Calédonie où la propriété foncière est de constitution récente, a été au contraire maintenu dans les établissements de l'Inde où les terres sont depuis longtemps appropriées et cultivées.

L'art. 34 du décret de 1884 imposant une surtaxe aux mines inexploitées n'a pas été abrogé; aucune crise industrielle n'ayant nécessité cette mesure, comme en Nouvelle-Calédonie où la surtaxe a été supprimée par le décret de 1896. Il faut reconnaître d'ailleurs que cette taxe dans ces colonies se réduit à peu de chose; ce n'est plus en effet de même que dans le régime du décret de 1883 en Nouvelle-Calédonie, le taux de 10 francs par hectare qui est

appliqué, mais celui de 0 fr. 10 seulement par hectare.

Enfin, à la différence du décret du 17 octobre 1896, nous ne rencontrons pas dans le régime minier des établissements de l'Inde, une réglementation spéciale pour l'exploitation des alluvions *aurifères*.

### 3° *Annam-Tonkin.*

La réglementation des mines dans l'Annam-Tonkin n'était pas attribuée au Gouvernement français par le seul effet de l'établissement de notre protectorat.

Le traité de protectorat du 6 juin 1884 n'avait pas compris la réglementation des mines dans les pouvoirs conférés au gouvernement français sur l'Annam-Tonkin après les succès de nos armées dans cette partie de l'Indo-Chine. Cette réglementation ne rentrait pas dans l'organisation administrative du pays, ni même à proprement parler, dans le service des travaux publics, et, par suite, échappait aux pleins pouvoirs concédés sous ce double rapport à l'Administration française.

Le roi d'Annam était souverain propriétaire du tréfonds de son royaume, comme il l'était de la surface : toute appropriation des mines était punie par les pénalités les plus sévères du Code annamite.

Il importait toutefois dans l'intérêt économique de l'Annam-Tonkin de ne pas laisser au Gouvernement annamite la réglementation de l'exploitation des mines. Aussi dans l'art. 18 du traité du 6 juin 1884, l'empereur d'Annam s'était-il engagé à régler d'accord avec le Gou-

vernement de la République française, le régime des mines situées dans ses États et s'était-il interdit d'une manière absolue de disposer d'aucun gisement soit en Annam, soit au Tonkin avant que l'entente à intervenir fût établie.

Cet engagement pris par le Gouvernement annamite était très important et décidait du sort des richesses minières de notre protectorat d'Indo-Chine. A cette époque, les mines de l'Annam-Tonkin n'avaient été encore grevées d'aucune charge à l'exception d'une mine de houille située sur le territoire du village de Mong-son (province de Quang-Nam) concédée le 12 mars 1881 pour une durée de 29 ans.

Bientôt par une *Convention du 18 février 1885*, l'empereur d'Annam acceptait de soumettre le régime et l'exploitation des mines de ses États aux règlements dont l'utilité serait reconnue par le Gouvernement français (art. 1<sup>er</sup>). Toutefois, le montant des taxes et impôts perçus sur les mines de l'*Annam*, ainsi que le prix des adjudications minières devait être versé au Trésor royal après défalcation des dépenses qui auraient été faites par l'Administration des mines de l'Annam (art. 2). Au contraire, les recettes fiscales provenant des mines du *Tonkin* ainsi que le prix des adjudications minières devait être uniquement affecté aux dépenses de l'Administration du Tonkin.

Cette convention fut rendue exécutoire entre l'Annam et la France par le *décret du 2 mars 1886*.

Il était dès lors urgent d'arrêter et de publier un règlement général des mines pour l'Annam-Tonkin, et pourtant ce ne fut que 3 ans et demi après la signature de la



Convention de 1885 que fut promulgué le premier décret minier en date du 17 octobre 1888.

Il importait cependant d'assurer le plus promptement possible la mise en valeur des richesses minérales de l'Annam-Tonkin : aussi dès l'année 1884, le Gouvernement, par arrêté du 6 septembre avait-il nommé une Commission dont les travaux furent résumés dans le rapport de M. Lamé-Fleury (*J. officiel* du 6 décembre 1884).

Ce projet disposait que la propriété minière ne pourrait s'acquérir que par découverte suivie de prise de possession ou par adjudication publique. Ces deux modes de constitution de la propriété minière se référaient à deux catégories de mines différentes. S'il était vrai, en effet, que beaucoup de gisements miniers dans notre protectorat de l'Indo-Chine n'ayant pas été découverts, la prise de possession se comprenait à leur égard, il y avait, d'autre part, notamment sur le littoral du Tonkin, certains gisements houillers dont l'existence était connue depuis longtemps, et pour lesquels le système de l'adjudication semblait devoir être adopté.

Un autre projet, proposé par M. Paul Bert, alors Gouverneur de l'Indo-Chine, maintenait le principe de la concession directe.

Mais la commission technique, réunie le 23 juillet 1888, adopta les principes du projet de règlement de 1884 qui furent consacrés dans le *décret minier du 17 octobre 1888*.

Ce décret ne tarda pas à donner lieu à de vives critiques, notamment sur deux points :

1° Les superficies offertes par le décret de 1888 étaient

insuffisantes. L'art. 9 du décret de 1888 limitait les périmètres de recherches et de concession à 100 hectares pour les gîtes d'alluvion, 500 pour ceux de houille et 200 pour les autres mines. Ces superficies étaient trop restreintes pour assurer à ceux qui rechercheraient ou exploiteraient les mines dans l'Annam-Tonkin, un bénéfice proportionné aux efforts et aux sacrifices qu'ils doivent prodiguer pour découvrir et exploiter des mines dans des régions souvent inexplorées, à peu près désertes, et où il n'y a pas de moyen de communication ou de transport.

Cette législation méconnaissait ainsi ce principe que les industries minières nécessitant l'avance de capitaux considérables, doivent avoir une superficie assez étendue, afin d'offrir à ceux qui aventurent leurs capitaux dans des entreprises minières coloniales, une rémunération avantageuse, proportionnée aux risques courus.

2° Le taux des redevances fiscales était exagéré dans le décret de 1888. La redevance fixe par hectare à payer la première année d'exploitation était de 20, 30 ou 40 francs par hectare, suivant qu'il s'agissait de mines de combustibles, d'exploitations d'alluvions ou d'autres mines; pour les autres années cette redevance fixe était de 10, 20 ou 15 francs suivant la catégorie de mines.

Ce système aboutissait à imposer aux mines du Tonkin des taxes 300 fois et 450 fois plus fortes qu'en France (1).

Ajoutons à cela un droit de sortie de 3 0/0 pour les

(1) *Économiste français*, octobre 1896. V. l'article de M. Jules Michel sur les mines du Tonkin.

mines de combustibles et les minerais de fer et de 5 0/0 pour les autres substances minérales.

Ce régime fiscal était exorbitant dans un pays neuf comme l'Annam-Tonkin où ceux qui prennent l'initiative d'exploitations minières, sont encore plus particulièrement exposés aux risques inhérents à toute industrie extractive.

La législation de 1888 était donc trop fiscale. M. de Lanessan constatait dans un rapport en 1893 que la Société de l'exploitation houillère de Kebao payait 10 0/0 de la valeur du produit : « ce qui est beaucoup trop, » ajoutait M. de Lanessan, pour un produit qu'on doit « vendre extrêmement bon marché, si on veut qu'il puisse « se substituer aux charbons qui occupent actuellement « les marchés de l'Extrême-Orient... ».

Il était donc nécessaire d'apporter certaines modifications à cette législation : ce fut l'œuvre du *décret du 25 février 1897* qui vint abroger le décret de 1888.

Les principes essentiels de la législation antérieure ont été maintenus dans ce décret. Voici quelles ont été les principales modifications qui ont été apportées au régime minier de l'Annam dans le nouveau décret de 1897 :

1° Les superficies des périmètres de recherches ont été notablement agrandies, les périmètres pourront englober 5.000 hectares environ, et leur forme au lieu d'être rectangulaire doit prendre celle d'un cercle, ce qui en facilite l'occupation.

2° L'étendue maxima que peuvent avoir les mines acquises par prise de possession est augmentée : pour les mines de combustibles elle est portée de 500 hectares à

2.400 hectares, pour les mines d'alluvion de 100 à 600 et de 200 à 800 pour les autres mines.

3° Le décret de 1897 abaisse considérablement le taux des redevances fixes annuelles suivant un système progressif qui proportionne le chiffre de la redevance à la durée de l'exploitation. La redevance initiale que paiera l'industrie minière au début de son extraction est ainsi abaissée à 1 franc par hectare au lieu de 20 francs pour les mines de combustible, à 2 francs par hectare au lieu de 30 et 40 francs pour les autres mines.

De même, la taxe proportionnelle frappant les produits extraits a été notablement abaissée : elle est fixée à 1 0/0 par tonne pour les combustibles et les minerais de fer, et à 2 0/0 pour les autres substances, au lieu de 3 et 5 0/0.

Telles sont les principales réformes du décret de 1897. On voit qu'elles répondent aux deux ordres de critiques qui avaient été adressées au régime de 1888. Elles marquent une orientation vers un régime plus libéral qui se manifeste par ces deux faits : augmentation de l'étendue donnée aux droits de recherches et d'exploitation des mines, d'une part, et d'autre part diminution des charges fiscales grevant l'exploitation des mines à son début.

En ce qui concerne les concessions antérieures au décret du 25 février 1897, on distingue :

- 1° Les concessions instituées avant le décret de 1888 ;
- 2° Les mines instituées sous le régime du décret de 1888.

A. — *Concessions de mines instituées avant le décret de 1888.*  
— Avant le décret de 1888, des concessions de mines avaient

été instituées dans l'Annam-Tonkin par contrats particuliers, il était nécessaire de respecter les droits antérieurement acquis de ces propriétaires de mines.

Mais il était d'une bonne législation de tendre le plus possible à faire disparaître une dualité de régimes entre les mines de l'Annam-Tonkin, du moment que ce but pouvait être réalisé sans froisser l'équité.

Le législateur de 1897 prit dans ce but deux mesures différentes :

1° L'art. 79 du décret de 1897 ne maintint en vigueur que les clauses des contrats particuliers ayant trait à la superficie des mines, à leur vente, à leur division, à leur réunion éventuelle à d'autres mines et aux redevances à payer au Trésor. Toutes les autres dispositions du décret de 1897 étaient déclarées applicables aux mines instituées avant 1888. Il en est, en effet, qui ont pour but uniquement de réglementer les droits *des tiers*. En les appliquant aux mines antérieurement concédées, on ne portait pas atteinte aux droits acquis par les propriétaires de ces mines. Mais nous ne saurions professer la même opinion en ce qui concerne les autres dispositions qui ont pour objet des mesures de police et de surveillance administrative de l'exploitation des mines : il nous semble qu'à cet égard les clauses des contrats particuliers forment la loi des parties entre l'État et les propriétaires intéressés et que, dès lors, remplacer ces dispositions par les textes du décret de 1897, relatif à la police et à la surveillance des mines, c'est un peu froisser les droits acquis.

2° Pour préparer plus complètement l'unité de législa-



tion, le décret de 1897 admettait en second lieu, des mines antérieurement instituées à rentrer, à toute époque, sous le régime nouveau moyennant une déclaration adressée au Gouverneur général (art. 79).

B. — *Mines instituées sous le régime du décret de 1888.* — Pour cette catégorie de mines, l'art. 79 du décret du 23 février 1897 spécifie : « Le présent décret sera intégrale-  
« ment appliqué aux mines instituées sous le régime du  
« décret de 1888 ».

Le décret de 1897, réformant dans un sens plus libéral le décret de 1888, il n'y avait plus de raison pour laisser en vigueur les dispositions de la législation de 1888.

#### 4° Madagascar.

Il importait de ne pas laisser à la puissance Hova la réglementation des mines. On ne devait pas oublier la funeste intervention du gouvernement Hova dans l'exploitation de Suberbieville<sup>(1)</sup>.

La loi du 6 août 1896 prononçant l'*annexion* de Madagascar, comme colonie française vint trancher la question en donnant par l'effet de l'annexion plein pouvoir au Gouvernement français pour réglementer l'exploitation des mines dans la grande île africaine. C'est la solution qu'impliquait déjà le décret du 17 juillet 1896 relatif aux mines de métaux précieux.

Lorsqu'il s'agit d'établir les principes de la législation

(1) Voir *Revue du Tour du Monde*, année 1896, p. 96.

des mines qu'on appliquerait à Madagascar, se posa la question de savoir — 1<sup>o</sup> si on soumettrait toutes les mines, quelles qu'elles fussent, à un régime légal unique ou si, au contraire, eu égard à l'importance des gisements aurifères à Madagascar, on ferait une législation spéciale pour les mines de métaux précieux, indépendante de celle édictée pour les autres mines <sup>(1)</sup>, — 2<sup>o</sup> si on appliquerait dans cette législation spéciale le système des petites exploitations par *claims*, régime en vigueur au Transvaal et dans l'Australie.

Pour soutenir le système d'une législation unique, on disait que les exploitations aurifères, tout comme les autres exploitations minières, exigent des capitaux sérieux et des surfaces étendues, qu'elles doivent, en conséquence, constituer de véritables mines et qu'il était dès lors, rationnel de les soumettre au régime général <sup>(2)</sup>, afin de favoriser l'exploitation des gisements aurifères par des compagnies sérieuses.

Mais, en sens contraire, pour recommander une législation spéciale aux mines de métaux précieux, on invoquait l'exemple de l'Australie et du Transvaal, où la législation des mines de métaux précieux ayant pour base le système des petites exploitations par *claims*, avait développé extraordinairement le peuplement en même temps que le commerce dans ces régions.

Ce fut cette seconde opinion qui l'emporta en principe.

(1) Projet de l'Administration des colonies, 1895.

(2) Rapport de M. Barrat, 1895.

Deux décrets spéciaux se rapportent, l'un aux mines de métaux précieux et aux pierres précieuses, c'est le *décret du 17 juillet 1896* ; le second à l'exploitation des autres mines c'est le *décret du 20 juillet 1897*.

Le décret du 17 juillet 1896 sur les mines de métaux précieux est une transaction entre les deux opinions. Si nous y voyons établi le principe de l'exploitation par lots miniers de petite dimension (art. 9 à 16), il est très visible par l'art. 22 qu'on a voulu aussi favoriser l'établissement de sociétés minières pour l'exploitation de mines de métaux précieux, en leur permettant de transformer des lots et groupements de lots exploités isolément en une concession très étendue. Ainsi se sont trouvés réunis les avantages des deux systèmes préconisés : l'exploitation morcelée par claims et l'exploitation par concessions de grande étendue.

#### 5° *Afrique occidentale française.*

La réglementation des mines au Sénégal et dans le Soudan français a été opérée par le *décret du 14 avril 1896*. Cette législation a été ensuite appliquée à la Guinée française avec quelques modifications par le *décret du 11 décembre 1897*.

Cette législation minière établit d'une manière générale le système du permis d'exploitation temporaire pour toutes les mines sans distinction. Par là elle nous semble surtout viser actuellement les exploitations de gisements aurifères qui sont encore les seuls gisements reconnus exploitables dans ces régions.

On peut en conclure qu'il s'agit là d'une réglementation non encore définitive. C'est ce que confirme l'art. 45 du décret du 14 août 1896 disposant : « Un décret ultérieur « réglera la forme des concessions perpétuelles, s'il en est « institué. Les permis d'exploitation seront transformés de « plein droit en concessions perpétuelles... ».

### 6° *Guyane.*

En Guyane, la loi de 1810 a été déclarée applicable par le décret du 22 avril 1838.

Ce décret promulguait la législation métropolitaine avec quelques modifications inhérentes au régime administratif de la colonie : les attributions du chef de l'État et du ministre en France étaient dévolues au gouverneur ; celles du préfet revenaient au directeur de l'intérieur.

Mais une législation spéciale régit aujourd'hui l'exploitation des gisements aurifères.

Déjà en 1836, un arrêté du gouverneur s'était occupé de cette question. On trouvera dans notre appendice quelques dispositions curieuses de cet arrêté, qui a fondé le principe des permis d'exploration comprenant de vastes espaces, comme il est question d'en établir dans la législation de l'Afrique occidentale française.

La recherche de l'exploitation des gisements aurifères est réglée actuellement par le *décret du 18 mars 1881*, qui établit notamment les permis d'exploitations temporaires. Un *décret du 27 mars 1882* est venu le modifier par des

réglementations de détail relativement au plan qui doit accompagner la demande de permis de recherches.

Cette législation, toutefois, n'est pas venue abroger, en ce qui concerne les gisements aurifères, la loi de 1810 : elle s'y superpose simplement. C'est ce que nous fait très nettement voir l'art. 46 du décret du 18 mars 1881, disposant : « A l'exception de la loi du 21 avril 1810, qui recevra son application, si les demandes de concession de mines sont faites, la législation locale sur la matière, actuellement en vigueur, est et demeure « abrogée ».

Ainsi d'après ce texte lorsqu'il s'agit simplement de permis de recherches ou de permis d'exploitation temporaires sur les gisements aurifères en Guyane, ce sont les règles spéciales du décret du 18 mars 1881 qui devront être appliquées. Mais s'il est délivré des concessions perpétuelles sur ces mêmes gisements on appliquera les prescriptions de la loi de 1810.

Cette distinction a été nettement faite par la jurisprudence du Conseil d'État dans deux arrêts : l'un du 15 février 1889 <sup>(1)</sup>, et l'autre du 29 mars 1895 <sup>(2)</sup> statuant sur la validité d'oppositions émanant de titulaires de permis d'exploitation contre des demandes en concession.

Elle l'a été également par la Cour de cassation dans un arrêt en date du 28 janvier 1891 <sup>(3)</sup>, qui a décidé que les permis d'exploitation ne sont pas régis par les art. 7 à 10

(1) Dalloz, 1890. 3. 44.

(2) Sirey, 1897. 3. 71.

(3) Dalloz, Cass., 1891. 1. 469.



de la loi de 1810, et que la législation spéciale à la Guyane sur les recherches et exploitations de gisements aurifères n'exige nullement que les conventions intervenues entre deux permissionnaires au sujet des limites de leurs concessions respectives soient soumises à l'agrément préalable de l'autorité administrative.

**V. — Pouvoir de l'autorité locale aux colonies  
dans la réglementation des mines.**

Tous les décrets miniers ont reconnu au gouverneur le pouvoir de prendre « tous les arrêtés nécessaires » pour assurer l'application de leurs dispositions. Ajoutons que depuis le décret du 21 mai 1898 supprimant les fonctions de directeur de l'Intérieur, les attributions de ce fonctionnaire, notamment en matière de mines, ont été dévolues au gouverneur, assisté d'un secrétaire général.

Dans l'Indo-Chine française particulièrement le décret du 21 avril 1891 lui attribue la même qualité consacrant une sorte d'abdication du pouvoir métropolitain, en lui donnant « le mandat d'agir et d'oser » (4). Dans toutes les colonies il a la direction supérieure de toutes les branches de l'Administration (Ordonnances de 1826 et 1827).

Le gouverneur peut défendre l'exportation des grains, légumes, bestiaux et autres objets de subsistance en cas de disette ; il accorde au lieu et place du chef de l'Etat, les

(4) Suivant l'expression de M. Jules Ferry.

dispenses de mariage pour défaut d'âge (Mêmes ordonnances)<sup>(1)</sup>.

Aussi doit-on reconnaître d'une manière très large au gouverneur le droit de prendre toutes les mesures de détail qui concerneront l'application des dispositions des décrets miniers coloniaux. C'est ainsi que le Conseil d'État a estimé qu'il appartenait en Guyane au gouverneur dispensateur des permis de recherches en vertu de l'art. 17 du décret du 10 mars 1881, de régler les questions secondaires s'y rattachant et d'établir à quelles conditions spéciales il accorderait ces permis à ceux qui les demanderaient (Conseil d'État, 24 juillet 1896, Sirey, 1898.3. 100. — Aff. Dusserre-Telmon).

Le gouverneur pourra même suspendre l'application des dispositions de décrets miniers, lorsque cette suspension est une mesure d'ordre public prise dans l'intérêt général : tel est l'arrêté du 23 novembre 1896 pris par le gouverneur général de l'Indo-Chine interdisant les fouilles dans les provinces de Thua-Thien et de Tham-Hoa. Les considérants de cet arrêté en établissent la validité : « Considérant que  
« les territoires des provinces de Thua-Thien et de Tham-  
« Hoa sur lesquels existent les tombeaux des anciens sou-  
« verains sont considérés par le peuple annamite, comme  
« *sol sacré* et que pour ménager de *légitimes susceptibili-*  
« *tés*, il convient d'apporter un certain tempérament à la  
« faculté de procéder à des travaux souterrains... »<sup>(2)</sup>.

(1) V. Dislère, *Traité de législation coloniale*, n<sup>os</sup> 338 et s.

(2) L'art. 82 du décret du 25 février 1897 (Annam-Tonkin) a consacré légalement ce pouvoir au gouverneur.

Mais nous ne croyons pas que le gouverneur puisse prendre un arrêté dérogeant aux dispositions du décret, pour en faire une application d'ordre général. De plus, pour qu'il puisse ainsi suspendre l'application de différentes dispositions d'un décret réglementant l'exploitation des mines aux colonies, il faut que cette suspension soit nécessitée par l'intérêt général, en face de circonstances réelles et motivées.

Tout arrêté portant modification d'un décret minier colonial en dehors de ces limites serait susceptible d'un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'État.

---



## CHAPITRE II

### DÉFINITION ET CLASSIFICATION DES MINES

---

#### I. — Intérêt de la définition des mines.

En définissant ce qu'il faut entendre par *mine*, le législateur détermine du même coup quels sont les gisements de minéraux contenus dans le sol dont la libre disposition échappe au propriétaire de la surface et qui sont susceptibles d'une propriété distincte de celle de la superficie. En un mot, la définition des mines fait le départ des substances concessibles de celles qui ne le sont pas.

#### II. — Définition donnée par la loi du 21 avril 1810 dans la métropole.

Comment le législateur de 1810 a-t-il défini les *mines*? Après avoir distingué les masses de substances minérales ou fossiles renfermées dans le sein de la terre ou existant à la surface sous les trois qualifications de *mines*, *minières* et *carrières*, le législateur de 1810 (*art. 2*) définit ainsi les mines :



« Seront considérées comme mines celles connues pour  
« contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de  
« l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer en  
« filons ou couches, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la  
« calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du man-  
« ganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine  
« ou autres matières métalliques, du soufre, du charbon de  
« terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, de l'alun  
« et des sulfates à base métallique ».

Cette énumération n'est point limitative, et les indications renfermées dans ce texte sont purement énumératives. C'est là un point incontestable, établi depuis longtemps par la jurisprudence (*Caiss. crim. 8 septembre 1832*). Il faut attribuer le même caractère à la définition relative aux carrières, contenue dans l'art. 4 de la même loi.

De là est née dans la législation métropolitaine la difficulté de reconnaître dans quelle catégorie légale, il faut faire rentrer une substance non dénommée par la loi.

Or, il est évident que dans la législation de 1810, la classification des substances minérales dans la catégorie des mines repose sur la *nature* de ces substances et non sur leur *mode d'exploitation* (1).

Pour trancher, dès lors, la question de savoir dans quelle catégorie, mines ou carrières, rentre une substance

(1) C'est là, l'opinion professée par la majorité des auteurs en dépit des termes ambigus de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de 1810 : « Les masses de substances minérales ... sont classées *relativement aux règles de l'exploitation de chacune d'elles*, sous les trois qualifications de mines, minières et carrières ».

minérale non spécifiée par la loi de 1810, il est naturel de classer cette substance en vertu de l'analogie qu'elle peut présenter avec telle ou telle substance indiquée formellement par le législateur (1).

Mais ce système d'interprétation admis généralement ne va pas sans laisser beaucoup de difficultés dans l'application, témoin la controverse élevée sur le caractère de l'exploitation des mines de *sel gemme*, controverse qui n'a pu être tranchée que par la loi du 17 juin 1840; témoin, la controverse élevée en France sur le caractère juridique des gisements de phosphates.

### III. — Définition des mines dans la législation coloniale.

Le législateur colonial a procédé d'une façon plus simple, il a défini les mines en ces termes : « Sont considérés comme mines les gîtes naturels ou fossiles susceptibles d'une utilisation spéciale, à l'exception des matériaux de construction et des amendements ou engrais pour la culture des terres, qui sont laissés à la libre disposition des propriétaires du sol » (*art. 1<sup>er</sup>, D. 25 février 1897. Annam-Tonkin*).

L'art. 1<sup>er</sup> du décret de la Nouvelle-Calédonie donne la même définition. Quant au décret du 20 juillet 1897, relatif à Madagascar, ses art. 1 et 4 reproduisent sous une forme différente le même système. C'est ce qu'on est amené à conclure si l'on rapproche les dispositions de

(1) Dalloz, *Rép.*, J. G., *Mines*, 48. — J. G. S. *Mines*, 108.

l'art. 1<sup>er</sup> *in fine* de celles de l'art. 4. L'art. 1<sup>er</sup> *in fine* déclare d'une part : « Ne sont pas considérés comme mines « les gîtes de tourbe, de matériaux de construction et « d'amendement » ; et l'art. 4 dispose d'autre part : « Les « matières dont les gîtes sont considérés comme mines sont « concessibles ; elles sont classées en quatre catégories : « ... » et ce texte ajoute, « les gîtes non considérés comme « mines sont considérés comme carrières », ce qui ne se rapporte évidemment qu'aux matières exclues expressément de la catégorie des mines par l'art. 1<sup>er</sup> rapporté ci-dessus.

Même méthode employée par le législateur colonial dans le décret du 14 août 1896 (Afrique occidentale française) et définition des mines aussi large : « Sont considérés comme mines, nous dit l'art. 4 de ce décret, les « gîtes naturels des substances minérales et fossiles et « notamment, les combustibles minéraux, bitumes, etc... ». Dans ce texte encore il apparaît nettement qu'aux yeux du législateur colonial rentrent dans la classe des mines tous les gisements miniers *susceptibles d'une utilisation spéciale* ; en effet, l'énumération de certaines substances minérales est dans ce texte purement énonciative, comme le prouve le mot « notamment » qui la précède et, d'autre part, quoique l'expression « utilisation spéciale » ne s'y rencontre pas, il faut la suppléer étant donné le caractère des substances minérales que le législateur énumère. Enfin dans le même décret l'art. 5 nous fait bien voir que ce n'est qu'exceptionnellement que certaines substances minérales sont d'une manière générale laissées à la disposition du propriétaire de la surface : « *Toutefois*, les allu-

« vions aurifères qui font l'objet d'exploitations indigènes,  
« la tourbe, les matériaux de construction et les amende-  
« ments suivent la condition de la terre ».

Ce système aboutit à ne laisser au propriétaire du sol que les gisements minéraux qui, propres à mettre le sol en valeur, doivent être déclarés dépendances de la propriété de la surface.

Quant aux autres substances minérales, du moment qu'elles sont susceptibles d'une utilisation spéciale, c'est-à-dire qu'elles se présentent en gisements suffisamment importants pour pouvoir faire utilement l'objet d'industries et d'entreprises spéciales, elles pourront constituer des mines.

Comme on le voit dans les textes ci-dessus rapportés, la définition des mines donnée par le législateur colonial est plus large que la définition contenue dans l'art. 2 de la loi de 1810, bien que l'énumération de cette dernière ne soit pas limitative. En présence de cette notion large de la mine la difficulté de savoir si telle ou telle substance rentre dans la catégorie des matières concessibles est bien diminuée.

Le législateur colonial a tenu compte aussi de cette considération que la science n'a pas encore dit son dernier mot, qu'il est des richesses minérales encore inconnues, comme l'était le nickel lors de l'élaboration de la loi de 1810, or on sait que ce métal fait maintenant presque l'unique objet des exploitations minières de la Nouvelle-Calédonie.

Une seconde différence sépare encore sur cette ques-

tion, la législation de la métropole de la législation coloniale. Cette dernière, dans certaines colonies, fait des *gisements de métaux précieux une classe de mines à part*.

Enfin, le législateur colonial, à la différence du législateur de 1810, s'attache parfois *au mode d'exploitation*. Il dénie, en effet, parfois le caractère de mine à une substance minérale, en se fondant sur son mode d'exploitation : nous faisons ici allusion à certaines exploitations aurifères. C'est ainsi qu'au Tonkin nous voyons que l'exploitation de l'or en alluvions de surface ne peut faire l'objet d'une propriété distincte de celle de la surface et, par suite, ne constitue, à proprement parler, une mine au sens juridique du mot, que si le gisement alluvionnaire est situé dans un terrain *non cultivé*. Dans les terres appropriées, l'or en alluvion de surface reste à la disposition du propriétaire du sol. L'or contenu en filons, au contraire, constitue toujours une véritable mine. C'est ce qu'il faut déduire de *l'art. 41 du décret du 25 février 1897* (Annam-Tonkin) : « Dans les terrains cultivés <sup>(1)</sup>, le propriétaire ou ses ayants droit peuvent *seuls* acquérir le « droit d'exploiter une mine d'alluvion en se conformant « aux prescriptions du titre 11 et de la section 2 du pré-

(1) Le législateur a employé, dans le décret minier de l'Annam-Tonkin, l'expression de terrains cultivés, afin de comprendre sous cette dénomination non seulement les terres appartenant en pleine propriété aux Européens, mais aussi les terres détenues par les indigènes, sur lesquelles ceux-ci n'ont pas un droit de propriété, mais qu'ils possèdent en vertu d'une concession de souveraineté émanée de l'empereur d'Annam. On sait en effet que dans le droit annamite le souverain est seul propriétaire de toute la terre. V. Hamelin, *Des concessions coloniales*, p. 249 et s.



« sent titre ; mais la mine peut avoir une étendue et une « forme quelconques ». L'expression de mine dont se sert l'art. 41 nous semble ici improprement appliquée à des gisements qui suivent la condition de la terre et est dès lors critiquable au point de vue juridique.

De même, dans le régime minier de l'Afrique occidentale française, nous voyons le législateur colonial employer la même méthode pour exclure certains gisements aurifères de la catégorie des mines : l'art. 30 du décret minier du 14 août 1896 dispose dans son alinéa 2 : « Le « permis d'exploitation ne s'étend qu'aux terrains auri-  
« fères compacts en filons et en couches qui échappent  
« aux procédés primitifs en usage dans le pays ».

A Madagascar et dans l'Afrique occidentale française, les *phosphates* quoiqu'ils constituent des *amendements* ont été déclarés expressément substances concessibles par l'art. 4 du décret du 20 juillet 1897 et l'art. 4 du décret du 14 août 1896. Comment expliquer cette particularité dans ces deux législations minières ?

Instruit par les difficultés juridiques qu'avait soulevées l'exploitation des phosphates en Algérie le législateur colonial en classant les phosphates dans la catégorie des substances concessibles a voulu prévoir ces difficultés. Il a considéré d'autre part, que dans les terrains où la teneur de ces gisements est très riche, il est conforme à l'intérêt général de ne pas les laisser à la libre disposition du propriétaire de la surface, surtout du propriétaire indigène, qui par son inexpérience pourrait gaspiller ces richesses ; il importait donc de permettre à des entreprises

spéciales d'en faire l'objet de leur exploitation. Il se trouvait d'autant plus à l'aise pour opérer ce classement dans ces colonies, que la propriété foncière, au moment de la promulgation des décrets miniers, n'y était pas encore constituée d'une manière définitive; en détachant de la propriété de la surface le droit d'exploiter les gisements de phosphates, il ne frustrait aucun droit acquis.

Ce système, toutefois, peut être l'objet de graves objections (1).

1° Il est contraire à ce principe de droit minier général qu'on ne doit pas séparer de la propriété de la surface les substances minérales du tréfonds ne constituant que de simples amendements pour la culture des terres.

2° Comment peut-on raisonnablement priver le propriétaire du sol qui met son fonds en valeur par une exploitation agricole, d'extraire dans l'intérêt de cette exploitation les couches de phosphates renfermées dans le terrain qu'il cultive, surtout dans le cas où le gisement est peu étendu ou possède une teneur peu élevée? On répondra, sans doute, que le législateur colonial n'a classé dans la catégorie des mines que les phosphates se présentant en gisements assez importants pour faire l'objet d'une utilisation spéciale, d'une industrie spéciale, conformément à la définition des mines donnée par les décrets miniers des colonies. Mais étant données les variations de rendement des niveaux phosphatés, ainsi que de leur valeur industrielle et com-

(1) Voir le rapport de M. Aguilhon sur les travaux de la commission interministérielle, chargée d'étudier le régime de l'exploitation des phosphates de chaux en Algérie. *J. off.* du 13 octobre 1895.

merciale, comment distinguer le gîte qu'il peut être utile de détacher de la propriété superficielle, pour en constituer l'objet d'une entreprise spéciale, de celui qui, eu égard à son peu d'importance, ne peut être considéré que comme un simple amendement que l'on ne peut enlever au propriétaire de la surface ?

#### IV. — Quid des minières et carrières dans la législation des mines aux colonies.

Il est parlé des *carrières* dans l'*art. 4 in fine du décret du 20 juillet 1897* (Madagascar) : « Les gîtes non considérés « comme mines sont considérés comme *carrières* ».

Mais, retrouvons-nous dans la législation qui nous occupe le troisième terme de classification de la loi de 1810, c'est-à-dire la classe des *minières* ? Nous n'hésitons pas à répondre que la législation coloniale n'a pas reproduit ce troisième terme de la classification des substances minérales. Le texte que nous venons de citer ne paraît d'abord laisser à la catégorie des minières aucune place. D'ailleurs, si on considère combien large se trouve être dans la législation coloniale la définition des *mines*, on comprend que la classe des minières n'ait plus aucune place dans le régime qu'elle a établi. Au surplus, le législateur colonial n'avait aucune raison d'introduire ce terme de classification dans le régime minier de nos colonies, car, comme le fait si bien remarquer M. Aguillon <sup>(1)</sup>, cette classe des minières de-

(1) Aguillon, *Législation des mines*, t. I, n° 69.

vrait disparaître de notre législation métropolitaine, où elle n'a plus de raison d'être depuis que la *loi du 9 mai 1866* a déchargé le propriétaire du sol dans lequel se trouvent les gisements ainsi caractérisés, de l'obligation de les exploiter ou de les laisser exploiter au profit des maîtres de forges du voisinage <sup>(1)</sup>.

#### V. — Répartition des mines en différentes catégories.

Après avoir défini ce qu'il entendait par *mines*, le législateur colonial s'est occupé de répartir en différentes catégories les gisements miniers.

Mais, dans son œuvre de réglementation, il s'est trouvé aux prises avec de nombreuses difficultés, faute de connaître exactement la constitution géologique de nos colonies. C'est pourquoi cette division des matières concessibles en catégories est forcément vague et incomplète ; on en a le sentiment en parcourant les textes des différents décrets miniers qui s'y rapportent. C'est ainsi que l'art. 4 du 29 juillet 1897 (Madagascar) après avoir réparti certaines substances minérales en différentes catégories, compose ainsi la quatrième catégorie : « Toutes autres subs-

(1) M. Féraud-Giraud exprime ainsi au sujet de la classe des minières l'embarras que lui cause la complication de la loi de 1810 : « J'avoue, » dit-il, qu'il m'est très difficile de déduire de ces textes une formule « nette et formelle pour distinguer le gîte de fer dont l'exploitation sera » soumise au régime des minières, de celui où elle sera soumise au « régime des mines, et pour distinguer la propriété du possesseur du sol » auquel appartient la minière, de la propriété du concessionnaire auquel « appartient la mine. » — *Code des mines et des minières*, t. II, p. 319.

« tances minérales non comprises dans les catégories sus-  
« énoncées ».

Dans le décret minier concernant les possessions françaises de l'Afrique occidentale, on a même renoncé à faire cette division des gisements en catégories : il y a là une marque certaine du caractère transitoire du décret du 14 août 1896.

C'est une innovation de la législation coloniale que cette division des mines en diverses catégories.

Quel en est l'intérêt pratique, quel en est le but ?

Les textes des décrets miniers font découler de ce classement en catégories deux conséquences.

1° Le droit d'exploiter une substance comprise dans une catégorie confère le même droit sur les autres substances rangées dans la même catégorie (Voir art. 3, D. 17 octobre 1897, Nouvelle-Calédonie. — Art. 3, D. 25 février 1897, Annam-Tonkin. — Art. 5, D. 20 juillet 1897, Madagascar).

2° Des personnes distinctes peuvent acquérir dans le même périmètre le droit d'exploiter des gîtes de catégories différentes (Voir les mêmes textes). Ainsi du moment qu'il s'agit de gîtes que le législateur a classés dans des catégories différentes, ils peuvent être attribués à des exploitants différents, alors qu'ils se trouvent dans le même périmètre.

Cette division des mines en différentes catégories a pour but de prévenir les difficultés qui pourraient survenir dans l'attribution de divers gisements renfermés dans un même périmètre et de faciliter l'exploitation de toutes les richesses minières de nos possessions d'outre-mer. Ne pas permettre



au concessionnaire d'un gisement houiller d'exploiter le pétrole qu'il trouvait réunis dans le même terrain, empêcher l'exploitant de filons de cuivre d'extraire les minerais de fer qu'il trouvait dans le même périmètre, c'eût été risquer de laisser improductives au moins temporairement des richesses naturelles dont l'exploitation dans nos colonies est particulièrement précieuse pour le développement économique de la colonisation. S'il convenait d'empêcher autant que possible la coexistence d'exploitations différentes dans un même périmètre, il fallait aussi, d'autre part, assurer l'exploitation de toutes les richesses minières contenues dans ce périmètre.

Toutefois il importait de ne pas aller trop loin, et on devait se garder de dire que celui qui aurait obtenu le droit d'exploiter une substance minérale dans un périmètre donné pourrait par là même exploiter toutes les autres substances contenues dans ce périmètre, *de quelque catégorie qu'elles fussent*, car, avec ce système trop large, on eût abouti à cette immobilisation des richesses minières que les administrations locales des colonies, comme nous le voyons dans maint rapport, redoutent tant avec juste raison; on eût risqué de voir l'exploitant d'un périmètre minier laisser improductives les richesses minières d'une nature et d'une utilisation différente des substances sur lesquelles il avait fait porter tout d'abord l'effort de ses travaux. « Il serait à craindre, ajoute en outre un rapport au « Président de la République, qu'un monopole attribué « pour toutes les substances à une même personne ne stériliserait partiellement certaines régions renfermant des

« gisements de plusieurs sortes en interdisant à tout autre  
« la faculté d'y faire des recherches » (1).

En répartissant les mines en différentes catégories, le législateur colonial a fait entrer dans chacune de ces divisions les substances qui se ressemblent par leur nature minéralogique et chimique ou qui sont tout au moins susceptibles d'utilisations du même genre et peuvent faire l'objet d'une même industrie extractive.

Ainsi, tandis qu'en France un concessionnaire de mines ne peut exploiter que les substances qui lui ont été expressément concédées, ou qu'il trouve annexées au gisement concédé, dans les colonies, au contraire, il suffit que l'exploitant de mines ait obtenu le droit d'exploiter dans un périmètre donné une substance minérale pour qu'il possède dans ce périmètre le droit d'exploiter tous les gisements miniers appartenant à la *même catégorie*.

Telle est l'économie de la répartition des mines en différentes catégories effectuée par le législateur colonial : là comme pour la définition des mines il a cherché à faire œuvre pratique.

#### **VI. — Autorité compétente en cas de contestation pour décider du classement des substances minérales.**

Par ce qui précède on a vu l'importance de ces deux questions : 1° telle substance est-elle concessible ? 2° dans

(1) Rapp. au Président de la République, précédant le décret minier de l'Annam-Tonkin du 25 février 1897, *J. off.*, du 27 février 1897.

quelle catégorie rentre telle substance minérale? Il nous faut rechercher maintenant quelle sera, au cas de difficulté, l'autorité compétente pour trancher ces questions.

Nous devons tout d'abord remarquer que sur ces deux questions ce sera la même autorité qui sera appelée à statuer.

En France on suit les règles suivantes :

Si la contestation sur la nature de la substance minérale s'élève au moment de la demande en concession, ce sera le décret rendu en Conseil d'État qui devra terminer le débat <sup>(1)</sup>. Si la difficulté ne surgit qu'après le décret de concession, ce sera exclusivement à la juridiction contentieuse du Conseil d'État à interpréter le décret de concession <sup>(2)</sup>. Mais s'il s'agit seulement d'appliquer les termes de l'acte de concession, les tribunaux judiciaires seront compétents, ainsi en est-il lorsqu'il y a lieu de prononcer une peine contre le concessionnaire qui aurait exploité des matières non prévues dans l'acte de concession.

Telle est la doctrine admise par la jurisprudence et la majorité des auteurs, qui ont suppléé sur ce point à la loi de 1810.

La législation minière de la Nouvelle-Calédonie et de l'Annam-Tonkin a comblé la lacune de la loi de 1810. C'est ainsi que le décret du 17 octobre 1896 a spécifié dans son art. 64. « Il est statué par le gouverneur en con-

(1) Dalloz, *Codes annotés*, v° *Mines*, n° 333.

(2) *Id.*, n° 334.

« seil privé sur les contestations relatives à la classification légale des substances concessibles ».

Le décret du 25 février 1897 prévoyant les deux questions que nous avons posées plus haut attribue au gouverneur général la compétence pour statuer en cas de contestation sur la concessibilité et le classement du gisement minier (art. 1 et 2).

Quelle est la nature de la décision que le gouverneur est ainsi appelé à rendre dans ces deux colonies ?

C'est là conformément à ce qui a été dit dans les travaux préparatoires, une interprétation administrative <sup>(1)</sup> rendue sur un litige, qu'on doit dès lors ranger dans la branche du contentieux.

On doit tout d'abord, en effet, remarquer que le recours qui est ainsi porté devant le gouverneur, est de la même nature que le recours en interprétation du droit de concession porté dans la métropole devant le Conseil d'État.

En second lieu la rédaction des textes qui confèrent cette attribution au gouverneur dans ces deux colonies, fait bien voir qu'il s'agit ici d'attribution contentieuse : les art. 1 et 2 du décret du 25 février 1897 (Tonkin) et l'art. 64 du décret du 17 octobre 1896 (Nouvelle-Calédonie) disposent que c'est seulement *au cas de contestation* que le gouverneur sera appelé à statuer. Enfin, le dernier texte cité se trouve dans le décret de 1896 au titre intitulé « *Juridiction* », ce qui en indique bien l'esprit.

(1) Délibération du Comité supérieur des travaux publics des colonies, séance du 30 janvier 1897.

Nous ne voyons rien d'étonnant à ce que le gouverneur rende des décisions contentieuses, alors que le ministre et des fonctionnaires d'ordres inférieurs au gouverneur sont appelés à exercer des attributions du même genre<sup>(1)</sup>; c'est ainsi que le préfet et le maire sont appelés à trancher en certains cas de véritables litiges<sup>(2)</sup>. Le gouverneur statuant en conseil privé ne rappelle-t-il pas le préfet autrefois statuant en conseil de préfecture<sup>(3)</sup>? (*D. 14 juillet 1806 concernant les haras, art. 28. — Conseil d'Etat, arrêt du 8 avril 1873*).

Au surplus, le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie n'a-t-il pas reçu des attributions judiciaires du *décret du 18 juillet 1887* qui le constituait juge d'appel des pénalités prononcées contre les indigènes par les administrateurs.

Le gouverneur, statuant sur ce recours en interprétation, motivé par un litige, exerce donc aux colonies une attribution réservée dans la métropole au Conseil d'État.

Si le législateur colonial a été amené à conférer ainsi au gouverneur une attribution qui jusqu'ici n'était dévolue qu'à notre plus haute juridiction administrative, c'est qu'il a considéré qu'en matière coloniale, particulièrement au cas où il s'agit d'exploitations minières, qui prêtent tant à

(1) Voir la savante discussion de M. Ducrocq sur les *Attributions contentieuses des ministres, cours de droit administratif*, 7<sup>e</sup> édition, n<sup>os</sup> 505 et s.

(2) Ducrocq, *ibid.*, n<sup>os</sup> 736 et s. — Dalloz, *Lois politiques et administratives*, v<sup>o</sup> *Organisation départementale*, n<sup>os</sup> 476 et s.

(3) Dufour, *Droit administratif appliqué*, tome VI, p. 435, 437, 443.



la spéculation et à l'agiotage, surtout dans des pays neufs, il fallait aller vite et qu'il ne fallait pas retarder la solution de litiges d'où dépend le début de ces entreprises, en forçant les intéressés à s'adresser à une autorité lointaine.

La rédaction des textes dans lesquels cette attribution est conférée ainsi au gouverneur, nous amène à penser qu'en ce cas la décision du gouverneur est souveraine, et qu'elle peut seulement être attaquée par un recours pour excès de pouvoir à raison de la généralité même de cette voie de recours.

*Les décrets miniers du 20 juillet 1897 et du 14 août 1896* relatifs à Madagascar et à l'Afrique occidentale française n'édicte aucune règle attributive de compétence sur la question qui nous occupe, mais il n'est pas douteux qu'on doive ici procéder par voie d'assimilation aux régimes miniers précédents et déclarer en conséquence que la question sera tranchée par le gouverneur en Conseil d'administration ou en Conseil privé, suivant les colonies.

---



## CHAPITRE III

### DES RECHERCHES DE MINES DANS LES COLONIES

---

#### I. — Nécessité de l'existence préalable du droit de recherches.

Il ne peut y avoir, en principe, concession de mines avant qu'ait été constatée l'existence de couches assez puissantes pour donner lieu à une exploitation sérieuse. D'après ce que nous avons dit plus haut sur la définition des mines dans la législation coloniale, un gisement minier doit, en effet, remplir ces conditions pour pouvoir être l'objet d'une propriété minière distincte de celle de la surface.

Or, on ne peut arriver à cette constatation qu'en procédant à des travaux de recherches : le droit de recherches est donc le préliminaire nécessaire du droit d'exploiter.

#### II. — Des recherches de mines dans le régime métropolitain.

Nous rappellerons brièvement les principes de la législation métropolitaine sur ce point.

On distingue en France les recherches pratiquées par le

propriétaire de la surface de celles pratiquées par des tiers avec l'autorisation du Gouvernement. Le droit de rechercher les mines appartient bien en première ligne au propriétaire de la surface qui peut l'exercer librement et le céder à titre gratuit ou à titre onéreux, mais l'Administration peut accorder le même droit à d'autres personnes en délivrant une autorisation qui porte le nom de *permission*, conférée après une instruction administrative : les règles applicables sont tracées par l'instruction ministérielle du 3 août 1810.

Le décret qui accorde la permission en fixe la durée qui, en général, n'excède pas deux années (Instruction ministérielle précitée). Cette permission est renouvelable.

Mais le permissionnaire ne peut être autorisé à pratiquer des fouilles qu'après avoir payé une indemnité au propriétaire de la surface.

Le droit du permissionnaire est, en outre, soumis à certaines restrictions destinées à assurer le respect de la propriété superficielle, c'est ainsi que l'exécution de certains travaux est interdite dans les enclos murés, cours et jardins et dans une zone de protection de cinquante mètres autour de ceux-ci (L. 21 avril 1810 et L. 27 juillet 1880).

### III. — Mesures admises par la législation coloniale pour stimuler la recherche des mines.

Nous avons montré l'utilité des exploitations minières pour le développement économique de nos colonies. De

cette considération découle la nécessité d'encourager les recherches de mines dans notre domaine colonial. Dans la réglementation des recherches de mines le législateur a donc eu, tout en sauvegardant les intérêts privés et les droits acquis des propriétaires superficiaires, à favoriser et stimuler l'ardeur des prospecteurs de mines.

*1° Simplification des formalités administratives.*

Le premier point était de ne pas décourager les efforts individuels et les capitaux qui se portent vers la recherche des mines en n'entravant pas dès le début l'activité des prospecteurs par des formalités nombreuses et inutiles; réduire les préliminaires administratifs au strict nécessaire, tel devait tout d'abord être le but du législateur colonial. Ce but est facile à atteindre lorsque les recherches portent sur les terres du domaine, et ne sont pas par conséquent de nature à froisser les droits acquis par des tiers.

C'est vers ce but que nous paraissent tendre le décret du 25 février 1897 relatif à la réglementation des mines dans l'Annam-Tonkin, ainsi que les décrets miniers du 17 juillet 1896 et 20 juillet 1897 (Madagascar).

Dans la première de ces législations, point de permission administrative à requérir pour se livrer aux recherches sur les terres du domaine, aucune redevance due par l'explorateur, toutes les formalités consistent dans la plantation d'un poteau-signal suivie d'une déclaration. Cette volonté du législateur colonial est nettement affirmée par



la nouvelle rédaction de l'art. 7 du décret du 25 février 1897, affranchissant les explorateurs de l'obligation de tenir des plans de leurs travaux, obligation qui leur était imposée par le décret de 1888.

Dans la législation des mines à Madagascar, nous voyons bien à la vérité spécifiée la nécessité d'un permis de recherches, même lorsqu'il s'agit de prospections sur les terres du domaine, mais ce permis de recherches n'est pas comme dans la métropole, comme en Nouvelle-Calédonie (Décr. 17 octobre 1896), comme en Guyane (Décr. 18 mars 1881, exploitations aurifères), une autorisation administrative conférée seulement après déclaration en due forme et après détermination précise du terrain; il s'agit bien plutôt dans cette législation d'une autorisation générale donnée au mineur. Le permis de recherches peut être assimilé ici à la *mineral licence*, licence de prospecteur, de la loi du 15 février 1889 au Transvaal, et de l'ordonnance de 1890 réglementant l'exploitation des mines de métaux précieux et des pierres précieuses à Ceylan, ou encore au *miner's right* ou permis de miner des législations australiennes.

On serait peut-être tenté d'objecter que la trop grande simplification des formalités administratives est de nature à diminuer les garanties qu'on est en droit d'exiger des prospecteurs et qu'on arrive ainsi à faciliter la recherche des mines à de simples aventuriers. Mais il faut reconnaître qu'en matière de recherches de mines, on ne doit pas craindre d'attirer les aventuriers, car ils conviennent très bien pour l'exécution de ces entreprises. En facilitant

d'ailleurs aux aventuriers les recherches des mines, on n'expose en rien l'intérêt de l'exploitation future : celui qui accomplit la mission très aventureuse de la prospection des terrains miniers coloniaux n'exploite jamais les découvertes qu'il fait ; il n'a ni le goût, ni les capacités, ni les capitaux nécessaires pour la mise en valeur des richesses minières, et son propre intérêt le porte tout naturellement à vendre sa découverte.

*2° Suppression ou atténuation des charges fiscales imposées aux explorateurs.*

Le législateur colonial a pensé que si le paiement d'une redevance périodique et fixe par hectare, se justifie pleinement quand il y a institution de la propriété de la mine, on ne pourrait l'exiger d'un simple explorateur sans entraver les prospections de mines. Cette considération apparaît nettement dans les législations minières du Tonkin, de Madagascar et dans la législation aurifère de la Guyane <sup>(1)</sup>.

Dans l'Annam-Tonkin et à Madagascar les charges fiscales imposées aux explorateurs ont été réduites autant que possible : le droit fixe de cinq centimes par hectare pour trois ans de recherche en Annam-Tonkin, et le coût du permis de recherche fixé à 25 francs à Madagascar, représentent des taxes suffisantes pour écarter les pros-

(1) Les charges fiscales imposées aux explorateurs ont été réduites autant que possible, dans la refonte des décrets miniers coloniaux.

pecteurs qui ne seraient pas sérieux, sans trop restreindre la faculté de recherche. En Guyane le permis de recherche de gisements aurifères est gratuit.

Il s'ensuit que sur les terres du domaine où l'explorateur n'aura pas d'indemnité à payer à un propriétaire superficière, ni de redevance à acquitter au profit du Trésor, il ne supportera indépendamment de ses travaux de recherches, que des charges pécuniaires très faibles. Il n'y a que dans le régime minier de la Nouvelle-Calédonie que l'explorateur est assujetti à payer au Trésor sur les terres du domaine comme sur les terrains privés, une redevance fixe et annuelle par hectare.

### 3° *Attribution de périmètre de recherches réservé.*

Toutes les fois qu'il le peut, le législateur colonial attribue à l'explorateur *un périmètre de recherches réservé* lui conférant *le droit exclusif* de faire des travaux de recherches. C'est seulement *en Nouvelle-Calédonie* que la déclaration de recherches *sur les terres du domaine* n'entraîne pas par elle-même le droit exclusif aux recherches. C'est ce qui nous semble résulter de l'art. 12 du décret néo-calédonien qui, parlant du cas où une déclaration de recherches porte sur un périmètre déjà déclaré pour la même substance s'exprime ainsi : « Toutefois la déclaration  
« *pourra être tenue pour nulle, en tout ou en partie, dans*  
« *le cas où elle s'appliquera à des terrains compris dans*  
« *un périmètre pour lequel une déclaration antérieure*  
« *sera encore valable. Avis de la nullité sera donné à*

« l'intéressé ». Ce texte dit que la déclaration *pourra* être tenue pour nulle, etc... et non *devra* : il nous semble donc consacrer la possibilité de la superposition de périmètres de recherches. Cette manière de voir est d'ailleurs confirmée par les dispositions suivantes de l'art. 13 du même décret : « Des périmètres de recherches distincts avec « droit exclusif d'y faire des travaux devront être attribués à chaque explorateur si l'étendue du terrain le « permet ».

Ces derniers mots nous font voir au moins que l'esprit du législateur colonial sur les mines, est d'attribuer à l'explorateur un périmètre de recherches réservé toutes les fois que cela est possible.

#### *4<sup>e</sup> Privilège reconnu à l'explorateur pour l'obtention de la propriété de la mine.*

Pour encourager à la recherche des mines le législateur colonial a voulu assurer à l'explorateur le fruit de ses recherches, en lui conférant un privilège pour l'obtention de la propriété de la mine, ce privilège est reconnu par les décrets miniers de Madagascar <sup>(1)</sup> et surtout par les art. 13 et 23 du décret du 25 février 1897 dans lesquels nous

(1) Décret du 17 juillet 1896 (Mines de métaux précieux). D'après les art. 9 et 13 les explorateurs qui ont établi un signal de recherches dans le périmètre minier, antérieurement à la date de la première déclaration d'ouverture, ont droit de priorité sur les autres demandeurs, pour l'obtention de l'exploitation de lots miniers. De même le décret du 20 juillet 1897 par son art. 14 semble établir un droit de préférence pour l'explorateur.

voyons intimement liés le droit de recherches et le droit à la mine <sup>(1)</sup>.

Au contraire dans le décret néo-calédonien l'art. 16 *in fine* déclare expressément que : « En dehors du privilège « reconnu à l'inventeur par l'art. 22 (droit à une concession « gratuite de 25 hectares), *aucune recherche, déclaration « ne constitue un droit à l'obtention d'une concession.* » Le droit à la mine inhérent à la qualité d'explorateur est tout au moins ici singulièrement restreint.

### 5° Vente des produits de recherches.

On sait qu'en France cette question de la vente des produits de recherches qui est loin d'avoir été réglée par la loi du 21 avril 1810, est l'objet de vives controverses.

Suivant une première opinion le permissionnaire est investi d'un titre de possession légale dont l'effet doit être, par application de l'art. 539, C. civ. <sup>(2)</sup>, de lui faire acquérir les produits de ses recherches.

(1) *Art. 15.* — L'explorateur qui a acquis par une occupation régulière le droit de recherche en périmètre réservé doit dans le délai de trois ans à partir de la date de cette occupation soumettre à l'administration une demande en délivrance de la propriété de la mine conformément aux prescriptions de la section 2 du titre 3.

*Art. 23.* — Nul ne peut acquérir une mine par prise de possession s'il n'en a fait au préalable l'objet d'une recherche en périmètre réservé, comme il est dit au titre 2 soit par lui-même, soit par un tiers aux droits duquel il se trouve substitué.

(2) Bury, *Législation des mines*, chap. 4, n° 95.



Selon une seconde opinion on distingue si l'explorateur est ou non propriétaire de la surface, s'il est propriétaire les produits de recherches lui appartiennent et il peut les vendre sans être tenu de solliciter aucune autorisation administrative; si, au contraire, l'explorateur est un tiers, les produits ne lui appartiennent qu'autant qu'il en tient compte au propriétaire de la surface au moyen d'une juste indemnité<sup>(1)</sup>.

Enfin d'après une troisième opinion les minerais produits de recherches appartiennent dans tous les cas au futur concessionnaire de la mine, et l'Administration a seule le droit d'accorder des permissions pour la vente de ces produits au profit des explorateurs en réservant toutefois une part du prix au propriétaire de la surface<sup>(2)</sup>.

La pratique administrative en France a adopté ce troisième système. Lorsqu'il s'agit de recherches faites par le propriétaire du sol ou son concessionnaire, il est accordé sur la demande de l'intéressé, pour une durée assez courte, un permis de vente délivré par un arrêté ministériel. S'il s'agit de recherches faites sans le consentement du propriétaire de la surface et avec l'autorisation du gouvernement, l'Administration se montre plus difficile et la délivrance du permis de vente ne peut être réalisé que sur un

(1) Dufour, *Droit administratif appliqué*, t. VI, n° 611.

(2) Aguillon, *Législation des mines française et étrangère*, t. I, n° 120. — Perriquet, *Contrats de l'État*, n° 296. — Dupont, *Traité de la législation des mines*, t. I, p. 71. — Voir aussi Liège, 29 novembre 1845.

décret simple qui statue sur la redevance tréfoncière à payer au propriétaire<sup>(1)</sup>.

La législation des mines aux colonies reconnaît à tout explorateur le droit de vendre les produits de ses recherches moyennant le paiement d'un droit fixe ou d'une taxe proportionnelle suivant la nature du droit de recherches (V. *infra*).

Le législateur colonial, comme on le voit, s'est donc montré plus large que le droit minier de la métropole, dans l'attribution des produits de recherches à l'explorateur. Il a compris que surtout dans les colonies, ceux qui s'adonnent à la recherche des mines n'ont le plus souvent à leur disposition que des ressources assez limitées : c'est une juste rémunération qui leur est ainsi donnée pour leur faciliter la continuation de leurs travaux de recherches.

La législation coloniale ne reconnaît en outre aucun droit au propriétaire de la surface sur les produits de recherche extraits par un tiers. Cette différence avec la législation métropolitaine procède toujours de cette même idée que le droit du propriétaire foncier aux colonies est de constitution beaucoup plus récente que dans la métropole, que, dès lors, de même qu'il a un passé moins long il a aussi des racines moins profondes et moins étendues ; ce droit est d'ailleurs issu le plus souvent de la concession de l'État qui ne l'a conféré que suivant certaines limites.

(1) Voir sur cette question, Aguillon, *op. cit.*, t. I, nos 122 et suiv.

Toutefois, dans les Établissements de l'Inde, où la propriété était constituée depuis longtemps quand a été promulgué le décret minier du 8 novembre 1884, il est reconnu par l'art. 20 de ce décret, au propriétaire du sol, un droit sur les produits de recherches. L'art. 20 dispose : « Tout  
« explorateur pourra être autorisé sur sa demande à dis-  
« poser librement des produits concessibles provenant de  
« ses travaux de recherches, moyennant le paiement d'une  
« somme de 50 francs. L'autorisation sera donnée par le  
« gouverneur en conseil privé; elle réglera, s'il y a lieu,  
« les droits du propriétaire du sol sur les produits extraits  
« après qu'il aura été entendu ». Comme on le voit, c'est la pratique administrative en vigueur dans la métropole qui a été insérée dans le décret du 7 novembre 1884.

#### IV. — Des modes d'acquisition du droit de recherches en général.

##### *1<sup>o</sup> Distinction entre terres appropriées et terres du domaine.*

On sait que nombreuses sont dans les colonies françaises les terres non encore appropriées; d'autre part, la propriété foncière résultant le plus souvent de la concession de l'État, constitue en tout cas un droit plus récent que dans la métropole, aux racines moins profondes et aux prétentions moins étendues. Dès lors, le législateur colonial jouissait d'une latitude plus grande que le droit minier métropolitain, pour accorder aux recherches de mines la plus large liberté possible.

Mais, sous prétexte d'encourager ces recherches, il fallait prendre garde de méconnaître le droit du propriétaire de la surface en ne le protégeant que d'une manière insuffisante contre les agissements trop entreprenants de certains prospecteurs.

C'est pourquoi, dans la plupart des décrets miniers coloniaux, en Annam-Tonkin, en Nouvelle-Calédonie, dans les Établissements de l'Inde et en Guyane, nous voyons établir une distinction entre les terrains de propriété privée et les terres du domaine.

*Sur les terrains de propriété privée*, le propriétaire du sol peut librement se livrer aux recherches de mines, sauf en Nouvelle-Calédonie, où l'art. 10 du décret du 17 octobre 1896 l'oblige à faire une déclaration à l'Administration. Quant aux tiers, ils ne peuvent rechercher des gisements miniers qu'après avoir conclu un accord avec le propriétaire de la surface ou avoir obtenu de l'Administration une autorisation ou un permis de recherches destiné à sauvegarder l'intérêt de la propriété superficielle.

*Sur les terres du domaine*, c'est-à-dire sur les terres non appropriées, incultes et vacantes, le droit de recherche est beaucoup plus largement conféré : la simple prise de possession consacrée par la plantation d'un poteau-signal suivie d'une déclaration à l'Administration suffira<sup>(1)</sup> le plus souvent, ou tout au moins une déclaration.

(1) Voir dans nos textes annexés les art. 8 à 14 du décret du 25 février 1897 (Annam-Tonkin).

De plus, le droit de recherches ainsi acquis confère en général sur les terres du domaine à l'explorateur un périmètre réservé de recherches, c'est-à-dire, un droit exclusif de fouilles dans un terrain donné.

## *2° Caractères des modes d'acquisition du droit de recherches.*

Dans la législation minière des colonies nous trouvons deux systèmes d'acquisition du droit de recherches :

1° Le droit de recherches acquis sans autorisation préalable — soit par une prise de possession résultant d'une priorité d'occupation du terrain prospecté, comme dans le régime minier de l'Annam-Tonkin, ou dans celui de Madagascar (terres du domaine et terrains privés) — soit par une déclaration à l'Administration comme dans le régime minier néo-calédonien et dans les Établissements de l'Inde en ce qui concerne les recherches sur les terres du domaine.

2° Le droit de recherche conféré par une autorisation administrative. — C'est le système admis en général lorsqu'il s'agit des recherches sur terrains privés, sauf à Madagascar et en Annam-Tonkin où est appliqué universellement le système de la priorité d'occupation.

Avec les permis de recherches qui impliquent en général l'idée d'un droit exclusif de recherches sur des terrains limités, il ne faut pas confondre les autorisations générales de recherches dont nous avons déjà parlé, et que nous trouvons dans certains décrets miniers particulièrement relatifs aux mines de métaux précieux. Pour ces



mines, le législateur colonial avait particulièrement à se défendre contre la foule des aventuriers, contre l'invasion des chercheurs d'or. De là ce droit de licence, *mineral licence*, droit de miner *miner's right* que nous trouvons dans les législations de l'Australie et du Transvaal. Cette idée a passé dans nos décrets miniers pour l'Afrique occidentale française et Madagascar. Le décret du 14 août 1896 relatif à l'Afrique occidentale française (art. 1) soumet ceux qui veulent se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines à une *autorisation* délivrée par le Gouverneur général. Le même article explique expressément que cette autorisation est indépendante des permis de recherches et d'exploitation dont parle le même décret.

La même idée se trouvait déjà quoiqu'un peu déguisée dans les décrets du 17 juillet 1896 et du 20 juillet 1897 réglant à Madagascar l'exploitation des mines de métaux précieux, soumettant les explorateurs au versement d'une somme de 25 francs avant toute acquisition d'un périmètre de recherche par prise de possession.

V. — **De l'acquisition et de la perte du droit de recherche dans les différentes colonies.**

Pour plus de clarté, nous allons examiner successivement le droit de recherche dans les différentes colonies.

1<sup>o</sup> Nouvelle-Calédonie.

§ I. — *Acquisition du droit de recherche.*

A. — TERRAINS PRIVÉS

Le propriétaire du sol peut se livrer librement à la recherche des mines, mais l'art. 10 du décret du 17 octobre 1896 l'oblige à faire une déclaration à l'Administration. Il devra de plus payer au bout de 2 ans de recherches une redevance fixe et annuelle par hectare comme tout autre explorateur.

Cette dernière disposition a été insérée pour la première fois dans le décret du 17 octobre 1896. On a fait valoir que le propriétaire du sol en exerçant le droit de fouilles sur son terrain, empêchait, par suite, les recherches de tout autre explorateur et qu'il n'était pas juste, dès lors, de le dispenser pour toujours de toute redevance fiscale : on s'assure ainsi que les fouilles pratiquées par le propriétaire du sol sont sérieuses, et qu'elles n'ont pas simplement pour but d'empêcher les recherches d'autres explorateurs.

Quand on compare le droit de recherches ainsi restreint du propriétaire du sol en Nouvelle-Calédonie, à celui de la métropole où le propriétaire peut faire des fouilles dans son terrain sans être tenu à aucune redevance, on voit que le législateur de la Nouvelle-Calédonie a refusé de reconnaître au propriétaire un droit de recherches intangible comme son droit de propriété.

Le tiers qui veut entreprendre des recherches de mines

sur un terrain de propriété privée doit obtenir *le consentement du propriétaire de la surface*. A son défaut, il devra obtenir de l'Administration *un permis de recherches* (art. 11). Il fera, à cet effet, une demande accompagnée d'un plan concernant le terrain sollicité : récépissé lui sera donné de cette demande; ce récépissé lui servira au cas de compétition par d'autres explorateurs à établir la priorité de sa demande (art. 11).

Le permis de recherches sera délivré par le Gouverneur en Conseil privé, après que le propriétaire du sol aura été entendu. L'Administration a un pouvoir discrétionnaire pour la délivrance de ces permis de recherches.

Le permis de recherches indique l'étendue du terrain prospecté : il confère sur ce terrain *un droit exclusif de recherches*.

Il est soumis à une redevance fixe et annuelle de 0 fr. 40 par hectare.

#### B. — TERRES DU DOMAINE.

Les recherches sont *en principe libres* sur les terres du domaine, à moins qu'elles n'aient lieu sur un périmètre déjà concédé. Mais des travaux de prospection ne pourront être entrepris qu'après une déclaration faite à l'Administration. A cette déclaration doit être annexé le plan du « *périmètre déclaré* ».

*Mesures prises pour éviter les conflits entre explorateurs.* — La plupart des prospecteurs en Nouvelle-Calédonie sont d'anciens libérés; il était donc urgent de prévenir les conflits entre explorateurs afin d'éviter des scènes

regrettables de rixe et de désordre<sup>(1)</sup>. Nous avons constaté cette préoccupation dans de nombreux rapports émanant de l'Administration locale.

L'institution du périmètre réservé de recherches s'imposait donc d'une manière spéciale dans la législation minière de la Nouvelle-Calédonie. Et cependant la Nouvelle-Calédonie est la seule colonie où la déclaration de recherche sur les terres du domaine n'engendre pas par elle-même un droit exclusif de recherche en périmètre réservé, ainsi que nous l'avons fait déjà voir plus haut. Comment expliquer cette contradiction? Cette particularité du régime minier néo-calédonien tient peut-être à l'insuffisance du service des mines et à l'absence de plan des districts miniers dans cette colonie.

Toutefois, le législateur colonial, pour les raisons que nous venons de donner, s'est efforcé d'attribuer autant que possible à chaque explorateur des terrains de recherches distincts.

Il est arrivé à ce résultat par différentes mesures :

1° L'Administration *peut annuler* la déclaration de recherches en tout ou en partie dans le cas où elle s'applique à des terrains compris dans un périmètre pour lequel une déclaration antérieure sera encore valable (art. 12 *in fine*).

Aucun délai n'est imparti à l'Administration pour prononcer cette nullité ; il faut en conclure qu'elle pourra la prononcer en tout état de cause.

(1) Comité supérieur des travaux publics des colonies. Avis du 5 septembre 1896.

Quels sont les effets de cette nullité? Rétroagit-elle au jour même de la déclaration ou ne produit-elle d'effet que du jour où l'Administration aura donné avis de la nullité à l'intéressé?

La question présente un intérêt au point de vue de la vente des produits de recherche autorisée par l'art. 16; si on décide que cette nullité est rétroactive l'explorateur ne pourra vendre les produits de recherches qu'il aura extraits avant que l'Administration ait prononcé la nullité de sa déclaration conformément au pouvoir qui lui est conféré par l'alinéa 4 de l'art. 12.

Le Conseil d'État d'après une jurisprudence constante décide que l'autorité administrative ne peut plus rapporter ou annuler ses actes lorsqu'ils ont servi de base à des contrats actuellement consommés (Cons. d'Ét., Arr. 29 juin 1869; Arr. 2 février 1877; Arr. 21 novembre 1879; Arr. 5 janvier 1877; Arr. 4 août [1882]). Par application de ces principes, si l'explorateur a déjà vendu ses produits de recherches, lorsque l'Administration lui donne avis de la nullité de sa déclaration, il est évident que cette nullité ne peut produire effet que dans le passé, autrement elle porterait « atteinte à des contrats actuellement consommés », auxquels la déclaration annulée a servi de base.

Mais si l'explorateur en question n'a pas encore vendu les produits de recherches qu'il a extraits antérieurement à la nullité de sa déclaration, cette nullité produira un effet rétroactif, et l'explorateur ne pourra plus dès lors vendre les produits de recherches qu'il a extraits. L'annulation de la déclaration en ce cas ne porte ici atteinte à aucun contrat



puisque'il n'y a pas eu vente des produits de recherche; et l'on ne saurait considérer la permission que l'Administration donne à l'explorateur de vendre ses produits de recherches contre le paiement de la somme de 50 francs (art. 16) comme un contrat; il y a là seulement une simple autorisation tout à fait précaire, puisque l'art. 16 spécifie qu'elle « pourra être retirée par décision du directeur de « l'intérieur, rendue sur l'avis du commissaire des mines ». Il s'agit ici d'une sorte d'affectation faite par autorisation administrative à un tiers, et le Conseil d'État décide que le concours de volontés qui s'établit en ce cas entre l'autorité publique et l'affectataire ne crée pas au profit de ce dernier un droit irrévocable (Cons. d'Ét., 12 mars 1875, D. P. 76.3.8; 12 juillet 1878, D. P. 79.3.14).

2° Si plusieurs explorateurs se livrent à des recherches dans la même région et sur les mêmes gisements, l'art. 13 accorde<sup>(1)</sup> à l'explorateur qui a déjà commencé ses travaux de recherche le droit de s'opposer à l'ouverture de travaux ultérieurs dans des terrains voisins de ces travaux sur le même gisement. Peu importe que le second explorateur entreprenne des travaux en dehors du périmètre de recherches déclaré par l'explorateur qui a commencé le premier ses travaux ou dans le même périmètre de recherches : il suffit que les travaux des deux explorateurs soient voisins et portent sur le même gisement.

(1) Il est clair que les dispositions de l'art. 13 ne sauraient s'appliquer qu'aux recherches faites sur le domaine. Appliqué aux recherches sur terrains privés il serait la négation même de l'art. 10 du même décret et du droit de fouilles reconnu par ce texte au propriétaire du sol.

Le gouverneur en Conseil privé statue sur l'opposition, après avoir entendu le Comité consultatif des mines.

Si l'étendue du terrain le permet l'Administration devra attribuer à chacun des explorateurs ainsi en conflit des périmètres de recherches distincts. Nous voyons ainsi renaître sur les terres du domaine en Nouvelle-Calédonie le périmètre de recherches réservé.

Mais il se peut que l'étendue insuffisante du terrain ne permette pas de faire cette attribution. Dans ce cas si l'Administration le juge opportun, elle pourra empêcher tout autre explorateur que celui qui a entrepris le premier des travaux de recherches, d'ouvrir d'autres travaux de recherches sur le même gisement.

Dans tous les cas cependant, si l'un des explorateurs ainsi en conflit a signalé à l'Administration le gisement naturel d'une substance concessible, il aura *droit par préférence et à l'exclusion de tous autres*, à l'attribution d'un périmètre de recherches de 20 hectares au moins et de 200 au plus. Il y a là sur le régime des recherches de mines une répercussion intéressante de la théorie de la mine à l'inventeur, théorie appliquée cependant si timidement par le décret néo-calédonien en ce qui concerne l'octroi de la propriété minière.

A propos de ces dispositions de l'art. 13 nous sommes amenés aux réflexions suivantes : il est assez difficile de comprendre le fondement de l'opposition qu'élèvera un simple explorateur qui n'a pas un droit exclusif aux recherches contre des travaux proches de ses fouilles.

Dès lors comment habilitier cet explorateur par cela seul

qu'il a commencé ses travaux de recherches, à élever des oppositions contre ceux qui voudraient faire des travaux semblables dans les terrains voisins sur le même gisement?

Et cependant le législateur colonial a reconnu ce droit à *tout explorateur* du moment qu'il a commencé ses travaux de recherches, parce qu'il a voulu avant tout favoriser ceux qui par leurs actes ont manifesté la part active qu'ils comptaient apporter au développement économique de la colonie.

C. — DES RECHERCHES SUR LES PÉRIMÈTRES DÉJÀ CONCÉDÉS.

Au cas où il s'agit de recherches faites dans un périmètre déjà concédé pour une certaine substance l'Administration peut prescrire des mesures propres à protéger la mine concédée : elle peut donc prohiber certains travaux de recherches qui empêcheraient l'exploitation de la mine concédée.

C'est pourquoi dans les périmètres déjà concédés le législateur colonial ne fait plus de distinction entre les terres du domaine et les terres appropriées; *même sur les terrains du domaine*, il faudra obtenir un permis de recherches pour entreprendre des travaux de prospection sur un périmètre déjà concédé pour une substance.

Le permis sera délivré par le gouverneur en Conseil privé après que le propriétaire de la mine aura été entendu.

Mais ce permis de recherches à la différence de celui qui

est exigé sur les terrains de propriété privée, au cas de résistance du propriétaire du sol, ne donne lieu qu'à une redevance annuelle de 0 fr. 25 par hectare.

D. — RECHERCHES SUR LE TERRITOIRE PÉNITENTIAIRE.

On conçoit sans peine que les recherches sur les terrains pénitentiaires soulèvent des questions délicates surtout lorsqu'elles sont entreprises par d'anciens libérés. Aussi, n'est-il pas étonnant que le décret néo-calédonien subordonne l'exploitation des mines sur ces terrains au pouvoir de l'Administration pénitentiaire et l'art. 71 spécifie que « les dispositions du décret ne seront applicables aux terrains pénitentiaires qu'avec l'autorisation de l'Administration compétente et sous la réserve des prescriptions qu'elle jugera nécessaires ».

Un arrêté du 7 février 1890 statuant sur cette question avait rendu presque impossibles les recherches sur territoire pénitentiaire. Mais la présence dans ces terrains de certains gisements miniers d'une assez grande étendue ayant été signalée, le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie émit le 28 novembre 1895 le vœu que les recherches et l'exploitation des mines sur le terrain pénitentiaire fussent rendues plus faciles. C'est alors qu'intervint l'arrêté du 26 avril 1896 venant modifier celui de 1890. L'art. 1<sup>er</sup> dispose : « Les recherches des mines sur les réserves « pénitentiaires pourront être autorisées par le Gouverneur en Conseil privé, après avis du directeur de l'Administration pénitentiaire et enquête administrative. Ces

« autorisations seront accordées sous les conditions et stipulations que le Gouverneur jugera opportunes, sur l'avis du directeur de l'Administration pénitentiaire, d'insérer dans le titre autorisant les recherches... ».

D'après ce texte, on voit que la délivrance d'un permis de recherches est une mesure de faveur accordée par l'Administration après enquête.

Combien il est regrettable qu'une partie de notre belle colonie de l'Océanie soit sacrifiée à la colonisation pénale!

## § II. — *Extinction du droit de recherches en Nouvelle-Calédonie.*

1° C'est en Nouvelle-Calédonie que les explorateurs sont soumis au régime fiscal le plus rigoureux. Dans aucune autre colonie si ce n'est dans l'Afrique occidentale française <sup>(1)</sup>, les recherches ne sont, en effet, soumises à une redevance fixe par hectare.

Faute de payer ces redevances, les explorateurs encourrent la déchéance de leur droit de recherche.

Cette déchéance dans ce cas, comme le spécifient les art. 11, 12 et 15 a lieu de plein droit : il importe que les recherches de mines soient poussées activement dans nos colonies, et l'urgence de ces recherches ne permet pas qu'on subordonne la déchéance du droit de recherche à la lenteur d'une décision administrative.

2° L'extinction du droit de recherche a encore lieu par

(1) Voir art. 10 du décret du 14 avril 1896 dans mes textes annexés.



l'expiration de la durée de validité du permis de recherches (un an).

3° L'annulation de la déclaration de recherches est encore une cause d'extinction du droit de recherches (V. *suprà*).

4° Enfin les permis ou déclarations s'appliquant à des terrains qui viendraient à être incorporés dans une concession seront annulés par le fait de cette concession. Nous supposons qu'il ne s'agit que de permis de recherches relatifs à une substance de *la même catégorie* que celle du gisement concédé. Puisque la concession d'une substance d'une catégorie déterminée peut se superposer à la concession d'une substance appartenant à une autre catégorie, un permis pour une certaine catégorie doit pouvoir coexister avec une concession faite pour une autre catégorie.

## 2° Établissements Français de l'Inde.

La législation des mines de nos Établissements de l'Inde se rapproche beaucoup des principes du décret néo-calédonien.

Nous devons cependant en ce qui concerne les recherches noter des différences entre les deux législations sur les deux points suivants.

1° Dans le décret du 7 novembre 1884, le permis administratif, qu'il consiste en une véritable autorisation, ou en une déclaration emportant permission, donne par lui-même droit exclusif aux recherches dans le périmètre sur lequel il porte, point n'est besoin de l'attribution faite par

l'Administration d'un *périmètre réservé* (Voir art. 15 *in fine* du décret du 7 novembre 1884).

Cette différence entre les deux législations peut tenir à ce que les plans de nos possessions de l'Inde sont établis d'une manière plus précise que ceux des régions de la Nouvelle-Calédonie.

Mais nous ne voyons pas ici reproduite la disposition du décret du 17 octobre 1896 attribuant gratuitement un périmètre réservé de recherches à celui qui signale le premier la présence d'un gisement minier à l'Administration. Le silence du décret du 1<sup>er</sup> novembre 1884 tient, à ce que la législation minière des établissements de l'Inde à la différence du système néo-calédonien ne reconnaît pas de droit de préférence à l'inventeur (1).

2° Tandis qu'en Nouvelle-Calédonie la vente des produits de recherches ne donne lieu à aucun droit en faveur du propriétaire de la surface, l'art. 20 du décret du 7 novembre 1884 stipule au contraire que l'autorisation de vendre les produits de recherches règlera les droits du propriétaire du sol sur les produits extraits. C'est que dans nos Établissements de l'Inde comme dans la métropole, la propriété du sol est constituée plus fortement qu'en Nouvelle-Calédonie où la propriété foncière est issue de concessions récentes et où le pays est à peine approprié dans quelques-unes de ses parties (2).

Ces différences nous montrent dès maintenant, ce que

(1) Aguillon, *op. cit.*, t. II, p. 421 et s.

(2) V. *Ibid.* Aguillon.

nous verrons plus loin d'une manière plus précise, à savoir que le législateur colonial dans nos Établissements de l'Inde a cherché à se rapprocher de la législation métropolitaine.

3<sup>o</sup> Guyane.

I<sup>o</sup> Recherches des mines autres que les gisements aurifères.

La loi de 1810, comme on l'a déjà vu, est applicable, en principe, en Guyane. Les recherches auront donc lieu pour toutes les mines en général, conformément aux règles de la législation métropolitaine. Sauf le propriétaire de la surface, ceux qui voudront se livrer à la recherche des mines en Guyane devront donc se munir de permissions administratives sans qu'il y ait lieu de distinguer si ces recherches sont entreprises sur les terres du domaine ou sur des terrains privés.

II<sup>o</sup> Recherches des gisements aurifères.

Des règles spéciales ont été édictées par le décret du 18 mars 1881 en ce qui concerne les recherches de gisements aurifères en Guyane.

Sur les terres *appropriées*, les tiers qui veulent se livrer à la recherche des gisements aurifères doivent toujours obtenir le consentement du propriétaire du sol, une autorisation administrative ne saurait la suppléer.

Il faut déduire cette particularité de l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 18 mars 1881 « Nul ne peut faire des recherches de  
« gisements, filons aurifères sur un terrain qui ne lui  
« appartient pas *sans le consentement du propriétaire*

« *du sol*, ou sans un permis délivré par l'Administration locale, s'il s'agit d'un terrain appartenant à la colonie ».

Cette particularité vient de ce qu'en Guyane on n'a guère connu et pratiqué jusqu'ici que l'exploitation des gisements aurifères en *alluvions de surface* quoique la présence de quartz aurifères soit absolument certaine dans la colonie (1). Il était dès lors urgent de protéger très efficacement la propriété privée.

Sur les terres du *domaine*, nul ne peut se livrer à la recherche des mines sans un permis de recherches délivré par l'Administration locale. Cette législation est donc moins libérale que celle de la Nouvelle-Calédonie en ce qui concerne les recherches sur le domaine. Elle se rapproche beaucoup en cela de la législation des mines de l'Afrique Occidentale française qui ne distinguant pas entre les terres du domaine et les terrains appropriés exige toujours un permis de recherche.

En Guyane, la simple demande du permis de recherche fait naître « *un droit de primauté* » (art. 10) pour l'obtention du permis de recherche en faveur du demandeur le plus ancien. La Guyane est la seule colonie où nous constatons l'existence de ce droit de primauté.

Si cette demande de permis ne donne lieu à aucune opposition, l'Administration aura l'obligation de délivrer le permis de recherches sans pouvoir se prévaloir d'aucun pouvoir discrétionnaire. D'une part, en effet, l'art. 10 du

(1) Verschuur, *Voyage aux trois Guyanes*, 1893.

décret du 18 mars 1881 reconnaît un droit de primauté au demandeur, d'autre part, les rédactions des art. 13 et 14 combinés disent en substance que le Gouverneur en Conseil privé statue sur le mérite des oppositions, mais que s'il n'y a pas eu d'opposition à l'expiration du délai fixé par l'art. 12 pour l'instruction de la demande « le permis de « recherches est délivré par le Directeur de l'intérieur » (art. 14).

Il faut en conclure que c'est seulement au cas où la demande de permis de recherches donne lieu à des oppositions que l'Administration a un pouvoir d'appréciation. La nécessité du permis de recherches n'est requise que pour faire naître les oppositions.

Le législateur colonial a voulu encourager les industries aurifères en Guyane parce qu'il a considéré que pour le moment elles constituaient la principale chance de prospérité de notre colonie d'Amérique.

#### 4<sup>o</sup> Annam-Tonkin.

On distingue dans l'Annam-Tonkin au point de vue de la recherche des mines : 1<sup>o</sup> *les terrains soumis aux adjudications publiques*; 2<sup>o</sup> *les terrains libres de droits antérieurs* (terres du domaine ou terrains privés); 3<sup>o</sup> *les terrains dans lesquels se trouvent des périmètres de mines déjà concédés ou des périmètres de recherches réservés* : ces terrains ne sont pas libres de droits antérieurs au point de vue minier.



I<sup>o</sup> Terrains soumis aux adjudications publiques.

Dans ces terrains il ne peut être question de recherches de mines puisque les gisements miniers qu'ils renferment sont déjà connus.

II<sup>o</sup> Terrains libres de droits antérieurs.

A. — TERRES DU DOMAINE.

I. *De l'acquisition du droit de recherches en périmètre réservé.* — On appelle terrains libres, de droits antérieurs, les terrains sur lesquels il n'y a ni périmètre réservé, ni mine exploitée. Sur ces terrains tout individu peut acquérir sans aucune autorisation préalable *un périmètre réservé de recherches* lui conférant *un droit exclusif de fouilles*.

Ce périmètre réservé s'acquiert par prise de possession et priorité d'occupation : il n'est pas étonnant de voir ici le législateur colonial assigner comme base légale aux recherches de mines sur les terrains domaniaux le système de l'occupation, puisque c'est sur ce principe qu'il fait reposer l'institution de la propriété des mines au Tonkin.

Cette prise de possession du périmètre réservé se manifeste au moyen de la plantation d'un *poteau-signal*, indiquant le nom de l'explorateur, la nature de la substance recherchée et le rayon du cercle correspondant au périmètre réservé (art. 11). Le périmètre doit, en effet, avoir la forme d'un cercle (art. 9).

Pour conserver le droit de recherches qu'il a ainsi acquis par l'occupation, l'explorateur devra fournir, dans

la quinzaine de la date de la prise de possession, une déclaration au résident de la province sur laquelle s'étend le périmètre (art. 10).

II. *De la nature du droit de recherche découlant d'une occupation régulière. Ses effets.* — Dans l'Annam-Tonkin le législateur colonial a conservé absolument l'application du *système de l'acquisition de la propriété de la mine par occupation*. Qu'on ne soit donc pas surpris de voir dans cette législation le droit de recherches lié intimement au droit d'exploitation, à l'acquisition de la propriété du gisement. C'est ce que nous fait bien sentir l'art. 13 du décret du 23 février 1897, quand il dispose que l'explorateur qui a acquis, par une occupation régulière <sup>(1)</sup>, le droit de recherche en périmètre réservé doit, dans le délai de trois ans, à partir de la date de cette occupation, soumettre à l'Administration une demande en délivrance de la propriété de la mine. N'y a-t-il pas là au profit de l'explorateur d'un périmètre réservé dans l'Annam-Tonkin un droit de préférence, un privilège qui lui est reconnu pour l'obtention de la propriété de la mine? On peut donc dire que l'occupation du périmètre est la prise de possession même de la mine; que l'explorateur, dans cette législation, peut être considéré comme un exploitant temporaire, un exploitant conditionnel. C'est ce qui nous explique pourquoi la disposition des pro-

(1) On entend par occupation régulière une prise de possession suivie dans les 15 jours d'une déclaration à l'Administration, conformément à l'art. 10.

duits de recherches dans le droit minier de l'Annam-Tonkin n'est plus assujettie à une somme fixe de 50 francs, comme dans le régime néo-calédonien, ce qui est la marque d'une autorisation administrative, mais à la même taxe proportionnelle que celle qui frappe les produits des véritables exploitations. Aussi M. Aguillon a-t-il pu dire avec juste raison que dans l'Annam-Tonkin l'acquisition du droit d'exploiter par prise de possession passe « par deux stades : la recherche en périmètre temporaire-  
« ment réservé, d'abord ; la *transformation* ensuite, dans  
« un délai fixé, *de ce droit temporaire en un droit perpétuel*  
« *de propriété* » (1).

III. *Extinction du droit de recherches en périmètre réservé dans l'Annam-Tonkin.* — 1° Le droit de recherches peut prendre fin par l'expiration du délai accordé à l'explorateur : ce délai est de trois ans. L'art. 15 dispose, que si l'explorateur n'a pas dans les trois ans fait une demande de propriété de la mine, le terrain cesse d'être réservé. S'il est nécessaire que l'explorateur dans la première période de son entreprise, puisse avoir le temps de reconnaître le gisement par lui soupçonné, « il fallait  
« éviter, dit M. Lamé-Fleury, d'accorder à cet explorateur  
« un délai trop long qui eût présenté l'inconvénient de  
« soustraire inutilement des terrains à la libre recherche  
« des mines et de frustrer l'État des ressources sur les-  
« quelles il doit légitimement compter ». L'art. 15 ajoute :  
« L'explorateur déchu ne peut en reprendre possession

(1) Aguillon, *op. cit.*, t. II, n° 1019.

« qu'après le délai de deux ans et si aucun autre ne s'y  
« est établi ».

Toutefois on ne pouvait rendre responsable des lenteurs de l'Administration l'explorateur qui ayant fait dans les trois ans une demande de propriété de mines ne l'avait cependant pas encore obtenue. Aussi l'art. 15 spécifie-t-il que l'instance en institution de la propriété de la mine maintient le privilège de l'explorateur jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur sa demande.

2° L'explorateur peut être déchu de son droit de recherches dans le cas prévu par l'art. 74 lorsqu'il « aura  
« frauduleusement, planté, enlevé ou déplacé des poteaux  
« ou signaux de recherche, modifié ou altéré les inscriptions de leurs écriteaux, de façon à tromper autrui sur  
« la délimitation, la contenance, ou la date d'une occupation de recherches de périmètre réservé ». L'art. 74 prononce la sanction civile en disant qu'il perd tous les droits que son occupation lui aurait conférés, notamment le droit de vendre les produits extraits de recherches qui sont encore en sa possession. L'explorateur ne peut se plaindre de l'effet rétroactif de cette déchéance qui forme comme le complément de la sanction pénale de l'art. 74.

## B. — TERRAINS PRIVÉS.

### I. *Quels sont-ils?*

On comprend sous cette dénomination dans l'Annam-Tonkin :

1° Les terrains cultivés par les indigènes sur lesquels ceux-ci n'ont pas un véritable droit de propriété, mais

conformément au droit annamite un droit de jouissance reconnu légalement au moyen de l'inscription sur le registre foncier, appelé Dia-bô <sup>(1)</sup>. Ils ont acquis une possession légale sur ces terrains d'après les règles du droit annamite en le cultivant et en payant l'impôt qui en frappe la jouissance. Quant à la propriété, au domaine éminent sur ces terrains, il reste au roi d'Annam.

2° Les terrains concédés à des colons par le gouvernement français. Ce pouvoir lui a été reconnu dans le protectorat de l'Annam-Tonkin, par l'art. 13 du traité du 6 juin 1884 en ce qui concerne le Tonkin, et par le décret du 27 septembre 1897 en ce qui concerne l'Annam.

3° Nous ajouterons à cette liste les biens de mainmorte appelés Huong-Hoa et ceux appelés Cong-Dien ou Cong-Tho. Les Huong-Hoa sont des parts d'héritage constituées par les chefs de famille ou leurs héritiers en vue d'affecter leurs revenus aux dépenses du culte des ancêtres. Les Cong-Dien sont des biens communaux affectés aux dépenses du service public <sup>(2)</sup>.

Comment sur ces terrains s'exerce le droit de recherche ?

II. *Droit de recherche du propriétaire du sol.* — Le décret du 25 février 1897 ne parle pas du droit de fouilles appartenant au propriétaire du sol. La question se pose dès lors de savoir dans quelles conditions le propriétaire du sol pourra se livrer à la recherche des mines sur son terrain.

(1) *Livre des rizières.*

(2) V. Hamelin, *Des concessions coloniales*, p. 250 et suiv. — Paul Denjoy, *Etude pratique de la législation civile annamite.*



Pour trouver la solution de cette question, il faut, à notre avis, distinguer entre les terrains concédés par le gouvernement français et les terrains acquis par les indigènes, conformément au droit annamite au moyen de la culture.

En ce qui concerne les terrains concédés les propriétaires ont acquis par suite de la concession le droit de propriété régie par la loi française, qui comporte comme attribut le droit de fouilles.

Quant aux indigènes possesseurs de terrains cultivés conformément au droit annamite, nous pensons qu'ils devront obtenir une autorisation du résident de la province. A la vérité cette autorisation ne sera pas requise pour le motif qui l'a fait établir dans l'art. 5, vis-à-vis du tiers prospecteur, mais les possesseurs indigènes de terrains cultivés outre qu'ils ne sont pas de véritables propriétaires, n'ont certainement pas comme attribut de leur possession le droit de rechercher les mines, puisque dans la législation annamite c'est le roi d'Annam seul qui est propriétaire du fonds et du tréfonds. Avant la conquête même toute appropriation des mines était sévèrement défendue par des pénalités. La Convention de 1883 a quelque peu changé cet état de choses, en confiant au gouvernement du protectorat le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour la bonne exploitation des mines dans l'Annam-Tonkin. Mais cette Convention ne saurait avoir changé le caractère et l'étendue du droit de jouissance que les indigènes ont sur les terrains qu'ils cultivent et qu'ils ont puisé dans la législation annamite.

III. *Recherches opérées par des tiers. — Acquisition du*

*périmètre réservé sur les terrains privés.* — Sur les terrains de propriété privée, les recherches ne peuvent être entreprises par un tiers à défaut d'entente amiable avec le propriétaire ou le possesseur qu'en vertu d'une autorisation du résident de la province.

L'art. 5 en parlant de *propriétaire ou possesseur*, fait allusion à la fois aux terrains concédés aux colons sur lesquels ceux-ci ont un véritable droit de propriété, et aux terrains cultivés par les indigènes sur lesquels ceux-ci n'ont qu'un droit de jouissance et de possession.

L'autorisation donnée par le résident de la province joue ici le rôle du permis de recherches du décret néo-calédonien : elle dépend donc du pouvoir discrétionnaire de l'Administration qui fixe également les conditions de cette autorisation.

Cette autorisation ne peut être délivrée qu'à la charge de payer les dommages causés au propriétaire (art. 6).

Une fois l'autorisation accordée, l'explorateur peut acquérir par la plantation du poteau-signal un droit exclusif de recherches en *périmètre réservé*, tout comme il pourrait le faire sur les terres du domaine, tout comme pourrait le faire le propriétaire ou possesseur du sol.

C'est seulement, en effet, par les recherches en *périmètre réservé* que l'explorateur peut acquérir la propriété de la mine par prise de possession. Or, on sait que la prise de possession est le seul mode d'acquisition de la propriété minière dans l'Annam-Tonkin. Les recherches n'étant que le préliminaire de l'exploitation des mines, et tout explorateur autorisé pouvant sur les terrains privés

acquérir un droit de recherches en périmètre réservé, il s'ensuit que le propriétaire du sol après la prise de possession d'un périmètre de recherches sur son terrain, ne pourra plus se livrer à des travaux de recherches de mines sur son terrain.

Le droit du propriétaire de la surface est donc ici plus diminué qu'en Nouvelle-Calédonie : dès qu'un tiers aura acquis un périmètre réservé de recherches, le propriétaire de la surface est considéré comme n'existant plus au point de vue de l'exercice du droit de recherche, sauf toutefois les indemnités qui peuvent lui être dues par les tiers explorateurs à raison des travaux de prospection. Si on compare son droit à celui du propriétaire dans la métropole, on voit quelles restrictions il a subi dans l'Annam-Tonkin.

Cette atteinte au droit du propriétaire, on se l'explique, si on considère tout d'abord que certains détenteurs de terres ne sont que des *possesseurs indigènes* dans notre protectorat d'Indo-Chine; et que, d'autre part, les terres appropriées par nos colons sont issues de concessions du Gouvernement français conférées dans les limites qu'il a jugé bon de fixer.

Dans l'Annam-Tonkin il importait de pousser le plus possible à la recherche des mines, car c'est de l'exploitation de celles-ci que dépend en grande partie la prospérité du Protectorat. Il fallait donc assurer aux explorateurs le bénéfice de leurs recherches (1).

(1) Voir Rapport de M. Lamé Fleury sur la réglementation des mines au Tonkin, *J. off.* du 16 décembre 1884.

Toutefois, on peut regretter que le législateur colonial n'ait pas toujours ici conservé au propriétaire du sol le droit de fouilles.

### III. Recherches des gîtes d'alluvions.

Les gîtes d'alluvions sont laissés à la disposition du propriétaire du sol : pour exercer des recherches *dans un terrain cultivé* <sup>(1)</sup> on devra dès lors obtenir toujours le consentement du propriétaire ; aucune autorisation administrative ne pourra la suppléer (argument de l'art. 41). Décider autrement eût été atteindre directement le droit du propriétaire superficiaire : on ne pouvait permettre de bouleverser ainsi la propriété privée.

Dans les *terrains non cultivés*, les règles exposées précédemment s'appliqueront avec cette différence que l'explorateur devra former sa demande en délivrance de la mine dans le délai de deux ans au lieu de trois (art. 40).

### IV. Recherches dans le périmètre d'une mine déjà instituée.

Dans le périmètre d'une mine déjà instituée, à défaut d'entente avec le propriétaire de cette mine, l'explorateur qui voudra entreprendre des recherches pour une substance classée dans une autre catégorie que celle qui a déjà fait l'objet de l'institution de la propriété minière, devra obtenir une autorisation spéciale du résident de la

(1) Sous cette expression on comprend à la fois les terrains dont les indigènes sont simples possesseurs selon le droit annamite et les terrains dont nos colons sont effectivement propriétaires.

province (art. 6, D. 25 février 1897). Cette autorisation ne lui sera conférée qu'après que le propriétaire de la mine aura été entendu en ses observations et sous réserve des dommages que l'explorateur est tenu de réparer.

### 5° Madagascar.

Les recherches de mines à Madagascar sont réglées par le décret du 17 juillet 1896 pour les mines de *métaux précieux* et par celui du 21 juillet 1897 pour les *autres mines*. Nous ne voyons plus dans ces deux décrets de distinction entre les terres du domaine et les terrains privés.

I. *De l'acquisition du « droit de miner » (miners' right).* — Dans le régime minier établi par ces deux décrets, les explorateurs doivent avant d'entreprendre tous travaux de recherches se munir de permis de recherches qui leur sont délivrés contre la somme de 25 francs. Seul le propriétaire de la surface est dispensé de cette formalité, lorsque ces recherches portent seulement sur son terrain (art. 7, D. 20 juillet 1897).

Ce permis de recherches, comme nous l'avons fait remarquer plus haut est simplement une autorisation générale de faire des recherches n'attribuant par elle-même aucun périmètre donné, mais seulement comme le dit le texte précité le droit de faire des travaux de recherches, en *dehors de périmètres de concessions déjà instituées ou de terrains de recherches déjà bornés*.

II. *De l'acquisition du droit exclusif de recherches.* — Le droit *exclusif* de faire des travaux de recherches dans un



certain périmètre ne s'acquiert que par la priorité d'occupation du terrain par l'explorateur lui-même au moyen de la plantation du poteau-signal suivie d'une déclaration à l'Administration <sup>(1)</sup>.

Nous retrouvons ainsi à Madagascar l'institution du *périmètre réservé* de recherches, quoique cette expression ne figure pas dans la rédaction de ces décrets miniers.

III. *Règles spéciales concernant l'exploitation des métaux précieux.* — La recherche des mines de métaux précieux ne peut avoir lieu que dans les terrains non ouverts à l'exploitation publique (art. 4 à 8 du décret du 17 juillet 1896); dans les périmètres ouverts à l'exploitation publique, les recherches de mines de métaux précieux n'ont plus d'objet, puisque la présence de gisements y a été déjà signalée.

Le droit exclusif de recherches est acquis comme pour les autres mines par la plantation d'un poteau-signal : l'étendue du périmètre seule diffère selon les mines (art. 5 et 6 du décret du 17 juillet 1896).

#### 6° Afrique occidentale française.

(Décret du 14 août 1896).

I. *Distinction des régions ouvertes et des régions non ouvertes à l'exploitation des mines.* — Dans cette législation minière les recherches ne peuvent être entreprises que

(1) En ce qui concerne les mines de métaux précieux, voir les art. 5 et 6 du décret du 17 juillet 1896; pour les autres mines, voir les art. 9 et 10 du décret du 20 juillet 1897.

dans les régions déclarées ouvertes à l'exploitation des mines par arrêtés du Gouverneur (art. 17).

Cette mesure transitoire a pour but de ne permettre les prospections de mines que dans les régions où notre influence s'est manifestée administrativement, et qui sont dotées d'une organisation suffisante pour empêcher le gaspillage des richesses minières.

Mais nous ne rencontrons nulle part dans le décret du 14 août 1896, la distinction entre les terres du domaine et les terrains privés.

II. *De l'acquisition du droit de miner (miners' right).* — Comme à Madagascar, tout explorateur qui veut se livrer aux recherches de mines doit s'être muni d'une autorisation générale. Dans le décret du 14 août 1896, c'est le mot même *autorisation générale* qui est employé par le législateur.

III. *De l'acquisition du droit de recherches dans un périmètre donné.* — Mais à la différence de la législation minière de Madagascar, le droit de faire des recherches dans un terrain déterminé, ne peut être acquis que par un permis de recherches et non par une simple priorité d'occupation.

Le permis de recherches *donne un droit exclusif* d'effectuer tous travaux de prospection, de sondage et de reconnaissance des gites dans l'intérieur du périmètre auquel il s'étend (art. 23).

Ce permis de recherches n'est pas seulement comme à Madagascar, une autorisation générale de miner, mais nécessaire sur les terres du domaine et les terres appropriées il représente comme à la Guyane française un titre

constitutif du droit de recherches sur un terrain déterminé.

Cette assimilation au régime des recherches de la Guyane (décret de 1881) est un trait sensible qui nous fait voir que la législation des mines de l'Afrique occidentale française envisage surtout les mines de métaux précieux.

Comme en Nouvelle-Calédonie et en Guyane le permis de recherches indique les limites de la superficie donnée aux recherches. La simple demande de permis de recherche donne ouverture aux oppositions.

Enfin le permis est soumis comme celui du régime néo-calédonien à un droit fixe par hectare, appelé « droit d'institution » (art. 10).

Quelle est la raison d'être de la superposition de ces autorisations : autorisation générale et permis de recherche?

C'est la nécessité de surveiller les prospecteurs comme en Nouvelle-Calédonie. Dans ces pays de l'Afrique occidentale française en effet où l'ordre n'est encore établi que par une organisation administrative rudimentaire, il importait que l'administration eût la faculté d'exercer *ab initio* un certain contrôle sur ceux qui veulent entreprendre des exploitations minières, quel que fût le caractère juridique des terrains; elle devait, de plus, veiller à ce que les travaux de recherches ne soient entrepris que dans des régions ouvertes à l'exploitation des mines.

## VI. — De la cessibilité du droit de recherche.

Dans les législations coloniales comme celles de Madagascar, de la Nouvelle-Calédonie, des établissements de

l'Inde et de la Guyane, qui ont reconnu au propriétaire le droit de fouilles, il est clair que ce droit constitue pour celui-ci un attribut de son droit de propriété et qu'il pourra en disposer à titre gratuit ou à titre onéreux (Req. 3 mars 1879, Dal. 79.1.430).

Quant au droit de recherche exercé par les tiers, il faut distinguer deux cas : 1° Au cas où est requise *la nécessité du permis de recherches*, le droit de recherches qui en découle est-il personnel ou cessible ?

L'art. 27 du décret du 14 avril 1896 relatif à l'Afrique occidentale Française répond à cette question : « Les permis « de recherches ne peuvent être cédés qu'à des personnes « ou des sociétés munies des autorisations visées par les « art. 1 et 2 ci-dessus ».

Les autres décrets miniers ne s'expliquent pas sur cette question. Que décider à leur égard ?

La disposition spéciale sur la cessibilité du permis dans le décret de 1896 peut induire à penser que les permis sont personnels et non cessibles dans les autres décrets, car si le législateur y avait admis cette cessibilité ne l'aurait-il pas réglée et soumise à certaines conditions comme dans l'art. 27 du décret du 14 août 1896 ?

En Nouvelle-Calédonie notamment la personnalité des explorateurs qui sont pour la plupart d'anciens libérés exige la surveillance particulière de l'Administration.

2° Le droit de recherche *acquis par prise de possession* au moyen de la plantation du poteau-signal est-il cessible ?

Pour soutenir la négative on pourrait objecter que la

plantation du poteau-signal ne prouve pas par elle-même que celui qui a planté un poteau ait fait des recherches fructueuses : l'achat qui pourrait en être fait serait très souvent celui d'une valeur fictive, l'État ne peut pas prêter la main à des fraudes en érigeant le poteau-signal en titre transmissible de droits. On peut ajouter que la législation coloniale réglemeute la cession du *droit d'exploitation* acquis par prise de possession et non celle du *droit de recherche* conféré suivant le même mode.

Nous inclinons cependant à penser que le droit de recherches acquis par le poteau-signal est cessible. Tout droit ayant sa base dans l'occupation peut être déclaré transmissible. Il ne s'agit pas ici d'un droit personnel, mais d'un droit réel conféré par le fait de l'occupation, droit qui ne doit être considéré comme incessible que si la loi le déclare tel.

On objecte que l'acheteur ne sait pas ce qu'il achète. Qu'importe puisqu'il consent à passer le contrat dans ces conditions ! Et, d'ailleurs, la cession du droit de recherche ne représente pas la cession de la mine, celle de la valeur des gisements miniers, mais tout simplement la possibilité de faire des recherches sur un terrain et de courir ainsi les chances inhérentes à toute prospection de mines.

Toutefois nous ne nous dissimulons pas que cette transmissibilité du droit de recherche acquis par priorité d'occupation peut donner lieu aux spéculations les plus regrettables. C'est un point sur lequel nous appelons l'attention du législateur colonial.



VII. — **Étendue donnée aux recherches des mines.**

Dans la détermination de l'étendue à donner aux recherches de mines le législateur colonial s'est efforcé de concilier deux intérêts : éviter l'*accaparement* des mines qui peut aboutir à l'immobilisation des richesses minières et cependant donner une *étendue suffisante* aux explorateurs afin de les mettre en mesure de faire des recherches utiles. En fait nous voyons dans toutes les colonies, sauf peut-être dans l'Annam-Tonkin, la superficie *maxima* des recherches égaler la superficie *minima* sur laquelle peut porter l'exploitation minière. En Nouvelle-Calédonie cependant le décret du 17 octobre 1896 n'assigne aucune superficie *maxima* aux périmètres de recherches de mines, alors même que le droit de recherches portant sur des terres du domaine découle d'une simple déclaration.

VIII. — **Durée assignée au droit de recherches.**

Il y avait là pour le législateur colonial une question délicate à régler : il fallait éviter un danger, celui d'*immobiliser* de vastes gisements miniers entre les mains de personnes ne disposant pas de ressources suffisantes pour faire des prospections utiles. C'est pourquoi nous voyons la durée du droit de recherche assez limitée.

Mais, d'autre part, il ne fallait pas oublier que s'il est nécessaire de donner aux prospecteurs une étendue suffisante pour aboutir à un résultat utile, il faut dans le même

but assurer une *durée assez longue* à leur droit de recherches.

Les dispositions des décrets miniers des colonies semblent nous révéler que le législateur a tenu compte de ces deux considérations.

A quelle solution s'est-il donc arrêté?

Nous voyons sur cette question la législation des mines aux colonies partagée en quatre systèmes :

*1<sup>er</sup> système.* — En Nouvelle-Calédonie, dans l'art. 12 du décret du 17 octobre 1896, *aucun délai déterminé* n'est assigné au droit de recherches sur les terres du domaine. L'inconvénient de l'immobilisation n'était ici, il est vrai, guère à craindre puisque dans cette colonie la déclaration de recherches sur terres du domaine ne consacre par elle-même aucun droit exclusif de recherches.

Même régime en vigueur sur les terres du domaine dans les établissements des Indes (art. 15 du décret du 7 novembre 1884).

*2<sup>e</sup> système.* — Le droit de recherche a *une durée d'un an*, mais le permis qui le consacre peut être *renouvelé indéfiniment* « si l'Administration le juge à propos » (voir notamment l'art. 7 du décret du 20 juillet 1897) (Madagascar). C'est le système admis en Nouvelle-Calédonie et dans les établissements de l'Inde pour les recherches sur les terres appropriées, à Madagascar d'une manière générale par les deux décrets miniers du 17 juillet 1896, art. 4 (métaux précieux) et du 20 juillet 1897, art. 7 (autres mines).

Le danger de ce système, c'est d'amener à autoriser

sous le nom d'explorations de véritables exploitations, et par conséquent, de priver le Trésor des ressources qu'il trouve dans les redevances perçues sur les exploitations minières. En Nouvelle-Calédonie on a été forcé parfois d'adopter ce système d'exploitation minière, car par suite de l'insuffisance du service des mines et l'absence de plans des districts miniers, on ne parvient que difficilement à constituer des concessions (V. *suprà*, chap. I).

*3<sup>e</sup> système.* — Le droit de recherche a une durée d'un ou deux ans, mais *il ne peut être renouvelé qu'une seule fois*. C'est le système admis dans le régime des mines de l'Afrique occidentale française (D. 14 août 1896, art. 26). C'est aussi celui de l'art. 25 du décret du 18 mars 1881 en Guyane pour la recherche des gisements aurifères (art. 15).

Avec ce système, on évite les inconvénients signalés pour le second système; tout en permettant à l'Administration de contrôler lors du renouvellement la capacité de l'explorateur, on lui refuse la faculté de prolonger le droit de recherche au delà de deux années si au bout de ce temps l'explorateur n'est pas encore arrivé à un résultat appréciable.

*4<sup>e</sup> système.* — Enfin le droit de recherche est conféré pour 3 ans, mais passé ce délai, l'explorateur ne sera plus admis à exercer ses prospections sur le gisement minier recherché, qu'après un délai de 2 ans et si aucun autre ne s'y est établi. C'est le système en vigueur dans le décret minier du 25 février 1897 de l'Annam-Tonkin, où a été consacré pleinement le système de la mine au premier oc-

cupant. Dans ce régime où le droit de recherche est intimement lié au droit de propriété de la mine, cette période de recherches de 3 ans est bien plutôt une période d'exploitation temporaire, une période d'exploitation d'essai, passé laquelle, si l'explorateur ne fait pas de demande de propriété de la mine, il est présumé y renoncer, sans pouvoir prétendre exercer immédiatement une nouvelle période d'essai d'exploitation.

IX. — **Contrôle de l'Administration relativement à l'octroi du droit de recherches.**

Si favorable qu'il soit aux recherches de mines, le législateur colonial n'a pas entendu enlever à l'Administration tout contrôle dans la délivrance du droit de recherches.

Ce contrôle s'exerce de deux manières : d'abord *directement* par la faculté laissée à l'Administration d'autoriser ou non les recherches dans le cas où celles-ci dépendent d'un permis de recherches <sup>(1)</sup>; en second lieu *indirectement* : 1° par la taxe imposée dans certaines colonies à l'explorateur (Nouvelle-Calédonie, art. 11, D. 17 octobre 1896 — Afrique Occidentale française art. 10, D. 14 août 1896); 2° par la déchéance qui frappe celui qui ne la paie pas; car il ne peut être considéré dès lors comme un prospecteur sérieux; 3° enfin par la formalité du renouvel-

(1) Nous avons vu que dans le décret de 1881 sur la législation des gisements aurifères que l'Administration était obligée de l'accorder au premier demandeur si aucune opposition ne s'était produite (argument tiré de la combinaison des art. 12 et 14 du décret du 18 mars 1881).

lement du droit de recherche, renouvellement pour lequel l'Administration jouit d'un pouvoir beaucoup plus étendu que dans la délivrance du permis de recherches. Cette différence de pouvoir de l'Administration entre la délivrance des permis de recherches et le renouvellement est très nettement marquée dans le décret du 18 mars 1881 constituant la législation spéciale pour l'exploitation des gisements aurifères en Guyane. L'art. 14 dispose en effet : « A « l'expiration du délai fixé par l'art. 12, s'il n'est survenu « aucune opposition, le permis de recherches est délivré « par le directeur ». Ce texte semble bien faire à l'Administration une obligation de délivrer le permis de recherches lorsqu'il n'y a pas eu d'opposition à la demande. Mais l'art. 15 statuant sur le renouvellement spécifie que le permis de recherches ne peut être renouvelé une seconde année qu'à certaines conditions « si le permissionnaire justifie, « soit d'avoir fait des prospections avec succès, soit d'un « empêchement de force majeure ».

C'est dans l'Annam-Tonkin que l'acquisition du droit de recherches échappe le plus au contrôle de l'Administration. En effet, d'après les art. 8 à 13 du décret du 25 février 1897, le droit exclusif de recherches découle uniquement de la simple priorité d'occupation du terrain suivie d'une déclaration sans la charge d'aucune redevance annuelle; l'Administration est donc réduite à un rôle purement passif. Mais ceci est en parfaite conformité avec le système de l'acquisition de la mine par prise de possession pleinement consacré par le législateur dans notre colonie d'Indo-Chine.



X. — Prohibitions générales du droit de recherches  
dans certains terrains.

La législation coloniale des mines reproduit les dispositions de l'art. 11 de la loi de 1810, modifié par la loi du 27 juillet 1880, relatives à la prohibition des recherches dans les enclos murés et dans la zone de protection qui les entoure.

Mais, en outre, le législateur colonial se trouvait en certains cas en présence d'intérêts qu'il était de toute nécessité de ménager.

C'est ainsi qu'en Annam-Tonkin, les recherches d'alluvions aurifères ne peuvent être entreprises en terrains cultivés qu'avec le consentement du propriétaire de la surface<sup>(1)</sup>. Même mesure en Guyane pour tous gisements aurifères (art. 1<sup>er</sup>, D. 18 mars 1881).

Dans l'Afrique occidentale française, les alluvions aurifères et de sel gemme ne peuvent faire l'objet d'un permis de recherches (arg. de l'art. 30 du décret du 14 août 1896), cette mesure a pour but d'éviter tout conflit avec les indigènes, conflit auquel on serait exposé si on méconnaissait leur droit coutumier.

(1) Art. 41 du décret du 25 février 1897. — « Dans les terrains cultivés le propriétaire ou ses ayant droit *peuvent seuls* acquérir le droit « d'exploiter une mine d'alluvion... » On n'a pas voulu que sous prétexte de recherches de mines les tiers vinssent porter atteinte à la jouissance du propriétaire de la surface et causer à ses cultures de graves préjudices. Il faut que les colons et les indigènes puissent se livrer en toute sécurité à leurs travaux agricoles.



## CHAPITRE IV

### DE L'INSTITUTION DU DROIT D'EXPLOITATION

---

#### SECTION PREMIÈRE

##### OBSERVATIONS GÉNÉRALES

#### **I. — Des différents systèmes suivis dans les législations minières coloniales pour l'attribution du droit d'exploiter les mines.**

Les diverses solutions admises pour l'attribution du droit d'exploiter les mines se rattachent à quatre ou cinq systèmes :

1° Le système de l'*accession* suivant lequel la propriété des substances minérales n'est pas séparée de la propriété de la surface : c'est celui du droit anglais.

2° Le système de la *domanialité* dans lequel l'État dispose à titre de propriétaire des substances minérales au même titre qu'un bien domanial, pouvant soit délivrer de simples permis temporaires d'exploitation, soit louer la mine, soit la concéder à titre de propriété, c'est le système

de la loi japonaise de 1873 et de certaines colonies anglaises.

3° Le système de l'*occupation* suivant lequel les substances minérales non exploitées étant *res nullius* la propriété de la mine appartient au premier occupant, c'est-à-dire à l'inventeur : c'est le système en vigueur dans le droit allemand, dans le droit espagnol et le droit américain.

4° Le système du *droit régalien* : là encore les mines sont considérées comme *res nullius*. L'État a un pouvoir discrétionnaire pour le choix du concessionnaire et la détermination des limites du gisement; toutefois à la différence de ce qui existe dans le système de la domanialité, il ne peut concéder la mine qu'à titre de propriété. C'est le système de notre législation métropolitaine de 1810.

5° Enfin citons le système de l'institution de la propriété des mines *par voie d'adjudication publique*. Ce système peut être considéré comme une modalité de celui des concessions *du droit régalien* ou de celui de la *domanialité*. Il présente cependant certaines particularités essentielles qui doivent le faire distinguer de ces deux systèmes.

## II. — Législation de la métropole.

En France ainsi, que nous venons de le dire, c'est le système de la concession de droit régalien que le législateur de 1810 a admis. La demande de concession est faite par voie de simple pétition au préfet et après les forma-

lités de publicité, le règlement des oppositions et l'instruction de la demande, la concession est accordée par un décret délibéré en Conseil d'État (art. 28, L. 21 avril 1810).

**III. — Part que la législation coloniale a faite aux différents systèmes sur l'attribution du droit d'exploiter.**

La législation minière des colonies n'est pas fondée sur un seul et même système; elle a emprunté à tous les systèmes.

Nous voyons en effet une base différente assignée à l'institution du droit d'exploiter les mines *suivant les colonies*. Par exemple, il est clair que l'on ne pouvait appliquer le système de l'adjudication des mines dans des régions aussi peu connues que celles du Soudan, du Sénégal et de la Guinée française, sous peine de léser soit l'intérêt général de la colonie soit celui de l'adjudicataire.

Le mode d'institution de la propriété des mines varie aussi *suivant la nature des gisements*. Des règles spéciales ont été édictées pour les mines de métaux précieux comme dans le régime minier en vigueur à Madagascar (Décret du 17 juillet 1896) et à la Guyane (Décret du 18 mars 1881).

Enfin dans certaines colonies pour différentes raisons les mines contenues dans certaines régions échappent à toute appropriation : tel est le système admis par la législation minière de l'Afrique occidentale française; l'art. 7 du décret du 14 août 1896 dispose que les arrêtés du Gouverneur *détermineront les régions ouvertes à l'exploitation des mines*.



Mais dans la plupart des colonies, le législateur colonial n'a reconnu au propriétaire de la surface aucun privilège pour l'obtention de la propriété de la mine.

Ces quelques réflexions montrent que loin de s'en tenir aux principes purement théoriques du droit des mines, le législateur colonial, a voulu avant tout, faire œuvre pratique en appropriant le mode d'institution de la mine dans les diverses colonies, aux circonstances et aux milieux dans lesquels cette réglementation devait être appliquée.

En Nouvelle-Calédonie, dans les Etablissements de l'Inde, c'est le principe de la loi de 1810, celui des concessions administratives qui fait le fond de la législation des mines. Il en est de même en Guyane où la loi de 1810 a été déclarée applicable, sauf l'établissement des permis d'exploitation temporaires pour les gisements aurifères.

Dans l'Annam-Tonkin, le législateur colonial n'a pas hésité à se séparer complètement du régime métropolitain en établissant la propriété des mines sur l'occupation et consacrant ainsi le droit de l'inventeur, reconnu timidement seulement par le décret néo-calédonien. M. Lamé-Fleury, dans son remarquable rapport sur le projet du règlement minier (*J. officiel* du 6 décembre 1884), nous donne les raisons qui ont fait admettre ce système au Tonkin : on a voulu encourager la recherche des mines en assurant aux explorateurs les profits de leurs recherches.

Nous avons vu qu'en ce qui concerne les recherches de mines à Madagascar le législateur colonial avait admis le système de la priorité d'occupation ou de prise de posses-

sion, mais lorsqu'il s'est agi de constituer la propriété des mines, il est revenu à la concession par l'État.

Toutefois, pour les mines de métaux précieux dans cette dernière colonie, l'acquisition de la propriété des mines est un système complexe et hybride, inspiré en grande partie par les législations de l'Australie et du Transvaal, tenant à la fois du système de la domanialité, de celui de la prise de possession et du système de la concession de droit régalien.

#### IV. — **Doit-on comprendre dans les concessions de terre aux colonies la propriété des mines?**

Nous avons vu quelle part peu importante la législation minière des colonies faisait au droit du propriétaire de la surface : il n'a en principe aucun droit de préférence pour l'obtention de la propriété de la mine. Il serait donc véritablement peu en harmonie avec cette législation de comprendre dans les concessions de terres faites aux colonies la propriété des mines contenues dans le sous-sol. Au surplus, les textes des décrets font très nettement cette distinction : le législateur colonial s'applique toujours à distinguer très nettement la propriété des mines de celle de la surface (V. pour Madagascar art. 25 du décret du 17 juillet 1896 et art. 20 du décret du 20 juillet 1897, pour le Tonkin l'art. 45 du décret du 25 février 1897, pour la Nouvelle-Calédonie art. 4 du décret du 17 octobre 1896).

On voit cependant certaines législations étrangères, comprendre la propriété des mines dans des concessions de

terre, des concessions agricoles par exemple, consenties à des compagnies de colonisation. C'est ainsi qu'à Bornéo d'après la charte du 1<sup>er</sup> novembre 1881 toutes les mines sont réservées à la *British North Borneo Company* en vertu de baux (leases) faits pour quelques années. Il en est de même en ce qui concerne d'autres compagnies anglaises. *The Royal Niger Company* (1886), *The Imperial British East Africa* (1888), *The British south Africa*, etc... Il faut remarquer en ce qui concerne ces dernières compagnies qu'elles ont en réalité sur les pays qui leur ont été concédés par le gouvernement anglais, des droits de souveraineté. Une Charte de 1889 a été délivrée à la *British south Africa Company* pour mettre en valeur les terres situées au nord du Bechuanaland anglais, région située au nord et à l'ouest de la République Sud-Africaine, à l'ouest des possessions portugaises. Parmi les pouvoirs conférés à la Compagnie par cette charte, figure celui de développer l'industrie des mines et de faire toutes concessions de mines.

Dans des régions voisines soumises à l'influence allemande, appelées le *Protectorat allemand sud-ouest de l'Afrique*, la *Société coloniale allemande* a acquis en s'établissant le droit d'exploiter les mines dans presque toute l'étendue du protectorat. Les premiers pionniers traitèrent dès lors pour l'exploitation des mines par contrats particuliers avec la Société.

A une époque plus récente la Compagnie anglaise la *Chartered* a obtenu dans le Sud-Africain en même temps que la concession de terrains la concession des mines qui s'y trouvent renfermées.

Enfin dans la colonie anglaise de Singapour d'après l'ordonnance de 1886, lorsque les terrains de la Couronne sont aliénés, la mine appartient en principe au propriétaire de la surface à charge de payer 10 0/0 sur les produits.

Nous pensons que notre législation coloniale ne doit pas suivre ces exemples. Le régime qui consiste à attribuer dans les colonies au concessionnaire de la surface, la propriété des mines nous semble présenter de sérieux inconvénients au point de vue de l'utilisation des richesses coloniales.

Il est bien clair que ceux qui entreprennent une colonisation agricole, n'ont ni l'outillage, ni les capacités, ni les tendances nécessaires pour l'exploitation des mines. S'il peut être avantageux de concéder à des Compagnies des surfaces considérables pour y créer les premiers travaux publics nécessaires et peupler de colons actifs des territoires jusque-là inutiles, leur office ne présente aucune nécessité pour l'exploitation des mines elles-mêmes. Attribuer la propriété des mines au concessionnaire de la surface ou à des compagnies de colonisation, c'est instituer pour l'exploitation des mines aux colonies des intermédiaires inutiles et onéreux. Nous n'en voulons comme exemple que celui de la *Chartered* dans le Sud-Africain : pour exploiter les mines qui se trouvent dans le territoire de cette Compagnie, les mineurs sont obligés de passer sous les fourches caudines de la *Chartered* qui prélève jusqu'à 50 0/0 sur le produit des mines qu'elle n'exploite elle-même aucunement.

Il semble que ces inconvénients aient été sentis dans le Protectorat allemand du Sud-Ouest de l'Afrique, où pour

l'avenir, depuis l'ordonnance du 25 mars 1888, l'exploitation de l'or n'est plus régie par les contrats passés entre la *Société coloniale allemande* et les mineurs, mais par un règlement général.

Aussi nous ne pouvons nous associer à la rédaction de l'art. 2 du projet de loi sur les compagnies de colonisation, approuvé par le Conseil supérieur des Colonies <sup>(1)</sup>. Ce texte attribue à ces compagnies l'exploitation des mines comprises dans les concessions de terre qui leur sont conférées : « Le privilège des compagnies pourra se compo-

« 1° Le droit exclusif de propriété sur la partie des ter-  
« ritoires concédés pouvant être considéré comme *res nul-*  
« *lius* et dont l'État s'est arrogé la possession souveraine,  
« sous la réserve des enclaves, voies d'accès ou de halage,  
« que l'État jugerait nécessaires de se réserver à toutes  
« fins utiles.

« 2° Le monopole des travaux publics et de leur exploi-  
« tation, *de la recherche et de l'exploitation des mines* et  
« carrières, de l'exploitation méthodique et régulière des  
« forêts, de la chasse des éléphants, de la pêche du corail,  
« des nacres et des perles.

« Le tout sous la réserve des exploitations actuellement  
« effectuées par nos nationaux et les indigènes, toute idée  
« de spoliation devant être nettement répudiée. »

Ce projet de loi avait évidemment grand souci de pré-

(1) Séances du Conseil supérieur des colonies des 28 mai, 1<sup>er</sup> et 6 juin 1891. *Journ. off.* des 19, 23 et 24 novembre 1891.



server les droits acquis, mais au point de vue des richesses minières ne compromettrait-il pas l'avenir de leur exploitation?

L'Avis du Conseil supérieur des colonies, précédant ce projet de loi s'exprimait ainsi : « ... Le gouvernement peut, en effet, en vertu de l'art. 18 du sénatus-consulte de 1854, attribuer par décrets rendus en la forme de règlement d'administration publique aux compagnies de colonisation la plupart des droits et des avantages qui constitueraient le privilège nécessaire à l'œuvre qu'on attend d'elles.

« En procédant ainsi, le Gouvernement n'innovera pas à proprement parler. Il ne fera que concentrer entre les mains d'une société puissante l'ensemble des concessions qu'il a jusqu'ici, en vertu de pouvoirs qui ne lui ont jamais été contestés, accordées à des concessionnaires distincts. »

Cette dernière proposition est trop absolue, et l'Avis du Conseil supérieur omet de distinguer les différentes concessions qui peuvent avoir lieu sur le domaine colonial, notamment les concessions de terres des concessions de mines. Il peut être bon de *concentrer* en une seule main les concessions de même nature, par exemple les concessions de terre. Mais on peut se demander s'il est favorable au développement économique des colonies pour les raisons que nous avons indiquées plus haut de concentrer, d'une manière systématique, en une seule main, des concessions de nature différente, comme les concessions de terre et les concessions de mines.

Le texte du projet de loi auquel nous faisons allusion est au surplus en désaccord avec notre législation minière des colonies, dans laquelle on a réduit de plus en plus le droit du superficiaire sur le tréfonds.

*Du retrait des concessions de terre à la suite de découvertes de mines dans certaines législations étrangères. —*

Nous devons mentionner ici les conséquences remarquables que produit sur le régime de la propriété foncière dans certaines colonies anglaises la réserve de la propriété des mines en faveur de la Couronne. On voit, en effet, dans ces colonies que les terres concédées à des particuliers peuvent être reprises par le Gouvernement moyennant une juste et préalable indemnité au cas où des mines viennent à être découvertes dans ces terrains.

C'est ce que nous constatons notamment dans les législations minières de l'Australie. Dans la nouvelle Galles du sud d'après une loi minière de 1889, des fouilles sur terrains privés peuvent être autorisées pour toute une série de minéraux, et, si ces recherches réussissent, le Gouvernement peut, moyennant indemnité, défendre la vente de ces terrains, qui sont alors traités comme biens de la Couronne. Dans la Nouvelle-Zélande depuis la loi de 1891 les terrains de la Couronne ne sont vendus que sous la condition de pouvoir les racheter pour l'exploitation des mines, à charge de payer une juste indemnité au possesseur. Quant aux propriétés qui dans cette colonie ont été vendues avant 1891 il faut distinguer : 1<sup>o</sup> les propriétés vendues entre 1873 et 1891 peuvent être reprises pour toute exploitation minière, excepté celles de houille; 2<sup>o</sup> les

propriétés vendues avant 1873 peuvent être reprises pour toute exploitation minière autre que le charbon, mais seulement avec le consentement du propriétaire. En Tasmanie, enfin, les terrains de la Couronne aliénés peuvent aussi être retirés en vue de permettre une exploitation minière moyennant une juste indemnité au propriétaire.

Chez un peuple essentiellement colonisateur comme l'est le peuple anglais, cette préoccupation ainsi affirmée de développer et d'assurer avant tout l'exploitation des mines par une sorte de retrait ou d'expropriation, nous montre bien que comme nous l'avons dit au commencement de cette étude, l'exploitation des mines est un des ferments les plus actifs de la colonisation.

#### V. — De la superficie attribuée aux exploitations de mines dans les colonies.

Pour terminer ces observations générales il ne nous reste plus à parler que de la question de la superficie des mines dans la législation coloniale.

Quelle est l'*étendue maxima ou minima* à assigner aux exploitations des différentes mines dans nos colonies ?

L'expérience s'est chargée, sur cette question, de renseigner le législateur colonial. La question de la superficie a été une des principales causes des modifications apportées à la législation des mines du Tonkin (ancien décret de 1888) et à celle de la Nouvelle-Calédonie (arrêté du 13 septembre 1873 et ancien décret de 1883).

C'est là, en effet, un point très délicat dans la législation

des mines, particulièrement dans les pays neufs comme les colonies.

Tout d'abord en ce qui concerne la détermination de la superficie *maxima*, il faut d'une part donner à l'exploitant de mines une étendue suffisante pour lui permettre d'exercer une industrie rémunératrice en proportion des risques que courent les capitaux qu'il y affecte, et d'autre part éviter l'accaparement des richesses minières coloniales.

Parfois il importe aussi de fixer une étendue *minima* à l'exploitation des mines, afin d'éviter le gaspillage des richesses minières d'un pays, par l'éparpillement des exploitations d'une étendue restreinte et l'extraction des substances minérales par « *poches* ».

En matière d'exploitations aurifères, sauf en ce qui concerne les alluvions aurifères de la Nouvelle-Calédonie, l'étendue *maxima* des exploitations est beaucoup plus vaste que dans les législations australiennes ou sud-africaines. Notre législateur colonial paraît avoir eu plus grand soin de ménager le terrain aux grandes exploitations.

Pour préconiser le système des vastes concessions de mines on fait valoir que l'industrie extractive est essentiellement aléatoire, surtout aux colonies, et que dès lors, il faut y attirer les capitaux par la perspective de gros bénéfices; résultat qui ne peut être atteint que par la concession de vastes étendues de gisements miniers.

Toutefois cette théorie ne doit pas être appliquée aveuglément. La solution de cette question doit dépendre avant tout des milieux, des circonstances et des objets. Il n'est

donc pas-étonnant qu'elle varie non seulement de colonie à colonie, mais encore suivant la nature du gisement minier et le mode d'institution du droit d'exploitation.

Suivant la colonie : en effet, la teneur des minerais de même nature peut être à un degré différent dans l'une et l'autre colonie ; l'écoulement des produits extraits, soit à cause de la position géographique, soit par suite de toute autre circonstance, peut être plus ou moins facile, et l'industrie extractive plus ou moins rémunératoire nécessitera ainsi dans deux colonies différentes pour un gisement de même nature des superficies différentes.

Il faut aussi avoir égard au mode d'institution du droit d'exploiter la mine. Nous voyons, par exemple, en Nouvelle-Calédonie, cette considération très nettement indiquée dans l'art. 22 du décret du 17 octobre 1896 qui ne détermine pas de limites à l'exploitation minière acquise par concession administrative et qui fixe à 25 hectares la mine attribuée à l'inventeur d'un gisement.

Enfin la formation géologique du gisement peut amener le législateur à favoriser les petites exploitations, si les richesses minières signalées sont des gisements sis en surface ou au contraire à confier l'exploitation à des entreprises plus considérables lorsque, par exemple, les substances se trouvent en filons ou couches profondes. Ainsi nous voyons dans le régime néo-calédonien du 17 octobre 1896 les exploitations d'alluvions aurifères avoir une étendue limitée de 50 ares, tandis que pour l'or en filons soumis au régime des concessions administratives aucune superficie maxima n'a été déterminée.



L'étendue de la mine doit être différente, suivant qu'il s'agit de mines de métaux précieux ou d'autres mines. Cette distinction, notre législation coloniale l'a faite, comme toutes les législations étrangères : étant donnée la valeur des métaux précieux, il suffit pour les mines de métaux précieux d'une étendue beaucoup moins considérable pour que l'exploitant soit assuré de trouver la rémunération de son travail <sup>(1)</sup>. En second lieu l'extraction des métaux précieux peut être faite par entreprise individuelle, sans nécessiter l'apport de grands capitaux. Il n'était pas nécessaire de donner des étendues aussi considérables à un chercheur d'or affectant un capital assez restreint à son exploitation qu'à une Société minière fondée avec un capital considérable pour l'extraction de houille par exemple. De plus les demandes de concessions de mines de métaux précieux étant beaucoup plus nombreuses que celles qui concernent les autres mines, les lots miniers doivent dès lors être beaucoup plus divisés, afin de satisfaire le plus de demandes possible. Le morcellement des concessions aurifères est susceptible d'attirer vers le pays de colonisation une population qui se fixe peu à peu au sol. Toutefois on reproche à ce système des petites propriétés minières d'entraver l'action des sociétés sérieuses et c'est pour quoi nous verrons qu'il n'a pas été adopté d'une manière absolue dans notre législation coloniale <sup>(2)</sup>.

(1) Rapport de M. Barrat au Comité supérieur des travaux publics des colonies. Séance du 16 janvier 1896.

(2) Voir art. 25 du décret du 17 janvier 1896 sur l'exploitation des mines de métaux précieux à Madagascar.

Dans toutes les législations étrangères nous voyons en fait observer cette distinction dans la question de la superficie des mines. En Australie même sous ce rapport les mines font l'objet d'une division tripartite : 1° les mines de métaux précieux ; 2° toutes les autres mines, sauf celles de houille ; 3° les mines de houille<sup>(1)</sup>.

Dans notre législation minière coloniale nous ne voyons pas de superficies particulières assignées aux mines de charbons, si ce n'est au Tonkin. Peut-être notre législation coloniale ferait-elle bien cependant d'imiter la législation australienne sur ce point ; les mines de charbons demandent l'avance de capitaux considérables, la valeur du charbon est peu élevée, et par suite l'exploitant pour trouver une juste rémunération doit avoir à sa disposition une vaste étendue<sup>(2)</sup>.

Mais notre législation coloniale consacre elle aussi au point de vue de l'étendue à assigner aux mines la distinction des mines de métaux précieux et des autres mines.

A Madagascar le décret du 20 juillet 1897 assigne aux mines en général l'étendue *maxima* de 2.500 hectares, tandis que le décret de 1896 pour les métaux précieux restreint cette étendue à 80 lots pour l'inventeur et à 10 lots pour toute autre personne, les terrains ayant soit la forme d'un carré de 100 mètres de côté, soit la forme d'un rectangle de 200 mètres sur 250 mètres, ou de 250 mètres

(1) Voir *suprà*, chap. XI.

(2) L'*Économiste français*, octobre 1896. Voir l'article de M. Michel sur les mines du Tonkin.

sur un kilomètre, suivant la catégorie dans laquelle rentre le lot minier <sup>(1)</sup>.

Ainsi à Madagascar nous voyons au point de vue de la superficie une sous-distinction faite entre les différents gisements de métaux précieux, classés sous le rapport de leur richesse.

Mais après avoir proclamé le principe des petites étendues pour les exploitations de mines de métaux précieux, le décret de 1896 y déroge dans des textes suivants au profit des sociétés, qui offrent plus de consistance que les entreprises individuelles.

Les sociétés minières à Madagascar peuvent exploiter des mines de métaux précieux sur des concessions d'une étendue de 2.000 hectares. Le décret ajoute qu'elles ne peuvent posséder plus de 10 concessions.

Le système du décret de 1896 est, on le voit, une transaction entre l'opinion des partisans des grandes entreprises et ceux des petites exploitations aurifères ou d'autres gisements de métaux précieux (V. *infra*).

Le décret minier du Tonkin n'assigne pas aux mines une étendue différente suivant la même base que celle adoptée pour Madagascar. L'art. 24 renvoie pour la détermination du maximum à l'art. 2 qui opère le classement des gîtes naturels de substances concessibles. Si on combine ces deux textes on arrive aux chiffres d'étendue *maxima* suivants selon la nature des gisements miniers : 1° pour les gisements de houille le maximum d'étendue est de 2.400

(1) Voir *infra*, section II. Madagascar, Mines de métaux précieux.

hectares; par cette disposition spéciale aux mines de houille, la législation minière du Tonkin se rapproche sensiblement de celle de l'Australie; 2° pour les mines en filons ou couches, l'étendue *maxima* peut être de 800 hectares; 3° pour les mines d'alluvions en terrains non cultivés, notamment pour les alluvions aurifères, cette étendue est de 600 hectares. On comprend que l'étendue *maxima* de ces dernières soit celle qui doit être le moins considérable. Toutefois ce chiffre de 600 hectares est en ce qui concerne l'exploitation des alluvions aurifères sensiblement supérieur à celui fixé par la législation aurifère de Madagascar. Le législateur colonial a considéré que notre colonie du Tonkin devait être plutôt au point de vue minier une colonie d'exploitation qu'une colonie de peuplement, la main-d'œuvre existant nombreuse dans notre colonie d'Indo-Chine. Il n'a dès lors pas voulu morceler les exploitations aurifères, et il a mieux aimé laisser s'établir des entreprises disposant de gros capitaux pour l'exploitation des alluvions aurifères. La législation minière du Tonkin ne paraît pas distinguer entre les mines de métaux précieux et les autres mines au point de vue de la détermination de l'étendue *maxima*, mais en fait cette distinction existe, car on n'a encore rencontré l'or et les autres métaux précieux au Tonkin qu'en alluvions. L'art. 41 laissant les gîtes d'alluvion au propriétaire de la surface, dispose que la mine ainsi exploitée peut avoir une étendue et une forme quelconques.

Enfin notons en terminant, qu'en ce qui concerne les mines soumises au régime de l'adjudication le décret du

25 février 1897 ne fixe aucun minimum, ni maximum d'étendue, ce qui se comprend très bien, car l'Administration est ici absolument maîtresse des conditions de l'adjudication (art. 32).

La même observation s'applique à la Nouvelle-Calédonie, où le décret de 1896 ne distingue au point de vue de la superficie des mines que les mines, en général, et les alluvions aurifères : le décret ne fixe pas d'étendue *maxima* pour les premières, ce qui se comprend fort bien puisqu'elles ne sont obtenues que par concession, et que, dès lors, l'Administration maîtresse de l'attribution de la propriété de la mine, peut fixer telle étendue qu'elle juge utile; au contraire, l'étendue d'alluvions aurifères que le mineur peut exploiter par prise de possession est un rectangle de 20 à 50 ares.

Dans les établissements de l'Inde, le décret du 7 novembre 1884 ne fixe pas d'étendue maxima ; cette législation est fondée sur le régime des concessions appliqué dans la métropole.

Dans l'Afrique occidentale française d'après le décret du 14 août 1896, l'étendue des terrains sur lesquels est délivré un permis d'exploitation doit avoir au moins 100 hectares et au plus 25.000 hectares. Cette limite *maxima* peut surprendre quand on songe que le décret du 14 août 1896 vise toutes les mines y compris les mines de métaux précieux, et même en fait surtout les mines de métaux précieux. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'en ce qui concerne ces dernières si ce chiffre de 25.000 hectares dépasse celui que nous constatons dans les autres législa-



tions, c'est que l'Afrique occidentale française est avant tout une colonie d'exploitation, bien plus qu'une colonie de peuplement, dans laquelle il faut surtout encourager les grandes entreprises.

En Guyane, la législation spéciale de 1881 assigne aux exploitations des gisements aurifères une étendue *maxima* de 5.000 hectares.

## SECTION II

### ÉTUDE DU RÉGIME SPÉCIAL DE CHAQUE COLONIE.

#### 1° *Nouvelle-Calédonie.*

(Décr. du 17 oct. 1896).

##### I. — Règles générales.

1° *Acte de concession.* — L'acte de concession, tel est en principe en Nouvelle-Calédonie le mode d'institution de la propriété minière. La concession est conférée par un arrêté du gouverneur en Conseil privé (art. 22). Le gouverneur et le Conseil privé remplacent ici le chef de l'État et le Conseil d'État de la métropole.

L'art. 22 du décret du 17 octobre 1896 porte en outre que le gouverneur en Conseil privé apprécie *souverainement* les motifs d'après lesquels la concession doit être accordée ou refusée.

II° *De la prime attribuée à l'inventeur.* — L'Administration a un pouvoir discrétionnaire pour accorder ou refuser

la propriété de la mine : dans un cas cependant elle se trouve en présence *d'un droit acquis*. L'art. 22, 2<sup>e</sup> alinéa dispose : « Tout individu ou toute association d'individus « qui fera constater la découverte d'un *gisement exploitable* « à plus de 5 kilomètres à vol d'oiseau d'un gisement « connu, *aura droit à une concession gratuite de 25 hec-* « *tares* ».

Cette concession gratuite de 25 hectares n'est autre chose qu'une *récompense donnée* à celui qui a découvert un gisement minier. C'est, ainsi que le dit en termes exprès l'art. 22, une « *prime* » analogue à celle dont nous avons constaté l'existence dans les législations australiennes dont s'est inspiré notre législateur colonial; seulement au lieu d'être en argent, cette prime est donnée en nature.

Elle consiste exactement : 1<sup>o</sup> dans le droit acquis d'obtenir l'exploitation d'une certaine étendue de mines ; 2<sup>o</sup> dans la gratuité de la concession.

Cette prime est personnelle : ce droit ne peut donc être revendiqué par aucun autre tiers, cessionnaire ou ayant cause à titre universel, si l'inventeur ne l'a pas réclamé lui-même. En second lieu, la gratuité de l'exploitation cesse d'exister dès que disparaît, comme exploitant, la personne de l'inventeur. L'art. 22 fait une application de ce principe lorsque prévoyant la vente de cette concession gratuite, il stipule que le nouveau propriétaire devra payer la redevance annuelle. Il s'agit ici d'une récompense, une récompense comme toute mesure de faveur, disparaît avec celui qui en a été l'objet.

Deux conditions sont requises pour que l'inventeur puisse profiter de son droit :

1° Il faut qu'il fasse une *déclaration* de sa découverte à l'Administration à Nouméa. Cette déclaration devra être enregistrée. Le commissaire des mines ou son représentant ira constater l'exactitude de cette déclaration. Ce n'est qu'à la suite de ces formalités que le Gouverneur lui accordera cette concession gratuite.

2° Il faut que le gisement soit « *exploitable* ». C'est précisément la différence à relever entre le cas de l'art. 13 et celui de l'art. 22 du décret du 17 octobre 1896. Pour obtenir une concession il faut avoir fait constater que le gîte découvert est *exploitable*, tandis que si on se borne à signaler la présence d'une substance *dans son gisement naturel* (art. 13), on obtient seulement un périmètre réservé de recherche.

Signalons ici deux différences entre les droits reconnus à l'inventeur au Tonkin et ceux reconnus en Nouvelle-Calédonie.

1° Dans l'Annam-Tonkin le système de l'acquisition de la propriété par occupation ou invention du gisement est le mode normal de l'acquisition du droit de propriété de la mine. En Nouvelle-Calédonie il n'est appliqué que comme une mesure exceptionnelle de faveur : Le titre 3 du décret du 17 octobre 1896 est en effet intitulé seulement « *des Concessions* » tandis que le décret minier du Tonkin porte : « *De l'institution de la propriété des mines par prise de possession* » ou « *par adjudication* ».

2° Dans l'Annam-Tonkin, la consécration juridique de la

prise de possession a lieu par *la simple remise d'un titre de propriété* (Décret du 25 février 1897, art. 31). En Nouvelle-Calédonie, l'inventeur obtient la propriété de la mine par *un véritable acte de concession*, concession gratuite il est vrai. Le législateur de la Nouvelle-Calédonie ayant consacré dans le décret néo-calédonien le principe de la loi de 1810, n'a pas voulu l'abandonner même dans ce cas de timide application du système de la mine à l'inventeur.

## II. — Exploitation de l'or en alluvions.

L'exploitation des alluvions aurifères est soumise à des règles spéciales, lorsque celles-ci se trouvent dans un terrain érigé par arrêté du gouverneur en Conseil privé, « *en périmètres d'alluvions aurifères de surface* » (art. 46 et 47).

Dans l'étendue d'un terrain déclaré ainsi périmètre aurifère « l'exploitation de l'or a lieu par « *concession acquise par prise de possession* » dit l'art. 48. Cette expression laisse à notre avis fort à désirer, elle renferme une contradiction, car là où il y a acquisition du droit d'exploiter par *prise de possession*, on ne saurait parler de *concession* administrative. Peut-être le législateur colonial n'a-t-il pas voulu employer uniquement l'expression *prise de possession* pour ne pas paraître s'écarter du principe de 1810 dans cette matière spéciale des alluvions aurifères, ni renier le système que le décret néo-calédonien consacrait d'une manière générale. Quoi qu'il en soit, il est certain que pour l'exploitation de ces alluvions aurifères, la législation de la Nouvelle-Calédonie au fond abandonne le principe de 1810 pour embrasser celui de l'acquisition de la pro-

priété de la mine par simple prise de possession, système consacré par le régime minier du Tonkin, et aussi en partie par celui de Madagascar en ce qui concerne l'exploitation des gisements aurifères.

Bien qu'il soit parlé, ici, de *concession*, l'administration n'a plus de pouvoir souverain, pour accorder ou refuser la propriété de la mine. Nous ne voyons aucun texte admettant l'administration à délibérer, comme pour les autres mines, pour savoir s'il faut accorder ou non la concession. Le demandeur dans les 15 jours de sa prise de possession, n'a qu'à faire sa déclaration pour qu'elle soit enregistrée, l'administration lui en donne tout simplement récépissé, le demandeur verse une somme de 50 francs en faisant sa déclaration et l'art. 53 dit que la propriété de la mine lui est acquise après l'accomplissement de ces formalités (1), c'est bien là l'acquisition de la mine par le simple fait de la prise de possession.

L'exploitation qui fait ainsi l'objet de prise de possession doit avoir la forme d'un rectangle d'une surface de 20 à 50 ares, cette superficie peut être portée à un hectare au cas de découverte d'un gisement situé à plus de 5 kilomètres, à vol d'oiseau, d'un gisement déjà connu (art. 49).

Ces superficies nous font voir que cette législation est bien plus inspirée par la législation australienne que par celle de la Guyane, la première donnant aux claims une étendue beaucoup moins grande que la seconde.

(1) Cette disposition est inspirée par la législation australienne.



La prise de possession n'est effective qu'au moyen de l'érection de quatre poteaux indicateurs portant une affiche et plantés aux quatre angles du rectangle (art. 50).

L'art. 54 édicte des dispositions relatives à la surveillance de l'Administration sur ces prises de possession, notamment en ce qui concerne l'étendue.

Mais il ne faut pas oublier que ce système de l'acquisition des alluvions aurifères par prise de possession n'est possible que si les terrains sur lesquels elle porte, ont été érigés par arrêté du Gouverneur en périmètres d'alluvions aurifères de surface. Ce n'est donc qu'après enquête et contrôle de l'Administration afin de sauvegarder la propriété privée et les droits des tiers, qu'on permet sur certains terrains la prise de possession.

### III. — **Exploitation sur le terrain pénitentiaire.**

L'art. 71 du décret du 17 octobre 1896 nous dit en substance que ses dispositions ne seront applicables sur les territoires pénitentiaires qu'avec l'autorisation de l'administration compétente et sous certaines réserves qu'implique la colonisation pénale.

On a soutenu qu'en vertu du décret du 16 avril 1884 l'Administration pénitentiaire devait être considérée comme propriétaire de son domaine. Elle avait même réclamé le droit d'exploiter pour son propre compte les mines renfermées dans les terrains pénitentiaires. Mais l'application de cette méthode était bien difficile à réaliser. Quoi qu'il en soit, jusqu'en 1890, l'Administration péniten-

tiaire refusait de faire aucune concession de mines sur le terrain dépendant de son département.

C'était là une situation regrettable : on stérilisait des richesses minières que l'on supposait considérables. Aussi un vœu émis par le Comité consultatif des mines en 1889 tendait-il à modifier l'art. 71 du décret minier du 22 juillet 1883 alors en vigueur, de manière à autoriser les recherches et les concessions minières sur le territoire pénitentiaire non effectivement occupé pour les besoins de la colonisation pénale. C'est, en ce sens, que fut rendu peu après un arrêté du Gouverneur en date du 7 février 1890. Désormais, on peut obtenir soit un permis de recherches, soit même une concession minière en territoire pénitentiaire, pourvu qu'il s'agisse de terrains éloignés de plus de 3 kilomètres de tous pénitenciers, camps ou postes établis à titre définitif (art. 2).

Ces concessions ne diffèrent que sur deux points des concessions données dans les autres parties de la colonie :

1° La demande en concession devra être communiquée au Directeur de l'Administration pénitentiaire (art. 3);

2° L'Administration pénitentiaire restera dans tous les cas propriétaire de la surface et l'art. 33 du décret du 17 octobre 1896, notamment dans sa disposition finale (1), ne sera applicable qu'au point de vue de la location (art. 3).

(1) Art. 33 *in fine* du décret du 17 octobre 1896 : « ... Le concessionnaire aura un droit de priorité pour l'acquisition de tous les terrains du domaine situés dans le périmètre de sa concession ».

## 2° *Établissements de l'Inde.*

(Décret du 7 novembre 1884).

Nous avons déjà constaté que la législation minière de nos établissements de l'Inde était au fond le système néo-calédonien, sauf certaines dispositions dérogatoires en vue de rapprocher la législation de ces établissements de celle de la métropole.

C'est ainsi que nous voyons consacré le système des concessions administratives, comme "mode d'institution du droit d'exploiter. Mais le droit de préemption sur 25 hectares de mine reconnu à l'inventeur par le décret néo-calédonien n'est pas consacré par celui du 7 novembre 1884 : cette différence provient de ce que pour l'Inde la recherche des mines offre beaucoup moins d'intérêt. Il est toutefois reconnu à l'inventeur qui n'obtient pas la concession, une indemnité qui sera réglée par l'acte de concession (art. 26) : il ne s'agit plus ici de *prime*, mais d'un simple remboursement de frais comme cela a lieu pour les explorateurs évincés dans le régime minier de la Nouvelle-Calédonie.

## 3° *Guyane française.*

(Loi du 21 avril 1810, décret du 18 mars 1881).

On sait qu'en Guyane la loi du 21 avril 1810 a été déclarée en principe applicable par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1858. Cependant le décret du 18 mars 1881 est venu édicter particulièrement pour les gisements aurifères, des dispositions spéciales.

Pour toutes les autres mines que les mines d'or on ne pourra acquérir le droit d'exploiter que par concessions administratives, comme dans la métropole.

Mais en ce qui concerne les mines d'or par suite de la superposition du décret du 18 mars 1881 spécial aux gisements aurifères à la loi de 1810 <sup>(1)</sup>, le droit d'exploiter ces gisements pourra être acquis suivant deux modes différents : 1° le permis d'exploitation temporaire ; 2° la concession perpétuelle.

#### I° Du permis d'exploitation temporaire.

##### A. — DÉLIVRANCE DU PERMIS D'EXPLOITATION.

Le permis d'exploitation est délivré par le Gouverneur en Conseil privé pour une durée de 9 années.

Le mineur, muni d'un permis de recherches de gisements aurifères sur les terrains de la colonie peut solliciter un permis d'exploitation, mais il doit faire cette demande pendant la durée de validité de son permis de recherches. C'est ce qui résulte de l'art. 16 du décret du 18 mars 1881. « Tout porteur d'un permis de recherches qui veut  
« le faire convertir en un permis d'exploitation adresse sa  
« demande à la Direction de l'Intérieur *avant l'expiration*  
« *de son permis de recherches, sous peine de déchéance* ».

D'après ce texte la transformation du permis de recherches non périmé en permis d'exploitation de 9 ans doit être considéré comme un droit attribué à l'explorateur du

(1) Sur l'application respective de ces deux législations, voir *suprà*, Chapitre I. Guyane.

gisement aurifère. Dès lors si on considère d'une part, le droit de primauté pour l'obtention du permis de recherches que fait naître la simple demande, et, d'autre part, le droit acquis que possède tout titulaire du permis de recherches pour obtenir un permis d'exploitation, il semble que l'acquisition du droit d'exploiter est ici quelque peu fondé sur la prise de possession.

Mais le *renouvellement* du permis d'exploitation constitue-t-il un droit pour le titulaire d'un premier permis? L'art. 26 prévoyant ce renouvellement semble réserver à l'Administration un pouvoir discrétionnaire. « La durée du « permis d'exploitation est de neuf années entières et con- « sécutives. Ce permis est indéfiniment renouvelable » (1).

Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de délivrer des permis d'exploitation pour des terrains de propriété privée. On a vu (chap. III) que sur ces terrains, le droit de recherches ne pouvait être exercé que par le propriétaire de la surface ou avec son consentement : il n'est donc pas délivré de *permis de recherches* de gisements aurifères sur ces terrains, il suffit que le propriétaire de la surface ou son ayant droit fasse une déclaration à l'Administration. Or, d'après l'art. 16 il n'est accordé de *permis d'exploitation* qu'à l'explorateur muni d'un *permis de recherches* : il faut en conclure qu'il n'y aura pas de délivrance possible de permis d'exploitation sur un terrain de propriété privée.

Cette solution est encore confirmée par le texte de l'art. 41 du décret du 18 mars 1881 : « Sont punis d'une amende

(1) Cf. Aguillon, *op. cit.*, t. II.



« de 100 à 250 francs : 1° ceux qui se livreront, à l'exploitation d'un terrain sans un permis délivré par l'Administration locale, s'il s'agit d'un terrain appartenant à la colonie, ou sans en avoir informé le directeur s'il s'agit d'une propriété privée ».

D'après ce texte, le tiers qui veut exploiter des gisements aurifères sur terrain privé devra donc obtenir le consentement du propriétaire de la surface et faire en outre une déclaration à l'Administration.

Cette solution se comprend très bien si l'on considère que les gisements aurifères actuellement exploités en Guyane sont tous des gisements alluvionnaires : il était dès lors important de protéger très fortement la propriété privée contre l'exploitation de ces gisements.

#### B. — NATURE JURIDIQUE DU PERMIS D'EXPLOITATION.

Le *permis d'exploitation* n'est pas de même nature que la concession de mines de la loi du 21 avril 1810. Il est tout d'abord essentiellement temporaire, et ne confère pas des droits irrévocables comme ceux qu'acquiert le concessionnaire dans la métropole. C'est ce qu'a reconnu la jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour de cassation (Cass., 28 janvier 1891, Dalloz, 1891. 1. 469. Conseil d'État, 29 mars 1893, Sirey, 1897. 3. 71). L'art. 46 du décret de 1881 oppose d'ailleurs nettement le permis d'exploitation aux concessions de mines perpétuelles de la loi de 1810. Nous trouvons cette même distinction dans l'art. 45 du décret du 14 août 1896 (Afrique occidentale française).

A quelle notion juridique peut donc être ramené le *permis d'exploitation*?

Dans les travaux préparatoires du décret du 18 mars 1881, c'est-à-dire dans les délibérations du Conseil général de la Guyane, il a été dit que le permis d'exploitation était un *contrat de louage* intervenant entre la colonie et le mineur. Le rapporteur disait à la séance du 29 novembre 1880 : « Ce que l'Administration dans son  
« projet, avait considéré comme une concession, la nou-  
« velle commission ne l'a admis avec raison, que comme  
« un contrat de louage avec partage des fruits ». Pour soutenir cette opinion on invoquait la disposition de l'art. 27 du décret du 18 mai 1881 : « Pendant la durée de son  
« permis, le permissionnaire peut y renoncer, en pré-  
« venant le directeur de l'intérieur trois mois au moins  
« avant l'expiration de l'année commencée. Faute par lui  
« de prévenir dans le délai ci-dessus fixé la redevance  
« courra de plein droit ». On comparait cette disposition au congé que doit donner le locataire à son propriétaire, un certain temps d'avance pour que le propriétaire puisse chercher un autre preneur : on ajoutait que la disposition de l'art. 27 était motivée par une considération semblable en faveur de la Colonie.

Il nous paraît que les permis d'exploitations temporaires à la Guyane ne peuvent constituer ni une vente ni un louage, puisque les principes de la loi de 1810 étant applicables à la Guyane, la mine doit y être considérée comme *res nullius* et ne peut par conséquent être l'objet ni d'une vente, ni d'un louage de la part de l'Administra-

tion. Tout au plus pourrait-on dire qu'il y a louage pour l'occupation du sol.

Les permis d'exploitation en Guyane française sont de *simples mesures de police* qui n'ont aucun caractère d'acte de concession.

Outre qu'ils sont *essentiellement temporaires*, ils ne confèrent aucunement comme les concessions de mines de la loi de 1810 la propriété du gisement minier lui-même, mais seulement *le droit de l'exploiter*, le droit d'extraction, et le permissionnaire ne deviendra propriétaire des minerais précieux qu'autant qu'il les aura extraits du sein de la terre. C'est pourquoi nous voyons l'art. 24 se contenter de dire que le droit au permis d'exploitation peut être cédé sans parler de la mine elle-même. Telle est aussi la raison pour laquelle nous ne trouvons pas dans le décret de 1881 de textes relatifs au partage et à la réunion des mines : l'art. 23 même, prévoyant le cas où plusieurs permis d'exploitation se trouvent réunis dans la même main, affecte de ne pas employer le mot mines ou celui de gisements aurifères. Enfin, le décret de 1881 ne reconnaît dans aucun de ces textes au permissionnaire le droit de conférer une hypothèque sur les gisements aurifères qu'il exploite.

Le droit obtenu par le permissionnaire n'est pas un droit irrévocable de sa nature. Aussi le gouvernement peut-il, en exécution de la loi du 21 avril 1810, rendue sous certaines modifications, applicable à la Guyane, par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1858, faire une concession de mine par décret sans avoir à se préoccuper des permissionnaires antérieurs.

## II° Des concessions sur les gisements aurifères en Guyane.

Le décret du 18 mars 1881 n'ayant pas dérogé à la loi de 1810, mais étant venu se superposer tout simplement à cette législation, pour édicter des règles spéciales en ce qui concerne les permis d'exploitation temporaires qui peuvent être délivrés sur les gisements aurifères, il s'ensuit que ces gisements peuvent faire l'objet de concessions perpétuelles, telles qu'elles sont établies par la loi du 21 avril 1810 ; mais dans ce cas ces exploitations ne sont plus soumises aux prescriptions du décret du 18 mars 1881, elles sont uniquement régies par les dispositions de la législation métropolitaine. Tel est le principe affirmé par les premiers mots de l'art. 46 du décret du 18 mars 1881. « A l'exception de la loi du 21 avril 1810 *qui recevra son application*, si des *demandes de concessions de mines* sont *faites...* ».

Par quelle autorité cette concession sera-t-elle délivrée? D'après le décret du 1<sup>er</sup> avril 1858, le décret rendu en Conseil d'État exigé par la loi de 1810 était remplacé par un décret simple. Mais cette disposition est-elle toujours applicable en face de cette disposition du décret de 1881, art. 46 : « A l'exception de la loi du 21 avril 1810 qui....., la législation locale sur la matière actuellement en vigueur est et demeure abrogée ». Faut-il dès lors décider en présence de ce texte que le décret du 1<sup>er</sup> avril 1858 n'est plus en vigueur? Le Conseil d'État dans un arrêt du 13 février 1889 (Dalloz, 1890. 3. 41) (V. également Conseil d'État, 29 mars 1893, Sirey, 1897. 3. 71) a décidé que le

décret du 1<sup>er</sup> avril 1858 était toujours en vigueur et que, par conséquent, conformément à l'art. 3 de ce décret la concession de gisements aurifères en Guyane devait être accordée par un décret simple et non par un décret rendu en Conseil d'État.

4<sup>e</sup> *Annam-Tonkin.*

(Décret du 25 février 1897).

Le décret minier du 25 février 1897 consacre les deux systèmes de la domanialité et de la prise de possession. Le territoire de l'Annam-Tonkin est divisé au point de vue minier en deux parties : 1<sup>o</sup> le territoire dit *d'adjudication* dans lequel les mines sont connues et ne devront être concédées que par voie d'adjudication ; — 2<sup>o</sup> les territoires dont les gisements sont inconnus et doivent être recherchés ; ils sont concédés au *premier occupant*.

1<sup>o</sup> Institution de la propriété des mines par prise de possession.

A. — RAPPORT DU DROIT DE RECHERCHE  
ET DU DROIT D'EXPLOITATION DANS CETTE LÉGISLATION MINIÈRE.

L'art. 23 dispose : « Nul ne peut acquérir une mine par « prise de possession s'il n'en a fait au préalable l'objet « d'une recherche en périmètre réservé ».

Pour acquérir la propriété d'un gisement minier par prise de possession il faut d'abord l'avoir recherché, de sorte que comme le dit M. Aguillon <sup>(1)</sup>, au Tonkin l'acqui-

(1) Aguillon, *op. cit.*, t. II, n<sup>o</sup> 1019.



sition du droit d'exploiter par prise de possession passe par deux stades : 1° la recherche en périmètre réservé, et 2° la transformation de ce droit temporaire en droit perpétuel de propriété. Mais en somme la prise de possession commence dès le jour où l'exploitant a acquis le droit de recherche en périmètre réservé. Dès ce moment il peut se livrer librement aux prospections et pendant trois ans disposer du produit de ses recherches sans être restreint à aucune charge fiscale. C'est de ce droit de recherche que naît le droit d'exploiter à perpétuité.

Pourquoi dira-t-on ces deux phases, ces deux stades dans l'acquisition par prise de possession qui représente un fait unique ? C'est qu'il convient d'accorder à l'explorateur, au commencement de son entreprise, le temps nécessaire pour reconnaître le gisement soupçonné par lui, sans l'assujettir aux charges que subit l'exploitant devenu propriétaire définitif et sans le soumettre aux formalités ni aux dépenses qu'entraîne l'acquisition de cette propriété : telle est la raison d'être de cette première période de recherches. Mais au bout de ce délai de trois ans ainsi accordé au mineur, lorsque celui-ci est édifié sur l'importance du gisement minier, et qu'il a transformé son droit de recherche en droit de propriété perpétuelle, il est légitime que l'État exige de lui l'acquiescement de charges fiscales.

On peut donc dire que dans la législation minière du Tonkin le droit de recherche est intimement lié au droit de propriété de la mine : l'explorateur est en quelque sorte un propriétaire sous condition suspensive. Le droit de recherche n'a-t-il pas d'ailleurs la même cause que le droit

de propriété de la mine, à savoir la prise de possession? C'est pourquoi le législateur a attribué ici très largement la disposition des produits de recherche à l'explorateur; non seulement celui-ci n'a à cet effet besoin de recourir à aucune permission, mais nous ne trouvons pas, dans le décret du 23 février 1897, les prescriptions qui figurent dans les autres législations minières coloniales et qui ont pour but d'empêcher que les travaux de recherches prennent la forme de travaux d'exploitation <sup>(1)</sup>; enfin l'extraction des produits de recherches est soumise au même droit que l'extraction des produits d'exploitation (art. 10 et 55). Comme le dit encore très bien M. Aguillon, l'explorateur est ici un exploitant de fait sinon de droit. La demande de propriété de la mine n'est en somme qu'une demande de régularisation de la situation.

B. — FORME SOUS LAQUELLE EST CONFÉRÉE LA PROPRIÉTÉ MINIÈRE.

A la différence du droit métropolitain ainsi que du droit minier de la Nouvelle-Calédonie et de Madagascar, ce n'est pas un décret délibéré en Conseil d'État ou un arrêté du gouverneur, qui confère la propriété minière. Le gouverneur général remet simplement le titre de propriété (art. 31) à l'explorateur qui en fait la demande conformément à la loi, nous ne recontrons donc pas dans cette législation une décision administrative attribuant un droit, le gou-

(1) Voir par exemple l'art. 16 du décret du 17 octobre 1896 pour la Nouvelle-Calédonie.

verneur général effectue là une simple constatation de l'acquisition de la propriété de la mine, c'est la régularisation de la situation de fait de l'explorateur.

De cette première différence avec le droit métropolitain en découle une autre. En France l'acte de concession et le refus doivent être rendus dans les mêmes formes, par des décisions administratives émanant des mêmes autorités<sup>(1)</sup> (Conseil d'État, 24 janvier 1872<sup>(2)</sup> ; 23 mai 1877). Au contraire dans le décret du 23 février 1897 (art. 31, §§ 2 et 3) la délivrance du titre de propriété minière ne donne lieu à une décision administrative qu'au cas où il y a eu opposition, lorsqu'il ne s'en est pas produit, aucune décision administrative n'intervient.

Un titre de propriété est remis au demandeur. Il y a opposition, l'Administration « *statuera* » après la décision judiciaire sur l'opposition. Au cas de refus de délivrance, il est toujours statué par une décision administrative motivée émanant du Gouverneur général.

## II<sup>o</sup> Institution de la propriété des mines par adjudication publique.

### A. — RAISON D'ÊTRE DE CE MODE D'INSTITUTION.

Il existe au Tonkin un certain nombre de mines dont le rendement probable a déjà pu être apprécié : pour ces mines, il ne pouvait être question d'invention et d'initia-

(1) Perriquet, *Contrats de l'État*, n<sup>o</sup> 308.

(2) Dalloz, 1874.3.3.

tive privée à récompenser; le Gouvernement n'aurait eu que l'embarras périlleux de faire un choix entre divers prétendants. L'adjudication était dès lors un mode d'institution de la propriété présentant des avantages incontestables : 1° il est d'abord conforme à l'intérêt de l'industrie, et assure autant que possible la dévolution de la mine à l'exploitant le plus capable d'en tirer parti : en face des conditions simples et précises, il pourra calculer ses chances de bénéfice et il sera conduit à offrir un prix raisonnable pour l'acquisition de la mine.

2° Le Trésor trouve son profit dans le versement qu'il reçoit du prix de l'adjudication : ce système présente ainsi cet avantage qu'il fournit au budget colonial une recette qui vient tout naturellement indemniser le gouvernement français des dépenses qu'il a faites pour mettre en valeur nos possessions d'outre-mer.

Ce système a été d'ailleurs préconisé pour la métropole même, par des vœux émis par le Conseil général des mines en 1873 et en 1874.

B. — ABORNEMENT ET ALLOTISSEMENT DES GISEMENTS SOUMIS  
AU RÉGIME DE L'ADJUDICATION PUBLIQUE.

L'administration avant toute adjudication, avant même tout avis d'adjudication doit diviser toute l'étendue du gisement minier, « en lots abornés et signalés à la surface ». Quant à la superficie de ces lots, l'administration peut la fixer, sans avoir à tenir compte des règles édictées à l'art. 24, alinéa 4, lesquelles ne concernent que les miens

acquises par prise de possession. Il est évident comme nous l'avons déjà fait remarquer, que l'administration étant maîtresse de l'adjudication et de ses conditions, il n'y avait à craindre ni l'accaparement, ni l'exploitation par « *poches* » qui produit le gaspillage des richesses minières en éparpillant les entreprises d'extraction.

Il se peut que l'Administration ne prenne aucune initiative d'adjudication quoique la présence de gisements miniers soit certaine. L'art. 39 admet alors tout individu ou toute société à faire des offres. Ces offres obligent l'Administration à faire une adjudication, après avoir procédé à un lotissement à cet effet dans le délai de 6 mois.

A la différence de ce qui se passe lorsque c'est l'Administration qui prend elle-même l'initiative de l'adjudication, dans le cas qui nous occupe, elle pourra laisser au demandeur le soin d'aborder sur place les différents lots et d'en dresser le plan.

Toutefois, il est raisonnable de penser que l'Administration devra fixer les bases essentielles de ce lotissement pour éviter toute répartition fâcheuse des lots miniers, soit au point de vue de l'étendue assignée aux lots miniers, soit au point de vue de la richesse du gisement.

#### C. — FORMALITÉS PRÉCÉDANT L'ADJUDICATION.

Conformément à l'art. 34, avant toute adjudication, l'administration fera publier et afficher la désignation et la description sommaire des lots offerts.

Il est évident que l'avis d'adjudication pourra porter



des conditions spéciales mises à la dévolution de la propriété en ce qui concerne telle ou telle mine, comme par exemple, l'obligation mise à la charge de l'adjudicataire, d'exécuter certains travaux publics ; mais il ne faudrait pas en conclure qu'il y ait dès lors une double adjudication : 1<sup>o</sup> celle de la propriété de la mine ; 2<sup>o</sup> celle de travaux publics. Il n'y a en réalité qu'une seule adjudication, celle de la mine, et, par suite, les règles d'adjudication édictées par le décret du 23 février 1897 sont seules applicables.

L'art. 44 détaille les formalités de publicité. Nous renvoyons à ce texte.

#### D. — DE L'ADJUDICATION.

L'adjudication devra avoir lieu devant le Gouverneur général ou son délégué. Pour se présenter à l'adjudication, les concurrents devront avoir fait élection de domicile au lieu de l'adjudication et produire la quittance d'un versement de garantie calculé à raison de 1 franc par hectare de superficie ou de 2 francs, suivant les mines. Ce versement est remboursé aux soumissionnaires évincés (art. 35). Il ne faudrait pas conclure de là que ce versement représente le dépôt anticipé de la redevance pour la première année d'exploitation ; la redevance initiale peut être établie sur un taux beaucoup plus considérable comme nous le verrons, et d'ailleurs l'art. 35 *in fine* nous dit expressément : « Celui (le versement) opéré par l'adjudicataire » restera acquis au Trésor et n'entrera pas dans le calcul » des redevances futures ». Quel est le caractère de ce

versement? On peut dire que c'est un droit d'investiture payé à l'Administration par l'adjudicataire.

L'adjudication est faite aux enchères publiques (art. 36), la procédure de ces enchères suivra les formes indiquées par l'arrêté ordonnant l'adjudication.

Le concurrent qui offrira la redevance annuelle, la plus forte sera déclaré adjudicataire. La mise à prix consiste en la redevance initiale de 1 franc par hectare (mines de combustibles) et 2 francs pour les autres mines. C'est le taux de la redevance initiale pour les mines acquises par prise de possession. Mais l'enchère venant s'ajouter à cette redevance de 1 franc ou 2 francs par hectare, et la progression des redevances établies par l'art. 49 s'appliquant aussi bien aux mines acquises par adjudication que par prise de possession, il en résulte que les exploitants de mines acquises par adjudication payent des redevances beaucoup plus élevées que les exploitants par prise de possession.

Cette différence se trouve quelque peu justifiée par ce fait que les mines mises en adjudication sont constituées par des gisements mieux connus que les mines acquises par prise de possession, et que, dès lors, ceux qui les exploitent sont appelés à essuyer moins de déceptions. D'autre part, il ne faut pas oublier que les adjudicataires exploitants n'ont exposé aucun capital pour la recherche du gisement minier : il est donc équitable que les exploitants, par prise de possession, qui ont pu faire des travaux considérables pour la recherche des gisements qu'ils exploitent, soient soumis à des charges fiscales moins lourdes.

E. — EFFETS DE L'ADJUDICATION.

Elle confère la propriété minière tout comme l'institution par prise de possession ; mais, l'Administration ne garantit pas la contenance des lots miniers adjugés. L'art. 38 *in fine* spécifie : « l'adjudicataire ne pourra exercer « aucun recours contre l'Administration pour erreur dans « la contenance énoncée ».

L'adjudication est une vente, le législateur a voulu décharger l'État, dans ce contrat, de l'obligation de garantir la contenance qui aurait pu donner lieu à des procès innombrables et à des responsabilités très grandes, surtout en l'absence de cadastre.

Nous voyons la même disposition dans l'art. 21 du décret du 18 mars 1881 à propos du permis d'exploitation concernant les gisements aurifères en Guyane.

5° *Madagascar.*

1° Mines autres que celles de métaux précieux.

(Décret du 20 juillet 1897).

A. — CARACTÈRE DU MODE D'INSTITUTION.

Le décret du 20 juillet 1897 reconnaît à l'inventeur du gisement minier un droit à la mine : c'est ce qui ressort des art. 14 et 19. L'art. 14 s'exprime ainsi : « Toute personne « ou toute société qui a fait une découverte et qui veut « obtenir une concession de mines doit en faire la de- « mande au service des mines... », et l'art. 19 ajoute :

« La concession est accordée au demandeur s'il n'y a pas  
« d'opposition ». Ainsi dans le premier texte nous voyons  
consacré le droit de l'inventeur à la mine, mais d'après le  
second texte le droit d'exploiter ne peut être acquis que  
par une concession administrative. C'est là un *système*  
*mixte* qui tient à la fois du *système de la prise de posses-*  
*sion* et de celui de la *concession de droit régalien* : c'est  
une combinaison de la législation minière du Tonkin et de  
celle de la Nouvelle-Calédonie.

#### B. — DÉLIVRANCE DE LA CONCESSION.

S'il n'y a pas d'opposition, d'après l'art. 19, l'Adminis-  
tration doit conférer la concession à celui qui a fait la  
découverte du gisement et qui demande la concession : le  
titre d'inventeur ne confère *pas directement* la propriété de  
la mine, mais *le droit à obtenir la concession*.

Si, au contraire, se produisent des oppositions lors de  
la demande de concessions, l'Administration reprend son  
pouvoir de contrôle. Ce pouvoir bien entendu, elle doit  
l'exercer en s'inspirant de la règle édictée par l'art. 14, et  
en tenant compte de la découverte. Il n'en est pas moins  
vrai qu'elle reprend son initiative et qu'elle a une fonction  
semblable à celle conférée au Gouvernement et au Conseil  
d'État par la loi de 1810 en ce qui concerne les concessions  
minières de la métropole. L'art. 19 *in fine* dispose en effet :  
« En cas d'opposition, l'administration apprécie souverai-  
« nement à qui et dans quelles limites la concession doit  
« être accordée ». C'est la reproduction de l'art. 16 de la

loi de 1810 <sup>(1)</sup>; toutefois il est à remarquer que dans le décret du 20 juillet 1897 le législateur colonial n'a pas reproduit l'expression défectueuse de la loi métropolitaine « le *gouvernement juge* » et l'a remplacé par le mot *apprécie* qui indique le pouvoir discrétionnaire donné ici à l'Administration.

Les oppositions sont reçues au service des mines jusqu'au moment de l'institution de la concession; elles doivent être signifiées au demandeur.

Il est clair qu'ici encore le législateur colonial a entendu le mot *oppositions* dans le sens large que lui attribue la jurisprudence du Conseil d'État comprenant aussi bien les oppositions proprement dites que les demandes en concurrence <sup>(2)</sup>.

## II<sup>e</sup> Mines de métaux précieux.

I. *Caractère des modes d'institution.* — La législation minière de Madagascar sur l'exploitation des mines de métaux précieux s'est fortement inspirée des législations australiennes et sud-africaines. C'est ainsi que nous y voyons consacrer *l'exploitation morcelée par claims et l'institution de l'enregistrement des lots* auxquelles viennent toutefois se joindre les concessions de grande étendue.

C'est le système de la domanialité des mines non con-

(1) Art. 16 de la loi du 21 avril 1810. — Le Gouvernement juge des motifs ou considérations d'après lesquels la préférence doit être accordée aux divers demandeurs en concession, qu'ils soient propriétaires de la surface, inventeurs ou autres.

(2) Perriquet, *Contrats de l'État*, p. 293.



cédées, c'est-à-dire la propriété de ces gisements à l'État, qui prévaut dans les premiers termes de cette législation. En effet, l'exploitation a tout d'abord lieu dans des lots miniers loués aux mineurs par l'État; et ce sont des agents de l'État, les commissaires des mines, qui délimitent ces lots tout comme le grand propriétaire délimite ses différents domaines. Nous voilà par ce côté très loin du système de la législation de l'Annam-Tonkin. Toutefois, le décret du 17 juillet 1896 reconnaît à l'inventeur un droit de préférence, pour le choix des lots miniers, et un privilège spécial pour l'étendue de la superficie qu'il peut exploiter.

II. *Érection de terrains aurifères en périmètres ouverts à l'exploitation publique.* — L'exploitation des mines de métaux précieux ne peut être faite que dans les périmètres miniers déclarés ouverts à l'exploitation publique (art. 8).

L'érection de terrains aurifères ou renfermant d'autres gisements de métaux précieux, en périmètres miniers déclarés ouverts à l'exploitation publique, tel est l'acte initial de toute exploitation, son point de départ et sa condition première.

La constitution du périmètre minier public a lieu à la suite de la *déclaration de découverte* d'un gisement dans le terrain non encore déclaré périmètre minier.

Mais la déclaration de découverte ne suffit pas par elle-même effet pour constituer les terrains en périmètre minier déclaré ouvert à l'exploitation publique. C'est en effet à l'Administration qu'il appartient d'opérer cette érection.

La déclaration devra donc être contrôlée par cette dernière avant qu'il soit statué sur l'opportunité d'ouvrir un nouveau périmètre minier public : ce contrôle l'Administration l'exercera au moyen d'une enquête (art. 8).

L'Administration après cette enquête peut prendre deux partis. Ou elle rattachera les gisements découverts à des périmètres miniers déjà déclarés, ce qu'elle fera, si par suite de la proximité de ces gisements déclarés et de ces périmètres, il apparaît qu'ils doivent être considérés comme des dépendances d'une découverte antérieure, et non pas comme constituant à proprement parler une découverte nouvelle. Ou bien elle déclarera qu'il y a lieu d'ouvrir à l'exploitation publique un nouveau périmètre minier. Le décret de 1896 emploie l'expression de « *périmètre minier ouvert à l'exploitation publique* ». Nous eussions préféré au mot *périmètre* l'expression de *zone* ou de *région* que nous trouvons dans le décret du 14 août 1896 relatif à l'Afrique Occidentale française, parce que le mot *périmètre* appliqué aux terrains ouverts à l'exploitation publique est de nature à jeter une certaine confusion entre ces périmètres publics et les périmètres privés de recherches ou d'exploitation qui impliquent une jouissance exclusive.

Une fois le périmètre minier déclaré, un commissaire des mines est « installé dans le périmètre ». Il est chargé de procéder à la location des parcelles érigées en lots, de surveiller les exploitations, de trancher les difficultés qui s'élèvent entre mineurs dans le sein du périmètre, d'assurer le paiement des taxes et redevances et de dresser procès-verbal des contraventions commises par les mineurs.

Le périmètre minier ainsi constitué administrativement, il s'agit d'en assurer l'exploitation au moyen de la location des différentes parcelles, des différents lots. Quelle est la procédure à suivre? Telle est la question dont nous allons nous occuper maintenant.

III. *Des inventeurs.* — Dans l'attribution des locations des différents lots miniers, l'inventeur ou plutôt les inventeurs jouissent de différents privilèges.

Mais avant d'approfondir l'étude des droits de l'inventeur nous devons d'abord déterminer à quelles personnes le décret de 1896 reconnaît la qualité d'inventeurs. On pourrait croire tout d'abord que cette qualité est attachée uniquement à l'explorateur qui a déclaré le premier la présence du gisement minier. C'est ainsi que l'art. 22 du décret du 17 octobre 1896 applicable à la Nouvelle-Calédonie, envisage l'inventeur. Mais le décret minier de Madagascar de 1896 est plus large dans l'attribution de cette qualité. Il admet à jouir des droits d'inventeur non seulement l'explorateur qui aura le premier fait à l'Administration sa déclaration de découverte, mais encore les autres explorateurs qui se seront livrés régulièrement aux prospections sur les terrains qui viennent d'être érigés en périmètres miniers. L'art. 9 dispose en effet : « Si un ou  
« plusieurs périmètres miniers nouveaux sont déclarés, le  
« service des mines décide quelles sont les personnes qui  
« doivent jouir dans chacun de ces périmètres, des droits  
« d'inventeur ».

Comme on le voit par ce texte, c'est l'Administration qui confère la qualité d'inventeur par sa décision administra-

tive, et non le fait matériel de la priorité de déclaration.

Il est clair que dans l'attribution du titre d'inventeur que l'administration des mines est ainsi amenée à décerner, celle-ci a un pouvoir absolument discrétionnaire, et que la décision qu'elle rend ainsi ne saurait être susceptible d'aucun recours contentieux au fond.

Quelles sont les raisons de cette large attribution de la qualité d'inventeur? On sait que l'art. 5 fixe seulement à 2 kilomètres et demi la distance qui doit séparer les poteaux-sigaux plantés par les différents explorateurs : dès lors étant donnée la proximité des recherches faites par les différents explorateurs sur une même étendue de terrains, le législateur a considéré que lorsqu'un gisement minier était découvert dans cette superficie, tous les explorateurs par leurs travaux de recherches avaient plus ou moins contribué à cette découverte et que dès lors on pouvait les qualifier d'inventeurs. Toutefois il se peut que par suite de circonstances spéciales, certains explorateurs ne puissent être considérés comme ayant concouru à la découverte et c'est pourquoi le texte de l'art. 9 laisse juge en cette question le service des mines ; mais ces dernières personnes ne sont pas comme nous le verrons dépouillées de tout privilège (art. 13 *in fine*).

Ainsi le droit de l'inventeur, n'est pas ici une prime accordée à la chance d'un prospecteur heureux, ou à l'habileté d'un explorateur ingénieux et expérimenté, comme dans l'art. 22 du décret du 17 octobre 1896, mais les privilèges attachés dans la législation qui nous occupe, à la qualité d'inventeurs, sont bien plutôt des droits reconnus

à tous ceux qui d'une manière active ont pris l'initiative des explorations qui ont abouti à la découverte du gisement minier.

Par là, il nous apparaît nettement combien cette législation minière de Madagascar s'efforce avant tout d'encourager les capitaux et les forces actives de la colonisation à se porter vers les entreprises minières; les droits de l'inventeur mentionnés par le décret du 17 juillet 1896 ne sont en somme pas autre chose que la consécration des droits des premiers pionniers.

C'est pourquoi nous croyons pouvoir dire que si le mode de concession des exploitations minières de métaux précieux à Madagascar est assis avant tout sur le système de la domanialité, il tient aussi pour une bonne part du système de la prise de possession : l'explorateur en plantant son poteau-signal ne jette-t-il pas en effet les premiers fondements de son droit d'exploitation?

IV. *Droits de l'inventeur.* — Après avoir étudié l'origine des privilèges qui sont reconnus aux inventeurs, dans le décret du 17 juillet 1896, il nous faut voir quels sont au juste leurs droits.

Ces droits consistent en des privilèges de trois sortes : 1<sup>o</sup> *droit de priorité* sur tout autre demandeur; 2<sup>o</sup> *privilège au sujet de la superficie* qu'ils peuvent obtenir; 3<sup>o</sup> *décharge partielle de taxes fiscales.*

Tout d'abord les inventeurs ont un droit de priorité pour le choix de leurs lots miniers. Aussitôt après l'installation du Commissaire des mines, ils ont le droit de se marquer autour des signaux de recherches qu'ils ont éta-



blis, et dans l'intérieur de leur périmètre de recherches, un certain nombre de lots contigus.

Ainsi tout explorateur possédera dans son périmètre de recherches un droit de préférence pour l'acquisition d'un certain nombre de lots miniers qu'il délimitera lui-même (art. 11).

Comment se fera cette délimitation? Elle aura lieu vraisemblablement sous la surveillance du service des mines et d'accord avec ce service.

L'inventeur est libre de s'attribuer en lots d'exploitation tout son périmètre de recherches, ou de ne prendre seulement qu'une partie de ce périmètre. Mais l'art. 11 spécifie que l'inventeur ne peut se marquer qu'un nombre de lots contigus ne dépassant pas 80 lots. Ce chiffre ne désigne pas l'étendue maxima d'exploitation à laquelle peut prétendre l'inventeur dans son périmètre de recherches, celui-ci, en effet, peut, s'il le veut, s'attribuer l'exploitation de tout ce périmètre : l'art. 11 signifie, à notre avis, que l'inventeur ne peut diviser en plus de 80 lots contigus l'étendue de son périmètre de recherches qu'il veut exploiter. Quant à l'étendue totale de l'ensemble de ces lots contigus, elle doit, d'après l'art. 14 remplir la condition suivante : la plus petite dimension du terrain total ne doit pas être inférieure à un quart de la plus grande.

Enfin les lots que l'inventeur s'est ainsi marqués, sont dispensés de taxe pendant un an; un des lots que l'inventeur désigne est dispensé de taxe pendant dix ans. Ces dispenses sont-elles des mesures de faveur réservées personnellement à l'inventeur? Nous ne le croyons

pas : d'après la rédaction de l'art. 11, il semble bien que ces dispenses soient attachées au fonds, le cessionnaire de l'inventeur pourrait donc s'en prévaloir; au surplus, aucune disposition comme celle que nous rencontrons dans l'art. 22 du 17 octobre 1896 ne vient dire ici qu'il s'agisse d'une prime attachée à la personne de l'inventeur.

V. *Ouverture du périmètre minier à l'exploitation publique.* — Lorsque la semaine laissée aux inventeurs pour l'abornement de leurs lots miniers s'est écoulée, le commissaire des mines dans les trois semaines suivantes divise les parties du périmètre minier qui ont été laissées par les inventeurs, en lots de différentes catégories. Aux allotissements faits par les inventeurs succèdent ainsi les allotissements administratifs (V. *infra*, p. 7). Ce n'est que lorsque ces dernières opérations sont terminées, et ce temps écoulé, c'est-à-dire au bout du trente et unième jour à dater de l'érection du périmètre, que, comme le dit expressément l'art. 12, le périmètre minier général est réellement ouvert à l'exploitation publique : toute personne peut dès lors prétendre à obtenir des lots d'exploitation pourvu qu'elle se trouve dans les conditions de l'art. 2.

Nous entrons ainsi dans la seconde phase de l'attribution des lots d'exploitation.

Dès que le périmètre minier est ainsi ouvert à l'exploitation publique, toute personne autre que l'inventeur, pour obtenir dès lors l'exploitation de différentes parcelles du périmètre minier doit se munir de permis d'exploitation, en nombre égal à celui des lots qu'il demande.

Ces permis d'exploitation portent eux-mêmes la mention de la catégorie des lots pour laquelle ils sont délivrés.

Lorsque le demandeur a obtenu les permis qu'il avait sollicités, il peut se marquer un nombre égal de lots contigus de la catégorie qu'il avait indiquée dans sa demande. Ce nombre de lots ne peut dépasser dix, l'art. 13 spécifie, en effet, qu'il ne peut pas être accordé plus de dix permis d'exploitation à la même personne.

L'art. 14 précise comment cette délimitation doit être matériellement indiquée sur place il ajoute : « Tout lot « marqué doit être immédiatement déclaré au commissaire « des mines ».

Aux termes de l'art. 13, tout explorateur muni de permis d'exploitation a un droit de priorité sur les autres demandeurs pour l'acquisition de ces lots miniers.

Tel est le système établi par le décret de 1896 pour l'exploitation des périmètres miniers de métaux précieux.

Pour se rendre compte du système un peu compliqué de ce décret il suffit de se figurer une première enceinte représentant le périmètre général de la zone ouverte à l'exploitation publique, dans cette enceinte les périmètres de recherches des explorateurs, et dans ces périmètres les lots miniers. Tout ce qui dans le périmètre général n'aura pas été alloti par les inventeurs, l'est par l'Administration.

VI. *Nature du droit du détenteur du lot minier.* — Ce droit résulte d'un louage comme l'implique l'expression *taxe de location* qui sert à désigner la redevance payée à l'État par le détenteur du lot minier. C'est un contrat entre le

mineur et l'État dans lequel ce dernier conserve la propriété du gisement, et qui ne fait naître, au profit du premier, qu'un simple droit personnel de jouissance.

C'est de plus une location qui peut être de fort courte durée, et qui met en tout cas le mineur dans une étroite dépendance vis-à-vis de l'État. L'art. 16 soumet en effet les lots miniers au paiement mensuel d'une taxe de location, et l'art. 16 n'accorde à l'exploitant d'un lot que le délai de cinq jours pour payer cette taxe mensuelle, passé lequel le mineur sera déchu de son droit et le lot sera adjugé aux enchères entièrement au profit de l'État.

Le mode d'exploitation aboutit donc à faire du droit appartenant au détenteur du lot minier, sinon un droit précaire, du moins un droit sans grande consistance, ne pouvant servir de base à aucun crédit et dénué des garanties propres à attirer la confiance des capitaux dans les exploitations minières. Le lot minier ainsi soumis à une taxe mensuelle et ne conférant qu'un droit essentiellement précaire est analogue au claim de l'Australie. Toutefois le *jumping* des claims existant dans les législations australiennes n'a pas été admis par le législateur colonial à Madagascar (Voir *infra*, chap. VII).

VII. *De l'allotissement des lots miniers.* — Le législateur colonial, soucieux d'établir l'égalité la plus stricte possible entre les détenteurs des différents lots, a prescrit certaines règles à observer dans l'allotissement des périmètres miniers publics, au point de vue de la superficie à attribuer aux différents lots entre lesquels l'Administration divisera ce périmètre. A cet effet l'art. 9 dispose : « On

« distingue trois catégories de lots. Première catégorie : en alluvions riches, le lot est un carré de 100 mètres de côté.

« Deuxième catégorie : en alluvions moyennement riches et pour les diamants en roche, le lot est un rectangle de 200 mètres sur 250 mètres.

« Troisième catégorie : en alluvions pauvres, en alluvions recouvertes et en roches, le lot est un rectangle de 250 mètres sur 1 kilomètre. »

Ainsi, plus le gisement est riche, moins l'étendue du lot est considérable, de telle sorte que le mineur auquel est dévolu un lot dont la teneur est pauvre, peut se rattrapper sur l'étendue; il lui est ainsi possible de trouver un bénéfice dans l'exploitation de son alluvion; grâce à la prévoyance de l'Administration; si l'allotissement est bien fait, on peut dire qu'entre les mineurs ayant obtenu différents lots il y aura autant d'égalité que possible : le législateur a évité de laisser au hasard, à la chance, le sort des exploitations et la réussite des mineurs.

Cette classification en catégories ne sert pas seulement à l'Administration de règle pour déterminer la superficie des différentes parcelles du périmètre minier, c'est aussi la base sur laquelle seront établis les prix de location des lots; l'art. 9 ajoute en effet : « Pour chacune de ces catégories le prix de location par mois est déterminé par le service des mines ».

Tels sont les deux intérêts de cette classification.

VIII. *De l'enregistrement des lots.* — Le législateur colonial a vu les inconvénients de ce droit essentiellement précaire conféré par la simple location mensuelle du lot



minier et aussi bien n'a-t-il assigné au mineur ce mode d'exploitation que comme temporaire.

Il a, en conséquence, admis l'exploitant d'un lot à donner plus de consistance à son droit et plus d'efficacité, en faisant enregistrer le lot qu'il détient.

L'enregistrement du lot ne confère pas un véritable droit de propriété au mineur, l'art. 20-3<sup>o</sup>(1) continue à parler « de taxe de location », nonobstant l'enregistrement, mais le lot minier est grevé au profit du mineur d'un droit réel qui pourra servir d'assiette à des hypothèques permettant ainsi à l'exploitant d'acquérir du crédit. Ce droit réel caractérise l'individualité juridique que l'enregistrement confère au lot minier. « Le lot enregistré est un « immeuble », nous dit l'art. 20-1<sup>o</sup>.

Enfin le droit du détenteur du lot enregistré n'est plus un droit précaire. Celui-ci a un délai de six mois pour payer la taxe de location, et au cas où il n'aurait pu acquitter cette taxe dans ce délai, il n'est déchu de son droit et le lot ne peut être vendu aux enchères qu'au bout de trois mois, ce qui porte à neuf mois le délai strict du paiement des taxes

(1) Art. 20 du décret du 17 juillet 1896. — L'enregistrement des lots confère les avantages suivants : 1<sup>o</sup> Le lot enregistré est un immeuble ; 2<sup>o</sup> Les lots enregistrés peuvent être hypothéqués comme les immeubles ordinaires, l'inscription des hypothèques doit être faite au bureau du commissaire des mines ; le droit d'inscription est de 10 francs par lot ; 3<sup>o</sup> par dérogation à l'art. 16, le délai après lequel le commissaire des mines fait sommation de payer est porté à six mois ; si dans un délai de trois mois les taxes dues ne sont pas acquittées, le lot est vendu aux enchères, mais l'État ne prélève sur le montant de la vente que les taxes dues et une amende de 50 francs ; l'excédent fait retour à l'ancien détenteur.

de location; enfin à la différence de ce qui a lieu lorsqu'il s'agit d'un lot non enregistré, au cas d'adjudication à la suite de déchéance, l'État ne prélève sur le produit de la vente que les taxes en retard qui lui sont dues, l'excédent revient de droit à l'ancien détenteur.

On peut donc dire que grâce à l'enregistrement de son lot le mineur acquiert un droit réel laissant une empreinte sur l'état juridique du lot minier, son droit acquiert plus de consistance, et à ceux qui lui demandent des garanties il peut présenter le lot qu'il détient, comme une chose dont il dispose.

Mais comment expliquer que le détenteur du lot minier enregistré puisse hypothéquer celui-ci, puisqu'il n'en est que le preneur?

Cette question nous amène à préciser la nature du droit reconnu au détenteur du lot enregistré.

Il est évident que l'art. 16 n'institue pas, en faveur de l'exploitant, un droit de propriété, étant données les expressions de « taxe de location » et de « détenteur » par lesquelles il désigne la redevance due à l'Etat d'une part et l'exploitant d'autre part. L'Etat n'abdique donc pas son droit de propriété, ce n'est pas une concession de propriété comme celle de la loi de 1810, et cependant l'art. 16-2° spécifie que le lot minier peut être hypothéqué par l'exploitant. Comment reconnaître à celui-ci la capacité d'hypothéquer, en présence de ce principe certain que l'hypothèque conduisant à l'aliénation de l'immeuble, peut seulement être conférée par le propriétaire (art. 2124, C. civ.).

Ce n'est pas une simple location bien que le texte se serve du mot « location », car le droit conféré n'est pas un simple droit personnel, c'est un droit réel. Est-ce une location à long bail ou emphytéose comme celle dont parle le droit civil? C'est plus que l'emphytéose du Code civil qui a une durée limitée : l'emphytéote du droit civil peut bien hypothéquer son droit, comme l'usufruitier, mais il ne peut pas hypothéquer la chose elle-même, or ici le détenteur peut hypothéquer le lot lui-même. En définitive l'enregistrement du lot et les effets qu'il produit, nous paraît pouvoir être assimilé à l'emphytéose perpétuelle de l'ancien droit ou au bail à rente foncière qui conféraient au preneur le droit d'hypothéquer la chose elle-même.

En réalité l'enregistrement du lot confère au mineur un droit très voisin du droit de propriété, quoiqu'on ne puisse lui donner ce nom, en présence du langage du législateur colonial.

IX. *De la transformation en concession.* — Le système du lot enregistré convient à merveille pour les petites exploitations dans lesquelles se déploie seulement l'activité individuelle.

Mais l'enregistrement des lots était insuffisant pour permettre l'exploitation des mines de métaux précieux à des sociétés sérieuses disposant de gros capitaux. Le droit que confère l'enregistrement des lots est encore trop précaire, avec la taxe payable tous les six mois, l'étendue *maxima* sur lequel il porte est trop restreinte.

Le législateur colonial désirant favoriser l'établissement

de sociétés minières à Madagascar a obvié à ces deux inconvénients en permettant aux sociétés instituées pour l'exploitation des gisements de métaux précieux et dont les statuts ont été approuvés, d'obtenir la transformation en concession des groupements de lots qu'elles détiennent (art. 22).

Ces sociétés acquièrent ainsi la propriété de la mine tout comme les concessionnaires de mines dans la métropole. En second lieu l'exploitation peut porter sur une étendue plus considérable : l'art. 22 porte : « chaque concession « ne peut avoir une surface inférieure à 50 hectares ni « supérieure à 2.000 hectares ». Enfin l'art. 33 soumet ces concessions à un régime fiscal qui engendre un droit moins précaire.

X. *Économie du régime minier créé par le décret du 17 juillet 1896.* — Caractérisons maintenant d'un trait rapide ce régime minier. Nous voyons trois systèmes d'institution du droit d'exploiter qui forment comme trois phases de l'exploitation des mines de métaux précieux. Tout d'abord le droit de domanialité de l'État est étroitement observé : le mineur puise son droit d'exploiter dans une simple location qui lui est consentie, moyennant le paiement d'une taxe mensuelle, et il se trouve, par conséquent, dans une étroite dépendance vis-à-vis de l'État; mais ce n'est là qu'une situation précaire impropre à créer au mineur un certain crédit, une situation transitoire, qui représente la période d'essai pendant laquelle le mineur examine si l'exploitation du gisement est suffisamment rémunératrice et mérite d'être conti-

nuée, aussi est-il engagé pour peu de temps et au bout du mois il pourra abandonner son lot, conformément à l'art. 16, s'il juge qu'il n'a pas chance de faire une exploitation rémunératrice.

Mais si, au contraire, le mineur est décidé à continuer l'exploitation minière qu'il a entreprise, on lui donne alors la possibilité de sortir de cette situation un peu précaire, de cette étroite dépendance dans laquelle il se trouve, par suite de l'obligation de payer la taxe mensuelle; il peut, en effet, en faisant enregistrer son lot donner plus de consistance à son droit d'exploiter : le lot devient transmissible, susceptible d'hypothèque. Le mineur est, dès lors, un véritable industriel disposant d'un certain crédit; ce qui lui permet de se livrer à une exploitation sérieuse.

Enfin le législateur a voulu qu'il fût possible à des entreprises minières importantes de se fonder à Madagascar; mais il est évident qu'à des sociétés disposant de gros capitaux il faut accorder de plus vastes étendues qu'aux mineurs agissant individuellement : ces superficies doivent être assez grandes pour permettre à ces sociétés de compenser par l'extraction utile des gisements riches. L'exploitation peu fructueuse de couches pauvres en minerais, où tout au moins le minerai n'a qu'une faible teneur. C'est pourquoi le décret minier que nous étudions autorise l'Administration à transformer en une vaste exploitation tous les groupements de lots que la société minière aura réunis en les acquérant soit directement, soit en les achetant aux détenteurs de lots enregistrés.

L'œuvre du législateur est ici une œuvre de transaction



entre l'opinion de ceux qui voudraient appliquer aux exploitations minières de nos colonies le système des petites exploitations, des claims de l'Australie et du Transvaal, et l'opinion des partisans des grandes entreprises minières disposant de capitaux considérables. Le législateur colonial a pensé que s'il pouvait être utile pour le peuplement et la colonisation commerciale de Madagascar de laisser à l'activité individuelle la disposition des gisements de métaux précieux, il pouvait, d'autre part, être avantageux pour la mise en valeur des richesses naturelles de notre colonie d'encourager des sociétés disposant de gros capitaux, et d'établir de vastes exploitations minières, tout en prenant des mesures pour empêcher l'accaparement.

XI. *Comparaison du régime minier de Madagascar avec la législation de l'Australie et du Transvaal.* — La législation de Madagascar est nettement inspirée des législations australiennes et sud-africaines. Nous y rencontrons les deux degrés du droit d'exploiter; le lot minier non enregistré et soumis à la taxe mensuelle est le claim des législations anglo-saxonnes, le droit du détenteur de ce lot est aussi précaire que celui du mineur australien sur le claim, en ce sens que, dès qu'il cesse de payer la taxe mensuelle, il perd son droit d'exploitation. L'enregistrement du lot est une institution que notre législateur a prise dans la loi de 1892 au Transvaal : le droit conféré par l'enregistrement du lot est de sa nature analogue au droit conféré par le *lease* australien; l'enregistrement du lot comme le *lease* est destiné à donner plus de consistance au droit du mineur. Il en diffère cependant : le *lease* est un bail in-

tervenant entre le Gouvernement et le mineur pour une certaine durée seulement (10, 20, 30 ou 40 ans); l'enregistrement du lot confère, au contraire, un droit perpétuel de sa nature.

Une autre différence sépare la législation du 17 juillet 1896 du régime minier de l'Australie. Dans cette colonie anglaise les mines ne sont susceptibles que de *leases*, baux miniers d'une certaine durée : à Madagascar nous voyons que même les mines de métaux précieux peuvent être l'objet de concessions perpétuelles conférant sur de vastes gisements miniers un véritable droit de propriété.

#### 6° *Afrique occidentale française.*

(Sénégal, Soudan français et Guinée française).

C'est le régime du *permis d'exploitation* temporaire qui a été établi au Sénégal et au Soudan français : mais tandis qu'en Guyane le permis d'exploitation est spécial aux gisements aurifères, dans le décret du 14 avril 1896 relatif à l'Afrique occidentale française, le permis d'exploitation est le régime commun à toutes les mines. Il est vrai qu'en fait il ne s'applique guère qu'aux gisements aurifères qui sont les seules mines actuellement recherchées et exploitées dans ces régions.

A la différence encore du régime de la Guyane, la législation minière de l'Afrique occidentale française fait une certaine part à l'inventeur. L'art. 19 du décret de 1896 reconnaît au cas de compétition entre plusieurs demandeurs un droit de primauté à celui qui peut justifier qu'il

a le plus contribué à la connaissance du gîte par des recherches antérieures à l'ouverture de la région à l'exploitation des mines. Il y a là une mesure de faveur analogue aux avantages conférés à Madagascar pour les mines de métaux précieux aux explorateurs qualifiés inventeurs lors de l'érection d'un périmètre minier ouvert à l'exploitation publique (décret du 17 juillet 1896).

Quant aux concessions perpétuelles, le législateur colonial a seulement donné l'espérance d'en instituer (art. 45) : il en sera institué *s'il y a lieu*, a-t-il dit en substance, dans l'art. 45 du décret du 14 avril 1896.

Cette réserve fait voir, comme nous l'avons déjà dit, que nous sommes en présence d'une législation inachevée, d'une législation d'attente. Il importait de ne pas aller trop vite dans la réglementation d'un pays aussi neuf et aussi peu connu.

Jusqu'ici, d'ailleurs, on n'a encore trouvé comme gisements exploitables dans ces régions que des gisements aurifères pour lesquels le permis d'exploitation a paru être actuellement un mode d'institution suffisant.

I. — *Nature du permis d'exploitation.* — En ce qui concerne la nature du permis d'exploitation, nous renvoyons à ce que nous avons dit sur le même sujet en examinant la législation minière spéciale de la Guyane (Voir *suprà*, même chap.).

II. — *Différence entre le permis d'exploitation en Guyane et en Afrique occidentale française.* — 1° Quant à la *superficie*. En Guyane le permis d'exploitation ne peut porter que sur 5.000 hectares, dans l'Afrique occidentale fran-

çaise, il peut s'étendre jusqu'à 25.000 hectares. C'est là une superficie bien importante comme étendue générale pour les mines de métaux précieux. Mais le législateur a compris que ces colonies d'Afrique étaient bien plus des colonies d'exploitation que des colonies de peuplement et que dès lors il y avait dans ces régions bien plutôt place pour des exploitations minières entreprises par des sociétés disposant de capitaux considérables que pour des entreprises individuelles. Mais pas plus en Afrique qu'en Guyane malgré le silence du décret du 14 avril 1896 à ce sujet, l'Administration n'est tenue de garantir les contenance des superficies qu'elle concède. Si en Guyane l'absence de cadastre a fait édicter l'art. 24 du décret de 1881, il est clair que les plans sommaires des régions africaines commandaient la même réserve.

2° *Durée du permis d'exploitation.* — La durée fixée à 9 ans en Guyane a été portée en Afrique à 25 ans afin de donner plus de sécurité aux capitaux disposés à s'engager dans les entreprises de mines. Il était d'ailleurs logique d'assigner au permis d'exploitation une durée plus longue puisqu'on le faisait porter sur une étendue plus considérable.

3° En Guyane, le permis d'exploitation n'est délivré *que pour les mines d'or*, en Afrique occidentale française le permis d'exploitation est le mode d'institution du droit d'exploiter pour toutes les mines. /

III. — *Régime spécial des alluvions aurifères et mines de sel.* — Le permis d'exploitation ne saurait conférer de droit exclusif sur *les alluvions ou autres gisements superficiels*

de ces substances minérales ; d'après l'art. 30 les indigènes conservent leur droit coutumier de les exploiter par leurs procédés primitifs. Il était de bonne politique, en même temps qu'équitable, de ne pas venir abroger brutalement le droit coutumier des populations indigènes que nous avons conquises et dont une des principales industries a toujours été le lavage des terres aurifères, alluvionnaires, et l'extraction du sel. Dans l'art. 30 le législateur a estimé à 12 mètres de profondeur les filons en couches profondes aurifères qui échappent aux procédés primitifs des indigènes : cette détermination était importante à faire pour éviter de nombreuses difficultés.

Au Sénégal et au Soudan français les alluvions aurifères et les mines de sel gemme sont donc à la libre disposition des indigènes qui se les approprient par l'exploitation qu'ils en font. En Guinée française où, grâce à une plus active colonisation, la propriété foncière tend à se constituer, les alluvions aurifères suivent la condition de la terre (art. 5, décret du 11 décembre 1897).

Nous voyons que les gisements aurifères et les mines de sel gemme sont mis ici dans la même catégorie, mais cela ne doit pas nous étonner si l'on se souvient que dans ces pays d'Afrique le sel gemme constitue ainsi que l'or la monnaie des indigènes.

Si l'on veut apprécier cette législation, on est amené à conclure que son caractère et son économie générale peuvent se renfermer en un mot : elle est transitoire. Nous en trouvons dans le décret du 14 août 1896 trois indices certains : 1° En n'édicant qu'un seul mode d'institution de la



propriété des mines, le permis d'exploitation, il est visible que le législateur n'a guère songé qu'aux mines d'or, parce qu'elles sont à peu près les seules déjà connues dans ces régions; mais il est inadmissible que dans les vastes espaces du Soudan on ne trouve pas d'autres variétés de richesses minières. — 2° La rédaction de l'art. 45 disposant : « Un décret ultérieur réglera la forme des concessions perpétuelles s'il en est institué », nous fait bien voir qu'on attend pour fixer définitivement la législation des mines sur ce point, soit le résultat des exploitations actuellement entreprises, soit la plus grande stabilité de notre autorité dans ces régions, soit la connaissance plus approfondie de ces pays. — 3° Est évidemment transitoire cette disposition de l'art. 19 qui consacre d'une manière si vague le droit de l'inventeur d'un gisement minier.

---

## CHAPITRE V

### DROITS ET OBLIGATIONS DES EXPLOITANTS DE MINES

---

Pour étudier nettement cette matière nous distinguerons entre les mines de *métaux précieux* et les *autres mines*. Nous avons vu que la propriété des premières n'était pas instituée suivant les mêmes formes que la propriété des secondes : or la différence dans le mode de concession doit engendrer des différences dans la nature du droit de propriété minière.

#### I<sup>o</sup> Mines en général.

##### I. — Définition de la propriété de la mine.

L'art. 7 de la loi de 1810 définit la propriété des mines *perpétuelle et transmissible* comme celle de tous les autres immeubles. C'est absolument la même définition que nous rencontrons dans les 3 décrets miniers de la Nouvelle-Calédonie, des établissements de l'Inde, de l'Annam-Tonkin et de Madagascar.

Comme dans la métropole, la législation coloniale

après avoir attaché le caractère de perpétuité à la propriété minière, prévoit certaines causes de retrait ou de déchéance : mais ces causes de déchéance ne sont pas tout à fait les mêmes ici que dans la législation de la métropole.

## II. — Transmissibilité des mines.

*Quant à la transmissibilité* du droit d'exploiter des mines, la législation coloniale est moins libérale que la législation de la métropole ; on sait, en effet, qu'en France la cession des mines du moment qu'elle n'entraîne pas le partage de la mine, est entièrement libre ; au Tonkin (art. 45) et en Nouvelle-Calédonie (art. 4-2<sup>o</sup>) la cession de la propriété de la mine doit toujours faire l'objet d'une déclaration. Le décret du 20 juillet 1897 à Madagascar spécifie dans son art. 21 que toute cession de mine doit être autorisée de l'Administration : dès lors, dans cette colonie la cession d'une mine nécessitera toujours l'intervention du Gouverneur général, tandis que dans les deux colonies précédentes acte de la déclaration est donné seulement par le directeur de l'Intérieur ou le Résident de la province. Notons en outre qu'à Madagascar l'autorisation ci-dessus requise donne lieu à la perception d'un droit de 4 0/0.

Le décret du 14 août 1896 (Afrique occidentale française) ne permet la cession du permis d'exploitation qu'à des personnes munies d'autorisation générale de mines (art. 27).

Au Tonkin et à Madagascar, le propriétaire minier n'est pas libre de céder son droit à n'importe qui, il doit tenir compte des textes qui interdisent dans nos colonies à cer-

taines personnes l'exploitation des mines. C'est ainsi qu'à Madagascar il ne pourra pas céder son droit à un indigène, à moins d'autorisation spéciale. Mais c'est surtout au Tonkin que le choix du cessionnaire est restreint, ce choix étant limité conformément aux dispositions de l'art. 21 à des Français ou protégés français, aux fonctionnaires ou à des Sociétés françaises.

### III. — Partage des mines.

Si la cession a lieu au moyen du partage de la mine l'art. 24 du décret du 17 octobre 1896 (Nouvelle-Calédonie) conformément aux principes du droit métropolitain, exige que ce partage soit fait dans les mêmes formes que l'institution et l'art. 44 du décret minier du Tonkin reproduit la même règle sous une autre formule.

Dans le décret minier de Madagascar, aucun texte ne prévoit expressément le partage des mines, mais il faut déduire de l'art. 21 qui parle de « toute cession » de mines, que l'autorisation de l'Administration est requise en ce cas. Ce sera une simple autorisation qui sera nécessaire, contrairement aux deux législations précédentes et à la législation métropolitaine.

### IV. — Réunion des mines.

Rappelons à quelles difficultés cette question a donné lieu dans la métropole. L'art. 31 de la loi de 1810 se bornait à permettre la réunion de plusieurs concessions entre

les mains du même concessionnaire. Jusqu'en 1852, de vives controverses s'étaient élevées sur le point de savoir si cette réunion était subordonnée à l'autorisation du Gouvernement. Le décret du 23 octobre 1852 <sup>(1)</sup> est venu trancher la difficulté en décidant que toute réunion de mines, après avoir été sollicitée, serait obtenue dans les mêmes formes que l'institution des concessions.

En Nouvelle-Calédonie, le législateur colonial, une fois de plus, a suivi la législation de la métropole, témoin l'art. 24 parlant de la fusion des concessions.

Au Tonkin, la réunion des mines doit être simplement déclarée (art. 46); le résident a seulement la faculté de s'opposer, dans le délai de six mois, à cette réunion : ce n'est plus le système du décret de 1852, mais l'on peut dire en somme que la réunion des mines dans le décret du 25 février 1897 est soumise à une autorisation tacite. Il en est de même dans le décret du 14 août 1896 (Afrique occidentale).

A Madagascar, l'art. 21, qui est aussi applicable pour la réunion des mines, nécessite au contraire une autorisation expresse, sans qu'il soit cependant besoin de recourir aux formalités requises par le décret du 23 octobre 1852.

(1) Voir sur la question de la légalité de ce décret, Aguillon, *op. cit.*, tome I. Perriquet, *Contrats de l'État*. — Arr. Conseil d'État, 20 janvier 1893, Dalloz, 94.3.24.



V. — Relations des explorateurs et des exploitants  
de mine avec les propriétaires de la surface (1).

1° Occupation de terrains.

Dans le décret néo-calédonien, il faut distinguer s'il s'agit des *terres du domaine* ou de *terrains appropriés*.

L'exploitant peut occuper gratuitement les *terres du domaine* (art. 33). Mais il ne jouit là que d'un droit précaire. Cependant le législateur toujours soucieux d'encourager, dans la mesure du possible, l'exploitation des mines lui facilite le moyen de donner plus de solidité à ce droit, en lui reconnaissant un droit de priorité pour l'acquisition de tous les terrains situés dans le périmètre de sa concession. L'exploitant pourra ainsi devenir propriétaire, sur une grande étendue, de la superficie et du tréfonds de la colonie.

Ce système destiné à prévenir les luttes entre exploitants et propriétaires de la surface nous semble présenter certains inconvénients au point de vue de la mise en valeur agricole des terrains ainsi aliénés ; il est d'ailleurs loin de prévenir tout conflit entre mineurs et superficiaires : car vraisemblablement les terrains non utilisés pour les dépendances de la mine, ne seront pas ordinairement cultivés par le propriétaire de la mine lui-même, il les louera, et dès lors, les conflits entre superficiaires et

(1) Ce que nous disons à propos des exploitants est en général applicable aux explorateurs.

exploitants de mines, seront remplacés par des conflits entre locataires et propriétaires.

Sur les *terrains privés* le concessionnaire devra obtenir une autorisation du directeur de l'intérieur <sup>(1)</sup> pour faire usage du droit d'occupation que lui reconnaît la loi. Quant à l'indemnité que le concessionnaire devra payer au propriétaire de la surface elle fait l'objet de dispositions minutieuses de l'art. 34 du décret néo calédonien auquel nous renvoyons. Cette indemnité n'est pas préalable, à la différence de ce qui se passe en général en matière d'occupation par des travaux publics <sup>(2)</sup>, mais elle est en général *réglée au double*, comme dans la métropole. Si l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année ou si après l'exécution des travaux les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, le propriétaire peut exiger du concessionnaire ou de l'explorateur l'acquisition du sol comme le prescrit l'art. 44 de la loi de 1810. On ne pouvait contraindre un propriétaire agricole à supporter d'une manière continue des travaux qui l'empêchent de jouir librement de sa propriété. Une disposition semblable a été insérée dans le décret minier de l'Annam-Tonkin (art. 59). L'occupation ne peut avoir lieu qu'après constatation de l'état des lieux faite conformément à l'art. 34

(1) Depuis le décret du 21 mai 1898, ce sera le gouverneur qui donnera cette autorisation.

(2) C'est ce qui semble bien résulter de la rédaction de l'art. 34, 2<sup>e</sup> alinéa : « Le propriétaire du sol aura droit à une indemnité qui, à défaut d'entente à l'amiable, sera réglée après expertise par les tribunaux dans les conditions suivantes... ».

*in fine*. Dans les terrains situés en dehors du périmètre de la mine l'exploitant pourra faire, avec l'autorisation de l'Administration tous les travaux de services que nécessite l'exploitation. Il peut également sur ces terrains établir toutes voies de transport, telles que sentiers, chemins de charroi, canaux de navigation, etc. L'indemnité en faveur du propriétaire de la surface est fixée par expertise; le décret néo-calédonien porte dans son art. 37 qu'elle sera réglée comme en matière d'exécution de travaux publics (Voir art. 61 du décret du 25 février 1897. Annam-Tonkin, art. 37 du décret du 17 octobre 1896. Nouvelle-Calédonie, art. 32 du décret du 20 juillet 1897. Madagascar). C'est là une innovation de la législation coloniale destinée à permettre des étendues plus restreintes d'exploitations de mines. Nous voyons une disposition semblable dans un projet de loi de 1894 dans la métropole.

Le législateur colonial a énuméré les travaux pour lesquels le propriétaire de mines pouvait prétendre à exercer son droit d'occupation : nous trouvons la liste qu'il en a dressée dans l'art. 33 du décret néo-calédonien; nous croyons que cette énumération est limitative, en étant donnée la forme. Le législateur n'a pas voulu laisser comme dans la métropole la détermination de ces travaux au pouvoir discrétionnaire de l'Administration, afin de prévenir, autant que possible tout conflit. C'est la même idée qui l'a amené à fixer d'une manière précise le taux de l'indemnité due par l'exploit, tant suivant les différents dommages causés à la surface.

Dans les établissements français de l'Inde, le décret du

7 novembre 1884 reproduit à peu de chose près le régime néo-calédonien.

Sauf en ce qui concerne la détermination de l'indemnité due par l'exploitant pour occupation de la surface, les législations minières du Tonkin et de Madagascar, reproduisent les principes consacrés par le régime métropolitain et le régime néo-calédonien <sup>(1)</sup>. Nous devons cependant en ce qui concerne ces deux législations noter une particularité relative au régime foncier en vigueur dans ces deux colonies. On sait qu'avant l'arrivée des Français dans l'Annam-Tonkin et à Madagascar, il n'existait pas, à proprement parler, de propriété foncière dans ces deux pays. Dès lors, il arrive que beaucoup d'indigènes qui cultivent cependant de père en fils les mêmes terres, ne sont pas propriétaires du sol. Il importait pourtant qu'ils fussent protégés à l'égal de véritables propriétaires, contre le tort que peuvent faire à leurs exploitations agricoles, les tra-

(1) L'art. 59 du décret du 25 février 1897 reproduit avec certaines modifications la disposition du décret néo-calédonien pour l'acquisition forcée du sol, mais pour l'exploitant seulement : « Si l'occupation se prolonge au delà de trois années, le propriétaire de la surface aura le droit d'obliger l'exploitant à acquérir ses terrains au double de la valeur qu'ils avaient avant l'occupation ». Ce texte ne parle pas de l'explorateur comme l'art. 34 du décret du 17 octobre 1896. Cette différence entre le régime minier néo-calédonien et celui de l'Annam-Tonkin se comprend très bien : dans l'Annam-Tonkin, le même explorateur ne peut exercer des recherches sur un même terrain que pendant 3 ans (art. 15), au contraire en Nouvelle-Calédonie, le permis de recherches est indéfiniment renouvelable, et sous le nom de permis de recherches se font souvent de véritables exploitations; dans ces conditions, les travaux de l'explorateur devaient être soumis aux mêmes règles que les travaux du véritable exploitant.

vaux des mines. Il serait excessif d'attribuer à ces simples possesseurs, à ces occupants de terres, les droits que l'on considère généralement comme inhérents au propriétaire du sol; mais il serait abusif de ne point les indemniser des dégâts que font subir à leurs cultures les prospecteurs et les exploitants de mines.

Il faut en conclure que les décrets miniers du Tonkin et de Madagascar lorsqu'ils parlent des relations du propriétaire de mines avec les propriétaires de la surface, entendent protéger contre l'exploitation des mines non seulement les Européens ou les indigènes dont les propriétés ont été instituées ou régularisées dans ces deux colonies conformément à des règlements élaborés parallèlement au règlement des mines, mais aussi les indigènes simples possesseurs du sol.

C'est au surplus ce qui apparaît nettement dans l'art. 59 du décret du 25 février 1897 (Annam-Tonkin) qui parle « *des terrains possédés par un tiers* » à l'intérieur du périmètre de la mine.

## 2° *Quid de la redevance tréfoncière?*

Mais la différence assurément la plus grave entre la législation coloniale et la législation métropolitaine sur les rapports des propriétaires de la mine et les propriétaires de la surface, consiste dans le refus de la redevance tréfoncière en faveur de ces derniers.

La législation coloniale ne reconnaît au propriétaire de la surface aucun droit sur la mine, et ne lui attribue par conséquent aucune redevance tréfoncière. Dans la plupart



des colonies où s'est développée l'industrie des mines, la propriété foncière n'avait pas le passé qu'elle a en France où à différentes époques elle avait englobé la propriété des mines. En France le législateur se trouvait assez gêné pour détacher complètement de la propriété superficielle, la propriété minière, et les dispositions de l'art. 552 du Code civil devaient encore augmenter son embarras. Mais en Nouvelle-Calédonie, au Tonkin, à Madagascar, quand ont été promulgués les différents décrets miniers, la propriété foncière n'était pour ainsi dire pas encore constituée. C'est d'ailleurs un fait fréquent dans l'histoire de la colonisation moderne, de voir l'activité du peuple colonisateur commencer son œuvre coloniale par l'exploitation des mines avant toute exploitation agricole. La propriété foncière dans ces colonies est le plus souvent issue d'aliénations ou de concessions faites par l'État; rien de plus naturel dès lors que l'État les ait consenties avec les restrictions et dans les limites qu'il lui plaisait. Ainsi, d'une part l'État concédait à des colons de vastes espaces à mettre en valeur, mais d'autre part, dans les décrets miniers coloniaux il spécifiait que la propriété des mines est distincte de cette propriété superficielle ainsi concédée (1).

Telles sont les véritables raisons de l'absence de redevances tréfoncières dans ces législations minières.

(1) Nous avons vu cependant que le projet de loi du gouvernement sur les compagnies de colonisation concentraient en une seule main les concessions de mines et les concessions de terre (V. *suprà*, chap. IV, n° IV).

Mais les établissements de l'Inde ne constituaient plus des pays neufs quand fut élaborée la législation minière relative à ces colonies; le sol était au contraire approprié depuis longtemps à l'image de la métropole, la population très dense, l'exigibilité de la redevance tréfoncière réapparaissait et l'art. 9 du décret du 7 novembre 1884 la consacre.

#### VI. — Relations entre exploitants de mines.

Ce sont les principes de la loi de 1810 qui sont entièrement applicables. On a seulement donné la forme légale à certaines clauses figurant le plus ordinairement dans les décrets de concession. Nous voulons parler de la disposition autorisant l'exploitant à se servir de sentiers et chemins de charroi établis par un concessionnaire voisin moyennant une indemnité annuelle. Il en est de même des textes du décret néo-calédonien prescrivant de laisser un massif de protection entre chaque mine.

#### VII. — Obligations envers les explorateurs.

Conformément à l'art. 23 du décret du 17 octobre 1896 (Nouvelle-Calédonie), les propriétaires de mines doivent pour leurs travaux de recherches, des indemnités aux explorateurs qui n'ont pas obtenu la concession. Cette disposition n'est, évidemment, applicable qu'en Nouvelle-Calédonie et aux Indes. Elle ne saurait l'être dans l'Annam-Tonkin et Madagascar, où les recherches de mines ont lieu en *périmètre réservé*.

## II° Mines de métaux précieux.

### 1° *Nouvelle-Calédonie.*

Le droit d'exploiter les alluvions aurifères est acquis par la prise de possession, mais la propriété minière ainsi acquise est entièrement assimilable à celle qui est conférée par les concessions ordinaires.

Nous ne ferons à ce sujet que deux observations :

En premier lieu le droit d'exploiter ainsi acquis par prise de possession ne peut porter que sur les couches alluvionnaires aurifères : ce droit comme on le voit est assez limité quant à son objet (art. 55).

En second lieu ce droit de propriété minière est frappé plus facilement de déchéance que la propriété de toute autre mine conférée d'après le même décret par des concessions analogues à celles de 1810 ; en effet, l'exploitant d'alluvions aurifères devra occuper sur son exploitation un minimum de quatre hommes, c'est-à-dire que celle-ci devra toujours être tenue, en activité, sous peine de déchéance (art. 57). Le décret néo-calédonien refuse donc ici le droit de chômage qu'il reconnaît implicitement pour les autres mines en n'édicant aucune déchéance vis-à-vis d'elles pour le défaut d'exploitation.

### 2° *Madagascar.*

Le principe de la législation du 17 juillet 1896 est celui d'exploitation par *lots miniers*.

Nous avons étudié précédemment la nature du droit qui est conféré au mineur sur ces lots miniers. Nous avons vu que ce droit est essentiellement un droit de location, ce n'est donc pas la propriété de la mine qui est conférée au mineur, celui-ci n'acquiert par l'extraction que la propriété des minerais précieux qu'il retire du sol, et que lui attribue implicitement le législateur colonial en lui reconnaissant le droit de les vendre et d'en disposer à sa volonté (art. 27).

Aux trois phases juridiques de l'exploitation que nous avons signalées, correspondent trois formes différentes de ce droit d'exploiter.

Tout d'abord *avant l'enregistrement* du lot, le droit conféré au mineur, est un droit de location essentiellement *personnel* et *précaire* : 1° faute du versement mensuel de la redevance il y a une déchéance presque immédiate ; 2° en cas de déchéance l'adjudication qui s'ensuit a lieu uniquement au profit de l'État.

*Après l'enregistrement du lot*, le droit du mineur prend plus de consistance, il devient moins précaire. En effet, il ne s'agit plus ici d'une redevance mensuelle payable dans les cinq jours, un plus long délai est donné à l'exploitant, ce qui lui permet de donner un caractère plus sérieux à son exploitation ; enfin l'adjudication du lot minier au cas de déchéance a lieu à son profit, ce qui est la marque de l'empreinte de son droit réel sur le lot minier, nous ne sommes plus ici en face seulement d'un droit personnel comme dans le cas précédent où une fois la déchéance prononcée, le droit personnel éteint, il n'y avait plus aucun droit à liquider.

Le droit de l'exploitant change de nature, de personnel il devient réel, permettant au mineur d'en faire ainsi un objet de crédit. Mais ce droit réel très voisin du droit de propriété (art. 25 § 3) ne se confond pas avec lui, le mineur reste preneur, comme l'emphytéote perpétuel, comme le locataire dans l'ancien bail à rente. L'État conserve le domaine éminent. C'est ce qu'il faut conclure de l'art. 20 qui spécifie que le lot enregistré donne lieu à une « taxe de location » et qui appelle l'exploitant, non propriétaire, mais simple détenteur : au surplus ce texte fondamental en mentionnant les différents effets de l'enregistrement ne fait aucune allusion au droit de propriété.

Quant à la *transformation en concession* d'un groupement de lots miniers nous avons vu qu'elle changeait la nature du droit conféré sur le gisement minier en un droit de propriété.

La cession du droit d'exploiter est en principe comme dans la métropole absolument libre, il n'est pas nécessaire de requérir aucune autorisation administrative. Cette cession a lieu par voie d'endossement (Comp. Colonie de Mozambique) (1). Seule la mutation des concessions doit être soumise à l'autorisation du résident général (art. 22).

Cette autorisation est au surplus la conséquence de la disposition de l'art. 22 d'après laquelle une société ne pourra obtenir la transformation du groupement de ces lots en concession que si elle a obtenu l'approbation de ses

(1) Voir chapitre XI.



statuts du résident général. D'ailleurs si le contrôle de l'Administration a peu de raison d'être quand il s'agit de la cession de quelques lots miniers, son rôle se comprend très bien lorsqu'il s'agit de transactions portant sur de vastes étendues comme celles des concessions instituées par l'art. 22 du décret du 17 juillet 1896.

---



## CHAPITRE VI

### RÉGIME FISCAL DES MINES AUX COLONIES

---

#### SECTION I

##### LÉGISLATION DE LA MÉTROPOLE

Rappelons d'abord brièvement quels sont les impôts perçus sur les mines dans la métropole.

Les concessionnaires de mines supportent un impôt spécial composé de deux éléments : 1° une redevance fixe réglée sur l'étendue de la concession ; 2° une redevance proportionnelle réglée sur les produits de cette concession.

*La redevance fixe* frappe la propriété de la mine et non l'exploitation : le taux est de 10 francs par kilomètre carré (L. 1810, art. 34).

*La redevance proportionnelle* frappe les produits de l'exploitation : elle est établie sur le *produit net* de la mine, fixée par la loi annuelle de finances et perçue en vertu d'un rôle nominatif.

Outre ces redevances les mines supportent encore d'autres impôts tels que l'impôt sur le revenu des valeurs mo-

bières, l'impôt des patentes pour les opérations autres que l'extraction et la vente des matières extraites.

## SECTION II

### OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR LE RÉGIME FISCAL DES MINES AUX COLONIES

#### I. — **Taxe frappant l'autorisation générale de se livrer à la recherche ou à l'exploitation des mines.**

Certaines législations étrangères (1) coloniales établissent des autorisations générales de miner, des permis de miner (*mineral licence*, *miners'right*, *licence de prospecteur*) qu'elles frappent de certains droits. Dans la législation du Transvaal, cette taxe constitue l'impôt le plus important sur les mines.

Cette taxe est une sorte de droit de patente que le mineur paie ; mais il faudrait se garder de l'assimiler à un véritable droit de patente, puisque l'exploitation des mines pas plus aux colonies que dans la métropole, n'est considérée comme un commerce.

Dans l'Afrique occidentale française, nous trouvons bien l'existence de cette autorisation générale de miner (art. 1<sup>er</sup> du décret du 13 août 1896), mais le législateur colonial ne l'a frappée d'aucune taxe.

Dans les deux décrets miniers de Madagascar, nous re-

(1) V. chapitre XI. Législation des colonies anglaises et du Transvaal.

trouvons ces autorisations générales sous le nom de *permis de recherches*, qu'on devrait plutôt appeler permis général de recherches. Ces permis ne sont délivrés que contre le versement d'une somme de 25 francs.

## II. — Régime fiscal des recherches.

L'établissement de charges fiscales sur les travaux de recherches a l'avantage d'écarter le prospecteur fictif ou spéculateur qui demande de vastes étendues de terrains. L'explorateur qui consentira à acquitter la taxe frappant le droit de recherche sera, en général, un explorateur sérieux qui ne demandera que les terrains dont il a besoin. On évitera, d'autre part, ainsi l'accaparement des richesses minières.

D'ailleurs, le droit exclusif de faire des travaux de recherches ne constitue-t-il pas un privilège comparable dans une certaine mesure à celui du concessionnaire de mines<sup>(1)</sup>?

Tel est le motif de l'établissement de droits fiscaux sur les recherches de mines.

Le législateur colonial a appliqué ce système dans toutes les colonies où ces droits fiscaux ne pouvaient entraver les recherches de mines, en Nouvelle-Calédonie<sup>(2)</sup>, dans l'Afrique occidentale française<sup>(3)</sup>, par exemple.

(1) Toutefois la redevance payée par l'explorateur devra être plus faible que celle payée par l'exploitant, car il ne jouit pas de tous les avantages attachés au droit d'exploiter.

(2) Art. 11 et 12 du décret du 17 octobre 1896.

(3) Art. 10 du décret du 14 août 1896.



Mais dans d'autres colonies le législateur colonial a craint que des redevances frappant la recherche des mines vinssent à écarter les explorateurs et à retarder l'exploitation des mines. Que serait aujourd'hui la Guyane, si la fièvre de l'or n'avait pas conduit de nombreux explorateurs dans cette colonie? Ces explorateurs seraient-ils venus en masse dans ce pays, en présence des difficultés qu'ils rencontraient dans leur recherche, si on avait grevé leurs travaux de recherches de charges fiscales importantes? Aussi l'art. 15 du décret du 18 mars 1881 a-t-il établi que le permis de recherches était gratuit. Aucune taxe ne frappe à Madagascar le droit exclusif de recherche de l'explorateur qui a pris possession d'un périmètre donné. Enfin, dans l'Annam-Tonkin, la déclaration de prise de possession du périmètre réservé de recherches est frappé d'un droit d'enregistrement déterminé aussi bas que possible, 0 fr. 05 par hectare pour trois ans de recherches (art. 12 du décret du 25 février 1897).

### III. — Régime fiscal de l'exploitation.

#### 1° *Des différentes redevances.*

Dans certaines colonies, en Annam-Tonkin, dans les art. 27 et 36 du décret du 25 février 1897, et dans l'Afrique occidentale française, outre le droit d'institution établi par le décret du 14 août 1896 et le décret du 11 décembre 1897, il y a une redevance que le demandeur d'une mine doit verser au moment de l'institution de la propriété de

la mine : cette redevance initiale a pour but d'empêcher les demandes de concession par des personnes incapables de mener à bien l'exploitation.

Dans toutes les colonies sur toutes les mines qui font l'objet d'exploitation existe une redevance fixe par hectare.

La redevance proportionnelle sur le produit des mines est le complément de la redevance fixe ; elle permet de proportionner l'impôt minier à l'activité de l'exploitation. Sauf en Guyane et dans l'Afrique française, la détermination du taux, de cette taxe n'a pas été laissée par le législateur colonial à la discrétion de l'administration locale ; elle est fixée une fois pour toutes par un décret. C'est une différence considérable avec le droit métropolitain, où cette redevance est fixée tous les ans par le budget. Par une particularité de la législation coloniale cette redevance ne frappe pas en général les produits extraits et consommés dans la colonie <sup>(1)</sup>. Elle revêt donc le caractère d'une taxe à l'exportation.

Cependant il ne faut pas que par suite du défaut d'exploitation le Trésor soit privé de ressources sur lesquelles il peut légitimement compter. On sait que la déchéance pour défaut d'exploitation n'existe pas dans notre législation coloniale, pas plus que le *jumping* des législations coloniales anglo-saxonnes ; il fallait pourtant donner une sanction au défaut d'exploitation des mines. C'est pourquoi le législateur colonial avait imaginé en Nouvelle-Calédo-

(1) Voir notamment art. 29 du décret du 17 octobre 1896 (Nouvelle-Calédonie), art. 55 du décret du 25 février 1897 (Annam-Tonkin).

nie, l'application du système de surtaxes sur les mines inexploitées. On ne peut espérer qu'une différence de taxe obligera à exploiter; nous avons vu les raisons qui l'ont fait supprimer dans le décret du 17 octobre 1896. L'établissement de surtaxes sur les mines inexploitées est très délicat dans des pays neufs comme les colonies. Les redevances frappant les mines inexploitées comme les mines exploitées, tel est le seul moyen de stimuler l'activité des mines dans nos colonies.

*2° Détermination du taux de la redevance suivant  
la nature de la mine.*

On comprend facilement que le chiffre de la redevance ne soit pas le même pour tous les gisements miniers : les minerais sont plus ou moins rémunérateurs.

Dans l'Annam-Tonkin nous voyons l'art. 49 du décret du 25 février 1897, distinguer les mines de houille (1 franc par hectare) des autres mines (2 francs par hectare).

A Madagascar, le chiffre de la redevance fixe est plus élevé pour les mines de métaux précieux que pour les autres mines.

Mais doit-on varier le taux de la redevance suivant l'étendue de la mine? Ce serait l'application du système de l'impôt progressif. Comme le fait remarquer M. Piou<sup>(1)</sup>, ce serait faire de cet impôt « un singulier essai que de lui « donner pour base la superficie de la propriété. Il n'y en a

(1) Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet et les propositions de loi sur les mines, déposé à la séance de la Chambre des députés du 21 février 1889. *J. off.*, Doc. parlementaires (Ch. des députés, session ordinaire, 1889).

« pas de plus trompeuse et par conséquent de plus injuste ».

C'est pourquoi nous ne saurions approuver le régime fiscal établi pour Madagascar par le décret du 20 juillet 1897 sur toutes les mines autres que celles de métaux précieux. L'art. 23 de ce décret fait varier le taux de la redevance annuelle et fixe (de 1 fr. à 5 fr.) suivant le nombre d'hectares de la concession; si la mine n'a que 150 hectares, le taux de la redevance fixe sera de 1 franc par hectare, mais si la mine a 1.500 hectares, le taux de la redevance fixe sera de 5 francs par hectare.

On pourrait peut-être dire à la décharge du législateur colonial de Madagascar que le décret de 1897 a été inspiré par la constatation de gisements de charbons qui n'ont pas grande profondeur et sont tout en étendue.

### *3° Intervention de l'autorité locale dans le régime fiscal.*

Dans l'Annam-Tonkin, lorsque la situation du marché l'exigera le gouverneur général pourra accorder des réductions sur les redevances par arrêté spécial pris en Conseil de protectorat, valable pour une année seulement, et renouvelable : ce sont les remises en modération de la métropole. Cette réduction sera applicable à toutes les mines d'une substance déterminée, afin de ne pas favoriser certaines exploitations aux dépens d'autres.

A Madagascar, nous voyons dans le décret du 17 juillet 1896 relatif aux mines de métaux précieux que les taxes de location s'appliquant aux différents lots miniers peuvent être révisées tous les deux ans.

Nous croyons que les exploitants de mines aux colonies comme dans la métropole peuvent contracter avec l'Administration un abonnement pour éviter les comptes et difficultés auxquels donne lieu la taxation des produits extraits. Aucun texte dans la législation coloniale ne s'oppose à la conclusion de ce contrat.

### SECTION III

#### RÉGIME FISCAL DES DIFFÉRENTES COLONIES

##### *1° Nouvelle-Calédonie.*

Le régime fiscal des mines est un des points sur lequel la législation néo-calédonienne a été le plus souvent remaniée.

##### **1° Régime fiscal des recherches.**

On sait que le décret néo-calédonien consacre tout d'abord en ce qui concerne les recherches, un privilège en faveur du propriétaire du sol. Celui-ci peut se livrer librement sur son terrain à la recherche des gisements miniers qui y peuvent être renfermés, sans payer aucune taxe pendant deux ans. Cette mesure de faveur a été fortement critiquée par le motif que le propriétaire du sol pouvait ainsi sans profit pour la colonie empêcher tout autre explorateur de faire des recherches, de disposer du produit de ses recherches.

Aussi, suivant une innovation du décret de 1896, au bout des deux premières années de recherches si le propriétaire du sol veut continuer ses prospections



doit-il acquitter la taxe frappant la délivrance du permis de recherche (art. 11) ou la simple déclaration de recherche (art. 12) : le montant de cette taxe est de 0,40 centimes par hectare. Elle est due en principe par tout explorateur obtenant la délivrance d'un permis de recherche.

Le taux de cette taxe est relativement peu élevé. Il est clair, en présence du renouvellement indéfini des permis de recherche en Nouvelle-Calédonie, qu'en élevant le chiffre de cette taxe à un franc par exemple, on aurait incité les explorateurs à convertir, leurs permis de recherches en concession; mais il eût été contraire à l'équité autant qu'à une bonne politique économique, de forcer les explorateurs à acquitter une taxe aussi élevée, alors que malgré leur demande on n'a pu encore leur conférer la propriété de la mine : beaucoup de concessions en Nouvelle-Calédonie n'ont pu être encore accordées ou ne l'ont été que longtemps après la demande dont elles ont été l'objet, faute de plan des districts miniers et de personnel technique suffisant<sup>(1)</sup>. La taxe de 0,40 centimes présente au contraire ce grand avantage d'encourager la recherche des mines.

## II<sup>e</sup> Régime fiscal de l'exploitation.

1<sup>o</sup> *Redevance fixe et annuelle.* — La redevance fixe de 0,50 centimes par hectare s'applique à toutes les mines, aussi bien aux mines exploitées qu'aux mines en chômage (art.

(1) Voir ce que nous avons dit plus haut (chap. I) à propos de la Nouvelle-Calédonie.

28). Comme nous l'avons déjà dit, établir une surtaxe de chômage dans le régime minier de la Nouvelle-Calédonie, eût compromis irrémédiablement l'avenir des industries minières de cette colonie <sup>(1)</sup>.

2° *Redevance proportionnelle*. — Le décret de 1883 ne frappait les mines que d'une redevance fixe, le décret du 15 octobre 1892 qui vint le remplacer établit une redevance fixe de 0,50 par hectare ou fraction d'hectare, et une redevance proportionnelle de 1/2 0/0 de la *valeur* des produits extraits au port d'exportation, déduction faite des frais de transport de la mine au port.

Le décret du 17 octobre 1896 ne détermine pas le taux de cette redevance, de la même manière que le décret de 1892 : le chiffre de la redevance n'a plus comme base la valeur du minerai au port d'exportation déduction faite des frais de transport. Cette évaluation était très difficile, sinon impossible à faire par cette raison notamment qu'à Nouméa, qui est le port d'exportation, tous les minerais sont confondus, qu'ils viennent de la côte ou de l'intérieur de l'île : dès lors comment évaluer les frais de transport afférents à telle ou telle partie du stock ?

Un décret spécial visé par l'art. 29 a fixé cette redevance en 1896 à 0,25 centimes par tonne pour les minerais de cuivre, cobalt, nickel et fer chromaté, et à 5 centimes par tonne de charbon. Cet impôt a donc cessé de porter sur la *valeur*, pour porter sur le produit brut de l'extraction.

(1) Mais il faut reconnaître que la portée de cette mesure libérale a été

Nous achèverons de caractériser cette redevance, en faisant observer que par une innovation remarquable à la législation néo-calédonienne le décret du 17 octobre 1896 spécifie dans l'alinéa 2 de son art. 29 que les produits extraits, consommés ou transformés dans la colonie sont exempts de ce droit. Le législateur a voulu, par cette disposition, encourager et favoriser l'établissement d'industries locales et notamment d'industries métallurgiques. On sait, en effet, que jusqu'ici en Nouvelle-Calédonie, l'activité industrielle s'est uniquement bornée aux industries extractives; l'ère des industries métallurgiques locales traitant sur place les minerais recueillis n'est pas encore ouverte dans cette riche colonie minière, peut-être faute de combustibles mis à la portée des colons. Outre que l'établissement de ces industries en Nouvelle-Calédonie serait de nature à assurer une colonisation prospère, trouver sur place l'utilisation de leurs produits, ce serait pour les exploitations minières calédoniennes la fin

singulièrement restreinte par les dispositions de l'art. 61 du décret du 17 octobre 1896 qui spécifie que les anciennes concessions continueront à être soumises au régime fiscal antérieur, sans que toutefois la redevance fixe annuelle ne puisse dépasser 10 francs par hectare. On continue donc d'appliquer à ces mines la redevance fixe de 3 francs ou 10 francs par hectare selon qu'elles sont exploitées ou non, tandis que les mines désormais concédées ne paieront que la redevance de 0,50 centimes par hectare. Nous ne voyons aucune raison qui puisse justifier cette inégalité de traitement entre les mines concédées avant 1896 et celles concédées sous l'empire du nouveau décret. On ne peut que déplorer les dispositions de cet art. 61 : il semble que les anciens concessionnaires qui ont été les premiers à l'œuvre et qui ont été exposés aux plus grands risques, méritaient plus de bienveillance de la part du législateur colonial.

V. *Dépêche coloniale*, n° du 27 octobre 1896.

d'une existence incertaine, et la cause d'une prospérité assurée. Faute d'industries métallurgiques locales, les exploitations minières de la Nouvelle-Calédonie sont obligées d'exporter au loin le minerai non traité, à l'état brut, et de payer, par conséquent, un fret très lourd relativement à la teneur de métal exporté, ce qui diminue d'autant le bénéfice que les exploitants peuvent retirer de leur extraction.

Comme on le voit, la redevance proportionnelle de l'art. 29 du décret néo-calédonien est, en somme, une taxe portant sur l'exportation du minerai.

Le décret spécial qui a fixé le taux de la redevance proportionnelle dispose dans son art. 2 : il sera pourvu par un arrêté du gouverneur au mode de recouvrement de cette taxe. Cet arrêté est celui du 26 octobre 1896.

3° *Taxes sur les exploitations d'alluvions aurifères.* — De même que les alluvions aurifères sont soumises à des règles spéciales quant à l'institution de la propriété dont elles sont susceptibles, de même leur exploitation est soumise à un régime fiscal spécial.

C'est ainsi que nous ne voyons pas ici de redevance proportionnelle, et que la redevance fixe qui les frappe n'est pas une redevance par hectare : elle consiste en une somme déterminée une fois pour toutes par le législateur : l'art. 56 a fixé à 50 francs la redevance annuelle qui doit être payée par l'exploitant d'alluvions aurifères.

Nous devons noter en outre qu'avant toute exploitation le concessionnaire d'alluvions aurifères doit acquitter une redevance initiale portée également à 50 francs par l'art. 52.

## 2° *Établissements français de l'Inde.*

Tandis que la législation minière de la Nouvelle-Calédonie a été totalement modifiée dans ces dernières années en ce qui concerne le régime fiscal des mines, dans les établissements français de l'Inde, la législation n'a pas changé sur ce point. C'est pourquoi ces deux législations assises sur les mêmes principes et que l'on peut dire construites suivant les mêmes idées générales, diffèrent cependant entre elles si on compare leurs systèmes de redevances.

La redevance fixe dans le décret du 7 novembre 1884 porte non plus sur l'hectare, mais sur le kilomètre carré, à raison de 10 francs par kilomètre carré, comme dans la métropole (L. 1810, art. 34).

Dans cette législation les mines inexploitées continuent à être grevées d'une surtaxe de chômage (D. 7 nov. 1884, art. 34) qui est de 10 francs par kilomètre carré.

## 3° *Annam-Tonkin.*

### 1° *Recherches.*

La déclaration de recherche en périmètre réservé n'est soumise qu'à un droit d'enregistrement de 5 centimes par hectare. Les produits de recherches sont frappés du même droit que les produits d'exploitation (art. 55, décret du 25 février 1897). Cette assimilation se comprend très bien dans l'Annam-Tonkin où l'exploration en périmètre réservé est une exploitation provisoire (V. *suprà*, chap. IV).



## II<sup>o</sup> Exploitation.

### A. — REDEVANCE FIXE.

a) *Mines acquises par prise de possession.* — Le taux de redevance fixe est dans le décret du 23 février 1897 déterminé suivant une progression proportionnée à la durée de l'exploitation (art. 49).

Pendant les cinq premières années de l'exploitation, la redevance sera de 1 franc par hectare pour les mines de combustibles et 2 francs pour les autres mines. Le chiffre de cette redevance est doublé au bout de la cinquième année et triplé à partir de la dixième.

Au bout de 10 ans d'exploitation, les mines de l'Annam-Tonkin doivent ainsi payer une redevance fixe et annuelle par hectare de 3 francs pour les mines de combustibles et de 6 francs pour les autres mines.

On a donc établi pour le commencement de l'extraction une redevance initiale très modique, mais cette taxe superficielle va en croissant suivant une progression arithmétique de manière à être décuplée au bout de la cinquième année, et triplée au bout de la dixième. On évite ainsi d'écraser sous des impôts trop lourds des exploitations qui en sont encore à leurs débuts. Les premiers travaux d'installation empêchent la mine dans les débuts de l'exploitation de donner un rendement important. Mais lorsque l'exploitation compte déjà une certaine durée, on peut présumer légitimement qu'elle donne un rendement suffisant pour permettre au Trésor d'y puiser des res-

sources en proportion du rendement présumé de la mine.

Ce régime fiscal ne constitue pas un impôt progressif à proprement parler comme le régime fiscal établi dans l'art. 23 du décret du 20 juillet 1897 relatif à Madagascar.

b) *Mines acquises par adjudication*. — Nous avons vu (V. *suprà*, chap. IV, section II) qu'à la différence des mines acquises par prise de possession, les mines soumises au régime d'adjudication payaient, en général, une redevance initiale plus forte que les autres; la progression du taux de la redevance doit être, par conséquent, d'autant plus élevée.

*Perception des redevances superficielles.*

L'art. 50 dispose qu'elles sont payables par avance en deux semestres égaux.

B. — REDEVANCE PROPORTIONNELLE.

Le droit de sortie perçu par la douane (décret de 1888) a été remplacé par une taxe *ad valorem* par tonne de substances extraites et non consommées dans la colonie (art. 55). C'est une taxe qui ne frappe que les produits miniers et les métaux à l'état brut exportés.

Dans l'Annam-Tonkin comme en Nouvelle-Calédonie, le législateur a eu grand soin de préparer le développement des industries locales en dégrevant de tout droit d'extraction les produits miniers destinés à être consommés dans la colonie. Il a compris que les ressources pécuniaires dans notre colonie de l'Indo-Chine doivent consister moins dans les taxes frappant l'extraction et l'exportation des

mines, que dans les revenus indirects que pourront procurer les diverses industries qui s'établiront certainement dans ce pays, lorsqu'elles trouveront sur place et à bon marché des combustibles en quantité suffisante pour alimenter leur activité.

Conformément aux principes d'économie politique, la taxe à l'exportation ne porte que sur les produits miniers à l'état brut.

Cette taxe de l'art. 55 se rapproche du droit de sortie, puisque c'est une taxe portant uniquement sur les produits exportés. Mais elle diffère du droit de sortie établi par le décret de 1888, sur deux points : 1<sup>o</sup> elle ne constitue pas une contribution indirecte, elle est perçue dans la forme des contributions directes, ce n'est plus la douane qui s'occupera de taxer au port d'exportation les produits miniers exportés, l'art. 55 *in fine* dispose que le gouverneur général réglera les conditions du recouvrement de ce droit, les minerais seront donc frappés vraisemblablement suivant une évaluation faite par le service des mines sur la déclaration des exploitants et après contrôle; 2<sup>o</sup> le taux de cette taxe est plus bas (1 p. 0/0 pour les combustibles et minerais de fer, 2 p. 0/0 pour les autres substances), tandis que celui du droit de sortie établi par le décret de 1888 était de 3 p. 0/0 pour les combustibles et minerais de fer, 5 p. 0/0 pour les autres substances. Il faut en effet permettre à nos charbons du Tonkin de pouvoir lutter dans les ports d'Extrême-Orient avec les charbons anglais et japonais.

4° *Madagascar.*

1° Mines autres que les mines de métaux précieux.

A. — REDEVANCE FIXE.

La redevance annuelle fixe par hectare est une redevance progressive, mais cette progression n'a plus ici comme au Tonkin pour base le temps d'exploitation, mais l'étendue de cette exploitation.

Le taux de la redevance par hectare sera d'autant plus fort que l'étendue de la concession sera plus considérable.

L'art. 23 qui établit les différents taux de la redevance suivant les différentes étendues divise les mines au point de vue fiscal en cinq classes (Voir ce texte à nos annexes).

On pourra peut-être critiquer cette progression de la redevance basée sur l'étendue de la concession, car on arrive ainsi à établir un impôt assez lourd sur les grandes entreprises qui sont si utiles en matière et exploitations minières. On établit en tout cas une grande disproportion au point de vue fiscal entre ces grandes entreprises et les petites exploitations minières qui ne paient que 1 ou 2 francs de redevance par hectare.

En édictant cette progression le législateur a sans doute voulu éviter l'accaparement de vastes étendues par des mains incapables. Nous avons fait plus haut nos réserves au sujet de ce système (Voir *suprà*, Section II. — III. Régime fiscal de l'exploitation).

Conformément à un désir que M. de Lanessan avait exprimé pour nos colonies d'Indo-Chine, dans un rapport sur les mines du Tonkin, pendant les deux premières années, les exploitations minières sont dispensées de toute redevance fixe. Ce n'est pas trop de laisser deux ans aux exploitants pour organiser de toutes pièces les moyens d'exploitation qui font absolument défaut dans un pays aussi neuf au point de vue industriel et commercial que Madagascar. Nous avons vu qu'au Tonkin au contraire le législateur avait conservé le principe de la redevance initiale, mais à un taux très modéré. Mais s'il est vrai qu'à Madagascar pendant deux ans l'exploitant n'ait aucune charge fiscale, au bout de ces deux années, alors qu'il est encore au début de son exploitation, s'il s'agit d'une entreprise ayant une grande superficie, il aura à acquitter tout à coup un droit beaucoup plus fort que celui qu'il supporterait au Tonkin.

#### B. — REDEVANCE PROPORTIONNELLE.

A la différence de la redevance proportionnelle du décret minier de l'Annam-Tonkin, cette redevance frappe tous les produits extraits, qu'ils soient consommés ou non dans la colonie ( $2\frac{1}{2}$  0/0 de la valeur marchande sur le carreau de la mine) (art. 23, *in fine*).

*Perception de ces redevances.* — Ces deux redevances sont payables d'avance et par semestre (art. 24).



## II<sup>e</sup> Mines de métaux précieux.

### A. — RÉGIME FISCAL DES LOTS MINIRS

Nous avons vu que d'après le décret du 17 juillet 1896 le détenteur d'un lot minier n'est pas propriétaire de la mine ; il ne pouvait donc être question d'impôt frappant la propriété minière, mais seulement de taxes mensuelles de location (voir art. 9 et 20).

Le montant de cette taxe est déterminé par le service des mines suivant la catégorie à laquelle appartient le lot (Voir *suprà*, chap. IV, section II, 5<sup>o</sup> Madagascar-II). Or on sait que ces lots ont une étendue inversement proportionnelle à la richesse présumée du gisement. La taxe sur chaque lot frappant moins l'étendue de la mine que la richesse du gisement minier, on peut dire que cette taxe de location est une taxe *ad valorem*.

L'art. 9, *in fine* prévoit la révision de ces taxes : « Les  
« taxes peuvent être révisées tous les deux ans pour tenir  
« compte du rapport entre la teneur en or, métal précieux,  
« ou pierres précieuses qui a servi de base à la taxation  
« précédente et la teneur réelle constatée dans les six der-  
« niers mois ».

Pour ne pas écarter les mineurs, le service des mines avait classé la plupart des terrains miniers dans la troisième catégorie de lots miniers (alluvions pauvres) et les avaient frappés de taxes assez faibles. Une fois l'exploitation de ces lots commencée, on pouvait d'après les résultats obtenus effectuer pour certains lots le relèvement de

ces taxes <sup>(1)</sup>. Telle paraît être une des principales causes de la révision instituée par l'art. 9.

Cette révision des taxes repose en outre sur des considérations de fait : d'abord la richesse du gisement contenue dans le lot exploité peut avoir été mal évaluée lors du classement de ce lot; en second lieu, par suite de phénomènes géologiques, il se peut que la teneur actuelle en métal précieux soit inférieure à ce qu'elle était lors de la détermination du montant de la taxe par le service des mines.

#### B. — RÉGIME FISCAL DES CONCESSIONS.

Les sociétés concessionnaires de mines de métaux précieux à Madagascar ont un véritable droit de propriété; cette différence dans la nature du droit d'exploiter entre les concessionnaires et les simples détenteurs de lots se reflète dans le régime fiscal auquel sont soumises les concessions. Celles-ci ont la faculté « d'opter entre la  
« taxe à la surface établie pour les lots, et un système fiscal spécial composé d'une taxe annuelle de surface égale  
« au dixième de la taxe mensuelle établie pour les lots  
« par hectare et par an et d'un droit *ad valorem* de 5 0/0  
« sur les matières extraites jusqu'à concurrence d'une  
« contribution totale égale à la moitié de la taxe pleine  
« à la surface. Le droit fixe ne pourra toutefois descendre  
« au-dessous de 5 francs par hectare et par an ».

(1) Nous sommes heureux de pouvoir remercier ici M. de La Valette ingénieur-inspecteur des travaux publics des colonies, des renseignements si précieux qu'il nous a donnés sur l'exploitation des mines d'or à Madagascar.

*Perception de ces taxes.* — Ces taxes sont exigibles tous les mois, ou tous les six mois, ou seulement tous les ans, suivant qu'il s'agit d'un lot minier ordinaire, ou d'un lot enregistré, ou d'une concession instituée conformément à l'art. 22.

5° *Guyane.*

*Gisements aurifères.* — Le permis de recherches est absolument gratuit.

L'exploitation des gisements aurifères est soumise à trois impôts différents :

1° une redevance fixe par hectare;

2° un droit de sortie; ces deux impôts représentent l'impôt foncier (art. 31, D. 18 mars 1881);

3° une taxe à l'entrée en ville.

Le chiffre de ces impôts est fixé tous les ans par un vote du Conseil général de la Guyane.

Mais à cause de l'absence de contrôle et la négligence de l'Administration locale les deux dernières taxes ne sont pas aisément recouvrables; et les fraudes dont elles sont l'objet sont très nombreuses en Guyane. Dans son intéressante étude sur l'exploitation de l'or en Guyane M. Levat s'exprime ainsi : « Non seulement les agents ne se rendent  
« jamais sur les placers, — il n'y a pas de service organisé  
« à cet effet et il n'existe aucun fonctionnaire chargé de ce  
« contrôle, — mais encore les agents qui doivent assurer  
« dans les postes placés à l'embouchure des rivières, le  
« contrôle des quantités d'or descendant par cette voie ne  
« visent en réalité que les certificats de ceux qui veulent

« bien se soumettre à cette formalité » (1). C'est ainsi que le rendement moyen annuel du droit de sortie n'est que de 400.000 francs environ. Cependant les charges fiscales des exploitations aurifères sont presque l'unique ressource financière de la Guyane. Combien il serait préférable d'accepter dans notre colonie le régime fiscal de la Guyane anglaise avec ses taxes plus aisément recouvrables et moins vexatoires pour les exploitants !

#### 6° *Afrique occidentale française.*

Dans ces colonies c'est le régime de l'impôt progressif qui a été admis.

Les permis de recherches sont frappés d'un *droit d'institution* dont le taux varie de 0,10 centimes à 1 franc suivant le nombre d'hectares au Sénégal et au Soudan (art. 10, Décret du 14 août 1896) et en Guinée française (Décret du 11 décembre 1897).

Les permis d'exploitation sont frappés au Sénégal et au Soudan d'un *droit d'institution* dont le taux varie suivant le nombre d'hectares entre 0,50 centimes et 5 francs (art. 10 Décret du 14 août 1896). Dans la Guinée française, on distingue les mines de métaux précieux des autres mines. Pour les premières, le taux varie suivant le nombre d'hectares de 0,50 centimes à 5 francs par hectare, pour les autres mines le taux varie de 0,50 centimes à 2 francs par hectare (Décret du 11 décembre 1897).

(1) Guide pratique pour la recherche et l'exploitation de l'or en Guyane française. — V. *Annales des mines*, année 1898, p. 588.

*La redevance proportionnelle* est perçue sous forme de taxe portant sur tous les minerais extraits. Le taux en est déterminé tous les ans par l'autorité locale de chaque colonie : au Sénégal le Conseil général, au Soudan le Gouverneur en Conseil d'administration, à la Guinée française le Gouverneur en Conseil privé. Ce droit ne peut excéder 5 0/0. Il n'existe ni droit spécial de sortie, ni droit de circulation sur les substances extraites.

*Quant à la redevance fixe et annuelle* elle est égale à la moitié du droit d'institution perçu au moment de la délivrance du permis d'exploitation. Comme à Madagascar les mines sont dispensées de cette redevance au début de leur exploitation, l'art. 33 du décret du 14 août 1896 spécifie, en effet, qu'elle n'est payable qu'à partir de la troisième année.

---





## CHAPITRE VII

### COMMENT PREND FIN LE DROIT D'EXPLOITER LES MINES DANS LES COLONIES

---

#### SECTION I

##### OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. *De la résolution de la concession dans le droit métropolitain.* — Sous le régime de la loi de 1810, l'Administration métropolitaine invoquait pour prononcer la déchéance l'art. 49 de cette loi : « Si l'exploitation est restreinte ou « suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique « ou les besoins des consommateurs, les préfets, après « avoir entendu les propriétaires, en rendront compte au « ministre de l'Intérieur pour y être pourvu ainsi qu'il « appartiendra ». L'art. 10 de la loi du 27 avril 1838 <sup>(1)</sup> a transformé en mesure positive, cette vague disposition de la loi du 21 avril 1810.

(1) Bury, *Législation des mines*, n. 267 et s. Perriquet, *Contrats de l'Etat*, n. 379 et s.

L'art. 6 de la loi du 27 avril 1838 a établi, en outre, une seconde cause de résolution de la concession : les art. 1 à 4 organisent l'assèchement des mines au cas d'inondation de plusieurs mines et l'art. 5 règle la répartition et le paiement des dépenses. D'après l'art. 6, à défaut de paiement dans les deux mois à dater de la sommation, la mine est réputée abandonnée.

L'art. 9 de la loi de 1838 établit une troisième cause de retrait de la concession : « Dans tous les cas où les lois et « règlements sur les mines autorisent l'Administration à « exécuter des travaux dans les mines aux frais des concessionnaires, le défaut de paiement de la part de ceux-ci donnera lieu contre eux à l'application des dispositions « de l'art. 6 de la présente loi ».

Enfin le décret du 23 octobre 1852 qui défend de réunir plusieurs concessions sans autorisation du Gouvernement, dispose dans son art. 2 que les actes de réunion non autorisés seront nuls et non avenue et pourront donner lieu au retrait des concessions.

*Abandon des mines.* — D'après la circulaire ministérielle du 24 avril 1891 les mines abandonnées sont celles auxquelles leurs propriétaires ont renoncé et dont les renonciations ont été dûment acceptées : tous les droits anciennement constitués disparaissent dès lors sur ces mines, et elles peuvent faire l'objet de nouvelles concessions comme si elles n'avaient jamais été encore concédées (1).

(1) *Annales des mines*, année 1891, p. 71.

II. *Législation des colonies étrangères.* — Dans la législation des colonies étrangères et notamment dans la législation minière des colonies anglo-saxonnes on voit consacrer le système de la résolution du droit d'exploitation.

Dans certaines de ces colonies la déchéance frappant l'exploitant qui laisse sa mine sans être exploitée est particulièrement rigoureuse. Dès que le mineur cesse *même momentanément* d'exploiter un *claim*, toute autre personne munie d'une licence de mineur peut prendre possession du *claim* et en l'exploitant aussitôt en expulser l'ancien détenteur. C'est ce qu'on appelle le *jumping des claims* (1).

C'est pour consolider à cet égard le droit du mineur que dans ces législations se superpose au système des *claims* le système des exploitations par *leases* (baux miniers) qui confèrent un droit moins précaire à l'exploitant.

Le *jumping* des *claims* présente de nombreux inconvénients à cause de la précarité qu'il engendre : il a été de plus dans les pays où il est appliqué, la source des procès les plus nombreux et les plus compliqués. C'est pourquoi au Transvaal la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1891 a supprimé ce mode de déchéance.

III. *Législation des colonies françaises.* — La principale cause de déchéance est celle qu'encourt l'exploitant pour défaut de paiement de la redevance. On n'a pas réédité dans les décrets miniers des colonies les dispositions des lois de 1810 et de 1838 au sujet de l'inexploitation des

(1) Cette expression vient du mot anglais *jump*, saut, *to jump*, sauter, faire un saut : ce qui indique une brusque prise de possession du *claim*.

mines. Il faut permettre en effet aux exploitants établis dans des pays neufs qui ne sont point encore organisés industriellement et commercialement, de pouvoir suspendre l'exploitation des mines dans les temps de crises nombreuses auxquelles sont nécessairement exposées les industries de ces pays, en attendant des jours meilleurs. Au surplus, l'expérience de l'établissement des taxes supplémentaires frappant les mines inexploitées dans le décret du 22 juillet 1883 en Nouvelle-Calédonie et l'impossibilité où l'on fut toujours de percevoir ces taxes, avaient instruit le législateur colonial.

Aussi comprend-on que la cause de déchéance édictée par l'art. 49 de la loi du 21 avril 1810 et l'art. 10 de la loi du 27 mai 1838 ne soit pas reproduite par la législation coloniale.

A plus forte raison le législateur colonial n'a-t-il pas établi pour nos colonies le système du jumping des claims qui constitue pour les mineurs des colonies un régime trop rigoureux et une trop grande précarité des droits. Le jumping des claims est d'ailleurs condamné universellement dans les pays où il a été appliqué.

## SECTION II

### EXTINCTION DU DROIT D'EXPLOITER LES MINES DANS NOS DIFFÉRENTES COLONIES

Les principales causes de l'extinction du droit d'exploiter les mines dans les colonies sont : 1° *L'extinction du permis*



*d'exploitation temporaire; 2° L'abandon ou la renonciation; 3° La déchéance.*

**I° Extinction du permis d'exploitation.**

En Guyane, pour les gisements aurifères, les permis d'exploitation ont une durée de neuf ans, et dans l'Afrique occidentale française ils sont conférés pour vingt-cinq ans. Au bout de ce temps ils peuvent être renouvelés, mais leur renouvellement est laissé au pouvoir discrétionnaire de l'Administration. En présence de ce pouvoir discrétionnaire on est amené à penser que la durée des permis d'exploitation n'est pas suffisante surtout en ce qui concerne ce permis à la Guyane <sup>(1)</sup>.

Dans l'Afrique occidentale française, si le permissionnaire ne demande pas à renouveler son permis d'exploitation avant l'expiration du délai de vingt-cinq ans, il est déchu de son droit au renouvellement et les terrains sur lesquels portait son permis sont mis en adjudication dans le délai d'un an (art. 27 et art. 40 du décret du 14 avril 1896).

**II° Abandon ou renonciation à l'exploitation.**

La loi de 1810 n'a fait aucune mention du droit de renonciation. Lors de la discussion devant le Conseil d'État, la partie du projet qui l'organisait fut rejetée comme « impliquant contradiction avec le principe que les mines

(1) V. Aguillon, *op. cit.*, t. II, p. 413.

« sont des propriétés réelles et de même nature que les  
« autres ».

Quoi qu'il en soit, l'art. 23 du décret néo-calédonien et l'art. 30 du décret du 7 novembre 1884 pour les établissements de l'Inde, admettent le concessionnaire à renoncer à sa concession. En établissant formellement la renonciation à la propriété minière ces législations coloniales n'ont fait que consacrer le système adopté par la jurisprudence française et usité dans les clauses du décret de concession de 1843 et du modèle de 1882, contrairement à la décision de la jurisprudence belge et à l'opinion d'éminents auteurs <sup>(1)</sup>.

Nous devons mentionner particulièrement les effets de l'abandon du lot que permet le décret du 17 juillet 1896 pour les mines de métaux précieux. D'après l'art. 17 tout mineur peut abandonner son lot et s'en marquer un nouveau, à condition d'en faire la déclaration au commissaire des mines. Les lots abandonnés ainsi sont mis aux enchères. Le décret minier du 20 juillet 1897 à Madagascar (art. 26) et le décret minier du 23 février 1897 dans l'Annam-Tonkin (art. 51) parlent de renonciation à la mine.

(1) Voir sur cette question de la renonciation à la propriété de la mine, Aguillon, *op. cit.*, t. I, n° 249 et suiv. — Dalloz, *Répertoire*, v° Mines, J. G. n° 313 et suiv. — Bury, *op. cit.*, n° 1269 et suiv. — Loaré, t. V, n° 37. — Rapport du 21 février 1889 de M. Piou à la Chambre des députés.

### III<sup>e</sup> Déchéance.

#### 1<sup>o</sup> *Nouvelle-Calédonie et Établissements de l'Inde.*

*Mines en général.* — Le défaut de paiement de la redevance annuelle et fixe par hectare est la seule cause de déchéance. Celle-ci est prononcée après deux avertissements signifiés à un mois d'intervalle.

L'arrêté de déchéance n'est susceptible *d'aucun recours par la voie contentieuse.*

La mine fait l'objet d'une adjudication dont le prix est remis au concessionnaire déchu, défalcation faite du montant des redevances arriérées.

Jusqu'au jour de l'adjudication, le concessionnaire pourra arrêter les effets de la déchéance en payant les taxes arriérées et en remboursant à l'Administration tous les frais exposés pour poursuivre la déchéance.

*Exploitation des alluvions de surface.* — Nous trouvons ici deux causes de déchéance : 1<sup>o</sup> le défaut de paiement de la redevance annuelle de 50 francs ; 2<sup>o</sup> l'emploi de moins de 4 hommes sur la mine, ce qui fait présumer l'inactivité de l'exploitation. La législation Calédonienne s'est là nettement inspirée de la législation de l'Australie sa voisine.

La procédure de déchéance est la même que pour les autres mines.

#### 2<sup>o</sup> *Annam-Tonkin.*

Si le propriétaire de la mine ne paye pas à l'échéance le semestre exigible on lui notifie d'abord un avertissement

et trois mois après si l'avertissement est resté sans résultat l'Administration lui notifie sa déchéance. Ces avertissements et significations n'ont pas lieu si l'exploitant, avant le commencement du semestre a signifié sa nomination à la propriété de la mine.

Après la déchéance, la mine est mise en adjudication (art. 51).

Le prix de l'adjudication, déduction faite, des sommes dues au Trésor et sauf consignation des sommes dues aux créanciers inscrits est remis au propriétaire évincé.

### 3° *Madagascar.*

A Madagascar, il faut distinguer les règles applicables aux mines en général et les règles spéciales aux mines de métaux précieux.

*Pour les mines en général* nous avons vu qu'il est dû une redevance fixe, et une redevance proportionnelle. En cas de retard de l'une des redevances le concessionnaire est tenu de s'acquitter dans les six mois suivants, s'il ne s'exécute pas la déchéance est prononcée.

La mine qui est ainsi retirée de même que celle qui serait abandonnée est mise en adjudication dans le délai de six mois (art. 25 et 26).

Comme dans l'Annam-Tonkin, le prix de l'adjudication est remis au concessionnaire évincé, sauf prélèvement des redevances qui sont dues; mais le concessionnaire déchu doit payer en plus une amende de 10 francs par hectare.

*Pour les mines de métaux précieux* il faut distinguer

suivant qu'il s'agit de lots miniers ou de concession.

Parlons d'abord des lots miniers. Il faut distinguer si le lot a été enregistré ou s'il ne l'a pas été.

Dans le cas où le lot n'est pas encore enregistré il est dû une taxe mensuelle; si le détenteur n'a pas payé cette taxe d'avance, un délai de cinq jours lui est accordé et passé ce délai le commissaire des mines fait annoncer la vente aux enchères pour le vingt-cinquième jour suivant. Jusqu'à cette date, dit l'art. 16, le mineur a le droit d'empêcher la vente de son lot en payant la taxe due et une amende de 2 francs par jour de retard.

Si l'adjudication ne donne aucun résultat le lot est démarqué et le terrain redevient vacant.

Pour les lots enregistrés le délai fixé pour le paiement est prolongé, le commissaire des mines ne fait sommation qu'après six mois et il n'est procédé à des enchères que si dans un délai de trois mois les taxes n'ont pas été acquittées. Dans ce cas, l'État prélève sur la vente les taxes et une amende de 50 francs, l'excédent fait retour à l'ancien détenteur (art. 20, Décr. 17 juillet 1896).

Pour les concessions il est dû une taxe de surface et une taxe *ad valorem* payable annuellement, la première doit être payée d'avance, la taxe *ad valorem* est payable trois mois au plus après l'expiration de l'année sur la production des livres que doit tenir le concessionnaire. Si l'une des deux taxes n'est pas payée à l'échéance fixée, il y a expropriation dans les mêmes formes que pour les lots miniers enregistrés, la concession est annulée et le terrain peut être de nouveau divisé en lots (art. 23).



*4° Afrique occidentale française.*

Ici nous retrouvons les permis d'exploitation soumis à une redevance fixe et proportionnelle, la redevance fixe n'est payée que la troisième année qui suit l'institution du permis d'exploitation. Elle est égale à la moitié du droit d'institution payable par année et d'avance. La redevance proportionnelle est payée sur la valeur des minerais extraits et ne peut excéder 5 0/0. Faute de paiement de l'une ou l'autre des deux redevances le permis est retiré par le Gouverneur en Conseil privé ou Conseil d'administration.

Le concessionnaire déchu ne peut prendre part à l'adjudication qui suit le retrait du permis, le produit de l'adjudication lui est acquis déduction faite des sommes dues au Trésor.

*5° Guyane.*

En ce qui concerne les permis d'exploitation nous ne voyons pas de disposition spéciale concernant la déchéance, ce sont en effet de simples permissions. Mais pour les concessions, octroyées conformément à la loi de 1810, l'art. 33 du décret du 18 mars 1881 porte que faute par le concessionnaire de payer le montant de la redevance dans les 30 jours de son échéance, il sera déchu de sa concession; la déchéance est prononcée par le Gouverneur en Conseil privé, mais le concessionnaire en retard conserve le droit de se libérer jusqu'à la décision qui la prononce.

## CHAPITRE VIII

### SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE

---

I. *Pouvoirs de police.* — L'administration locale exerce sa surveillance sur les exploitations de mines en vue de prévenir les dangers que celles-ci peuvent présenter pour la sûreté de la surface, celle des voies de communications des autres exploitations minière, ou la sécurité du personnel occupé dans la mine. A cet effet, le gouverneur général dans l'Annam-Tonkin, et le gouverneur en Conseil privé ou en Conseil d'administration dans les autres colonies peuvent prendre par arrêtés toutes les mesures nécessaires (1).

L'exploitant doit tenir à jour sur place un plan de travaux ainsi qu'un registre d'avancement.

En Nouvelle-Calédonie la surveillance administrative s'applique de la même manière aux travaux de recherches qu'aux travaux d'exploitation. Nous avons déjà signalé la raison de cette assimilation entre l'explorateur et l'explo-

(1) Voir art. 45 du décret du 17 octobre 1896 (Nouvelle-Calédonie), art. 68 à 71 du décret du 25 février 1897 (Annam-Tonkin), art. 35 du décret du 20 juillet 1897 (Madagascar).

tant : c'est que le permis de recherches étant dans le régime du décret du 17 octobre 1896 indéfiniment renouvelable, il arrive que sous le nom d'explorateurs peuvent se cacher de véritables exploitants.

A Madagascar en ce qui concerne l'exploitation des mines de métaux précieux, le commissaire des mines placé à la tête de chaque périmètre minier a des attributions de surveillance sur les exploitations des mines. Le commissaire des mines tranche les compétitions qui s'élèvent entre mineurs (art. 15). C'est lui qui procède à l'adjudication des lots miniers à défaut de paiement de la taxe mensuelle par le mineur (art. 16). Enfin il est officier de police judiciaire dans l'étendue du périmètre minier (art. 28).

II. *Surveillance de la production.* — Dans l'Annam-Tonkin l'art. 70 du décret du 25 février 1897 spécifie que le propriétaire de mine est tenu de fournir à l'Administration les renseignements statistiques qu'elle demande sur la nature et la quantité des produits extraits et sur le personnel occupé par l'entreprise.

En Nouvelle-Calédonie l'art. 44 du décret du 11 octobre 1896 impose la même obligation aux propriétaires et exploitants de mines (voir ce texte, dans les textes annexés, Décr. du 17 octobre 1896). Mais à la différence des mesures de police que peut prendre en Nouvelle-Calédonie l'Administration, les renseignements statistiques ne peuvent être exigés que des exploitants et non des explorateurs.

Pour terminer ce court exposé nous ferons remarquer que l'Administration ne peut user de ses attributions

de surveillance que dans le but pour lequel la loi les lui a conférées et que nous avons indiqué plus haut. Il faut qu'on donne aux mineurs une liberté plus grande que celle qu'on leur laisse ordinairement, et que l'Administration se garde bien par trop de défiance de leur créer à chaque instant des entraves et des difficultés gravement préjudiciables à leurs intérêts (1).

---

(1) Voir séance du Conseil général de la Guyane du 7 décembre 1880.  
*J. off.*, de la Guyane, année 1881.





## CHAPITRE IX

### DES PÉNALITÉS

---

#### SECTION I

##### EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA LÉGISLATION MÉTROPOLITAINE

###### A. *Caractères attribués aux infractions commises.* —

Des controverses se sont élevées en France sur la véritable portée du mot *contraventions* dont se sert l'art. 93 de la loi de 1810 pour qualifier les infractions aux lois et règlements en matière de mines. Le mot *contravention* figurant dans divers textes de la loi de 1810, on a voulu en conclure qu'il s'agissait de *contraventions* proprement dites. Mais en sens contraire, l'opinion générale admet (Requ. 25 février 1843) que les infractions aux lois et règlements miniers sont de véritables délits; on fait remarquer en effet, que les peines prononcées sont toujours des peines correctionnelles; c'est ainsi que l'amende encourue ne peut jamais être inférieure à 100 francs, alors que le taux maximum des peines de simple police est une amende de 16 francs.

B. *Lois et règlements dont l'infraction est prévue par les art. 93 et s. de la loi du 21 avril 1810.* — Les lois et règlements dont parle l'art. 93 de la loi de 1810 sont : 1° les lois sur les mines ; 2° les règlements généraux ; 3° les règlements locaux ; 4° les règlements de police émanant de l'autorité publique réglant comme mesure de police un objet spécial et déterminé et pris pour assurer l'application d'une loi ou d'un règlement du pouvoir exécutif sur les mines ; 5° les cahiers des charges ou conditions particulières des concessions ; 6° les injonctions régulièrement adressées aux exploitants par l'autorité publique.

C. *Constatation des infractions.* — Ce sont les maires et adjoints, les ingénieurs des mines, les contrôleurs des mines, les commissaires de police et la gendarmerie qui ont qualité pour constater des contraventions en matière de mines. Mais on admet en général que les procès-verbaux des agents spéciaux du service des mines, ingénieurs et autres fonctionnaires de l'Administration des mines, ne font pas foi jusqu'à inscription de faux, aucun texte ne leur attribuant cette force probante (Arg. art. 154, Code instr. crim.).

L'art. 94 dispose « les procès-verbaux contre les contre-venants seront affirmés dans les formes et délais prescrits par les lois ».

D. *Poursuite des infractions.* — D'après l'art. 95, le procureur de la République est tenu de poursuivre d'office les contraventions en matière de mines, toutefois il peut ne pas donner suite aux affaires qui lui ont été déférées par les agents de répression à charge d'informer les ingénieurs

des mines des motifs de sa décision (Circ. ministérielles du 19 juillet 1882 et du 5 mai 1884).

E. *Compétence*. — Les infractions aux lois sur les mines sont jugées par les tribunaux correctionnels.

F. *Peines applicables*. — Les peines sont différentes suivant qu'il s'agit d'une première contravention ou au cas de récidive. Pour une première contravention la peine infligée est une amende de 100 à 500 francs. En cas de récidive les peines consistent en une amende de 200 à 1.000 francs et en un emprisonnement de six jours à cinq ans. Au point de vue de l'appréciation de la récidive, l'opinion générale admet, malgré le caractère de délit reconnu aux infractions aux lois et règlements sur les mines, que les règles applicables sont celles de l'art. 483, Code pénal, en matière de contraventions, et non celles de l'art. 58, Code pénal, concernant les délits. On sait, en effet, que la récidive de délit n'est une cause d'aggravation que si elle se produit pour le même délit et le nouveau délit doit avoir été commis dans le délai de cinq ans; tandis que la récidive de contravention n'est une cause d'aggravation que si elle a lieu dans l'année.

Mais l'opinion générale, ici plus logique avec elle-même, décide que les peines se prescrivent par cinq années, par application de l'art. 636, C. instr. crim.

## SECTION II

### OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR LE RÉGIME DES PÉNALITÉS ÉTABLI PAR LA LÉGISLATION DES MINES AUX COLONIES

Au point de vue *des pénalités* dans la législation des mines aux colonies ce sont les principes de la législation de la métropole qui ont été appliqués, mais ces principes ont été développés et précisés.

On sait, en effet, que la loi de 1810 est très peu explicite relativement aux infractions commises en matière d'exploitations minières; au contraire nous verrons qu'à l'exception des décrets de la Nouvelle-Calédonie et des établissements de l'Inde, les autres décrets miniers des colonies énumèrent les principales infractions et les peines applicables.

Non seulement nous voyons dans les décrets miniers des colonies des textes généraux comme l'art. 93 de la loi de 1810, prévoyant d'une façon générale les contraventions aux règlements, mais la plupart des infractions en matière minière sont spécialement énumérées avec mention de la peine applicable. Le législateur colonial dans le décret minier de l'Annam-Tonkin s'est même contenté au titre des pénalités d'énumérer les infractions sans rédiger de texte punissant d'une manière générale tout manquement aux prescriptions du décret.

Certaines infractions prévues par les décrets coloniaux n'avaient pas leur place dans la loi de 1810 : nous voulons

d'abord parler des infractions spéciales aux modes de recherches et au régime de concession de mines assis sur la prise de possession. Il est bien certain par exemple que la loi de 1810 ne prévoit pas le déplacement frauduleux de poteaux-sigaux, puisque la législation métropolitaine ne connaît pas l'acquisition de la propriété de la mine *par prise de possession*. Il y a de plus certaines *infractions spéciales à l'exploitation des mines de métaux précieux et au commerce de l'or* : ces infractions n'ont pas d'application en France.

Pour une même infraction les peines sont plus ou moins graves dans la métropole et dans les colonies ; on peut dire même qu'elles varient de colonie à colonie, et même parfois dans chaque colonie, suivant qu'il s'agit de mines ordinaires ou de mines de métaux précieux. Ainsi dans l'Annam-Tonkin l'exploitation illicite est frappée d'une amende de 16 à 100 francs ; dans l'Afrique occidentale française ces infractions sont punies d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de un à cinq jours s'il s'agit de mines ordinaires, et d'une amende de 250 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois s'il s'agit d'une mine de métaux précieux ; à Madagascar la même infraction est punie d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, s'il s'agit d'une mine ordinaire, et d'une amende de 1.000 à 25.000 francs, ainsi que d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, s'il s'agit d'une mine de métaux précieux.

La législation coloniale devant avant tout être pratique,

on comprend aisément, sans qu'il soit besoin d'insister, que la gravité des infractions varie avec les circonstances et les milieux.

La législation coloniale reproduit aussi les principes de la législation métropolitaine lorsqu'elle détermine comment aura lieu *la poursuite des infractions*.

Conformément aux principes posés par la jurisprudence métropolitaine ce sont les officiers de police judiciaire, les agents des mines, et les agents de la force publique, qui constatent les contraventions à la législation des mines.

Nous ferons seulement deux observations.

Au Tonkin à cause de l'organisme du protectorat et du régime de la police indigène la rédaction du décret est un peu plus large; l'art. 76 ajoute que les constatations peuvent avoir lieu « par tous autres agents ayant compétence « en pareille matière ».

Dans l'Afrique occidentale française le droit de visite corporelle contesté aux agents de la force publique dans la métropole, a été nettement refusé par le décret du 14 avril 1896 art. 53 *in fine*, aux agents de la force publique et réservé exclusivement aux officiers de police judiciaire. La raison en est que ceux-ci sont tous des indigènes et que l'on a craint dès lors qu'ils ne convertissent leurs prérogatives en vexations odieuses pour les Européens.

La compétence appartient aux mêmes organes que dans la métropole, sauf les modifications qui découlent de l'organisation spéciale de la justice dans les colonies; c'est ainsi qu'au Soudan ces infractions seront soumises à la juridiction des justices de paix à compétence étendue.



### SECTION III

#### RÉGIME DES DIFFÉRENTES COLONIES

##### 1° *Nouvelle-Calédonie.*

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, le régime de la Nouvelle-Calédonie quant aux prescriptions pénales du décret de 1896 est à peu de chose près la reproduction du régime de la loi de 1810. Nous ne l'examinerons donc pas spécialement.

Nous noterons cependant deux particularités :

1° La récidive est punie moins gravement en Nouvelle-Calédonie qu'en France : l'art. 56 du décret néo-calédonien prononce, au cas de récidive seulement, un emprisonnement de trois jours à un mois au lieu de six jours à cinq ans. Le taux de l'amende est le même que dans la métropole.

2° La seconde particularité tient à l'absence d'organisme judiciaire dans certaines parties de cette colonie. C'est pourquoi l'art. 68 dispose que les procès-verbaux doivent être affirmés devant les juges de paix, comme dans la métropole; mais s'il n'y a pas de justice de paix dans la région où a été commise l'infraction, bien que certaines justices de paix de la Nouvelle-Calédonie soient dites à compétence étendue, les procès-verbaux pourront être affirmés devant d'autres agents revêtus de l'autorité publique, chefs d'arrondissement, président de commission

municipale et officiers de l'état civil même. On confère par nécessité pratique à ces agents administratifs une attribution complètement différente de celles qu'ils exercent ordinairement.

Pour les Etablissements français de l'Inde, ce sont les mêmes principes qui ont été appliqués (art. 66 et 67 du décret du 7 novembre 1884).

## 2° *Annam-Tonkin.*

*A. Infractions prévues par le décret du 23 février 1897.*

— La législation minière du Tonkin punit :

1° Les travaux illicites d'exploitation ou de recherches : tels sont les travaux de mines entrepris sur terrains privés ou sur les dépendances du domaine public, des recherches faites dans un périmètre déjà concédé sans avoir obtenu d'autorisation administrative ; tels sont aussi les travaux entrepris sous les maisons et lieux d'habitation sans que l'exploitant ait fait de déclaration.

2° Les contraventions aux règlements ou décisions de police que l'Administration a édictés, en vertu de son pouvoir de surveillance, pour la sécurité de la surface et celle du personnel occupé dans la mine.

3° Le défaut de production de plans ou renseignements statistiques que toujours en vertu du même pouvoir l'Administration est en droit d'exiger de tout exploitant (art. 70).

4° La vente de substances minérales à la suite de travaux illicites. Nous devons remarquer que celui qui exécute des

travaux illicites encourt ainsi deux peines, deux amendes, l'une pour le fait d'exécuter ses travaux (16 fr. à 100 fr. d'amende), l'autre pour la vente des substances minérales qu'il aura ainsi extraites (100 à 500 fr. d'amende). Ces peines peuvent se cumuler évidemment, car elles concernent des délits distincts.

5° Enfin, l'art. 74 prévoit la plantation frauduleuse, l'enlèvement ou le déplacement de poteaux de recherches, l'altération des inscriptions de leurs écriteaux. Mais pour que ces faits tombent sous l'application des peines prononcées par le décret minier, il faut qu'il soit constaté que ces actes ont été faits non par inadvertance, mais en connaissance de cause et avec intention de nuire, c'est ce que veut dire le mot « frauduleusement » inséré dans l'art. 74. Or, la fraude ne se presumant pas (art. 1118, C. civ.), l'auteur de ces actes ne pourra tomber sous le coup de ces dispositions pénales que si on relève contre lui les preuves d'intention frauduleuse.

B. *Pénalités.* — Les peines édictées par le décret de l'Annam-Tonkin sont toutes des amendes, dont le taux varie suivant la gravité des infractions. On comprend très bien que le défaut de production de plans ou de renseignements statistiques à l'Administration soit puni d'une amende beaucoup plus faible que le déplacement de poteaux de recherches ni l'altération des écriteaux qui constituent en quelque sorte des faux. C'est pourquoi nous trouvons que l'amende de 16 à 100 fr. frappe assez lourdement la première infraction, tandis que l'amende de 1.000 francs est une peine assez bénigne pour la seconde

infraction, qui peut en quelque sorte être qualifiée crime de faux : celle-ci en tout cas peut constituer une escroquerie et, par conséquent, devrait être punie normalement de la peine de l'emprisonnement.

Les trois premières sortes d'infractions que nous avons énumérées sont punies d'une amende de 16 à 100 fr. Nous ne pouvons nous empêcher de trouver bizarre que le défaut de production de plans ou renseignements statistiques soit puni de la même peine que l'entreprise des travaux illicites.

La vente de produits de travaux illicites est punie d'une amende de 100 à 500 francs.

*Au cas de récidive*, l'art. 75 dispose que ces amendes sont portées au double au cas de récidive dans les douze mois qui suivent la première condamnation.

Quant aux autres infractions qui peuvent être commises aux dispositions du décret, c'est avec étonnement que nous ne voyons aucun texte n'édicter d'une manière générale de pénalités, comme dans l'art. 33 du décret du 20 juillet 1897 (Madagascar), et l'art. 46 du décret du 24 août 1896. Ne faut-il pas dire dès lors *nulla poena sine lege*?

### 3° Madagascar.

A la différence de la législation des mines du Tonkin, le décret du 20 juillet 1897 à Madagascar n'entreprend pas d'énumérer limitativement les actes qu'il considère comme infractions, l'art. 37 d'une manière générale punit toute infraction à une disposition du décret d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de 1 à 8 jours de

prison. Le législateur n'a énuméré spécialement dans l'art. 38 certaines infractions que pour les frapper de peines plus fortes, *une amende de 100 à 1000 francs et un emprisonnement de huit jours à trois mois*; les infractions ainsi sanctionnées sont les suivantes : 1° *la falsification ou le déplacement de bornes* définissant des terrains de recherches; 2° *les fouilles faites dans les terrains réservés* (lieux de sépulture, propriétés encloses de murs, certaines dépendances du domaine public, art. 11) et celles entreprises *dans les propriétés privées non closes, sans l'assentiment du propriétaire, ni aucune autorisation administrative*; 3° *les extractions illicites* de substances concessibles, c'est-à-dire les recherches faites sans permis ou sur un terrain déjà occupé, l'exploitation entreprise sans concession. La vente des substances indûment extraites tombe sous l'application de la peine de droit commun du décret minier de Madagascar, c'est-à-dire l'amende de 5 à 100 francs et l'emprisonnement de 1 à 8 mois de prison (art. 37); 4° *la tenue irrégulière ou le refus de communication* à l'Administration du livre d'extraction.

*Pénalités.* — A la différence de la législation minière du Tonkin, la législation minière de Madagascar prévoit non seulement des amendes, mais encore des peines d'emprisonnement. Quant à la récidive des infractions, aucun texte ne le prévoit dans le décret du 20 juillet 1897.

#### *4° Afrique occidentale française.*

Comme la législation minière de Madagascar, cette législation punit d'une manière générale toute infraction aux

dispositions du décret d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de 1 à 5 jours. Les art. 50 et 51 n'énumèrent différentes infractions que pour les frapper plus lourdement. Ce sont en premier lieu la tenue irrégulière des livres prescrits et l'exploitation sans permis, punies d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de 1 à 5 jours. Au cas d'exploitation sans permis la confiscation des substances saisies est toujours prononcée (art. 50).

Enfin l'exportation de substances concessibles sans paiement des droits est punie d'une amende de 250 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois (art. 51).

Comme on le voit, cette dernière législation minière a plus de variété de peines que la législation de Madagascar, nous y voyons figurer l'amende, l'emprisonnement et la confiscation, spéciale dans un cas.

## APPENDICE

### DISPOSITIONS SPÉCIALES POUR L'EXPLOITATION DES MINES DE MÉTAUX PRÉCIEUX

#### 1° *Guyane* <sup>(1)</sup>.

Le décret de 1881 prévoit aussi l'exploitation illicite des terrains aurifères. Dans les terrains appartenant à la colonie l'exploitation est illicite quand elle a lieu sans permis de l'administration locale, ou sans avoir renouvelé ce permis; dans les terrains de propriété privée quand elle a lieu

(1) En Guyane, la loi de 1810 est applicable pour l'exploitation des mines autres que les gisements aurifères.



sans l'assentiment du propriétaire de la surface (art. 41, décret du 18 mars 1881). Nous voyons aussi le refus de représenter le registre à souche ainsi que le laissez-passer constatant la provenance de l'or transporté, puni d'une amende (art. 41).

Le décret de 1881 distingue entre l'entrée en ville sans payer la taxe et l'exportation sans paiement des droits : la première de ces infractions est punie d'une amende de 100 à 250 francs ; la seconde d'une amende de 500 à 3.000 francs. La raison de cette différence de pénalité entre deux infractions de même nature tient à ce que la seconde lèse d'une manière beaucoup plus irrémédiable le fisc. Dans les deux cas, la confiscation spéciale est prononcée.

Mais si les amendes frappant la seconde de ces infractions sont très élevées, il faut reconnaître que ces catégories de délits ne sont réprimés de la part de l'Administration locale qu'avec une négligence excessive, comme le fait ressortir M. Levat dans son travail sur les exploitations aurifères de la Guyane.

Il y aurait lieu en Guyane d'assurer plus exactement la poursuite des infractions de ce genre, afin que la liberté laissée aux fraudeurs ne vienne pas tarir presque l'unique ressource financière de cette colonie, qui, perçue d'une manière régulière, pourrait assurer à elle seule l'exécution de bien des travaux publics dont a besoin ce pays pour être mis en valeur <sup>(1)</sup>.

(1) Voir Levat, *Guide pour la recherche et l'exploitation de l'or en Guyane*, Dunod édit., Paris, 1898.

2° *Madagascar et Afrique occidentale française.*

Nous avons vu que les peines réprimant l'exploitation illicite sont plus élevées en ce qui concerne les mines de métaux précieux que pour les autres mines. Cette différence tient, sans doute, à la valeur intrinsèque du minerai qui est plus élevée, et, dès lors, l'extraction illicite qui en est faite, revêt le caractère d'une fraude plus grave.

Enfin, de même, que ces décrets miniers édictent des prescriptions pour le commerce de l'or, ils prévoient les peines qui doivent frapper ceux qui, sans patente, se livrent à ce commerce <sup>(1)</sup>.

(1) Décret du 17 juillet 1896 sur l'exploitation des mines de métaux précieux à Madagascar :

Art. 34 : « Sont punis d'une amende de 1.000 à 25.000 francs et d'un « emprisonnement de trois mois à trois ans ceux qui se livrent sans « permis à l'exploitation des matières précieuses ou sans patente au « commerce de ces substances.

« La même peine est applicable à ceux qui font commerce d'acheter « des métaux précieux ou des pierres précieuses à l'état brut à une per- « sonne non munie d'un permis d'exploitation ou d'une licence de vente.

« La confiscation des matières saisies sera toujours prononcée. »

---

## CHAPITRE X

### COMPÉTENCE ET JURIDICTIONS

---

Notre étude sur la législation minière des colonies ne serait pas complète si nous n'examinions pas comment ont été réglés les recours des intéressés soit vis-à-vis de l'Administration, soit entre particuliers.

Le législateur colonial en consacrant une règle fondamentale de notre droit civil a posé en principe que les contestations *entre particuliers* sont de la compétence judiciaire à moins qu'une disposition exceptionnelle ne les ait dévolues à la juridiction administrative.

Quelle est la juridiction administrative pour les colonies?

Quand une partie se trouve simplement en présence de l'Administration, il faut distinguer si la partie s'adresse au pouvoir discrétionnaire de l'Administration, ou si elle invoque un droit lésé ; dans ce dernier cas il y a contentieux administratif.

Le décret du 5 août 1881 concernant la compétence des conseils du contentieux administratif dans les colonies de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion a été étendu à toutes nos colonies par un décret du 7 septembre suivant.

Les règles de ces décrets ont été en outre dans ces dernières années appliquées dans leur ensemble à nos nouvelles possessions — au Congo Français (Décret du 11 décembre 1888), au Soudan Français (Décrets des 27 février 1893 et 15 septembre 1895), à la Guinée Française (Décret du 17 septembre 1891), à la Côte d'Ivoire (Décret du 26 janvier 1895), au Dahomey (Décret du 22 juin 1894).

Dans l'Annam et le Tonkin, aux termes du décret du 8 août 1898<sup>(1)</sup>, c'est le conseil du Protectorat, réuni sous la présidence du résident supérieur, qui connaît des affaires du contentieux administratif.

A Madagascar enfin, un décret du 6 mars 1897 a permis au Conseil d'administration établi par le décret du 3 août 1896 de se constituer en Conseil du contentieux administratif.

En principe, le Conseil du contentieux de la colonie qui n'est que le *Conseil privé* ou le *Conseil d'administration* un peu complété, statue sur tout le contentieux administratif. C'est ce qui résulte de l'art. 3 du décret du 5 août 1881 attribuant au Conseil du contentieux les matières énumérées dans l'art. 160 de l'ordonnance du 21 août 1825 et l'art. 176 de l'ordonnance du 9 févr. 1827. Cette dernière disposition en effet, se termine par un § 13 ainsi conçu : *Et (connaît) en général du contentieux administratif*<sup>(2)</sup>. —

(1) Suivant une habitude regrettable, le législateur colonial a intitulé ce décret : Décret portant organisation du service de la justice au Tonkin, sans mentionner l'Annam. Dès lors se pose la question de savoir si ce décret est applicable à ce dernier pays; cette négligence du législateur peut soulever bien des difficultés, quoique tout amène à penser que ce décret est applicable à l'Annam aussi bien qu'au Tonkin.

(2) V. Dislère, *Législation coloniale*, 2<sup>e</sup> partie, 2<sup>e</sup> édition, p. 54.

Aux termes du décret du 3 août 1881, les décisions des Conseils du contentieux peuvent être attaquées devant le Conseil d'État (art. 86).

Quant aux décisions rendues par le gouverneur seul, en *Conseil privé* ou en *Conseil d'administration*, elles peuvent en général être déferées au ministre des Colonies, son supérieur hiérarchique (Conseil d'État, 23 novembre 1883, Dall. 85.3.47).

Les arrêtés du gouverneur peuvent en outre être déférés directement au Conseil d'État pour excès de pouvoir, conformément au principe général consacré par la loi du 24 mai 1872 (art. 9).

De ces notions générales passons aux détails en reprenant et rapprochant les dispositions des décrets miniers sur la compétence et la juridiction <sup>(1)</sup>.

### I. — *Guyane*.

Nous avons vu que la Guyane, en vertu du décret du 1<sup>er</sup> avril 1858, est encore régie par la loi de 1810 autant qu'il n'y a pas été dérogé par le décret du 18 mars 1881 et celui du 27 mai 1882.

Quelles sont les dispositions que nous avons à retenir dans ces décrets au point de vue de la compétence et de la juridiction ?

#### A. — PERMIS DE RECHERCHES.

Nous avons vu que le permis de recherches s'obtient au moyen d'une demande enregistrée et rendue publique

(1) Nous n'examinerons pas ici la question de la classification des substances minérales en cas de contestation. Nous renvoyons pour l'examen de cette question au chap. II, n<sup>o</sup> VI.

(Décret du 18 mars 1881, art. 5 et suiv.). Les demandes prennent rang suivant la date d'inscription. S'il y a des oppositions, il est statué, dit l'art. 12, par le gouverneur en Conseil privé, *sauf recours au contentieux administratif ou aux tribunaux ordinaires*.

Lorsque les oppositions seront fondées sur des conventions entre parties, sur des aveux, des transactions, il va de soi que la compétence sera *judiciaire*. Tel est le cas qui nous apparaît dans un arrêt du 28 janvier 1891 (Dalloz, 91.1.469). Si au contraire l'opposition est fondée sur l'accomplissement des formalités prescrites, la compétence appartiendra au Conseil du contentieux administratif. C'est ce que nous constatons dans un arrêt du Conseil d'État en date du 24 juillet 1896 (Sirey, 98.3.100).

#### B. — PERMIS D'EXPLOITATION.

Le permis d'exploitation temporaire ne fait pas obstacle, ainsi que nous l'avons expliqué, à ce que le gouvernement accorde une concession de mine d'or perpétuelle sur le terrain ayant fait l'objet du permis temporaire. Dans ce cas, l'opposition au décret de concession est portée devant le Conseil d'État. — Conseil d'État, 15 février 1889 (Dalloz, 90.3.44). Conseil d'État, 29 mars 1895, (Sirey, 97.3.71).

Lorsqu'il s'agit d'une demande de *renouvellement* d'un permis temporaire, l'article 24 dit simplement qu'il est statué par le gouverneur en conseil privé. Il ne pouvait être question de réserver le recours au contentieux admi-



nistratif ou aux tribunaux, ainsi que le fait l'art. 13 pour les oppositions aux permis de recherches.

L'acte du gouverneur, comme dans tous les cas où il s'agit d'un acte purement administratif, ne pourra être déféré qu'au ministre supérieur hiérarchique, sauf le cas d'excès de pouvoir.

En ce qui concerne la *déchéance* du permis temporaire faute du paiement de la redevance, l'art. 33 porte qu'elle est prononcée par le Gouverneur en conseil privé. La partie n'aura donc ici qu'un recours au supérieur hiérarchique à moins d'excès de pouvoir.

## II. — *Nouvelle-Calédonie.*

Le décret du 17 octobre 1896, art. 62, pose ce principe que les contestations *entre particuliers* nées de l'exécution du décret qui ne sont pas exceptionnellement dévolues par le décret à la juridiction administrative, ressortissent à l'autorité judiciaire.

Quelle est la part qui a été faite par le décret au gouverneur et à la juridiction administrative représentée par le Conseil du contentieux administratif?

### A. — RECHERCHES DES MINES.

L'art. 11 porte que pour le permis de recherche sur un terrain privé, il sera statué par le Gouverneur en conseil privé, après que le propriétaire du sol aura été entendu.

Sur l'opposition faite par un explorateur contre l'ouverture ultérieure sur le même gisement de travaux de recherches par un autre explorateur, il est statué par le Gouverneur en conseil privé, le Comité consultatif des mines entendu (art. 13). Il en est de même pour l'opposition faite contre un explorateur par un concessionnaire d'une terre du domaine (art. 15).

Dans tous ces cas nous ne trouvons pas, à vrai dire, de contentieux administratif.

#### B. — CONCESSIONS DE MINES.

La compétence du Conseil du contentieux administratif est formellement proclamée dans deux cas :

1° Lorsqu'il s'agit de statuer sur les indemnités qui peuvent être dues à un explorateur évincé par un concessionnaire (art. 22-63).

2° Quand il y a contestation relativement à l'interprétation à donner sur le sens d'une clause des actes de concession (art. 63).

La compétence judiciaire au contraire est expressément réservée :

1° Lorsqu'il s'agit de régler entre deux mines l'indemnité due soit par suite de superposition de mines, soit par suite de travaux faits par une mine dans le voisinage de l'autre (art. 39-41).

2° Lorsqu'il y a lieu de régler l'indemnité due par un concessionnaire au propriétaire pour occupation du sol (art. 34).

Si l'indemnité est due pour la création de voies de communication, d'aérage des puits ou d'écoulement des eaux, elle est réglée comme en matière de travaux publics (art. 37).

C. — DÉCHÉANCE.

Dans la Nouvelle-Calédonie comme en Guyane, la déchéance pour défaut de paiement de la redevance annuelle est prononcée par un arrêté du gouverneur en Conseil privé, et l'art. 30 dit expressément que l'arrêté de déchéance *régulièrement pris* dans ces conditions ne sera susceptible d'aucun recours par la voie contentieuse.

Il semble que, dans ce cas, il n'y ait pas même lieu à un recours au Ministre supérieur hiérarchique à raison de l'urgence et de l'éloignement. Le recours pour excès de pouvoir est d'ailleurs toujours réservé.

3° *Etablissements de l'Inde.*

A. — RECHERCHES.

L'indemnité due au propriétaire par le permissionnaire est réglée par les tribunaux (Décret du 7 novembre 1884, art. 14 et 38).

Un droit peut être aussi reconnu au propriétaire sur les *produits extraits*. Mais, à cet égard, le gouverneur a un pouvoir discrétionnaire. L'art. 20 porte que le droit du propriétaire sera réglé, s'il y a lieu, par le gouverneur en Conseil privé, après que le propriétaire aura été entendu.

B. — CONCESSIONS.

Il est statué sur la demande en concession par le gouverneur en Conseil privé. L'indemnité qui peut être due à l'inventeur est réglée par l'acte de concession.

Mais l'indemnité due par le concessionnaire à des explorateurs évincés pour des travaux qui pourraient être utilisés, est réglée, après expertise, par le Conseil du contentieux administratif (art. 28).

Au contraire, l'indemnité due au propriétaire du sol pour occupation est réglée, toujours après expertise par les tribunaux (art. 38) comme celle due par le permissionnaire.

Quant aux redevances dues par le concessionnaire à l'État, ces redevances étant perçues comme les contributions directes, les réclamations seront comme celles relatives aux contributions directes jugées par le Conseil du contentieux (art. 33).

Le Conseil du contentieux en dehors des cas qu'ils lui ont été expressément dévolus, statue sur le sens et l'interprétation de l'acte de concession (art. 51). Remarquons ces mots : *En dehors des cas qui lui ont été expressément dévolus*. Il semblerait en résulter qu'en définitive en matière de mines, le *Conseil du contentieux* n'a compétence au contentieux que dans les cas expressément définis. La même idée peut se déduire du décret minier du 17 octobre 1896 relatif à la Nouvelle-Calédonie (art. 63).

Les rédacteurs des décrets miniers se sont mis ainsi en

harmonie avec le système de la loi du 28 pluviôse an VII sur les conseils de préfecture. Mais les décrets miniers sont en désaccord avec l'art. 3 du décret du 5 août 1881 qui, comme nous l'avons fait remarquer semble attribuer en général au conseil du contentieux dans les colonies *tout le contentieux administratif*.

#### 4<sup>o</sup> Annam-Tonkin.

L'Annam et le Tonkin sont des pays de protectorat, administrés par des résidents sous l'autorité d'un gouverneur général.

Le décret du 25 février 1897 qui a réglementé l'industrie minière dans l'Annam et le Tonkin à l'instar des autres décrets miniers porte (art. 77) que l'autorité judiciaire connaît de toutes les contestations entre particuliers nées de l'exécution du décret, et notamment de toutes les indemnités qui peuvent être dues par les explorateurs ou exploitants à des exploitants de mines ou à des propriétaires de la surface.

Au cas d'opposition contre *la validité* d'une demande de concession, l'Administration surseoit à statuer *jusqu'après la décision judiciaire* (art. 30).

La concession avec le titre de propriété est délivrée par le gouverneur général.

Le gouverneur général a en principe de pleins pouvoirs pour toute les mesures d'administration. Toutefois, il ne peut suspendre pour des motifs d'ordre public, le droit de recherches dans des régions déterminées, que par des

arrêtés *rendus en Conseil de protectorat*, et l'art. 82 ajoute que ces arrêtés seront soumis à la ratification immédiate du Ministre des colonies.

### 5° *Madagascar.*

Rappelons que le régime minier de notre nouvelle colonie est actuellement réglé : 1° par un règlement du 17 juillet 1896 spécial aux mines d'or et de métaux précieux ; 2° un décret du 20 juillet 1897 s'appliquant à toutes les mines autres que les mines d'or.

Dans le règlement de 1896 sur les mines d'or nous voyons que les compétitions entre mineurs pour la démarcation des lots est portée devant le commissaire des mines qui statue en tenant compte de la date des titres et de la priorité qui en résulte (art. 15). Il n'y a pas ici matière à une compétence judiciaire.

Mais lorsqu'il s'agit de régler les dommages temporaires ou permanents causés à des tiers, au propriétaire, à des mineurs, par des explorateurs ou autre mineurs, la contestation est jugée par le juge de paix, à moins que la contestation ne s'élève entre indigènes (art. 7, 26).

Le décret du 20 juillet 1897 sur les mines autres que celles de métaux précieux, reconnaît à l'Administration le droit d'apprécier souverainement les oppositions aux demandes de concessions (art. 19). Mais le décret attribue expressément au juge de paix le règlement sur les dommages *causés à la surface* par un explorateur ou un exploitant, dommages réglés au double suivant le principe



de la loi de 1810 (art. 13, 29, 33). Nous croyons, en nous inspirant du règlement du 17 juillet 1896 sur les mines d'or, que le juge de paix serait également compétent pour régler les dommages causés à un exploitant par un explorateur ou un autre exploitant, sauf à renvoyer à l'autorité administrative l'interprétation du titre de concession.

Le décret de 1897 n'a pas reproduit la disposition du décret de 1896 écartant la compétence du juge de paix en cas de contestation *entre indigènes*. Est-ce un oubli? Est-ce parce qu'en fait les indigènes n'exploitent que des alluvions aurifères régies par le décret du 17 juillet 1896?

6° *Afrique occidentale française, Sénégal,  
Soudan, Guinée française.*

Le décret du 14 août 1896 sur l'exploitation des mines dans l'étendue du territoire du Sénégal et du Soudan, dispose que s'il y a opposition à des permis de recherches ou d'exploitation, il est statué suivant la colonie par le Gouverneur en Conseil privé ou en Conseil d'administration, sauf tel recours que de droit (art. 17).

Le titre de *Conseil privé* a été remplacé par celui de *Conseil d'administration* dans les colonies de la côte de Guinée, du Soudan, et du Dahomey.

Les décisions des *Conseils du contentieux* peuvent être déférées au Conseil d'Etat, mais un conseil privé n'a qu'un simple rôle consultatif, le recours ne pourra donc être porté que devant le ministre supérieur hiérarchique du

Gouverneur à moins que l'opposition n'ait été dirigée contre la *validité de la demande* auquel cas il pourrait y avoir lieu à surseoir jusqu'après décision de l'autorité judiciaire comme le porte le décret du 25 février 1897 relatif à l'Annam et Tonkin (art. 30).

Des *oppositions* on a quelquefois distingué les *demandes en concurrence*. La demande en concurrence est elle-même une opposition. Aussi le décret du 14 août 1896 a-t-il complètement assimilé les simples oppositions et les demandes en concurrence ou compétition (Comp. art. 19-20).

Pour les dommages causés à la surface, dommages causés à la culture et à l'exploitation des gisements superficiels, le décret du 14 août 1896 établit des règles spéciales. L'art. 32 dispose que s'il y a *réclamation des indigènes* la question est soumise à la décision du commandant ou de l'Administrateur du cercle ou de la circonscription dans lequel est compris le périmètre. Cette décision est définitive lorsque la valeur du litige ne dépasse pas 150 francs. Au delà, il y a appel devant le juge de paix qui statue définitivement.

---

## CHAPITRE XI

### LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

---

Au moment où notre législation minière coloniale est en voie d'élaboration il est particulièrement intéressant de consulter la législation minière des colonies étrangères où l'industrie des mines s'est le plus développée. Ainsi que nous avons déjà pu le constater nos décrets miniers ont fait de nombreux emprunts particulièrement aux législations australiennes.

#### I. — Colonies anglaises.

Dans les colonies anglaises nous voyons consacrer souvent le *système de l'accession* qui attribue la mine au propriétaire de la surface : cela ne doit pas nous étonner puisque tel est le principe du droit minier anglais métropolitain ; mais c'est surtout le *système de la domanialité* qui fait le fond de la législation des colonies anglaises ; c'est par baux miniers (*leases*) passés entre le gouvernement et le mineur que s'exploitent le plus souvent les mines ; toutefois cette législation a aussi consacré le

système de la prise de possession dans l'exploitation par *claims* qui précède souvent l'exploitation par baux miniers ou *leases*.

#### 1<sup>o</sup> Législation de l'Australie.

I. *Sources du droit minier australien.* — L'Australie est divisée en plusieurs colonies, qui à l'exemple de la métropole ont chacune un parlement composé de deux Chambres. Chacune de ces colonies a sa loi particulière, mais au point de vue minier leurs lois se ressemblent, sauf des nuances que nous indiquerons.

Les sources du droit minier de l'Australie sont : 1<sup>o</sup> les actes territoriaux concernant l'aliénation des terrains de la Couronne. Ces actes contiennent des dispositions qui ont pour but d'écarter en tout ou partie le droit du propriétaire de la surface à la mine. 2<sup>o</sup> Les lois minières de chaque colonie. 3<sup>o</sup> Les ordonnances rendues par le gouverneur à l'effet de compléter ces lois.

II. *Traits caractéristiques des législations australiennes.* — 1<sup>o</sup> Nous trouvons dans ces législations la distinction des *terres de la Couronne* (*Crown's lands*) et des *terrains privés* (*Private lands*).

2<sup>o</sup> Dans toutes les colonies, l'or et l'argent échappent au droit du propriétaire du sol. Quant aux autres mines elles n'appartiennent au propriétaire de la surface que dans le Queensland et l'Australie occidentale.

3<sup>o</sup> Pour acquérir le droit d'exploiter une mine quelle qu'elle soit, le mineur doit se munir d'un

*permis de miner*, sorte d'autorisation générale de rechercher et d'exploiter les mines : ces permis de miner sont des *miners'right* en ce qui concerne les gisements aurifères et des *mineral's licences* en ce qui concerne les autres mines.

III. *Exploitation dans les terrains de la Couronne.* —

1° *Gisements aurifères.* — Les districts miniers où l'on a trouvé de l'or, sont déclarés après délimitation *champs d'or*.

Tout porteur d'un *permis de miner* peut se livrer à la recherche et à l'exploitation des gisements aurifères : il peut, dans l'intérêt de ces travaux, construire des digues, utiliser les cours d'eau, construire des maisons, etc... Mais il n'acquerra un droit exclusif de recherches ou d'exploitation que dans les terrains de la Couronne libres de tous droits antérieurs dont il fera *une prise de possession* : ces terrains ainsi occupés s'appellent *claims* <sup>(1)</sup>.

L'étendue maxima que peut avoir un *claim* est différente suivant les colonies australiennes ; cette étendue varie entre 416 m. carrés et 125 m. carrés <sup>(2)</sup>.

Les *claims* devront être enregistrés au bureau du bailiage, ils pourront dès lors être l'objet de partages ou de réunions.

Les droits conférés par le *claim* ne se conservent qu'à

(1) Le mot « *claim* » signifie en anglais « prétention ».

(2) Voir sur ces législations australiennes l'article du Dr Vogelsang dans la revue allemande *Zeitschrift für Bergrecht*, Bonn. Année 1898, première partie, p. 72.

la condition de satisfaire aux prescriptions sur l'exploitation obligatoire fixées par les *bye laws* du district.

Le mineur est déchu de son claim lorsque les conditions de travail imposées à tout détenteur de claim n'ont pas été remplies. Tout tiers peut alors s'approprier ce claim, c'est ce qu'on appelle *le jumping*. Ainsi qu'on le voit la prise de possession du claim ne donne qu'un droit très précaire.

Pour donner plus de consistance à son droit, et s'assurer plus de sécurité dans sa possession, le détenteur d'un claim peut convertir son *permis de miner* en *bail de mine* ou *lease*. Le terrain minier n'est dès lors plus sujet au *jumping*; le mineur n'a plus un droit précaire mais un bail pour un temps déterminé. A mesure que se développent en Australie les exploitations minières, on tend de plus en plus à exploiter les mines par acquisition directe de bail ou *lease*, accordé par le commissaire des mines ou le Gouverneur. L'étendue maxima de ces *leases* est dans la Nouvelle-Galle du Sud de 101.167 m<sup>2</sup>; en Tasmanie elle n'est que de 40.467 m<sup>2</sup>.

La redevance annuelle perçue par acre pour ces *leases* est dans la Victoria de 5 sh. et dans la Nouvelle-Galle du Sud de 20 sh., mais en Nouvelle-Zélande elle n'est que de 1 sh. En outre dans l'Australie du Sud il est perçu une taxe sur le produit net (*royalty*) de 2 sh. 1/2 0/0; en Nouvelle-Zélande une taxe sur l'exportation de 2 sh. par once d'or (31 gr. environ).

La durée des baux miniers (*leases*) varie suivant entre 10 ans (Tasmanie) et 42 ans (Australie du Sud) les colonies.



Les terrains qui ont déjà été affermés dans un autre but qu'une exploitation aurifère, comme pâturages, par exemple, ne sont plus susceptibles de *leases*.

L'obligation d'exploiter la mine concédée comme claim ou lease (*labor condition*) est dans toutes les colonies réglée de manière qu'il y ait un certain nombre d'ouvriers employés suivant l'étendue de la mine. L'inspecteur des mines, pour motifs sérieux, peut apporter des tempéraments à ces prescriptions et tolérer la non-exploitation pendant 6 mois au plus.

2° *Autres mines que les gisements aurifères.* — L'exploitation de ces mines a lieu aux mêmes conditions que celle des gisements aurifères, sauf des dispositions spéciales aux mines de charbon.

Si dans un périmètre donné on trouve une autre substance minérale que celle pour laquelle a été conféré le lease, il faut se munir d'une autorisation spéciale pour l'exploiter.

IV. *Exploitations minières sur terrains de propriété privée.* — D'après la loi de 1894 de la Nouvelle-Galles du Sud, dans les terrains privés, en sus de l'autorisation ordinaire (permis de miner), une autorisation particulière est exigée pour les fouilles d'argent, d'étain, de plomb et d'antimoine (*authority to search*).

Dans les terrains où se trouvent des alluvions aurifères, à la différence de notre législation coloniale, des permis de fouilles spéciaux peuvent être accordés (*prospections licences*). Si l'on découvre des gisements alluvionnaires exploitables sur ces terrains, la propriété peut en être re-

tirée au possesseur contre indemnité et être attribuée à la Couronne. L'inventeur a droit à un claim ou même parfois à un bail aurifère (*Gold lease*).

D'après une loi de 1889 dans la Nouvelle-Galles du Sud des fouilles sur des propriétés privées peuvent être autorisées pour toute une série de minéraux. Au cas de réussite de ces recherches, les terrains peuvent être rachetés par la Couronne (V. *suprà*, chap. IV, sect. I, n° IV).

Les mines d'or et d'argent échappent toujours au droit du propriétaire du sol ; elles sont réservées à la Couronne.

Quant aux autres mines, dans le Queensland et l'Australie occidentale, elles sont laissées au propriétaire du sol. Dans les autres parties de l'Australie, Victoria, Nouvelle-Galles du Sud, Tasmanie et Nouvelle-Zélande, la propriété des mines est réservée à la Couronne.

Dans la colonie de Victoria, cependant, la loi du 25 novembre 1884 reconnaît au propriétaire de la superficie ou à son cessionnaire, le droit exclusif de demander par voie de préférence, pendant six mois, l'attribution d'un lease ou bail pour l'exploitation de l'or dans son terrain. Le propriétaire a aussi le droit d'ouvrir ses terrains à toute personne munie d'un permis de miner pour y prendre des claims par priorité d'occupation comme sur les terres de la Couronne.

V. *Récompense attribuée à l'inventeur*. — Ainsi que l'on peut s'en rendre compte par ce succinct exposé, la législation des mines en Australie repose surtout sur la domanialité de la Couronne.

Toutefois nous devons noter que dans toutes les législa-

tions australiennes, on accorde une prime ou récompense en argent à l'inventeur d'un gisement aurifère. En Nouvelle-Zélande, l'inventeur d'un nouveau gisement aurifère reçoit, par chaque centaine d'hommes qui six mois après la découverte, se trouve employée, une prime de 100 à 500 livres. Dans l'Australie occidentale, la récompense est de 500 à 20.000 livres. Au Queensland, nous relevons une disposition très intéressante au point de vue du peuplement colonial : l'inventeur reçoit une prime de 10.000 livres, si au bout de quatre années la production de la mine a atteint 200.000 onces, et si sur son exploitation une population d'au moins 4.000 personnes s'est établie. Dans la Nouvelle-Galles du Sud, une récompense de 1.000 livres est accordée à quiconque prouve l'existence d'une mine exploitable à une profondeur de 2.000 pieds.

VI. *Étendue des mines.* — En ce qui concerne les mines autres que celles d'or ou de charbon, l'étendue maxima assignée à ces mines est :

Dans l'Australie du Sud, 20 acres (80.934 m. carrés).

Dans l'Australie occidentale, 24 acres (91.121 m<sup>2</sup>).

Dans la Nouvelle-Galles du Sud, 25 acres (101.167 m<sup>2</sup>)  
et le Queensland.

Dans la Tasmanie, 10 acres (40.467 m<sup>2</sup>).

Dans la Nouvelle-Zélande, 30 acres (121.400 m<sup>2</sup>).

Pour les mines de charbon cette étendue se trouve portée :

En Nouvelle-Galles du Sud, 640 acres.

En Victoria, Australie du Sud, 640 acres.

Au Queensland, l'étendue des mines de charbon est en général de 320 acres, elle est portée à 620 acres au cas de découverte d'un nouveau gisement minier.

En Tasmanie, 320 acres.

En Nouvelle-Zélande, 2.000 acres.

VII. *Durée de concession.* — *Le temps de concession* pour l'exploitation de toutes les mines, y compris le charbon est :

Nouvelle-Galles du Sud, 20 ans. — Queensland, Australie Occidentale et Roumanie, 21 ans. — Victoria, 30 ans. — Australie du Sud, 42 ans. — Nouvelle Zélande, 21 ans, et pour le charbon 66 ans.

VIII. *Régime fiscal.* — La *rente à payer par acre* est :

|                            | Charbon.       | Autres produits. |
|----------------------------|----------------|------------------|
| N. Galles du Sud.....      | 5 sh.          | 5 sh.            |
| Victoria.....              | de 3 d. à 5 l. | <i>id.</i>       |
| Queensland.....            | 6 d.           | 10 sh.           |
| Australie du Sud.....      | 1 sh.          | <i>id.</i>       |
| Australie Occidentale..... | 6 d.           | 5 sh.            |
| Nouvelle-Zélande.....      | 1 à 5 sh.      | 2 1/2 sh.        |

*Redevance d'exploitation.* — Enfin une redevance d'exploitation *par tonne (royalty)* est :

|                                    | Sur le charbon.                           | Sur les autres produits. |
|------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------|
| Nouvelle-Galles du Sud.....        | 1/2 sh. par tonne.                        | —                        |
| Victoria.....                      | 2 0/0 du produit.                         | <i>id.</i>               |
| Queensland, Australie occidentale. | 3 d. sur les 10 prem. ann., 6 apr.        | —                        |
| Australie du Sud.                  | 2 1/2 0/0 du produit net.                 | <i>id.</i>               |
| Nouvelle-Zélande,                  | une quote-part de la valeur des produits. |                          |

IX. *Juridictions.* — Tous les procès relatifs aux titres de possession sont jugés par le commissaire des mines

(Warden) qui connaît aussi des litiges pécuniaires ne dépassant pas 50 livres. Le commissaire peut être assisté de deux assesseurs. Ses décisions sont susceptibles d'appel à la Cour du district.

X. *Police des mines.* — Les lois minières des différentes colonies australiennes contiennent un grand nombre de mesures de police et de surveillance. Ces prescriptions ont trait soit à l'emploi des engins explosifs dans les mines et à leur dépôt dans des magasins, soit à la sûreté du personnel de l'exploitation : nous rencontrons ainsi des prescriptions pour que les câbles employés dans les mines soient auparavant éprouvés, que les chaudières soient munies d'appareil de sûreté, que les machines ne soient pas confiées à des personnes au-dessous de 21 ans.

Ces lois de police dans leurs nombreuses dispositions aboutissent à des prescriptions minutieuses suivant les habitudes du droit anglais. Ainsi dans la Nouvelle-Galles du Sud il est dit que si dans un puits il y a emploi de plus de quatre personnes, on devra, suivant les prescriptions du commissaire des mines, réserver un endroit pour le changement de vêtements, et qu'on ne pourra employer à cet usage les bâtiments des machines ou des chaudières. N'est-ce pas le cas de rappeler ici l'adage romain : *De minimis non curat praetor?*

2° *Province de Québec* <sup>(1)</sup>.

Le régime minier de cette colonie a été institué par la loi du 24 juillet 1880 modifiée par une loi du 30 juin 1881.

Comme aux États-Unis, la législation spéciale des mines s'applique à toute substance minérale présentant quelque importance industrielle.

Le droit d'exploiter les mines s'acquiert en principe par locations minières qui constituent de véritables ventes de terrains miniers conclues à l'amiable sur la demande des intéressés. Un terrain ne peut être l'objet d'une location minière que si la présence du minerai y a été réellement constatée. Les locations minières ont une étendue maxima de 200 hectares ; le lieutenant-gouverneur peut exceptionnellement la porter à 320 hectares.

Certains terrains dont les gisements ont été exactement reconnus sont soumis au régime des adjudications publiques. Ils échappent donc à toute location minière.

L'or et l'argent sont l'objet de licences spéciales donnant droit à faire des fouilles ou à exploiter les terrains qui n'ont pas fait l'objet de locations minières, sans distinction des terrains privés et des terres de la Couronne. Sur les terrains privés une indemnité sera due au propriétaire de

(1) Pour l'exposé de cette législation, nous nous sommes inspirés du livre de M. Aguillon. Nous sommes heureux de pouvoir remercier ici l'éminent professeur de l'école des mines pour les conseils précieux qu'il nous a donnés dans toutes les parties de notre étude.



la surface. Sur les terres publiques la licence donne droit à l'exploitation d'un claim. L'inventeur a droit à un claim gratuitement pendant douze mois; ce claim aura l'étendue maxima.

### 3° *Klondyke* (1).

Les gisements aurifères découverts récemment dans les régions glacées de l'Alaska au pays du Klondyke, ont été l'objet d'un règlement canadien du 7 août 1897. Le droit d'exploiter un claim s'acquiert par voie d'occupation, mais une même personne ne peut occuper dans une même localité qu'un seul claim. A la Couronne est réservé un claim sur deux alternativement, il est vendu aux enchères publiques où il en est disposé suivant qu'il sera décidé par le ministre de l'Intérieur. La propriété de la Couronne est sévèrement défendue, car une personne qui viendrait à entreprendre un travail sur un claim réservé à la Couronne serait déchue de tous les droits acquis par elle sur d'autres claims soit dès à présent, soit pour l'avenir.

La redevance fixe que paie le claim est de 15 sh. par an. Il y a de plus une taxe de 15 0/0 sur la valeur de l'or extrait. Si la quantité extraite dépasse la valeur de 500 sh. par semaine, l'excédent au-dessus de 500 sh. supporte un impôt double, soit 20 0/0. C'est le système de l'impôt progressif.

(1) *Annales des mines*, année 1897.

4<sup>o</sup> *Colonie du Cap* <sup>(1)</sup>.

Le propriétaire de la surface peut refuser son consentement pour des recherches de mines à des personnes munies de licence, à moins que sa propriété ne soit située dans un district minier. La propriété des mines (or, cuivre, fer, charbon) appartient au propriétaire de la surface, à moins qu'elle n'ait été spécialement réservée à la Couronne et dans ce cas même, le propriétaire de la surface reçoit moitié des droits perçus par le gouvernement; si la mine est située dans un district minier, il a droit à une certaine portion de la mine libre de tous droits de la Couronne (act de 1887).

5<sup>o</sup> *Natal* <sup>(2)</sup>.

Il faut distinguer si la propriété des terrains a été concédée avant 1887 ou après cette date. En ce qui concerne les terrains concédés avant 1887, la mine appartient au propriétaire de la surface. Mais d'après l'act de 1887 (*The Natal Mines Act*) le droit d'exploiter et d'aliéner les mines d'or, de pierres et de métaux précieux a été remis à la Couronne : des baux de mines peuvent être accordés à toute personne par le Gouverneur. Le propriétaire de la surface d'un terrain proclamé *champ d'or public* a le droit de choisir par préférence des claims et reçoit la

(1) Oswald Walmsley, *Guide of the mining laws of the world*, p. 244. London, 1894.

(2) *Ibid.*, p. 243.

moitié des droits de licence payés par les tiers. Cette législation reconnaît aussi certains droits à l'inventeur de gisements aurifères.

6° *Indes anglaises* (1).

Dans le Bengale, le nord-ouest de l'Inde et une partie du Madras, la propriété des mines appartient au propriétaire de la surface. Celui-ci est tenu de payer une taxe de 5 roupies par acre au Gouvernement. Dans d'autres parties du territoire anglais les mines appartiennent à l'État. Même dans les parties où la mine appartient au propriétaire de la surface, le Gouvernement a le droit de l'acquérir et de la concéder.

7° *Autres colonies anglaises.*

Dans la *Birmanie supérieure*, l'ordonnance de 1887 donne au Gouvernement la propriété des pierres précieuses, des mines de charbon ou de pétrole.

*Malacca.* — L'ordonnance de 1886 déclare que toutes les mines et produits minéraux appartiennent à la Couronne.

8° *Guyane anglaise* (2).

D'après l'ordonnance du 27 avril 1892, tout individu muni d'un permis de recherches peut en terrain libre, par

(1) *Ibid.*, p. 228.

(2) *Annales des mines*, année 1894.

simple priorité d'occupation, prendre possession d'un claim et acquérir immédiatement les droits que confère cette possession. A la différence de notre législation coloniale et des législations allemande et espagnole, ce droit d'occupation est opposable seulement aux tiers et non au Gouvernement.

Conformément au principe fondamental du droit anglais métropolitain, qui lie la mine au sol, la possession du claim donne le droit à la jouissance de la surface, ainsi que celui d'exploiter en profondeur toutes les substances minérales. Ce droit est essentiellement précaire; si le détenteur du claim ne satisfait pas à la condition du travail minimum, il est considéré comme abandonné et peut être usurpé par toute personne : il est *jumped*.

L'ordonnance du 27 avril 1892 n'est pas applicable aux exploitations des indigènes, les terrains occupés par ceux-ci sont réservés (art. 171 et 172). On a vu (ch. IV) qu'une mesure analogue a été prise dans l'Afrique occidentale française par le décret du 14 août 1896.

*Comparaison des législations de la Guyane française et de la Guyane anglaise.* — Il est intéressant de comparer le régime minier en vigueur dans la Guyane française avec celui de sa voisine la colonie anglaise. Ces deux législations diffèrent sur trois points :

1° Au point de vue de la superficie des exploitations. Dans la Guyane française, les *permis d'exploitation* portent sur 5.000 hectares; en Guyane anglaise, les *claims* sont seulement de 400 hectares, et même l'Ad-

ministration tend à n'accorder que des claims de 20 hectares<sup>(1)</sup>.

2° Au point de vue de la durée. Dans la Guyane française le permis d'exploitation n'est accordé que pour une période de 9 ans et il n'est renouvelé que suivant la volonté de l'Administration. Ce pouvoir discrétionnaire de l'Administration constitue une menace pour l'exploitant, qui peut craindre de se voir enlever son exploitation au moment où elle allait arriver à une pleine prospérité. Dans la Guyane anglaise l'exploitant ne craint que le *jumping* qu'il peut éviter par une occupation effective et constante de son claim.

3° Au point de vue fiscal. Dans la Guyane française, l'impôt qui est perçu sur le produit brut d'une extraction que l'on peut aisément dissimuler, se recouvre très difficilement. Dans la Guyane anglaise on a plutôt compté sur les redevances fixes qui sont assez élevées et aisément recouvrables (2 dollars = 10 francs, par claim et par mois). La redevance proportionnelle est de 5 0/0 du produit brut.

## II. — République du Transvaal <sup>(2)</sup>.

La loi du 15 février 1888 relative à l'exploitation des mines et au commerce des métaux précieux, distingue si les substances minérales sont exploitées dans des périmètres miniers publics ou en dehors de ces périmètres.

(1) Verschuur, *Voyage dans les trois Guyanes*, 1893.

(2) Voir *Annales des mines*. Années 1889, 1892, t. 2.

Un terrain est déclaré *périmètre minier public* lorsqu'on y a constaté la présence de gisements miniers exploitables. Cette déclaration est faite par l'Administration qui en opère la délimitation.

En dehors des périmètres miniers, le propriétaire de la surface peut obtenir, en principe, le droit d'exploiter toute sa propriété, au moyen d'un *mijnpachtbrief*, sorte de concession accordée par voie de privilège; il lui suffit de la demander pour l'obtenir. Le propriétaire exploitant, en vertu d'un *mijnpachtbrief* n'est pas assujetti au travail obligatoire comme celui qui exploite un claim dans un périmètre minier.

Dans les périmètres miniers publics, nul ne peut faire des recherches sans une licence de prospecteur; nul ne peut exploiter le claim dont il a pris possession sans une licence de mineur.

Après constatation de l'existence et l'exploitabilité du minerai, l'inventeur a, tout d'abord, le droit de choisir et de délimiter un *zoeckersclaim* auquel est attaché le privilège d'être exploité gratuitement; la loi du 18 août 1892 a porté de 1 à 12 le nombre des claims que l'inventeur peut ainsi s'attribuer par simple occupation. Après l'inventeur, c'est le propriétaire superficiaire qui peut faire choix des *eigeneersclaims*. Enfin, tout mineur ayant obtenu une licence de mineur y compris l'inventeur, peut choisir dans le périmètre minier un claim d'alluvion et un claim de filon : ce sont les *delversclaims*. L'inventeur a un droit de priorité pour le choix de ces *delversclaims*.



La loi du 18 août 1892 a établi, comme dans la législation australienne, à côté de l'exploitation par prise de possession du claim, *la concession par baux miniers renouvelables*.

La loi du 1<sup>er</sup> septembre 1891 avait institué auparavant l'enregistrement des claims qui constitue ceux-ci en propriété immobilière susceptible d'hypothèque; l'Administration peut cependant en provoquer la déchéance au cas de non-paiement des impôts; le claim peut ensuite être vendu aux enchères mais sans retour à l'État qui est simplement privilégié pour le recouvrement de ce qui lui est dû (art. 52).

*Régime fiscal.* — L'impôt des mines est principalement représenté par la taxe frappant les licences de mineur dont tout exploitant doit se munir. Ces taxes très élevées aboutissent à faire payer au mineur par hectare et par an, 450 francs pour les gîtes en filon ou couche et 1.500 francs pour les gîtes d'alluvion, sans compter les licences d'emplacement, taxes sur les ouvriers de couleur, etc...

Mais le gouvernement abandonne aux propriétaires de la surface la moitié des recettes provenant des licences de prospecteur ou de mineur perçues sur les terrains miniers compris dans leurs propriétés. De plus les taxes d'emplacement de 10 sh. par mois sont versées entièrement à leur profit.

*Déchéance.* — La loi du 1<sup>er</sup> septembre 1891 abrogeant sur ce point la loi du 15 février 1888 a supprimé le *jumping des claims*. Désormais la déchéance ne peut résulter que d'une décision administrative.

*Caractère de cette législation.* — Relativement à l'institution du droit d'exploiter, le régime minier du Transvaal consacre différents systèmes. En dehors des périmètres miniers publics, il a appliqué le système de l'accession en consacrant le droit du propriétaire du sol sur la mine. Dans les périmètres miniers publics la propriété des gisements non concédés paraît bien appartenir à l'État, puisque celui-ci délivre des baux miniers renouvelables, ainsi qu'en Australie : toutefois il reconnaît certains privilèges à l'inventeur (*Zoerkersclaim*) et au propriétaire superficiaire (*eigeneersclaim*).

Cette législation fait ainsi une part importante au propriétaire de la surface dans l'exploitation des mines soit au point de vue de l'attribution du droit d'exploiter, soit au point de vue des redevances qui sont reconnues en sa faveur.

Enfin les impôts des mines portant sur la délivrance de différentes licences, quoique très élevés, sont très aisément recouvrables.

Lorsqu'on parcourt cette législation on ne peut s'empêcher de remarquer combien elle a inspiré la rédaction du décret du 17 juillet 1896 sur les mines de métaux précieux à Madagascar. C'est ce que nous montrent notamment l'institution des périmètres publics, la formalité de l'enregistrement des lots, etc. Nous devons cependant noter des différences importantes en ce qui concerne le régime fiscal qui à Madagascar comporte des redevances fixes par hectare.

### III. — Colonie portugaise du Mozambique (1).

1<sup>o</sup> *Observations générales.* — La recherche et l'exploitation des mines de métaux précieux sont dans cette colonie réglées par un décret du 6 décembre 1888.

D'après l'art. 2 de ce décret en principe le point de départ de toute recherche ou exploitation est la déclaration de découverte que tout individu est tenu de faire pour conserver les droits que cette découverte confère par la priorité des inscriptions sur des registres tenus à cet effet. La découverte de gîtes est réputée découler soit de simples inspections de terrains, soit de travaux antérieurement faits, soit même de simples présomptions fondées sur la connaissance des gisements voisins de même nature : c'est là une notion de la découverte minière beaucoup plus large que celle à laquelle se réfère notre législation des mines.

2<sup>o</sup> *Recherches des mines.* — L'explorateur pour se livrer aux recherches de mines doit se munir d'un permis de recherches : mais ici le prospecteur n'est soumis à aucun pouvoir discrétionnaire de l'Administration.

3<sup>o</sup> *Exploitation des mines.* — L'exploitation a lieu soit par l'établissement de champs d'exploitation officiellement ouverts au public, soit par concessions directes. Lorsque l'explorateur a fait sa déclaration de découverte, à l'Administration, celle-ci peut ou déclarer im-

(1) Voir *Annales des mines*. Année 1889.

médiatement son champ d'exploitation ouvert (*campos de lavra*) sous réserve des droits de l'inventeur, ou bien attendre pour statuer un délai de 12 mois, pendant lesquels le déclarant a seul droit de faire des travaux de recherches si toutefois le terrain est libre de droits antérieurs. Mais l'Administration a toujours la faculté de ne donner aucune suite à la déclaration et dans ce cas les droits de l'inventeur tombent *ipso facto*.

Les travaux d'exploitation ont lieu au moyen de permis d'exploitation portant sur des cantonnements (*quinhves*) qui représentent les claims de la législation australienne, affermés par baux d'une durée de 5 années mais renouvelables.

Dans l'attribution de ces champs d'exploitation, l'inventeur a le droit de se faire attribuer 10 cantonnements par voie de préférence à titre permanent et affranchis de la redevance normale. Il est intéressant de comparer cette disposition à celle de l'art. 11 du décret du 17 juillet 1896 à Madagascar. Notre législation coloniale est plus libérale pour l'attribution du nombre de lots miniers, mais l'est beaucoup moins au point de vue fiscal, la dispense de redevance ne portant que sur un an. Les demandeurs autres que l'inventeur afferment leurs cantonnements au prix de 11 fr. 50 par an (2250 reis).

L'inconvénient du système portugais consiste dans la durée vraiment trop courte des baux de cantonnements qui aboutit à constituer pour l'exploitant un droit vraiment trop précaire. Aussi ce régime n'est applicable que pour des exploitations de minime étendue, c'est-à-dire pour des en-

treprises individuelles seulement, et à la condition encore que les gisements puissent être exploités rapidement, étant sans profondeur et d'une richesse très grande.

Le décret de 1888 paraît réagir un peu contre ce mode d'exploitation par son art. 45. Ce texte dispose que des concessions peuvent être instituées sans la déclaration préalable de découvertes pour des mines déjà connues, non exploitées et situées dans les terres du domaine ou soumises à l'autorité portugaise.

*4° Extinction de l'exploitation.* — Les causes de déchéance sont nombreuses, mais elles sont toujours soumises à un recours au Conseil d'État.

Elles ont été édictées par un décret du 4 décembre 1869 ;

1° Au cas où les travaux n'ont pas été commencés dans les six mois.

2° Par suite de l'inactivité de l'exploitation.

3° Pour n'avoir pas remédié en temps fixé aux dangers résultant d'une mauvaise conduite des travaux.

4° Au cas où le mineur rend impossible ou même seulement difficile par son mode d'extraction, toute exploitation future.

5° Le défaut de paiement des redevances.

6° Le défaut de production de plans est aussi cause de déchéance.

#### IV. — Protectorat allemand du sud-ouest de l'Afrique.

*Observations générales.* — Les mines sont soumises au droit régalien de la Société coloniale sous la surveil-

lance des autorités impériales. C'est la Société coloniale qui assure le fonctionnement de l'Administration des mines ; par contre, elle profite de toutes les taxes, redevances et impôts : toutefois, le Gouvernement impérial, en cas d'excédent de recettes sur les dépenses nécessitées pour le service des mines, peut prélever 25 0/0 de la différence.

L'exploitation des mines de métaux précieux dont nous nous occuperons seulement ici est régie par l'ordonnance du 25 mars 1888 (1).

1° *Recherchès des mines.* — Les recherches ne peuvent avoir lieu que dans les districts ouverts à cet effet. L'art. 8 de l'ordonnance soumet la délivrance du permis de recherches au pouvoir discrétionnaire de l'Administration ; ce pouvoir a fait l'objet de nombreuses plaintes.

L'explorateur doit donner immédiatement connaissance de ses découvertes à l'Administration sous peine de lourdes pénalités.

2° *Exploitation des mines.* — L'Administration délimite le district minier et fixe l'étendue des divers champs d'exploitation. L'attribution de ces champs a lieu par voie de préférence : 1° au profit de l'inventeur ; 2° du propriétaire du sol ; 3° de la société coloniale ; 4° enfin aux demandeurs ordinaires dans l'ordre de leur inscription. Dans tout district minier, la Société coloniale a droit à 10 champs d'exploitation.

L'attributaire d'un champ d'exploitation doit commencer

(1) *Annales des mines.* Année 1889, t. 2.



à exploiter dans les deux ans. Le chômage d'une exploitation ne peut se prolonger pendant plus de deux ans, sous peine de déchéance.

Ces prescriptions ne sont pas applicables aux champs exploités par la Société coloniale.

3° *Régime fiscal*. — La défectuosité de cette législation minière réside dans le régime fiscal auquel sont soumises les exploitations. Les taxes et redevances qui les frappent, sont d'une lourdeur par trop exagérée. Il est dû pour chaque champ d'exploitation (environ 2 hectares) une redevance mensuelle de 60 marks, soit 75 francs par mois, 900 francs par an. De plus une taxe de 6 0/0 frappant le produit brut, peut être élevée jusqu'à 10 0/0.

#### V. — État indépendant du Congo.

1° *Observations générales*. — Ce sont les principes de la loi belge et par suite ceux de notre loi de 1810 qui ont été appliqués dans cette colonie; nous y retrouvons notamment l'exploitation par décret de concession.

2° *Recherches des mines*. — L'autorisation d'effectuer des recherches minières sur les terres domaniales ou privées est subordonnée au paiement d'un droit de licence qui fixe le décret d'autorisation.

3° *Concession de mines*. — Quiconque a découvert une mine dans les régions où il est autorisé à faire des recherches peut s'assurer un droit de préférence pendant dix années pour la concession de la mine en se conformant aux formalités indiquées par le décret de 1897.

La concession de mines est accordée par le Roi des Belges. L'étendue maxima de la concession est de 10.000 hectares; sa durée est de 99 ans après lesquels l'État sera subrogé dans les droits du concessionnaire.

La concession est limitée aux substances désignées dans l'acte d'octroi. Toutefois le gouvernement peut autoriser la fusion de plusieurs concessions de substance à substance, ainsi que de territoire à territoire et sans limitation d'étendue globale.

---

## CONCLUSION

---

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte au cours de cette étude le législateur colonial a peu à peu abandonné le système de la métropole : il a suivi en cela le courant d'idées qui se manifeste actuellement en France en faveur de la réforme de la loi de 1810. Le législateur colonial, en effet, a commencé en 1858, par appliquer purement et simplement la loi de 1810 en Guyane; en 1881 toutefois il ajoutait certaines dispositions spéciales à cette législation pour l'exploitation des gisements aurifères. Lorsqu'en 1883 il a eu à réglementer l'exploitation des mines en Nouvelle-Calédonie il consacrait bien encore le principe de 1810, mais il lui faisait déjà subir certaines modifications telles que l'attribution d'une partie de la mine comme prime à l'inventeur. Mais dans le régime minier de l'Annam-Tonkin le législateur de 1888 consacrait pleinement le système de la mine à l'inventeur : il adoptait également le système de la prise de possession pour les mines de métaux précieux à Madagascar en 1896. Cependant il l'abandonnait quand il se trouvait en face des régions de l'Afrique occidentale française. Dans ces pays le Gouvernement voulut se réserver un pouvoir discrétionnaire pour l'auto-

risation des recherches de mines et pour l'attribution de la propriété minière. Le système de la mine à l'inventeur ne lui convenait dès lors plus. Dans cette dernière législation les recherches sont subordonnées à la délivrance du permis de recherches et l'exploitation ne peut découler que de permis temporaires d'exploitation.

C'est ce régime qui paraît avoir en dernier lieu la faveur du législateur colonial tout au moins en ce qui concerne l'Afrique occidentale française, ainsi que le montre l'application pure et simple de ce système qui a été faite par le décret du 11 décembre 1897 à la Guinée française.

Ces pays sont encore l'objet de négociations diplomatiques entre les différentes puissances européennes ; en second lieu d'une part on doit garder une certaine réserve à l'égard des droits et des coutumes des indigènes, et d'autre part on ne connaît pas encore l'étendue et la richesse des gisements miniers. Le système des permis d'exploitation temporaire présente dès lors l'avantage de ne créer aucun droit acquis suffisant pour susciter des difficultés. De plus l'Administration ayant un pouvoir discrétionnaire pour la délivrance du permis d'exploitation peut le refuser sans donner aucune raison et ainsi écarter *de plano* soit les étrangers soit tout autre demandeur sans que ceux-ci ne puissent réclamer contre une violation de droits.

On peut sans doute regretter cette tendance du législateur colonial à abandonner pour l'Afrique occidentale française le système de la mine à l'inventeur. Comme le disait M. Lamé-Fleury en 1884 : « Le moyen le plus efficace pour encourager en cette matière l'initiative privée

« est, à coup sûr, ainsi que le montre une expérience déjà  
« longue dans plusieurs pays, de donner à l'explorateur la  
« possibilité d'entreprendre librement ses travaux de re-  
« cherche et la certitude qu'il recueillera intégralement le  
« fruit de tous ses efforts, c'est-à-dire de lui reconnaître la  
« propriété des gîtes qu'il prétend avoir découverts ».

Toutefois nous pensons que la législation actuelle de l'Afrique occidentale française ne constitue qu'un régime transitoire avec les permis d'exploitation temporaires; il se peut donc que plus tard cette législation, lorsque notre influence sera mieux établie et que ces régions seront mieux connues, revienne au système de la mine à l'inventeur, au régime minier de l'Annam-Tonkin, par exemple.

Ce système a toutes les faveurs de l'opinion générale en France et on peut dire que l'exemple du législateur colonial dans l'Annam-Tonkin a inspiré tous les projets de réforme de la loi de 1810 qui ont eu lieu en ces dernières années.

M. Piou dans son rapport <sup>(1)</sup> à la Chambre des députés en 1889 envoyait pour la métropole le régime de l'Annam-Tonkin : « Notre législation a déjà tenté de rompre à l'occasion des mines de l'Annam et du Tonkin avec le régime « discrétionnaire des concessions, disait-il. La métropole « a bien quelque droit sans doute à être traitée comme ses « colonies d'Indo-Chine ». Et M. Jonnart s'inspirait également du régime de l'Annam-Tonkin quand il disait dans un rapport <sup>(2)</sup> sur un nouveau projet de loi en 1894 : « La

(1) *J. off., Doc. parlem., Ch. des députés, Session ordinaire, année 1889.*

(2) *J. off., Doc. parlement., Ch. des députés, Session ordinaire, p. 740 et s., année 1894.*

« mine est *res nullius*; elle n'appartient à personne tant  
« qu'elle n'a pas été découverte. La recherche est, en  
« principe, permise à tous et chacun peut se l'approprier  
« par des travaux qui en constituent l'invention. C'est la  
« saisie par le premier occupant ».

Il se peut dès lors que dans un avenir prochain, par des chemins différents mais pour les mêmes raisons la législation minière coloniale et celle de la métropole soient régies par les mêmes principes.

Quant au droit de fouilles du propriétaire de la surface nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de le développer outre mesure aux colonies. Sur ce point le législateur colonial nous semble avoir établi le principe de la séparation absolue du fonds et du tréfonds. Toutefois on ne doit pas oublier ce principe que le législateur colonial a posé toutes les fois qu'il a défini les mines, à savoir que seuls les gisements pouvant faire l'objet d'une utilisation spéciale, c'est-à-dire le but utile d'une industrie spéciale, doivent échapper à la disposition du propriétaire du sol.

Notamment en ce qui concerne les gisements alluvionnaires on ne devra les considérer comme mines et susceptibles d'une propriété spéciale que s'ils sont d'une richesse suffisante pour être l'objet d'une industrie spéciale. Dans le cas contraire il est inutile de permettre aux mineurs d'inquiéter et de bouleverser la propriété privée. C'est pourquoi au lieu du système compliqué des locations de lots miniers à Madagascar (Décret du 17 juillet 1896) eussions-nous préféré les gisements aurifères qui dans la grande île africaine constituent des alluvions assez pauvres, qu'on



eut laissé au propriétaire de la surface. C'est ce système au surplus, que le gouvernement vient d'appliquer dans la concession générale de terres, de mines et d'un port à la Compagnie Coloniale de Suberbiéville (Décret du 28 mars 1899). Le décret minier de l'Annam-Tonkin ne laisse-t-il pas les alluvions à la disposition du propriétaire du sol (art. 40)?

Quel que soit le système adopté pour l'attribution de la propriété de la mine, il est nécessaire dans les pays neufs comme nos colonies de l'Afrique occidentale française de distinguer ainsi qu'on l'a fait dans le décret du 14 août 1896, entre les régions ouvertes à l'exploitation publique et les régions non ouvertes dans lesquelles les explorateurs peuvent bien exercer les prospections mais où ils ne sauraient acquérir aucun droit.

Il est nécessaire aussi de respecter dans la réglementation des mines les coutumes des indigènes et en cela on ne peut que féliciter le législateur français d'avoir dans le décret du 14 avril 1896 relatif aux colonies de l'Afrique occidentale, inséré l'art. 30 qui conserve aux indigènes leur droit coutumier d'exploiter les alluvions et autres gisements superficiels suivant leurs procédés primitifs. Ceci nous fait voir une fois de plus que le législateur colonial français ne mérite pas le reproche qu'on lui adresse si souvent, de faire table rase, de parti pris, des institutions et des coutumes qu'il rencontre dans les pays conquis et de ne pas pratiquer une politique d'assimilation (1).

(1) Voir sur cette question, à propos de notre législation civile et pénale coloniale l'intéressant article de M. Édouard Sauvel, du *Statut personnel*

Devra-t-on unifier absolument la législation des mines dans les colonies, devra-t-on promulguer pour toutes les colonies une seule loi des mines ? Nous ne le croyons pas. Tout d'abord il sera toujours nécessaire de distinguer, pour les raisons données plus haut, entre les mines de métaux précieux et les autres mines. Pour les premières des règles spéciales s'imposent, par exemple au point de vue de la superficie des exploitations, du taux des redevances, et de la circulation des produits de l'exploitation. Mais même pour les autres mines, il faut que la législation coloniale soit appropriée aux milieux dans lesquels elle est destinée à s'appliquer.

Enfin on doit remarquer que la législation des mines aux colonies doit être, surtout dans cette première phase de la mise en valeur de notre nouveau domaine colonial, une législation d'encouragement.

L'étendue des mines fixée par les décrets paraît suffisante, surtout en face des dispositions nouvelles de la législation coloniale permettant aux exploitants d'occuper pour des travaux de secours, d'aérage, de voies de communication, des surfaces en dehors du périmètre minier.

Mais il est nécessaire que le législateur colonial s'attache à établir aux colonies sur les exploitations minières un régime fiscal très modéré : de là dépend l'avenir de ces exploitations, l'expérience l'a déjà assez montré en Nouvelle-Calédonie et au Tonkin. Certes l'État peut demander aux industries minières de contribuer aux charges de la colonie, mais il ne peut raisonnablement le faire que lorsqu'au

*des natifs de l'Inde*, dans la *Revue de la tribune des Colonies et des protectorats*, février et mars 1899.

bout d'un certain temps d'exploitation, elles ont acquis une certaine vitalité et se sont constitué des ressources suffisantes pour assurer leur avenir; nous ne craignons point de dire qu'au début de leur exploitation les propriétaires de mines devront être presque totalement épargnés par l'État. Le législateur a trop souvent oublié que le début des exploitations minières nécessite un outillage industriel très important et par suite l'avance de capitaux considérables; il ne faut pas que l'établissement de redevances exagérées sur des exploitations minières à leur début vienne stériliser des richesses naturelles qui pouvaient être de fermes soutiens pour le développement de la Colonie. C'est pourquoi il nous semble que les redevances frappant les exploitations de mines à leur début, doivent être très faibles sauf à les augmenter ensuite plus tard. On pourrait citer comme exemple du régime fiscal à établir aux colonies sur les mines le système établi par l'art. 41 du décret du 25 février 1897 pour l'Annam-Tonkin qui proportionne le taux de la redevance à la durée de l'exploitation : mais la progression pourrait s'exercer sur un délai plus long que celui de dix années.

Nous nous permettons d'émettre un autre vœu : il est grandement à souhaiter que les mines puissent être partout mieux délimitées, et que, par suite, la propriété minière soit mieux assise. En Nouvelle-Calédonie, par exemple, nous voyons que faute d'un service technique suffisant, les permis de recherches sont indéfiniment renouvelés; faute de plans réguliers, on s'abstient de les transformer en véritables concessions. L'administration laisse ainsi sous

le couvert de permis de recherche s'établir de véritables exploitations tout à fait irrégulières qui vis-à-vis des tiers ont la fausse apparence d'une concession. C'est ainsi que parfois on a mis en société comme mines exploitées de simples permis de recherche qui laissant toujours la mine dans le domaine public et étant à la merci de l'administration, n'offrent qu'un gage trompeur aux créanciers, puisque ceux-ci n'ont pas sur la mine un droit de saisie immobilière <sup>(1)</sup>.

Le législateur colonial ne doit pas oublier que c'est par l'utilisation des richesses naturelles de nos colonies que nous mettrons le plus rapidement en valeur nos possessions d'outre-mer; c'est particulièrement grâce à l'utilisation des richesses minières qu'elles renferment que nous les doterons de l'outillage économique qui leur fait défaut : à ce prix, nous acquerrons aux yeux des puissances européennes et de la civilisation tout entière, un droit fermement établi à conserver ces régions qui nous seront redevables de leur développement industriel et commercial. Mais une sage réglementation s'impose pour préparer ce développement; le législateur colonial, en agissant ainsi, aura puissamment contribué à fonder « la France plus grande ».

*Vu par le président de la thèse,*

PAUL LESEUR.

*Vu par le doyen,*

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Vice-recteur de l'Académie de Paris,*

GRÉARD

(1) Voir *Recueil de législation et jurisprudence coloniale*.

## BIBLIOGRAPHIE <sup>(1)</sup>

---

AGUILLON, *Législation des mines française et étrangère*, 1885.

*Annales des mines*, Années 1889, 1892, 1893, 1894, 1897, 1898.

*The Australian handbook*.

BURY, *Traité de la législation des mines, des minières, des usines et des carrières en Belgique et en France*. 1859.

CHAILLEY-BERT, *Colonisation de l'Indo-Chine*.

DALLOZ, *Lois administratives*. 1896. — *Id. Répertoire et Supplément*, v<sup>o</sup> Mines.

DELEBECQUE, *Traité de la législation des mines, minières et carrières*. Bruxelles et Liège, 1836 et 1838.

DEMARTIAL, *Le domaine aux colonies*.

DISLÈRE, *Traité de législation coloniale*. 1897.

DUBOIS (Marcel), *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*.

DUCROCQ, *Cours de droit administratif*, 7<sup>e</sup> édition, 1897.

(1) Pour l'étude des décrets miniers des colonies nous avons eu souvent recours aux documents inédits du ministère des colonies (Rapports, délibérations...) qui ont été mis avec bienveillance à notre disposition. Nous sommes heureux de remercier à ce propos tout particulièrement MM. Bricka, directeur des travaux publics des colonies, et Demartial, sous-chef de bureau au ministère des colonies.

DUFOUR, *Traité général de droit administratif appliqué*. 1857.

DUPONT, *Traité pratique de la jurisprudence des mines, minières et carrières*.

*Économiste français*.

ENJOY (d'), *La colonisation de l'Indo-Chine*, 1897.

FÉRAUD-GIRAUD, *Code des mines et des minières*.

GAFFAREL, *Les colonies françaises*. 1893.

GIRAUD, *Principes de législation coloniale*. 1896.

HAMELIN, *Des concessions coloniales*. 1898.

HAURIU, *Précis de droit administratif*. 1897.

DE LANESSAN, *Colonisation en Indo-Chine*.

LEROY-BAULIEU (Paul), *De la colonisation chez les peuples modernes*.

LEVAT, *Guide pratique pour la recherche et l'exploitation de l'or en Guyane*. 1898.

PAIN, *La colonisation pénale*.

PAULIAT, *Madagascar*.

PERRIQUET, *Contrats de l'État*. 1884.

PETIT, *Organisation des colonies françaises*. 1895.

RAMBAUD, *La France aux colonies*. 1896.

*Quinzaine coloniale*.

*Recueil de législation et de jurisprudence coloniale*.

*Revue coloniale*. Années 1895, 1896, 1897.

*Revue de la législation des mines* (Delcroix).

*Revue du Tour du monde*. Années 1893 et 1896.

*Tribune des colonies et des protectorats*. Années 1897, 1898 et 1899.

VERSCHUUR, *Voyage aux trois Guyanes*. 1893.

WALMESLEY, O. *Guide of the Mining laws of the world*, London, 1894.

*Zeitschrift für Bergrecht* (Dr. jur. Brassert). Bonn. Année 1898.



## APPENDICE

---

### NOUVELLE-CALÉDONIE

#### Décret du 17 octobre 1896 relatif à l'exploitation des mines en Nouvelle-Calédonie.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies ;

Vu l'art. 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 12 décembre 1874 sur le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 22 juillet 1883, portant organisation du régime des mines en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 15 octobre 1892, portant modification du régime des mines de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'avis du conseil général des mines,

Décrète :

#### TITRE PREMIER

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 1<sup>er</sup>. — Sont considérées comme mines, au point de vue de l'application du présent décret, les gîtes naturels des substances minérales ou fossiles susceptibles d'une utilisation spéciale, à l'exception des matériaux de construction et des amendements ou engrais pour la culture des terres, qui restent à la libre disposition du propriétaire du sol.

La recherche et l'exploitation de l'or dans les alluvions de surface sont soumises aux règles spéciales édictées au titre IV.

ART. 2. — La propriété d'une mine ne peut être acquise qu'en vertu d'une concession instituée dans les formes prévues au titre III.

ART. 3. — L'acte de concession donne la propriété de la mine, c'est-à-dire le droit d'exploiter, conformément aux lois et règlements, dans leurs gisements naturels et dans la projection verticale du terrain concédé, toutes les substances, concessibles qui font l'objet de la concession, ainsi que le droit de disposer librement du produit de cette exploitation.

Les gîtes de substances concessibles sont classés en trois catégories :

- 1° Combustibles, pétroles et bitumes;
- 2° Sel gemme, sels associés et sources salées;
- 3° Toutes autres substances concessibles.

La concession d'un gîte d'une substance entraîne la concession de toutes les autres substances concessibles de même catégorie; mais il peut être institué, même en faveur de personnes différentes et dans les mêmes terrains, des concessions distinctes entre elles, de chacune des catégories de substances.

Le concessionnaire a le droit de disposer, pour le service de sa mine et des industries qui s'y rattachent, des substances non concessibles dont l'abatage est inséparable des travaux que comporte l'exploitation de la mine.

ART. 4. — La propriété de la mine, distincte de la propriété de la surface, constitue une propriété perpétuelle, immobilière, disponible et transmissible comme tous autres biens immeubles, sous les réserves suivantes :

1° Une concession ne peut être vendue par lots ou partagée sans une autorisation donnée dans les mêmes formes que l'institution;

2° Elle ne peut être transmise sans que l'administration en ait été informée et ait donné acte de déclaration;

3° Elle peut être retirée dans des circonstances et suivant des formes qui sont énumérées à l'article 30.

ART. 5. — Sont immeubles, outre la mine, les bâtiments, machines, puits, galeries et autres travaux établis à demeure, conformément à l'art. 524 du Code civil.

Sont aussi immeubles par destination les chevaux, agrès, outils et ustensiles servant à l'exploitation.

Ne sont considérés comme chevaux attachés à l'exploitation que ceux qui sont exclusivement employés aux travaux intérieurs de la mine.

ART. 6. — Les actions ou intérêts dans une société ou entreprise pour l'exploitation des mines sont réputés meubles, conformément à l'article 529 du Code civil.

ART. 7. — Sont meubles les matières extraites, les approvisionnements et autres objets mobiliers.

ART. 8. — La recherche et l'exploitation des mines ne sont pas considérées comme un commerce et ne sont pas sujettes à patente.

## TITRE II

### DE LA RECHERCHE DES MINES

ART. 9. — Nul ne peut faire des recherches pour découvrir des mines sur un terrain aliéné par le domaine et qui ne lui appartient pas, que du consentement du propriétaire, ou en vertu d'un permis de recherche délivré par l'administration.

ART. 10. — Le propriétaire qui veut entreprendre des recherches de mines dans son terrain, ou son ayant droit, est tenu d'en faire la déclaration au directeur de l'intérieur, qui doit en donner acte immédiatement. Les fouilles peuvent être commencées sans autre formalité.

Tout propriétaire sera exonéré pour son terrain du paiement de la redevance annuelle fixée par l'article 11 ci-dessous pendant les deux années qui suivront la déclaration faite par lui. Ce délai expiré, il sera tenu, s'il veut continuer ses recherches, de payer d'avance, chaque année, la taxe prévue par ledit article.

ART. 11. — L'explorateur qui veut entreprendre des recherches sur terrains aliénés par le domaine, sans le consentement du propriétaire du sol, doit adresser au gouverneur une demande faisant connaître ses nom, prénoms, qualité et domicile, ainsi que la nature du gisement et l'indication des limites et de la superficie du périmètre dans lequel il se propose d'effectuer des recherches.

La demande doit être accompagnée d'un plan de surface à l'é-

chelle de 1/10,000<sup>e</sup>, sur lequel sont indiquées les limites dudit périmètre, celles de la propriété dans laquelle il se trouve compris, la direction du nord vrai et la situation d'au moins deux points fixes, déterminés par rapport à des points de repère naturels ou pris sur les cartes publiées dans la Nouvelle-Calédonie, avec mention de la carte utilisée à cet effet.

Il sera donné immédiatement récépissé de cette demande, qui sera enregistrée, aux date et heure de son dépôt, sur un registre spécial tenu par l'administration des mines et dont le public pourra prendre connaissance.

Il sera statué par le gouverneur en conseil privé, après que le propriétaire du sol aura été entendu.

Le permis indiquera les limites et la superficie du périmètre pour lequel il est valable.

Il n'aura d'effet que pour un an à partir de la décision du gouverneur, qui pourra, d'ailleurs, le renouveler d'année en année.

La délivrance ou le renouvellement du permis sont subordonnés au paiement d'une redevance annuelle de 40 centimes par hectare, dont le montant devra être versé à la direction de l'intérieur dans le délai de quinze jours à partir de la date de la décision du gouverneur. En cas de non paiement dans le délai fixé, le permis sera annulé de plein droit, l'annulation en sera inscrite en marge du registre spécial susmentionné et insérée au *Journal officiel* de la colonie.

ART. 12. — Les recherches peuvent avoir lieu librement sur les terres du domaine, mais des travaux ne pourront être entrepris ou poursuivis que sur une déclaration faisant connaître les nom, prénoms, qualité et domicile de l'explorateur, ainsi que la nature du gisement et l'indication des limites de la superficie du périmètre dans lequel il se propose d'effectuer ses travaux.

La déclaration doit être accompagnée d'un plan de surface à l'échelle de 1/10,000<sup>e</sup>, sur lequel sont indiquées les limites dudit périmètre, la direction du nord vrai et la situation d'au moins deux points fixes, déterminés par rapport à des points de repère naturels ou pris sur les cartes publiées de la Nouvelle-Calédonie avec mention de la carte utilisée à cet effet.

Il sera immédiatement donné acte de cette déclaration, qui sera enregistrée, aux date et heure de son dépôt, sur le registre spécial mentionné à l'article 11.

Toutefois, la déclaration pourra être tenue pour nulle en tout ou en partie, dans le cas où elle s'appliquera à des terrains compris dans un périmètre pour lequel une déclaration antérieure sera encore valable. Avis de la nullité sera donné à l'intéressé.

Le périmètre déclaré est soumis à une redevance annuelle de 40 centimes par hectare, dont le montant, pour la première année, devra être versé à la direction de l'intérieur dans le délai de quinze jours à partir de la date de la déclaration ; pour chacune des années suivantes, le montant de la redevance devra être payé dans le même délai à partir du retour de la même date. En cas de non paiement dans les délais fixés, la déclaration sera annulée de plein droit. L'annulation en sera inscrite en marge du registre spécial susmentionné et insérée au *Journal officiel* de la colonie.

ART. 13. — Tout explorateur qui a commencé les travaux de recherches, en se conformant à l'un des articles précédents, peut faire opposition à l'ouverture ultérieure de travaux de recherches par un autre explorateur, dans des terrains voisins, sur le même gisement.

Il est statué sur cette opposition par le gouverneur en conseil privé, le comité consultatif des mines entendu.

Des périmètres de recherches distincts, avec droit exclusif d'y faire des travaux, devront être attribués à chaque explorateur, si l'étendue du terrain le permet. Toutefois, l'explorateur qui aurait signalé le premier à l'administration le gisement naturel d'une substance concessible, à plus de 5 kilomètres à vol d'oiseau d'un gisement concédé ou régulièrement exploré, aura droit par préférence, et à l'exclusion de tous autres, à l'attribution d'un périmètre de recherches de 20 hectares au moins et de 200 au plus.

La déclaration de découverte pourra se confondre avec les déclarations dont il est question aux articles 10 et 12 ou avec la demande prévue à l'article 11. Elle pourra se faire par un télégramme renfermant les mêmes indications. Mention spéciale en sera faite sur le registre des déclarations, et il en sera donné un accusé de réception.

La déclaration par voie télégraphique devra toujours être confirmée par une déclaration écrite.

ART. 14. — Les permis ou déclarations s'appliquant à des terrains qui viendraient à être incorporés dans une concession seront annulés par le fait de cette concession.

ART. 15. — Des recherches pourront être faites en se conformant aux prescriptions qui précèdent, dans un terrain déjà concédé pour une substance d'une catégorie autre que celles qui font l'objet de la concession, sous réserve des mesures que l'administration croirait devoir prescrire pour la protection de la mine concédée.

Toutefois, sur les terres du domaine, l'explorateur ne pourra entreprendre ses travaux qu'après avoir obtenu un permis de recherche qui lui sera délivré, s'il y a lieu, par le gouverneur, en conseil privé, sur l'avis du commissaire des mines, après que le concessionnaire, dans le périmètre duquel les recherches doivent avoir lieu, aura été mis en demeure de fournir ses observations.

Le permis de recherches indiquera les limites et la superficie du périmètre dans lequel les travaux peuvent être entrepris et, s'il y a lieu, les mesures à prendre pour que les travaux de l'explorateur ne nuisent pas à ceux du concessionnaire.

Il sera valable pour un an et subordonné au paiement d'une redevance annuelle de 25 centimes par hectare, dans les conditions indiquées à l'article 11.

ART. 16. — Les travaux de recherches de mines sont soumis à la surveillance administrative dans les mêmes conditions que les travaux de mines concédées.

Tous travaux de recherches qui dégénéreraient en travaux d'exploitation seront interdits administrativement, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines prévues aux articles 66 et suivants.

Tout explorateur pourra disposer librement des produits concéssibles provenant de ses travaux de recherches, moyennant le paiement d'une somme de 50 francs, après qu'il en aura fait à la direction de l'intérieur une déclaration de laquelle il lui sera donné immédiatement acte qui vaudra permission. Cette déclaration n'aura d'effet que pour un an et devra être renouvelée dans les mêmes formes et aux mêmes conditions. La permission pourra être retirée par décision du directeur de l'intérieur, rendue sur l'avis du commissaire des mines.

En dehors du privilège reconnu à l'inventeur par l'article 22, aucune recherche, déclaration ou permis ne constitue un droit à l'obtention d'une concession.



### TITRE III

#### DES CONCESSIONS

ART. 17. — La demande en concession sera faite par voie de pétition au gouverneur.

Elle indiquera les nom et prénoms du demandeur, la situation, les limites et l'étendue de la concession, la nature et les conditions du gisement.

Il sera fourni, dans le délai de quatre mois, un plan de surface à l'échelle de 1/10,000<sup>e</sup>, dressé ou vérifié par les agents de l'administration aux frais du demandeur, suivant un tarif qui sera fixé par un arrêté rendu par le gouverneur, en conseil privé, le comité consultatif des mines entendu. On indiquera sur ce plan les limites choisies, l'emplacement et les dispositions du gisement.

A défaut de points fixes, naturellement et facilement reconnaissables, qui puissent servir de sommets au périmètre, il sera creusé, par les soins et aux frais des demandeurs, sur les points qui devront servir de sommets, des puits de 1 mètre de profondeur au moins, sur 1 mètre de diamètre.

Ces puits seront remplis de pierres et des poteaux de 1 m. 50 de hauteur seront placés au centre; sur chacun de ces poteaux sera placée une affiche datée, mentionnant les noms des demandeurs, leur intention de demander la concession du territoire limité, la surface demandée et le nom de la mine.

Le placement des poteaux ne crée aucun droit sur la mine avant la délivrance de l'acte de concession.

Tant que la mine n'aura pas été instituée, elle sera considérée comme périmètre de recherches et paiera la redevance prévue aux articles 11 et 12 ci-dessus.

ART. 18. — La demande sera déposée à la direction de l'intérieur à Nouméa.

Elle sera enregistrée, à la date de son dépôt sur un registre spécial qui sera communiqué à toute personne qui en fera la demande.

Il sera délivré au demandeur un récépissé de l'enregistrement de sa demande.

En déposant sa pétition, le demandeur consignera la somme

jugée nécessaire pour faire face aux frais de l'instruction, lesquels sont à sa charge, suivant un tarif qui sera arrêté par le gouverneur en conseil privé.

ART. 19. — Avis de la demande en concession sera, pendant six semaines consécutives, par les soins du directeur de l'intérieur, affiché à Nouméa et inséré deux fois, à un mois au moins d'intervalle, au *Journal officiel* de la colonie.

Pendant ces six semaines, une copie de la pétition restera déposée à la direction de l'intérieur et au bureau des mines; elle sera communiquée à toute personne qui en fera la demande.

Un registre spécial sera ouvert pour recevoir les observations, oppositions ou demandes en concurrence.

ART. 20. — Ce registre d'observations sera transmis, dans le délai de deux mois, avec le rapport du commissaire des mines, au comité consultatif des mines, qui donnera son avis dans le délai de quinze jours.

Le comité consultatif entendra toute personne qui en fera la demande par écrit au président avant le jour de la séance.

ART. 21. — Il sera définitivement statué par le gouverneur, en conseil privé, dans le délai de quinze jours, après l'avis du comité consultatif.

La décision, qui devra être notifiée au demandeur, sera insérée au *Journal officiel* de la colonie.

ART. 22. — Le gouverneur, en conseil privé, juge souverainement des motifs d'après lesquels la concession doit être accordée ou refusée, ainsi que des limites et de l'étendue de la concession.

Toutefois, tout individu ou toute association d'individus qui fera constater la découverte d'un gisement exploitable à plus de 5 kilomètres, à vol d'oiseau, d'un gisement connu, aura droit à une concession gratuite de 25 hectares.

La gratuité de la concession ainsi accordée consiste dans le non-paiement de la redevance due au moment de la déclaration, ainsi que de la redevance annuelle. Cette prime est personnelle, et dès que l'inventeur aliène sa concession le nouveau propriétaire est tenu de payer la redevance annuelle.

Déclaration de la découverte sera faite à la direction de l'intérieur à Nouméa et enregistrée, à sa date.

La découverte sera constatée par le commissaire des mines ou son représentant.

Le gouverneur, en conseil privé, statuera, sur le rapport du directeur de l'intérieur, le conseil des mines entendu.

ART. 23. — Le concessionnaire devra également indemniser les explorateurs évincés, en raison de l'inutilité de leurs travaux, compris dans la concession, qui seraient utilisés ou pourraient l'être, ou qui auraient donné des indications utiles pour l'exploitation.

Il devra, en outre, leur tenir compte des matières extraites dont ils n'auraient pas disposé.

Ces indemnités seront réglées, après expertise, par le conseil du contentieux administratif.

ART. 24. — Les demandes en extension ou réduction de concession, ainsi que les demandes de fusion de plusieurs concessions contiguës en une seule seront instruites dans les mêmes formes que les demandes en institution de concession.

ART. 25. — Si le concessionnaire veut renoncer à tout ou partie de sa concession, il devra en faire la demande, qui sera soumise à une enquête d'un mois, et insérée au *Journal officiel*.

La renonciation ne pourra être refusée, s'il est produit un certificat du conservateur des hypothèques constatant qu'il n'y a aucune inscription hypothécaire prise sur la concession, ou si les créanciers inscrits consentent à donner mainlevée de leur hypothèque, ou à la reporter sur la concession réduite.

ART. 26. — Si les limites fixées par l'acte de concession ne sont pas les mêmes que celles demandées dans la pétition, les repères relatifs à la demande seront enlevés, et des puits avec poteaux apparents devront être immédiatement creusés sur tous les points du périmètre où l'administration le jugera nécessaire.

L'opération sera faite par les soins du concessionnaire et vérifiée par les agents de l'administration, qui y procéderont d'office et aux frais du concessionnaire si elle n'a pas eu lieu dans les quatre mois de l'octroi de la concession.

ART. 27. — Tout individu titulaire d'une concession de mines doit faire élection à Nouméa d'un domicile où lui seront valablement faites par l'administration, toutes significations et communications.

L'association ou la société à laquelle appartiendrait une concession devra désigner à l'administration un directeur responsable qui la représente; ce directeur devra faire élection de domicile à

Nouméa, aux mêmes fins qu'il est dit au paragraphe précédent.

Toute contravention aux obligations qui précèdent donnera lieu, contre l'individu ou la société titulaire de la concession, à une amende de 500 francs recouvrable, par voie de contrainte, par le directeur de l'intérieur.

ART. 28. — Toute concession, qu'elle soit exploitée ou non, devra payer annuellement à la colonie une redevance fixe de 50 centimes par hectare ou fraction d'hectare.

ART. 29. — Il sera perçu en outre par chaque tonne de produits marchands extraits dans la colonie soit de recherches, soit de mines concédées, un droit qui, pour chaque nature de produits, sera fixé par un décret spécial.

Les produits extraits, consommés ou transformés dans la colonie sont exempts de ce droit.

ART. 30. — La déchéance peut être prononcée contre tout concessionnaire qui n'aura pas acquitté la redevance annuelle fixée par l'article 28.

Après deux avertissements signifiés administrativement à un mois d'intervalle, au domicile élu à Nouméa, et restés sans résultat, et quinze jours après le second, le gouverneur, en conseil privé, sur le vu des observations qui auront pu être produites par le concessionnaire, après avis du commissaire des mines et du comité consultatif des mines, rendra s'il y a lieu un arrêté de déchéance, qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel*.

L'arrêté de déchéance régulièrement pris dans ces conditions ne sera susceptible d'aucun recours par la voie contentieuse.

Un mois après sa notification à l'intéressé ou à son domicile élu, il pourra être procédé à l'adjudication publique de la concession.

Jusqu'au jour de l'adjudication, le concessionnaire pourra arrêter les effets de la déchéance en payant les taxes arriérées et en remboursant tous les frais exposés par l'administration pour suivre la déchéance.

L'adjudication se fera à la direction de l'intérieur, à Nouméa, par voie administrative, en faveur de celui des concurrents qui aura fait l'offre la plus avantageuse.

Le concessionnaire déchu ne pourra prendre part à l'adjudication.

Le prix, défalcation faite des frais d'adjudication avancés par l'administration et des redevances arriérées, sera remis au conces-

sionnaire déchu, ou consigné, s'il y a opposition ou hypothèque inscrite sur la mine, pour être distribué judiciairement aux ayants droit.

S'il ne se présente, aucun soumissionnaire, la concession restera à la disposition du domaine, libre et franche de toutes charges provenant du fait du concessionnaire déchu.

Celui-ci pourra, en ce cas, retirer les chevaux, machines et agrès qu'il aura attachés à l'exploitation et qui pourront être séparés sans préjudice pour la mine, à la charge de payer les frais faits pour arriver à l'adjudication, et sauf au domaine à retenir, à dire d'experts, les objets qu'il jugera utiles.

ART. 31. — Nul explorateur ou concessionnaire de mines ne pourra, sans le consentement du propriétaire de la surface, faire des sondages, ouvrir des puits ou galeries, ni établir des machines, ateliers ou magasins dans les enclos murés, cours et jardins.

Les puits et galeries ne peuvent être ouverts dans un rayon de 50 mètres des habitations et des terrains compris dans les clôtures murées y attenant, sans le consentement des propriétaires de ces habitations.

ART. 32. — Les explorateurs ou concessionnaires ne pourront pousser leurs travaux sous des maisons ou lieux d'habitation qu'après en avoir obtenu l'autorisation du directeur de l'intérieur, donnée sur l'avis du commissaire des mines et après que les propriétaires intéressés auront été entendus.

Les explorateurs ou concessionnaires devront, si les propriétaires intéressés le requièrent, donner caution de payer toutes indemnités en cas de dommages résultant des travaux; les tribunaux ordinaires connaîtront de ces questions.

ART. 33. — Le concessionnaire pourra occuper gratuitement, dans le périmètre de sa concession, mais à titre précaire, les terrains du domaine nécessaire à l'exploitation de la mine, à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles, à l'établissement de rigoles, canaux et de toutes voies de communication, ainsi qu'à la plantation des bornes nécessaires pour le bornage des concessions.

Le concessionnaire aura un droit de priorité pour l'acquisition de tous les terrains du domaine situés dans le périmètre de sa concession.

ART. 34. — Si l'occupation doit porter sur des terrains aliénés



par le domaine, elle ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation donnée par le directeur de l'intérieur, sur l'avis du commissaire des mines, le comité consultatif entendu, après que le propriétaire aura été mis en demeure de fournir ses observations.

Le propriétaire du sol aura droit à une indemnité qui, à défaut d'entente à l'amiable, sera réglée, après expertise, par les tribunaux dans les conditions suivantes :

Si les travaux entrepris par le concessionnaire ou par un explorateur muni d'un permis de recherche mentionné à l'art. 12 ne sont que passagers, et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé.

Si l'occupation prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année, ou si, après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, le propriétaire peut exiger du concessionnaire ou de l'explorateur l'acquisition du sol.

La pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface doit être achetée en totalité si le propriétaire l'exige.

Le terrain à acquérir sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation.

L'occupation des terrains par le concessionnaire pourra avoir lieu avant le règlement des indemnités précitées, mais après que l'arrêté d'autorisation du directeur de l'intérieur aura été notifié au propriétaire et que la constatation de l'état des lieux à occuper aura été faite contradictoirement par deux experts, nommés, l'un par le concessionnaire, et l'autre par le propriétaire du sol, ou par le juge de paix, sur requête du concessionnaire, à défaut par le propriétaire de l'avoir indiqué dans la huitaine de la notification qui lui aura été faite par le concessionnaire.

ART. 35. — Si les terrains domaniaux à occuper sont loués ou occupés par permis, le concessionnaire ou l'explorateur peut prendre les terrains qui lui sont nécessaires et pour lesquels il a demandé et obtenu l'autorisation, à titre de location, à un prix annuel à fixer par le gouverneur, en conseil privé, sur le rapport de trois experts nommés, deux par chacun des intéressés, et le troisième par le directeur de l'intérieur.



ART. 36. — L'explorateur ou le concessionnaire sera tenu à réparer tous autres dommages que ses travaux pourraient occasionner à la propriété superficielle. Il ne devra, dans ce cas, qu'une indemnité simple à fixer par les tribunaux après expertise.

ART. 37. — Le concessionnaire pourra exécuter, en dehors du périmètre de sa concession, après autorisation donnée par le gouverneur, en conseil privé, toutes voies de communication, ainsi que tous ouvrages de secours, tels que puits ou galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux qui seraient nécessaires pour l'exploitation de la mine.

Les voies de communication créées en dehors du périmètre pourront être affectées à l'usage du public dans les conditions qui seront établies par le cahier des charges de l'entreprise.

Si les travaux doivent porter sur des terrains aliénés par le domaine, l'autorisation de les exécuter ne pourra être donnée qu'après que les propriétaires auront été mis en demeure de fournir leurs observations.

Les indemnités dues, en ce cas, pour les terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux, soit aux propriétaires de terrains aliénés, soit à ceux qui les occupent par location ou permission, seront réglées comme en matière d'exécution de travaux publics.

ART. 38. — Tout concessionnaire pourra, sur l'autorisation du gouverneur, en conseil privé, se servir des sentiers et chemins de charroi établis par un concessionnaire voisin dans le périmètre et aux frais de celui-ci.

Le concessionnaire qui fera usage des sentiers et chemins de charroi du concessionnaire voisin lui devra une indemnité annuelle qui, à défaut d'entente amiable, sera fixée après expertise par les tribunaux. On devra tenir compte pour l'établissement de cette annuité de la proportion dans laquelle les intéressés se servent de la voie de communication commune et de l'usure ou entretien supplémentaire qui résulte pour le concessionnaire propriétaire de l'usage de ses voies de communication par les tiers.

ART. 39. — Dans le cas de deux concessions de catégories différentes, superposées l'une à l'autre et appartenant à des concessionnaires différents, à défaut d'entente entre les concessionnaires, il sera statué par le directeur de l'intérieur, sur le rapport du commissaire des mines, le comité consultatif des mines, entendu, sur toutes les contestations qui s'élèveraient entre eux relativement à

l'usage de puits ou galeries qui pourront être rendus communs, sauf règlement de l'indemnité qui pourra être due d'une mine à l'autre, et sera fixée, à défaut d'entente amiable, par les tribunaux après expertise.

ART. 40. — Dans le cas où il serait reconnu nécessaire d'exécuter des travaux ayant pour but soit de mettre en communication les mines de deux concessions voisines pour l'aérage ou pour l'écoulement des eaux, soit d'ouvrir des voies d'aérage, d'assèchement ou de secours destinées au service des mines de la concession voisine, les concessionnaires seront tenus de souffrir l'exécution de ces travaux, et d'y participer chacun dans la proportion de son intérêt.

Ces ouvrages seront ordonnés par le directeur de l'intérieur, sur le rapport du commissaire des mines, les concessionnaires ayant été entendus.

ART. 41. — Lorsque les travaux d'exploitation d'une mine occasionnent des dommages à l'exploitation d'une autre mine voisine ou superficielle, à raison par exemple des eaux qui pénètrent dans cette dernière en plus grande quantité; lorsque, au contraire, ces mêmes travaux tendent à évacuer tout ou partie des eaux d'une autre mine par machine ou galerie, il y aura lieu, d'une mine en faveur de l'autre, à une indemnité qui sera réglée par les tribunaux après expertise.

ART. 42. — Le directeur de l'intérieur, après avis du commissaire des mines et du comité consultatif des mines, peut prescrire au concessionnaire, après qu'il aura été entendu, de laisser sur tout ou partie du périmètre de sa concession un massif de protection de largeur suffisante pour éviter que les travaux ne puissent être mis en communication avec ceux d'une concession voisine instituée ou qui pourrait être instituée. L'établissement de ce massif de protection, s'il est jugé nécessaire, ne peut donner lieu à aucune indemnité de la part d'un concessionnaire en faveur de l'autre.

ART. 43. — Les concessionnaires ou explorateurs devront se soumettre aux mesures qui pourront être ordonnées par le directeur de l'intérieur, sur le rapport du commissaire des mines, en vue de faire disparaître les causes de danger que les travaux de recherche ou d'exploitation feraient courir à la sûreté publique, à la sécurité des ouvriers mineurs, à la conservation des sources, des voies publiques et des propriétés de la surface.

Au besoin, les mesures nécessaires seront exécutées d'office par le directeur de l'intérieur, aux frais des concessionnaires ou exploitateurs.

ART. 44. — Il devra être tenu à jour, sur chaque concession, un plan des travaux et un registre d'avancement dans lequel seront mentionnés tous les faits importants de l'exploitation.

Le commissaire des mines et les agents sous ses ordres pourront se faire représenter ces plan et registre à chacune de leurs visites.

Le concessionnaire sera tenu d'adresser au directeur de l'intérieur et au commissaire des mines, chaque fois qu'ils en feront la demande, tous les renseignements statistiques relatifs à la nature et aux quantités des produits extraits, et au personnel occupé par la mine.

Le concessionnaire remettra chaque année au commissaire des mines la copie du plan des travaux faits dans l'année précédente.

Le concessionnaire est tenu de fournir au commissaire des mines et aux agents sous ses ordres les moyens de parcourir tous les travaux qui restent accessibles.

ART. 45. — Tout travail d'exploration ou d'exploitation ouvert en contravention aux lois, décrets et règlements pourra être interdit par une mesure administrative, sans préjudice des poursuites et pénalités prévues aux articles 66 et suivants.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS SPÉCIALES A L'EXPLOITATION DE L'OR EN ALLUVIONS DE SURFACE.

ART. 46. — Les terrains d'alluvions aurifères de surface, à l'exclusion des gisements d'or, soit en filons, soit en alluvions profondes, pourront être déclarés périmètres aurifères et seront alors soumis aux dispositions spéciales du présent titre.

ART. 47. — L'érection de terrains ou territoires en périmètres d'alluvions aurifères de surface sera faite par un arrêté du gouverneur, en conseil privé, après avis du commissaire des mines et du comité consultatif des mines. L'arrêté inséré au *Journal officiel* de la colonie fera connaître les limites du périmètre déclaré.

ART. 48. — Dans l'étendue de tout périmètre aurifère déclaré,

l'exploitation de l'or dans les alluvions de surface aura lieu par concession acquise par prise de possession en se conformant aux prescriptions qui suivent.

ART. 49. — La concession par prise de possession doit avoir la forme d'un rectangle, d'une surface de 20 à 50 ares, dont le petit côté ne pourra être inférieur à un cinquième du grand.

Cette superficie pourra être portée à 1 hectare dans le cas de la découverte d'un gisement à plus de 5 kilomètres, à vol d'oiseau, d'un gisement déjà connu.

ART. 50. — La prise de possession a lieu par l'érection, aux quatre angles du rectangle, de poteaux indicateurs implantés suivant les formes prescrites par l'article 11 du présent décret et portant une affiche indiquant le nom de ceux qui prennent possession du terrain et la date de cette prise de possession.

ART. 51. — Dans les quinze jours de la prise de possession, déclaration doit en être faite au directeur de l'intérieur à Nouméa, en indiquant les noms, prénoms et qualités des demandeurs, ou, si c'est une société, le nom du représentant légal.

A cette déclaration sera jointe la désignation exacte du terrain occupé et l'évaluation de sa surface.

Le commissaire des mines fera immédiatement enregistrer la déclaration à sa date sur un registre spécial, déposé dans son bureau, qui pourra être consulté par toute personne en faisant la demande.

Récépissé sera délivré du dépôt de cette déclaration.

La déclaration pourra être faite par voie télégraphique, mais à la condition de contenir toutes les indications ci-dessus indiquées; un accusé de réception sera envoyé par le directeur de l'intérieur.

ART. 52. — En faisant le dépôt de la déclaration, il doit être versé une somme de 50 francs.

ART. 53. — La propriété de la concession n'est acquise qu'après l'accomplissement des formalités énoncées dans les trois articles qui précèdent, sous réserve de tous droits que des tiers pourraient avoir acquis antérieurement.

ART. 54. — Immédiatement après le dépôt de la déclaration et le versement des 50 francs, un plan de la concession déclarée à l'échelle de 1/1000<sup>e</sup> devra être levé par un agent de l'administration ou vérifié par lui, s'il a été levé par les soins des intéressés.

Si cette opération ou cette vérification faisait reconnaître que les

demandeurs ont dépassé la limite d'étendue fixée à l'article 49, les poteaux devraient être déplacés en conséquence.

Procès-verbal de l'opération sera dressé par l'agent de l'administration pour être enregistré par le commissaire des mines sur un registre déposé dans son bureau et tenu à la disposition du public.

Un exemplaire de ce procès-verbal, approuvé par le directeur de l'intérieur, sera délivré au concessionnaire auquel il sera ultérieurement remis un titre de propriété émané du gouverneur en conseil privé.

ART. 55. — La concession ne donne que le droit d'exploiter l'alluvion aurifère de surface dans la projection verticale du terrain concédé et de disposer du produit provenant de ces travaux, sans aucun droit sur tous autres gisements, même d'or qui pourraient se trouver au-dessous de l'alluvion de surface, et qui peuvent faire l'objet de concessions instituées conformément au titre III.

ART. 56. — Le concessionnaire d'alluvions aurifères est tenu à payer une redevance annuelle de 50 fr.

ART. 57. — L'exploitation de toute concession, par prise de possession, d'alluvions aurifères devra être tenue en activité continue en occupant constamment un minimum de quatre hommes.

ART. 58. — En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des deux conditions qui précèdent, constatée par un procès-verbal régulier signifié à l'intéressé, la déchéance pourra être poursuivie et prononcée en suivant les formes et d'après les conditions de l'article 30.

ART. 59. — La concession par prise de possession d'alluvions aurifères, en dehors des conditions précitées qui lui sont propres, est soumise à toutes les obligations, comme elle jouit de tous les droits de la concession ordinaire, tels qu'ils résultent du titre III du présent décret en ce qui concerne les relations avec les propriétaires superficiaires, et les concessions voisines ou superposées.

Toutefois, lorsqu'un périmètre aurifère d'alluvions de surface aura été déclaré et portera sur des terrains antérieurement concédés pour d'autres substances, les concessionnaires par prise de possession ne pourront faire aucune fouille dans un rayon de 50 mètres autour des machines, édifices, espaces murés, chemins et toutes autres installations servant à l'exploitation des concessions, sans une autorisation formelle du concessionnaire.



ART. 60. — Les périmètres d'alluvions aurifères peuvent être déclassés par une décision du gouverneur, rendue en conseil privé après avis du commissaire des mines et du comité consultatif des mines.

La décision sera insérée au *Journal officiel* de la colonie.

Aucune concession ne peut plus être acquise par prise de possession postérieurement à la publication de l'arrêté de déclassement.

Les concessions antérieures dont la prise de possession a été régulièrement faite restent maintenues en faveur des intéressés, à charge par eux de continuer à observer les conditions du présent titre, sous peine, le cas échéant, de la déchéance, laquelle en pareille circonstance sera pure et simple sans recours au conseil d'Etat et sans adjudication au profit du concessionnaire déchu. Le terrain restera franc et libre de toute charge du concessionnaire antérieur.

## TITRE V

### DES ANCIENNES CONCESSIONS.

ART. 61. — Toutes les concessions antérieures au présent décret, qu'elles résultent de prise de possession ou d'actes de concession, sont transformées en concessions perpétuelles soumises aux droits et obligations des concessions qui font l'objet du titre III du présent décret.

Ces concessions comprennent toutes les substances concessibles sans distinction de catégorie.

Elles seront assujetties au paiement de la redevance fixe annuelle par hectare qui résulte des anciennes dispositions, sans que cette redevance puisse dépasser 10 francs par hectare.

## TITRE VI

### DE LA JURIDICTION ET DES PÉNALITÉS.

ART. 62. — Les contestations entre particuliers nées de l'exécution du présent décret qui ne sont pas exceptionnellement dévolues



par lui à la juridiction administrative ressortissent à l'autorité judiciaire.

Dans tout litige qui ne porte pas exclusivement sur un point de droit, des experts devront toujours être désignés, le ministère public sera toujours entendu et donnera ses conclusions sur les rapports d'expertise.

ART. 63. — Il est statué par le conseil du contentieux administratif :

1° Sur les indemnités qui peuvent être dues à des explorateurs évincés en vertu de l'article 23.

2° Sur toute contestation relative à l'interprétation à donner sur le sens d'une clause des actes de concession.

ART. 64. — Il est statué par le gouverneur, en conseil privé, sur les contestations relatives à la classification légale des substances minérales.

ART. 65. — Dans toutes les circonstances où le gouverneur aura à statuer par arrêté, rendu en conseil privé, pour l'exécution ou en vertu d'une clause quelconque du présent décret, le conseil privé sera nécessairement complété de la manière suivante :

1° Le commissaire des mines sera appelé de droit au conseil avec voix délibérative ainsi que les chefs de service désignés par l'article 153 du décret du 12 décembre 1874 ;

2° On appellera, en outre, avec voix consultative, deux personnes notables et expérimentées dans l'art des mines, désignées annuellement à cet effet par le gouverneur.

Il sera également désigné annuellement par le gouverneur deux suppléants, pour être appelés en remplacement desdites personnes en cas d'absence ou d'empêchement.

ART. 66. — Toute infraction aux prescriptions du présent décret, des arrêtés rendus par le gouverneur, en conseil privé, pour son application, ou des décisions prises par le directeur de l'intérieur pour l'application de ces décrets et arrêtés, sera déférée aux tribunaux correctionnels et punie d'une amende de 100 francs à 500 francs.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double et le tribunal pourra, en outre, prononcer un emprisonnement de trois jours à un mois.

ART. 67. — Lesdites infractions pourront être constatées par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de po-

lice judiciaire, par le commissaire des mines, les agents assermentés sous ses ordres et par tous agents de l'administration qui auront qualité pour verbaliser en matière de mines.

ART. 68. — Ces procès-verbaux seront affirmés dans les formes et les délais prescrits par les lois; cette affirmation aura lieu devant les juges de paix, et, à défaut, devant les chefs d'arrondissement, présidents de commissions municipales et officiers de l'état civil.

ART. 69. — L'article 463 du code pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution du présent décret.

## TITRE VII

### DISPOSITIONS FINALES.

ART. 70. — Sont abrogés les décrets des 22 juillet 1883 et 15 octobre 1892 et toutes autres dispositions des arrêtés ou décrets antérieurs contraires à celles du présent décret.

ART. 71. — Les dispositions du présent décret ne seront applicables aux terrains pénitentiaires qu'avec l'autorisation de l'administration compétente et sous la réserve des prescriptions qu'elle jugera nécessaires.

ART. 72. — Le gouverneur, en conseil privé, rendra tous les arrêtés nécessaires pour l'exécution du présent décret.

ART. 73. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 octobre 1896.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

ANDRÉ LEBON.

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du ministre des colonies,  
Vu l'article 29 du décret du 17 octobre 1896,

Décrète :

ART. 1<sup>er</sup>. — Le droit prévu par l'article 29 du décret du 17 octobre 1896 est fixé :

A 25 centimes par tonne pour les minerais de cuivre, cobalt, nickel et fer chromé,

Et à 5 centimes pour le charbon.

ART. 2. — Il sera pourvu par un arrêté du gouverneur au mode de recouvrement des taxes définies à l'article précédent.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 octobre 1896.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

ANDRÉ LEBON.

---

## ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE

Décret du 7 novembre 1884 portant réglementation du régime des mines dans les établissements français de l'Inde.

### TITRE PREMIER

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — Sont considérés comme mines, au point de vue de l'application du présent décret, les gîtes naturels des substances minérales ou fossiles susceptibles d'une utilisation spéciale, à l'exception : 1° des matériaux de construction ; 2° des amendements ou engrais pour la culture des terres qui restent à la libre disposition du propriétaire du sol.

ART. 2 à 8 inclus. — Décret du 17 octobre 1896, art. 2 à 8.

ART. 9. — L'acte de concession règle les droits des propriétaires de la surface sur le produit des mines concédées, nonobstant toutes conventions antérieures qui auraient pu être passées, à cet effet, entre parties.

ART. 10. — La valeur des droits résultant, en faveur du propriétaire de la surface, de l'article précédent, demeurera réunie à la valeur de la dite surface et sera affectée, avec elle, aux hypothèques prises par les créanciers du propriétaire.

ART. 11. — Une mine concédée pourra être affectée par privilège, en faveur de ceux qui, par acte public et sans fraude, justifieraient avoir fourni des fonds pour la recherche de la mine, ainsi que pour les travaux de construction ou confection de machines nécessaires à son exploitation, à la charge de se conformer aux art. 2, 103 et autres du Code civil, relatifs aux privilèges.

ART. 12. — Les autres droits de privilège et hypothèque pourront être acquis sur la propriété de la mine aux termes et en conformité du Code civil comme sur les autres propriétés immobilières.

## TITRE II

### DE LA RECHERCHE DES MINES.

ART. 13. — Nul ne peut faire des recherches pour découvrir des mines sur un terrain qui ne lui appartient pas, que du consentement du propriétaire ou en vertu d'un permis de recherche délivré par l'Administration, comme il est dit à l'art. 14.

ART. 14. — Le permis de recherche est délivré par le gouverneur en conseil privé et sur l'avis du commissaire des mines, après que le propriétaire du sol aura été entendu.

Le permis indiquera les limites des terrains pour lesquels il est valable.

Aux points qui doivent servir à limiter l'étendue du permis de recherche, il sera placé par le permissionnaire d'une façon bien apparente, des bornes en pierre résistante, saillantes de soixante centimètres au moins au-dessus du sol. Sur chacune de ces bornes sera placée une affiche mentionnant le nom du permissionnaire, la date, la durée et l'étendue de la permission.

Le permissionnaire ne pourra commencer des travaux qu'après avoir payé aux propriétaires du sol l'indemnité qui leur est due pour l'occupation de la surface, conformément à l'art. 38.

ART. 15. — Des recherches, par simple voie de prospection, peuvent avoir lieu librement sur les terres du domaine. Mais de

véritables travaux ne pourront être entrepris et poursuivis que sur une déclaration faite à la direction de l'intérieur, qui y sera enregistrée à sa date et dont il sera donné immédiatement acte.

Cette déclaration doit faire connaître les nom, prénoms, qualité et domicile de l'explorateur, ainsi que l'indication exacte de la nature du gisement et du lieu où les recherches doivent être entreprises.

Si plusieurs explorateurs voulaient entreprendre ou poursuivre en même temps des travaux dans des terrains domaniaux situés dans un voisinage immédiat, il leur serait attribué à chacun des périmètres de recherche distincts, autant que l'étendue du terrain le permettra : au cas contraire, les périmètres de recherche devront être attribués d'après la priorité de la déclaration.

ART. 16. — Toute attribution d'un périmètre de recherche, par permis administratif, conformément aux prescriptions des art. 14 ou 15, donne le droit exclusif de faire des travaux dans ce périmètre; le permis n'aura d'effet que pour deux ans à partir de la décision du gouverneur, mais il pourra être renouvelé; il est annulé de plein droit pour les terrains qui viendraient à être incorporés dans une concession.

ART. 17. — Des recherches de substances d'une catégorie donnée pourront être faites, en se conformant aux prescriptions qui précèdent, dans un terrain déjà concédé pour une substance appartenant à une autre catégorie, sous réserve des mesures que l'administration croirait devoir prescrire pour la protection de la mine concédée et auxquelles tout explorateur sera tenu de se conformer. Toutefois, dans les terrains domaniaux, par exception à ce qui est stipulé à l'article 15, aucun explorateur ne pourrait entreprendre de travaux en terrain déjà concédé, qu'après avoir obtenu un permis de recherche qui lui sera délivré, s'il y a lieu, par le gouverneur en conseil privé, sur l'avis du commissaire des mines et après que le concessionnaire, dans le périmètre duquel les recherches doivent avoir lieu, aura été mis en demeure de fournir ses observations. Ce permis de recherche, qui sera valable pour deux ans, indiquera le périmètre dans lequel les travaux de l'explorateur peuvent être entrepris, et s'il y a lieu, les mesures à observer pour que les travaux de l'explorateur ne nuisent pas à ceux du concessionnaire.

ART. 18. — Les travaux de recherche des mines, à quelque



titre qu'ils soient faits, sont soumis à la surveillance administrative dans les mêmes conditions que les travaux de mines concédées. Tous travaux de recherche qui dégénéreraient en travaux d'exploitation seront interdits administrativement sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines prévues aux articles 54 et suiv.

ART. 19. — Les explorateurs seront astreints pour l'ouverture et la conduite de leurs travaux aux obligations auxquelles sont assujettis les concessionnaires, par les articles 36, 37, 38 et 39.

ART. 20. — Tout explorateur pourra être autorisé, sur sa demande à disposer librement des produits concessibles provenant des travaux de recherche moyennant le paiement d'une somme de 50 francs. L'autorisation sera donnée par le gouverneur en conseil privé : elle règlera, s'il y a lieu, les droits des propriétaires du sol sur les produits extraits après qu'il aura été entendu. L'autorisation ne sera valable que pour un an : elle pourra être renouvelée dans les mêmes formes et aux mêmes conditions. Elle pourra être retirée par décision du gouverneur, en conseil privé, sur l'avis du commissaire des mines.

### TITRE III

#### DES CONCESSIONS.

ART. 21. — La demande en concession sera faite par voie de pétition adressée au directeur de l'intérieur, qui sera tenu de la faire enregistrer, à sa date, sur un registre particulier et d'ordonner les publications et affiches dans les dix jours. Il sera délivré au demandeur un récépissé de l'enregistrement de sa demande. La demande devra indiquer les noms et prénoms du demandeur, la situation, les limites et l'étendue de la concession, la nature et les conditions du gisement. En déposant sa pétition, le demandeur consignera la somme jugée nécessaire pour faire face aux frais de l'instruction, lesquels sont à sa charge, le tout suivant un tarif qui sera arrêté par le gouverneur en conseil privé. Un plan régulier à la surface, en triple expédition, et sur une échelle de 10 millimètres par 100 mètres, sera annexé à la demande. Ce plan devra être dressé ou vérifié par le commissaire des mines et certifié par le directeur de l'intérieur.



ART. 22. — L'affichage aura lieu pendant deux mois au chef-lieu de la colonie, au chef-lieu de l'établissement où la mine est située, ainsi que dans toutes les communes sur le territoire desquelles la concession peut s'étendre : les annonces seront insérées deux fois, à un mois d'intervalle, dans le *Journal officiel* de la colonie.

ART. 23. — Les publications de demande en concession des mines auront lieu devant la porte de la maison commune, à la diligence des maires, un jour de dimanche et au moins une fois par mois pendant la durée des affiches. Les maires sont tenus de justifier ces publications.

ART. 24. — Les oppositions et demandes en concurrence seront admises devant le directeur de l'intérieur jusqu'au dernier jour du second mois à compter de la date de l'affiche. Elles seront notifiées par actes extrajudiciaires à la direction de l'Intérieur où elles seront enregistrées sur le registre indiqué à l'article 21. Elles seront également notifiées par les opposants aux parties intéressées. Le registre et le dossier, tant de la demande, que des oppositions ou demandes en concurrence, seront communiqués, sans déplacement à toute personne qui en fera la demande.

ART. 25. — A l'expiration du délai des affiches et publications et sur la preuve de l'accomplissement des formalités indiquées aux articles précédents, il sera définitivement statué sur la demande en concession par le gouverneur en conseil privé.

ART. 26. — L'administration juge souverainement ses motifs ou considérations d'après lesquels la concession doit être accordée ou refusée, de ses limites et de son étendue ainsi que la préférence à accorder aux divers demandeurs en concession, qu'ils soient propriétaires de la surface, inventeurs ou autres. — Mais en cas que l'inventeur n'obtienne pas la concession d'une mine, il aura droit, de la part du concessionnaire, à une indemnité qui sera réglée par l'acte de concession.

ART. 27. — L'acte de concession intervenu après l'accomplissement des formalités prescrites n'est susceptible d'aucun recours de la part des propriétaires de la surface et des inventeurs, en ce qui concerne le règlement des droits qui leur sont attribués par le présent décret.

ART. 28. — Le concessionnaire devra indemniser les explorateurs évincés, pour les travaux desdits explorateurs, compris dans

la concession, qui seraient utilisés ou pourraient l'être par lui ou auraient donné des indications utiles pour l'exploitation. — Cette indemnité sera évaluée en raison de l'utilité directe ou indirecte que ces travaux pourront avoir pour le concessionnaire au moment de l'institution ou de la concession. — Le concessionnaire pourra disposer, moyennant indemnité, des matières extraites par les explorateurs. — Toutes ces indemnités seront réglées, après expertise, par le conseil du contentieux administratif.

ART. 29. — Les demandes en extension ou réduction de concession, ainsi que les demandes de fusion de plusieurs concessions contiguës en une seule, seront inscrites dans les mêmes formes que les demandes en institution de concession. S'il y a des hypothèques ou privilèges établis sur la concession à réduire ou à fusionner, les demandes de réduction ou de fusion ne pourraient être accueillies que si les créanciers y ont donné leur assentiment.

ART. 30. — Les demandes en renonciation de concession seront instruites dans les mêmes formes. Toutefois la renonciation ne pourra être refusée s'il est produit un certificat du conservateur des hypothèques, constatant qu'il n'y a aucune inscription hypothécaire prise sur la concession, ou si les créanciers inscrits consentent à donner mainlevée sur leur hypothèque.

ART. 31. — Il sera planté des bornes sur les limites de la concession à tous les points où l'administration le jugera utile. L'opération sera faite par les soins du concessionnaire et vérifiée par les agents de l'administration qui y procéderont, s'il y a lieu, d'office et aux frais du concessionnaire.

ART. 32. — Tout individu titulaire d'une concession de mines doit faire élection à Pondichéry d'un domicile où lui seront valablement faites, par l'administration, toutes significations ou communications. L'association ou la société à laquelle appartiendrait une concession devra désigner à l'administration un directeur responsable qui le représente : ce directeur devra faire élection de domicile à Pondichéry aux mêmes fins qu'il est dit au paragraphe précédent. Toute contravention aux obligations qui précèdent donnera lieu, contre l'individu ou la société concessionnaire, à une amende qui pourra s'élever jusqu'à 500 francs et renouvelable, par voie de contrainte, par le directeur de l'intérieur.

ART. 33. — Les propriétaires de mines sont tenus de payer à l'État, pour chacune des concessions prises isolément, une redevance

fixe et une redevance proportionnelle au produit net de l'extraction. — La redevance fixe sera annuelle et réglée d'après l'étendue de la concession sur le taux de 10 francs par kilomètre carré. La redevance proportionnelle sera également annuelle et réglée chaque année, par le conseil général, à une fraction déterminée du produit net de l'extraction pendant l'année précédente, sans que jamais cette fraction puisse être supérieure au vingtième. — Les redevances fixes et proportionnelles seront imposées et perçues comme les contributions directes. — Les réclamations seront présentées instruites et jugées, indépendamment de toute rature prononcée comme pour ces contributions. — Il pourra être accordé par le gouverneur, en conseil privé, sur l'avis des commissaires des mines, pour les exploitations qui en seront jugées susceptibles une remise totale ou partielle du paiement de la redevance proportionnelle pour le temps qui sera jugé convenable, et ce, comme encouragement en raison de la difficulté des travaux : semblable remise pourra être aussi accordée comme dédommagement, en cas d'accident de force majeure qui surviendrait pendant l'exploitation.

ART. 34. — Le propriétaire d'une mine est toujours libre d'en suspendre l'exploitation. Mais toute mine qui ne sera pas exploitée devra payer, en outre de la redevance fixe de l'article précédent, une redevance fixe annuelle de 10 francs par kilomètre carré.

Une concession de mine ne sera considérée comme exploitée que si elle occupe réellement, d'une façon continue, à des travaux de recherche ou d'exploitation, quatre ouvriers au moins par 100 hectares ou fraction de 100 hectares.

Cependant si plusieurs concessions de même nature se trouvaient réunies entre les mains d'un même concessionnaire, individu ou société et que quelques-unes seulement de ces mines, ou même une seule fût exploitée, de telle sorte qu'il y eût au travail un minimum d'ouvriers égal au minimum exigible pour l'ensemble des concessions, toutes les mines seront considérées comme étant en exploitation.

Le gouverneur en conseil privé, pourra, suivant les circonstances, accorder des dégrèvements à l'égard des mines non exploitées.

ART. 35. — Décret du 17 octobre 1896.

ART. 36. — Aucun puits ou galerie de mine ne peut être ouvert par un explorateur ou un concessionnaire dans un rayon de

50 mètres des habitations et des terrains compris dans les clôtures murées y attenant, sans le consentement des propriétaires de ces habitations.

ART. 37. — Aucun travail de mine ne pourra être poussé par un explorateur ou un concessionnaire, sous des maisons ou lieux d'habitation, sous des rivières ou grands canaux d'irrigation ou sous des voies de communication publiques qu'après déclaration faite au directeur de l'intérieur avec plans à l'appui.

Si le directeur n'a pas fait d'opposition dans le délai d'un mois, il sera passé outre par le concessionnaire à l'exécution des travaux.

Si les propriétaires intéressés le requièrent, les explorateurs ou concessionnaires pourront être astreints à donner caution de payer toutes indemnités en cas de dommages qui résulteraient des travaux ; les tribunaux ordinaires connaîtront de toutes les questions relatives à la caution, tant pour apprécier si elle est nécessaire, que pour en fixer, s'il y a lieu, la nature et la quotité.

ART. 38. — Le concessionnaire peut être autorisé par une décision du directeur de l'intérieur, prise après avis du commissaire des mines, et après que les propriétaires auront été mis à même de présenter leurs observations, à occuper, dans le périmètre de sa concession, les terrains nécessaires à l'exploitation de sa mine, à la préparation des minerais et au lavage des combustibles, à l'établissement des routes ou à celui des chemins de fer, ne modifiant pas le relief du sol, à la plantation des bornes destinées à délimiter la concession.

En aucun cas, il ne pourra être délivré des autorisations pour occupation de terrains dans des enclos murés, cours ou jardins, sans le consentement du propriétaire.

Le propriétaire du sol sur lequel une autorisation d'occupation aura été accordée, aura droit à une indemnité qui, à défaut d'entente amiable, sera réglée après expertise, par les tribunaux dans les conditions suivantes :

Si les travaux entrepris par le concessionnaire ou l'explorateur ne sont que passagers et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an, comme il l'était auparavant, l'indemnité sera réglée à une somme double du produit net du terrain endommagé.

Lorsque l'occupation ainsi faite prive le propriétaire de la jouis-

sance du sol, pendant plus d'une année, ou lorsque, après l'exécution des travaux, les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, les propriétaires peuvent exiger l'acquisition du sol; la pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de sa surface doit être achetée en totalité si le propriétaire l'exige; le terrain à acquérir ainsi sera toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation.

L'occupation du terrain par le concessionnaire pourra avoir lieu avant le règlement des indemnités précitées, mais seulement après que l'autorisation du directeur de l'intérieur aura été notifiée au propriétaire et que la constatation des lieux à occuper aura été faite contradictoirement par deux experts nommés, l'un par le concessionnaire, l'autre par le propriétaire du sol ou par le juge de paix, sur requête du concessionnaire, à défaut par le propriétaire d'avoir indiqué à son expert dans la huitaine de la notification qui devra être faite par le concessionnaire.

ART. 39. — Les dispositions de l'article précédent, relatives au mode de calcul de l'indemnité due en cas d'occupation ou d'acquisition des terrains, ne sont pas applicables aux autres dommages causés à la propriété par les travaux de recherche ou d'exploitation.

La réparation de ces dommages, à laquelle l'explorateur ou le concessionnaire sont tenus, ne donnera lieu qu'à des indemnités représentatives du préjudice subi par le propriétaire.

ART. 40. — Si les terrains à occuper par un concessionnaire dans le périmètre de sa concession sont des terrains domaniaux, il pourra les occuper gratuitement, mais à titre précaire, avec l'autorisation du directeur des travaux.

Le concessionnaire aura un droit de priorité pour l'acquisition de tous les terrains domaniaux situés dans le périmètre de sa concession.

ART. 41. — Un arrêté rendu dans les formes prescrites par le sénatus-consulte du 3 mai 1856 peut déclarer d'utilité publique les canaux et les chemins de fer modifiant les reliefs du sol, à exécuter dans l'intérieur du périmètre, ainsi que les canaux, les chemins de fer, les routes nécessaires à la mine, et les travaux de secours, tels que puits ou galeries destinés à faciliter l'aérage ou l'écoulement des eaux à exécuter en dehors du périmètre.

Les voies de communication créées en dehors du périmètre



pourront être affectées à l'usage public, dans les conditions établies par le cahier des charges.

Dans le cas prévu par le présent article, les dispositions du sénatus-consulte susvisé, relatives à la dépossession des terrains et au règlement des indemnités, seront appliquées.

ART. 42 à 49 inclus. — Art. 38 à 45 du décret Néo-Calédonien.

## TITRE IV

### DE LA JURIDICTION ET DES PÉNALITÉS.

ART. 50. — *Ibid.*, art. 62.

ART. 51. — Il sera statué par le conseil du contentieux administratif, en dehors des cas qui lui ont été explicitement dévolus par le présent décret, sur le sens de toute clause d'un acte de concession qui paraît contesté.

ART. 52. — Il sera statué par le gouverneur, en conseil privé, sur toute contestation relative à la classification légale des substances minérales ou fossiles.

ART. 53. — Lorsque pour l'exécution ou en vertu d'une clause du présent décret, le gouverneur doit statuer en conseil privé, le conseil privé sera nécessairement complété par le commissaire des mines, qui sera appelé de droit au conseil, avec voix délibérative.

ART. 54 et 55. — *Ibid.*, art. 66 et 67.

ART. 56. — Ces procès-verbaux seront affirmés dans les formes et délais prescrits par les lois, cette affirmation aura lieu devant les juges de paix et à défaut devant les maires.

ART. 57. — *Ibid.*, art. 69.

## TITRE V

### DISPOSITIONS FINALES.

ART. 58. — Le gouverneur, en conseil privé, prendra tous les arrêtés nécessaires pour l'exécution du présent décret.



## ANNAM-TONKIN

### Décret du 25 février 1897 sur l'exploitation des mines dans l'Annam-Tonkin.

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du ministre des colonies,  
Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;  
Vu l'avis du comité des travaux publics des colonies,  
Décrète :

#### TITRE PREMIER

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — Sont considérées comme mines les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles susceptibles d'une utilisation spéciale, à l'exception des matériaux de construction et des amendements ou engrais pour la culture des terres, qui sont laissées à la libre disposition des propriétaires du sol.

Le gouverneur général décide, en cas de contestation, si la nature d'une substance donne à ces gisements le caractère légal de mines.

ART. 2. — Les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles sont classés en trois catégories :

1° Les couches de combustibles et substances subordonnées qui se trouvent associées dans la même formation, telles que, pour la houille, le minerai de fer carbonaté et l'argile réfractaire ;

2° Les filons ou couches de toutes autres substances minérales ;

3° Les alluvions contenant de l'or, de l'étain, des gemmes ou autres substances métalliques ou précieuses.

En cas de contestation sur la classification légale d'une substance minérale, il est statué par le gouverneur général.

ART. 3. — On peut acquérir, d'après les prescriptions du présent décret, dans une étendue déterminée, le droit d'explorer ou le droit d'exploiter les gîtes naturels de substances minérales ou fossiles.

Ces droits s'étendent indéfiniment en profondeur, dans la projection verticale de l'étendue de la surface sur laquelle ils ont été acquis, sauf pour les gîtes d'alluvion, où ils ne s'étendent que jusqu'à la roche encaissante en place.

Le droit d'exploiter une substance comprise dans l'une des catégories mentionnées à l'article précédent confère le même droit sur les autres substances appartenant à la même catégorie; il donne en outre le droit de disposer des roches ou matériaux dont l'abatage est inséparable des travaux que comporte l'exploitation de la mine.

Mais des personnes distinctes peuvent acquérir le droit d'exploiter dans le même périmètre des gîtes de catégories différentes.

La recherche et l'exploitation des gîtes d'alluvions sont soumises à des règles spéciales qui font l'objet de la section IV du titre III.

## TITRE II

### DES RECHERCHES DE MINES.

#### SECTION I

##### *Dispositions générales.*

ART. 4. — Tout individu ou toute société peut se livrer librement à la recherche des mines dans les terrains domaniaux.

ART. 5. — Dans un terrain de propriété privée, les travaux de recherche ne peuvent être commencés, repris ou poursuivis, à défaut d'entente amiable avec le propriétaire ou le possesseur, qu'en vertu d'une autorisation du résident de la province où se trouve la mine; cette autorisation n'est donnée qu'après que le propriétaire ou possesseur a été entendu et qu'il lui a été payé, pour l'occupation de son terrain, une indemnité fixée ainsi qu'il est dit à l'art. 59.

ART. 6. — Dans le périmètre d'une mine déjà instituée, la recherche d'une mine de catégorie différente ne peut être commencée et poursuivie, à défaut d'entente amiable entre l'explorateur et le propriétaire de mine, qu'avec l'autorisation du résident; cette autorisation n'est donnée qu'après que le propriétaire de la mine a été

entendu, et sous réserve des dommages que l'explorateur est tenu de réparer.

ART. 7. — Les explorateurs sont soumis, pour l'exécution de leurs travaux, aux obligations imposées aux propriétaires de mines, par les art. 56, 57, 60, 68, 69, 70, paragraphes 3 et 4, et 71.

## SECTION II

### *Des recherches en périmètre réservé.*

ART. 8. — Dans tout terrain libre de droits antérieurs qui ne se trouve pas dans une région affectée aux adjudications publiques, tout individu ou toute société peut acquérir par priorité d'occupation un droit exclusif de recherche en périmètre réservé.

ART. 9. — Le périmètre réservé aura la forme d'un cercle ayant un rayon maximum de 4 kilomètres. L'explorateur aura le droit de faire des recherches dans toutes les parties de ce périmètre libres de droits antérieurs.

ART. 10. — L'occupation d'un périmètre réservé doit, pour être valable, avoir été avant toute autre, matériellement marquée et signalée sur le sol d'une façon certaine et bien apparente et avoir fait, dans la quinzaine de la date de l'occupation, l'objet d'une déclaration au résident de la province ou aux résidents des provinces, quand le périmètre s'étend sur deux ou plusieurs provinces, le tout ainsi qu'il sera dit aux deux articles suivants :

ART. 11. — Pour marquer et signaler le périmètre réservé, il doit être planté au centre du cercle un poteau-signal avec écriteau, conforme au type qui sera fixé par le gouverneur général.

L'écriteau doit faire connaître :

- 1° Le nom donné à la recherche ;
- 2° Le nom de l'explorateur ;
- 3° La date de l'occupation ;
- 4° Le rayon du cercle correspondant au périmètre réservé.

ART. 12. — La déclaration de recherche doit faire connaître :

- 1° Le nom donné à la recherche ;
- 2° La situation, aussi vraie que possible, du poteau-signal, réperée, si faire se peut, à quelque point fixe ou, à défaut de point fixe, à quelque point remarquable du sol ;
- 3° Le rayon du cercle correspondant au périmètre réservé ;
- 4° Le nom et le domicile de l'explorateur ;

5° La nature de la substance recherchée ;

6° La date de l'occupation.

Il est donné récépissé de la déclaration, qui est inscrite à la date de la présentation, dans chaque résidence intéressée, sur le registre des déclarations de recherches tenu constamment à la disposition du public.

L'enregistrement n'a lieu que contre paiement d'un droit fixe de 5 centimes par hectare de la superficie du périmètre indiqué.

ART. 13. — Les droits de priorité de l'explorateur courent de la date de l'occupation inscrite sur son poteau de recherche, à la condition par lui d'avoir fait enregistrer dans la quinzaine à partir de cette date la déclaration prescrite par l'article 10.

ART. 14. — Le même explorateur ne peut valablement occuper à la fois qu'un seul périmètre réservé. Pour pouvoir en occuper un second, il doit préalablement renoncer au premier par une déclaration faite à la résidence ou aux résidences des provinces sur lesquelles il s'étend.

ART. 15. — L'explorateur qui a acquis par une occupation régulière le droit de rechercher en périmètre réservé doit, dans le délai de trois ans à partir de la date de cette occupation, soumettre à l'administration une demande en délivrance de la propriété de la mine, conformément aux prescriptions de la section II du titre III.

À l'expiration de ce délai, le terrain cesse d'être réservé.

L'explorateur déchu ne peut en reprendre possession qu'après un délai de deux ans, et si aucun autre ne s'y est établi.

Toutefois, l'instance en institution de la propriété de la mine maintient le privilège de l'explorateur jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur sa demande.

Mention de la demande en délivrance du titre de propriété doit être portée, avec sa date, sur les écriteaux prévus à l'article 11.

ART. 16. — L'explorateur dispose librement du produit de ses recherches. Les substances extraites sont soumises au droit prévu par l'article 55.

ART. 17. — L'explorateur qui cesse d'occuper un périmètre réservé est tenu d'enlever les poteaux-signaux et écriteaux qu'il a posés.

ART. 18. — Tout explorateur condamné par application de l'article 74 perd tous les droits que son occupation lui aurait conférés ; du jour de sa condamnation le terrain redevient libre pour les tiers.

### TITRE III

#### DE L'INSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ DES MINES.

##### SECTION I

##### *Dispositions générales.*

ART. 19. — Le droit d'exploiter une mine s'acquiert par voie de prise de possession dans les régions qui n'ont pas été affectées aux adjudications publiques, et dans les autres par voie d'adjudication.

ART. 20. — Le gouverneur général pourra, par un arrêté qui sera immédiatement transmis à l'administration métropolitaine, décider que certaines catégories de mines ne peuvent être acquises que par voie d'adjudication publique dans les régions que définira ledit arrêté; cette décision ne pourra préjudicier aux droits de recherche en périmètre réservé acquis antérieurement et aux droits éventuels de propriété qui en résulteraient.

ART. 21. — Les sujets ou protégés français et les sociétés françaises peuvent seuls être propriétaires, possesseurs ou exploitants de mines.

Ne sont considérées comme françaises que les sociétés constituées conformément à la loi française, qui ont fait enregistrer leurs statuts en France ou dans les colonies et pays de protectorat et dont le conseil d'administration est composé en majorité de membres français.

Toute société qui veut devenir propriétaire d'une mine, la posséder ou l'exploiter doit remettre à l'administration un exemplaire certifié de son acte de société ou de ses statuts.

ART. 22. — Les fonctionnaires et agents français en Indo-Chine ne peuvent occuper des périmètres réservés, ni posséder ou exploiter des mines, ni en acquérir la propriété par prise de possession, adjudication publique, ou par les voies de droit commun autres que la succession *ab intestat*.

Il en est de même des fonctionnaires annamites, dans le ressort de leur juridiction.



## SECTION II

### *De l'institution de la propriété des mines par voie de prise de possession.*

ART. 23. — Nul ne peut acquérir une mine par prise de possession s'il n'en a fait au préalable l'objet d'une recherche en périmètre réservé, comme il est dit au titre II, soit par lui-même, soit par un tiers aux droits duquel il se trouve substitué.

ART. 24. — La mine dont la possession est demandée doit avoir un périmètre rectangulaire.

Le petit côté du rectangle ne peut avoir moins du quart du grand côté.

En principe, le rectangle doit être contenu en entier dans le cercle correspondant au périmètre de recherche ; toutefois, il peut s'étendre, jusqu'à concurrence du quart de sa superficie, en dehors de ce cercle, sur des terrains libres de tous droits.

La superficie de la mine doit être au minimum de 24 hectares. Sa superficie maximum est fixée : à 2.400 hectares, pour les mines de la première catégorie ; à 800, pour celles de la deuxième, et à 600 pour celle de la troisième.

ART. 25. — Tout individu ou société qui désire acquérir la propriété d'une mine adresse une demande au résident.

Cette demande doit faire connaître :

1° Le nom du demandeur, ainsi que le domicile élu par lui dans le ressort de la résidence ;

2° La recherche dont la propriété comme mine est demandée ;

3° Les titres, s'il y a lieu, en vertu desquels le demandeur se trouve substitué à l'explorateur originaire ;

4° Les limites et la superficie du périmètre de la mine.

ART. 26. — A la demande doit être annexé un plan en double expédition, à l'échelle du dix-millième au moins, indiquant les limites de ce périmètre orienté au nord vrai, rattachées à quelque point fixe remarquable à la surface.

Ce plan sera vérifié par l'administration, aux frais du demandeur, suivant un tarif arrêté par le gouverneur général.

Un arrêté du gouverneur général fixe les indications et renseignements qui doivent figurer sur le plan.

ART. 27. — Le demandeur doit en outre avoir versé au Trésor



une somme, par hectare contenu dans le périmètre, de 1 franc pour les mines de combustibles, et de 2 francs pour toutes autres mines.

ART. 28. — La demande n'est recevable qu'après la production du plan et ledit versement.

Elle est inscrite à la date de son dépôt, contre récépissé, « sur un registre de demandes en propriété de mines », tenu à la disposition du public.

ART. 29. — La demande est affichée pendant deux mois sur la mine et au chef-lieu de la province. Elle est insérée dans la publication officielle du protectorat.

L'affichage a lieu à la diligence de l'administration, et aux frais des demandeurs, dans un délai d'un mois à partir de l'inscription de la demande.

ART. 30. — Les oppositions contre la validité de la demande, recevables seulement pendant la durée de l'enquête locale, sont formulées par écrit et remises au résident qui en donne acte et les inscrit sur le registre mentionné à l'article 28. L'opposant doit faire élection de domicile dans le ressort de la résidence.

Il doit justifier, pendant la durée de l'enquête, que son opposition a été portée devant les tribunaux, faute de quoi elle est considérée comme nulle et non avenue.

ART. 31. — A l'expiration de l'enquête, le résident transmet le dossier, avec ses observations et propositions, au gouverneur général.

S'il n'y a pas d'opposition, celui-ci, sous réserve de l'application de l'art. 46, délivre un titre de propriété qui est remis au demandeur, avec un des plans dûment certifié; inscription du titre est faite sur le « registre des mines ».

S'il y a opposition, l'administration surseoit à statuer jusqu'après la décision judiciaire. Le titre de propriété est délivré, s'il y échet, à la partie qui a fait reconnaître son droit à la propriété de la mine. S'il n'y a pas lieu à délivrance de titre, l'instance administrative est close par une décision motivée du gouverneur général, notifiée par l'intermédiaire du résident de la province et inscrite en marge des registres spéciaux mentionnés aux art. 12 et 28.

La somme versée aux termes de l'art. 27 est restituée sur la présentation de la décision de rejet.

SECTION III

*De l'institution de la propriété des mines par  
adjudication publique.*

ART. 32. — Les terrains miniers situés dans une région affectée aux adjudications publiques seront, avant tout avis d'adjudication, divisés en lots abornés et signalés à la surface.

Il sera, en outre, dressé un plan général du lotissement et un plan de chacun des lots.

L'administration aura la faculté de donner aux lots la délimitation et l'étendue qui lui paraîtront les plus convenables, même en dépassant les maxima fixés par l'art. 24.

ART. 33. — Les adjudications auront lieu devant le gouverneur général ou son délégué.

ART. 34. — Avant toute adjudication, l'administration fera publier et afficher la désignation et la prescription sommaires des lots offerts.

La publication au *Journal officiel* de la République et au *Journal officiel* de l'Indo-Chine (Annam et Tonkin), ainsi que l'affichage au ministère des colonies, et au gouvernement général et au secrétariat général de l'Indo-Chine devront précéder de trois mois la date de l'adjudication.

Toutefois, dans le cas où les lots offerts comporteront une superficie ne dépassant pas 300 hectares, la publication n'aura lieu qu'au *Journal officiel* de l'Indo-Chine ; l'affichage au gouvernement général et au secrétariat général du gouvernement général de l'Indo-Chine, et le délai entre la publication, l'affichage et l'adjudication sera ramené à deux mois.

ART. 35. — Pour se présenter à l'adjudication, les concurrents devront avoir fait élection de domicile au lieu de l'adjudication et produire la quittance d'un versement de garantie calculé à raison de 1 franc par hectare de superficie pour les mines de combustibles, et de 2 francs pour les autres mines. Ce versement est remboursé après l'adjudication aux soumissionnaires évincés. Celui de l'adjudication restera acquis au Trésor, et n'entrera pas dans le calcul des redevances futures.

ART. 36. — L'adjudication aura lieu aux enchères publiques ; elle portera sur le chiffre de la redevance initiale, définie à l'art.

49 ci-dessous. Cette redevance ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à 1 franc par hectare s'il s'agit d'une mine de combustibles, et à 2 francs s'il s'agit de toute autre mine.

L'adjudication aura lieu, pour chaque lot, en faveur du concurrent qui aura offert la redevance la plus forte.

ART. 37. — Le concurrent qui aura obtenu deux ou plusieurs lots dans une adjudication sera tenu d'indiquer à l'administration, dans la huitaine, celui des lots auquel il donnera la préférence.

L'administration, à son tour devra lui faire connaître, dans les huit jours qui suivront cet avis, celui ou ceux des lots qu'elle lui accorde en outre de celui qu'il aura choisi. Les lots délaissés reviendront respectivement aux concurrents, selon l'ordre déterminé par leur dernière enchère.

A l'expiration de ces délais et aussitôt après vérification de la régularité des opérations, le gouverneur général signifiera aux intéressés les lots dont ils resteront définitivement adjudicataires.

ART. 38. — L'adjudicataire devra, dans les trois mois de la signification qui lui aura été faite, verser la première annuité de la redevance offerte par lui, à peine d'être déchu de plein droit et de ne pouvoir plus prendre part à la nouvelle adjudication.

Un titre de propriété et un plan certifié seront délivrés à l'adjudicataire après ce versement.

Inscription du titre sera faite sur le registre des mines.

L'adjudicataire ne pourra d'ailleurs exercer aucun recours contre l'administration pour erreur dans la contenance énoncée.

ART. 39. — Tout individu ou société remplissant les conditions énoncées à l'article 21 pourra faire des offres pour l'acquisition d'une mine qui, dans une région affectée aux adjudications, n'aurait pas encore été allotie par l'administration. Dans ce cas, celle-ci devra procéder à un lotissement de façon à mettre en adjudication cette mine et, s'il y a lieu, les mines voisines dans le délai de six mois après la demande.

L'administration aura la faculté, après qu'elle aura fixé les bases du lotissement, de laisser l'intéressé procéder à l'abornement sur place et à la confection du plan; ce plan devra toutefois être vérifié par l'administration.

L'acquisition ne pourra pas avoir lieu autrement que par une adjudication publique faite d'après les règles de la présente section.

#### SECTION IV

##### *Dispositions spéciales aux gîtes d'alluvion.*

ART. 40. — Les dispositions du présent règlement sur les droits de recherche et d'exploitation des mines s'appliquent à tous les gîtes d'alluvion situés dans les terrains non cultivés.

Toutefois, le délai de trois ans prévu par l'article 15 est réduit à deux ans.

ART. 41. — Dans les terrains cultivés, le propriétaire ou ses ayants droit peuvent seuls acquérir le droit d'exploiter une mine d'alluvion, en se conformant aux prescriptions du titre II et de la section II du présent titre; mais la mine peut avoir une étendue et une forme quelconques.

ART. 42. — L'orpaillage à la battée est librement permis dans le lit des cours d'eau, sauf les parties qui seraient englobées dans des propriétés de mines d'alluvion.

Les orpailleurs peuvent disposer de l'or recueilli par eux.

#### TITRE IV

##### DES DROITS ET OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES DE MINES.

#### SECTION I

##### *Du caractère de la propriété des mines.*

ART. 43. — La propriété d'une mine constitue une propriété distincte de la surface immobilière, disponible et transmissible comme tous autres biens et soumise généralement aux mêmes règles relatives aux immeubles, sous réserve des exceptions stipulées ci-après.

ART. 44. — Une mine ne peut être vendue par lots ni partagée matériellement sans une autorisation donnée par le gouverneur général. Celui-ci délivre, s'il y a lieu, aux intéressés, après annulation du premier titre de propriété, de nouveaux titres, qui sont inscrits à leur tour sur le « registre des mines ».

ART. 45. — Toute cession d'une mine doit être déclarée au résident de la province par le cédant ou le cessionnaire. La transmis-

sion de la propriété n'est opposable aux tiers qu'après que l'acte transmissif de propriété a été consigné au registre des mines.

Il est donné acte de cette consignation.

ART. 46. — Un individu ou une société peut réunir la propriété de plusieurs mines de même nature, à condition de le déclarer, dans la quinzaine, au résident de la province; le gouverneur général peut s'opposer à cette réunion dans les six mois de la date de la déclaration.

Si la réunion n'a pas été déclarée ou si, ayant été déclarée et interdite, elle est maintenue, nonobstant la défense du gouverneur général, ce dernier prononce le retrait de toutes les propriétés minières réunies.

Celles-ci sont vendues par adjudication publique dans les conditions prévues aux articles 51, 52, 53 et 54.

ART. 47. — L'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce.

Les actions ou intérêts, dans une société constituée pour leur exploitation, sont réputés meubles.

ART. 48. — Tout propriétaire d'une mine doit faire, dans le ressort de la résidence, élection d'un domicile où lui sont valablement faites toutes les significations et les communications administratives.

Toute société à qui appartient une mine désigne un gérant responsable pour être son représentant vis-à-vis de l'administration; ce dernier doit faire élection de domicile dans le ressort de la résidence.

Toute contravention à ces obligations donne lieu contre l'individu ou la société à une amende de 500 francs recouvrable par voie de contrainte administrative.

## SECTION II

### *Des redevances et taxes sur les mines et sur leurs produits.*

ART. 49. — Tout propriétaire de mine doit verser une redevance annuelle.

La redevance initiale est doublée à partir de la cinquième année jusqu'à la dixième; elle est triplée à partir de la dixième année, et demeure ensuite invariable.



La redevance initiale sera de 1 franc par hectare pour les mines de houille et de 2 francs pour les mines d'autre substance.

Pour les mines acquises par voie d'adjudication, la redevance initiale par hectare est fixée par l'adjudication.

Lorsque la situation du marché l'exigera, le gouverneur général pourra accorder des réductions sur ces redevances, par arrêté spécial valable pour une année seulement et qui pourra être renouvelé. La réduction devra être proportionnelle à la redevance, et applicable simultanément à toutes les mines d'une substance déterminée.

L'arrêté sera pris en conseil de protectorat.

ART. 50. — A partir du jour de la délivrance du titre de propriété, les taxes prévues à l'article 49 sont payées par avance en deux semestres égaux, le 30 juin et le 31 décembre; elles sont calculées par douzièmes, à compter du premier du mois dans lequel a eu lieu la remise dudit titre.

ART. 51. — Si le propriétaire d'une mine n'a pas payé à l'échéance le semestre exigible, l'administration lui fait notifier un avertissement au domicile élu par lui; trois mois après l'avertissement resté sans résultat, elle lui fait signifier sa déchéance, qui est exécutoire à partir de cette date.

Toutefois, ces avertissements et significations ne sont pas faits à l'exploitant qui a notifié à l'administration, avant le commencement du semestre, sa renonciation à la propriété de la mine.

La mine retirée ou délaissée doit être adjudgée dans les six mois qui suivent l'arrêté prononçant la déchéance ou acceptant la renonciation.

Le propriétaire déchu ne peut concourir à l'adjudication.

Mention du retrait ou du délaissement et du nom du propriétaire est faite dans les affiches et publications définies à l'art. 34.

ART. 52. — Le nouveau propriétaire continuera d'être tenu, vis-à-vis de l'État, au paiement de la redevance annuelle, moyennant laquelle la propriété minière a été précédemment constituée.

ART. 53. — Le prix de l'adjudication, déduction faite des sommes dues au Trésor, est remis au propriétaire évincé. Toutefois, en cas de créances inscrites sur la propriété, ce prix est consigné, pour être distribué judiciairement aux créanciers qui ont acquis des droits réels sur la mine, ou qui justifient avoir fourni des fonds pour sa recherche ou son exploitation.



ART. 54. — Si l'adjudication n'aboutit pas, la propriété minière revient à l'État, libre et franche de toutes charges, et ne peut plus être acquise dorénavant par prise de possession.

Toutefois, s'il s'agit d'une mine d'alluvion, constituée par application de l'art. 41, à la propriété de laquelle il a été régulièrement renoncé, le propriétaire du sol conserve le droit qui lui est reconnu par ledit article, à la condition d'avoir versé au Trésor les frais d'affichage de sa renonciation.

ART. 55. — Il est perçu par tonne de substances extraites des recherches ou des exploitations, et non consommées dans la colonie, un droit *ad valorem* de 1 0/0 pour les combustibles et minerais de fer, et de 2 0/0 pour toutes autres substances.

Ce droit est perçu sur le produit ou métal brut provenant du traitement de la substance extraite, toutes les fois que celle-ci n'est exportée que transformée en produit ou métal brut.

Ce droit sera recouvré dans les conditions fixées par un arrêté du gouverneur général.

### SECTION III

#### *Des relations de l'exploitant de mines avec le propriétaire de la surface.*

ART. 56. — Aucun puits ou galerie ne peut être ouvert dans un rayon de 50 mètres d'une habitation et des terrains compris dans les clôtures y attenant, sans le consentement du propriétaire de cette habitation.

ART. 57. — Aucun travail ne peut avoir lieu sur les chemins publics, chaussées, digues, canaux de navigation et d'irrigation, fleuves et rivières navigables sans une autorisation du résident, ni sous les maisons et lieux d'habitation sans une déclaration de l'exploitant, que le résident communique aux propriétaires intéressés.

ART. 58. — Dans les terrains domaniaux situés à l'intérieur du périmètre d'une mine, l'exploitant aura le droit d'occuper la surface que le résident reconnaîtrait nécessaire à son exploitation, ainsi qu'à l'érection des établissements pour la préparation ou la transformation des produits, en payant la contribution foncière sur le taux des terrains de culture les plus imposés de la commune.

ART. 59. — Si des terrains situés à l'intérieur du périmètre de la mine sont possédés par un tiers, l'exploitant, à défaut d'entente

amiable avec celui-ci, pourra occuper temporairement ou définitivement la surface dont l'occupation aura été déclarée nécessaire par le résident, moyennant le paiement d'une indemnité préalable, calculée au double de la valeur qu'avaient les terrains avant l'occupation si celle-ci est définitive, ou au double de leur revenu si l'occupation n'est que temporaire. Cette dernière indemnité sera due pour chaque année d'occupation. Toutefois, si l'occupation se prolonge au delà de trois années, le propriétaire de la surface aura le droit d'obliger l'exploitant à acquérir ses terrains, au double de la valeur qu'ils avaient avant l'occupation.

ART. 60. — L'exploitant sera tenu de payer une indemnité, déterminée par expertise, pour tous les dommages que ses travaux causeraient aux propriétés ou établissements de la surface.

ART. 61. — Dans les terrains situés en dehors du périmètre de la mine et sous réserve de l'application de l'art. 63, l'exploitant pourra faire, avec l'autorisation du gouverneur général, tous les travaux de secours que nécessiterait son exploitation, en se conformant, pour l'occupation, aux prescriptions des art. 58 et 59, suivant le cas.

Il pourra établir sur ces terrains toutes voies de transport, telles que sentiers, chemins de charroi, chemins de fer, canaux de navigation, en observant les règles concernant les travaux publics.

#### SECTION IV

##### *Des relations entre les exploitants des mines voisines et contiguës.*

ART. 62. — Il sera laissé, autour du périmètre de chaque mine, un massif intact de roche en place de 10 mètres au moins, lequel ne pourra être enlevé ou traversé qu'avec l'autorisation du gouverneur général.

Tout propriétaire de mine qui, nonobstant cette prescription, poursuivrait les travaux dans une mine voisine resterait civilement responsable jusqu'après l'expiration de la troisième année qui suivra la découverte du fait.

ART. 63. — Il y aura entre les mines voisines une servitude réciproque pour l'établissement de travaux de secours, tels que ceux nécessités par les besoins de l'aérage ou de l'écoulement des eaux; à défaut d'entente amiable entre les intéressés, il sera statué

par le gouverneur général sur la situation et la nature des travaux à exécuter. L'exploitant au profit duquel seront faits les travaux devra payer à celui qui subirait un dommage matériel ou qui le ferait bénéficier d'une économie dans l'exploitation une indemnité fixée par expertise.

ART. 64. — Si deux mines de catégorie différente se trouvaient superposées l'une à l'autre, à défaut d'entente amiable entre les exploitants pour la conduite de leurs travaux respectifs, il serait également statué par le gouverneur général, sous réserve de l'indemnité qu'un des exploitants pourrait devoir à l'autre, et qui serait réglée comme à l'article précédent.

ART. 65. — Tout exploitant de mine sera responsable des dommages que ses travaux causeraient à une mine voisine ou superposée.

ART. 66. — Tout propriétaire de mine a le droit de se servir des sentiers et chemins de charroi établis par le propriétaire d'une mine voisine dans le périmètre de celle-ci, sauf paiement d'une indemnité pour cet usage.

ART. 67. — S'il existe entre plusieurs mines voisines des terrains libres qui, par leur contenance et leur forme, ne peuvent, aux termes de l'article 24, faire l'objet d'une institution de propriété, ils ne pourront qu'être ajoutés à celle des mines contiguës dont le propriétaire en ferait la demande, en se conformant aux prescriptions de la section II du titre III.

Si plusieurs propriétaires de mines contiguës à ces terrains libres en revendiquent tout ou partie, pendant l'instruction de cette demande, ces terrains seront partagés entre eux par l'administration, à défaut d'entente amiable, proportionnellement à la surface des mines intéressées.

## SECTION V

### *Surveillance de l'exploitation des mines.*

ART. 68. — L'exploitation des mines est soumise à la surveillance de l'administration, en vue de prévenir les dangers que cette exploitation peut avoir pour la sûreté de la surface et pour la sécurité du personnel occupé dans la mine.

ART. 69. — Cette surveillance s'exerce, sous l'autorité du gouverneur général, par les résidents, assistés des fonctionnaires et agents du service des mines.

Le gouverneur général pourra édicter les règlements qu'il jugera nécessaires pour satisfaire aux objets prévus à l'article précédent et prescrire, dans le même but, les mesures de précaution spéciales et urgentes auxquelles l'exploitant sera tenu de se soumettre. En cas d'urgence, ces mesures seront prescrites par le résident.

Aucune injonction faite à ce titre ne pourra donner ouverture à une indemnité en faveur de l'exploitant ; toutefois, dans le cas où la mesure prescrite aurait pour but de protéger un travail d'utilité publique autorisé postérieurement à l'institution de la mine, l'exploitant devrait être indemnisé de la valeur des installations que cette mesure rendrait inutiles ou de celles qu'il serait obligé d'exécuter.

ART. 70. — Tout propriétaire de mine doit tenir à jour, sur place, un plan des travaux, ainsi qu'un registre d'avancement dans lequel sont mentionnés les faits importants de l'exploitation.

Ce plan, dont copie doit être envoyée annuellement à l'administration, et ce registre doivent être représentés aux fonctionnaires et agents du service des mines.

Le propriétaire est également tenu de fournir à l'administration les renseignements statistiques qu'elle demanderait sur la nature et la quantité des produits extraits ou élaborés et sur le personnel occupé par l'entreprise.

Il est tenu de procurer aux fonctionnaires et agents chargés de la surveillance les moyens de parcourir les travaux accessibles.

ART. 71. — Tout travail d'exploration ou d'exploitation ouvert en contravention au présent décret peut être interdit par mesure administrative, sans préjudice des poursuites et pénalités prévues au titre suivant.

## TITRE V

### DES PÉNALITÉS.

#### SECTION I

##### *Des amendes.*

ART. 72. — Seront punis d'une amende de 16 à 100 francs :

1<sup>o</sup> Tout individu qui aura fait des travaux de recherche ou d'exploitation sans autorisation administrative ou sans déclaration

préalable dans les lieux interdits par les articles, 5, 6, 8 et 57;

2° Tout explorateur ou propriétaire de mine qui aura contrevenu aux règlements ou décisions de police rendus par application de l'article 69;

3° Tout explorateur ou exploitant qui n'aura pas fourni dans les délais impartis les plans ou renseignements statistiques prévus à l'article 70.

ART. 73. — Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs tout individu qui aura disposé de substances minérales soumises au présent décret et extraites par des travaux illicites d'exploration ou d'exploitation.

ART. 74. — Sera puni d'une amende de 1.000 francs tout individu qui aura frauduleusement planté, enlevé ou déplacé des poteaux ou signaux de recherche, modifié ou altéré les inscriptions de leurs écriteaux, de façon à tromper autrui sur la délimitation, la contenance ou la date d'une occupation de périmètre de recherche réservé.

ART. 75. — Les amendes prévues aux articles 72, 73 et 74 seront portées au double, en cas de récidive dans les douze mois qui suivront la première condamnation.

## SECTION II

### *De la répression des infractions.*

ART. 76. — Les contraventions aux prescriptions du présent décret seront constatées par procès-verbaux des fonctionnaires ou agents du service des mines et de tous autres qui auront compétence en pareille matière.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve contraire.

Les amendes seront appliquées par les tribunaux, sauf le cas prévu à l'article 48 du présent décret.

## TITRE VI

### DE LA COMPÉTENCE.

ART. 77. — L'autorité judiciaire connaît de toutes contestations entre particuliers nées de l'exécution du présent décret et notamment de toutes indemnités qui peuvent être dues par les explora-



teurs ou exploitants à des exploitants de mines ou des propriétaires de la surface.

ART. 78. — Le service technique des mines doit être consulté par le gouverneur général dans les cas prévus aux articles 20, 31, 37, 44, 46, 61, 62, 63, 64, 68 et 69.

## TITRE VII

### DISPOSITIONS SPÉCIALES.

ART. 79. — Les propriétaires des mines constituées par des contrats particuliers auront la faculté de rentrer dans le régime du présent décret en faisant la déclaration au gouverneur général.

En attendant, ces mines ne seront pas soumises aux prescriptions du présent décret, pour ce qui a trait à leur superficie, à leur vente, à leur division, à leur réunion éventuelle à d'autres mines et aux redevances à payer aux Trésor.

Toutes les autres dispositions du présent décret leur seront appliquées.

Le présent décret sera intégralement appliqué aux mines instituées sous le régime du décret de 1888.

Les périmètres réservés régulièrement acquis, conformément au décret de 1888, seront maintenus dans les formes anciennes, mais ils ne pourront être transformés en propriétés, avec et dans les limites résultant de ces formes, que sous les conditions spécifiées au présent décret.

ART. 80. — Le gouverneur général réglera par des arrêtés les questions que pourra comporter l'application du présent décret.

ART. 81. — Le décret du 16 octobre 1888 est abrogé.

ART. 82. — Le gouverneur général pourra suspendre, pour des motifs d'ordre public, le droit de recherche dans certaines régions déterminées, par arrêtés rendus en conseil de protectorat.

Ces arrêtés seront soumis à la ratification immédiate du ministre des colonies.

Fait à Paris, le 25 février 1897.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

ANDRÉ LEBON.



## MADAGASCAR

### Décret du 20 juillet 1897 (Mines autres que celles des métaux précieux).

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 11 décembre 1895, fixant les pouvoirs du résident général à Madagascar;

Vu les décrets des 28 décembre 1895 et 9 juin 1896, portant organisation du service de la justice à Madagascar;

Vu le décret du 28 janvier 1896, portant rattachement des établissements français de Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Sainte-Marie-de-Madagascar à l'administration de Madagascar.

Vu le décret du 17 juillet 1896, rendant exécutoires les dispositions du règlement local concernant le régime des mines d'or, des métaux précieux et des pierres précieuses à Madagascar;

Vu les décrets des 3 août 1896 et 6 mars 1897, instituant un conseil d'administration près le résident général de Madagascar;

Vu la loi du 6 août 1896, déclarant colonie française l'île de Madagascar et ses dépendances;

Vu l'arrêté du résident général de Madagascar, du 2 novembre 1896, portant réglementation sur les concessions de terres à Madagascar;

Vu le décret du 16 juillet 1897 sur le régime de la propriété foncière à Madagascar;

Vu le décret du 16 juillet 1897, portant organisation du domaine public à Madagascar;

Sur le rapport du ministre des colonies,

Décète :

## TITRE PREMIER

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1<sup>er</sup>. — Le présent décret s'applique aux mines autres que les mines d'or, de métaux précieux et de pierres précieuses. Ne sont pas considérés comme mines les gîtes de tourbe, de matériaux

de construction et d'amendement; ces gîtes restent à la libre disposition des propriétaires du sol.

ART. 2. — Les Européens et assimilés sont admis à la recherche et à l'exploitation des mines; les indigènes et assimilés doivent être autorisés par le gouverneur de leur province, sauf l'approbation du résident.

Il est interdit aux fonctionnaires français et indigènes de l'administration de Madagascar, en activité de service, de se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines.

ART. 3. — Les sociétés formées pour la recherche, pour l'acquisition et pour l'exploitation des mines doivent être constituées conformément aux lois françaises et avoir fait enregistrer et approuver leurs statuts en France ou à la résidence générale de Tananarive.

ART. 4. — Les matières dont les gîtes sont considérés comme mines sont concessibles; elles sont classées en quatre catégories :

1° Combustibles minéraux, pétroles, bitumes et asphaltes (la tourbe exceptée);

2° Sel gemme et sels associés;

3° Phosphates en amas, couches et filons;

4° Toutes autres substances minérales non comprises dans les catégories susénoncées.

Les gîtes non considérés comme mines sont considérés comme carrières.

ART. 5. — La concession comporte le droit d'exploiter toutes les substances minérales d'une même catégorie, comprises dans le périmètre de la mine.

Il peut être accordé à des personnes distinctes des concessions pour des catégories différentes de matières dans le même périmètre.

## TITRE II

### DE LA RECHERCHE DES MINES.

ART. 6. — Toute personne, toute société autre que le propriétaire du sol, qui veut se livrer à la recherche des mines, doit demander un permis de recherches soit au service des mines à Tananarive, soit au résident de la province.

Le coût du permis de recherches est fixé à 25 francs.

ART. 7. — Le permis de recherches est valable pour une année ; il donne droit de faire des recherches en dehors du périmètre des concessions déjà instituées et des terrains de recherches déjà bornés ; il peut être renouvelé si l'administration le juge à propos.

ART. 8. — L'explorateur peut disposer du produit de ses recherches, à la condition d'en avertir le service des mines, de payer la redevance proportionnelle prévue par l'article 24 ci-dessous et de ne pas faire dégénérer ses recherches en exploitation.

ART. 9. — Lorsque l'explorateur aura choisi son terrain de recherches, il devra placer et maintenir aux angles de ce terrain, et à chaque kilomètre, sur les alignements droits, des poteaux-bornes d'une hauteur de 2 mètres au-dessus du sol.

Le maximum de superficie de ce terrain ne devra pas dépasser 2.500 hectares.

Les poteaux-bornes devront porter, en langue française, sur une planchette, les indications suivantes :

1° Nom du titulaire ;

2° Date du permis ;

3° Catégorie du minéral cherché.

ART. 10. — Aussitôt qu'il a planté ses poteaux-bornes, l'explorateur doit en informer le résident français de la circonscription et le chef du service des mines, en indiquant avec toute la précision possible la position de chacun.

L'avis est enregistré sur un registre spécial, avec indication de la date et de l'heure d'arrivée.

ART. 11. — Il est interdit de faire des fouilles dans les propriétés encloses de murs et dans les lieux de sépulture, et de s'en approcher à moins de cinquante mètres, ainsi que des maisons, des puits, des voies de communication et des ouvrages d'art. Cette distance pourra être réduite avec l'assentiment de l'administration ou du propriétaire intéressé, suivant qu'il s'agit du domaine public ou d'une propriété privée.

ART. 12. — En propriété non close, tout explorateur ne peut entreprendre des fouilles que s'il y est autorisé par l'ayant droit, ou, à défaut, par l'administration.

ART. 13. — L'explorateur est responsable des dommages temporaires ou permanents subis par les propriétés ou cultures du

fait des fouilles. Tout dommage de cette nature donne lieu à une indemnité double du préjudice causé.

Le juge compétent sera le juge de paix ou le magistrat exerçant des fonctions similaires.

### TITRE III

#### DE L'INSTITUTION DES CONCESSIONS.

ART. 14. — Toute personne ou toute société qui a fait une découverte et qui veut obtenir une concession doit en faire la demande au service des mines à Tananarive. Elle doit justifier qu'elle se trouve dans les conditions requises par les articles 2 et 3.

ART. 15. — A la demande de concession doit être joint un plan à l'échelle de 1/10,000<sup>e</sup> indiquant le tracé du périmètre jalonné sur le terrain.

ART. 16. — Les demandes sont inscrites à leur date de dépôt sur un registre spécial avec indication de la date du dépôt; elles reçoivent un numéro d'ordre. Il en est donné récépissé.

ART. 17. — L'administration procède à une enquête et fait vérifier le plan du terrain dans les délais les plus courts possible.

La demande est insérée par extraits, à trois reprises et à intervalle d'au moins un mois, dans le *Journal officiel* de Madagascar, aux frais du demandeur.

ART. 18. — Les oppositions à toute demande de concession doivent être faites sur papier timbré de 5 francs.

Elles sont reçues au service des mines jusqu'au moment de l'institution de la concession et signifiées au demandeur, aux frais et par les soins de l'opposant.

ART. 19. — La concession est accordée au demandeur s'il n'y a pas d'opposition. Son étendue ne peut dépasser 2.500 hectares. En cas d'opposition, l'administration apprécie souverainement à qui et dans quelles limites la concession doit être accordée.

### TITRE IV

#### DES DROITS ET OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES DES MINES.

ART. 20. — La propriété des mines est distincte de celle de la surface; elle est immobilière et transmissible comme tous les

autres biens immeubles, sauf les réserves des articles 2 et 3.

ART. 21. — Toute cession, toute réunion de mines de même catégorie doit être autorisée par l'administration.

Il est perçu sur tout acte de cession ou de réunion un droit de 4 0/0.

ART. 22. — Les titres nominatifs émis pour la recherche, l'achat ou l'exploitation des mines, sont soumis à un droit de mutation de 1 0/0 en cas de cession, et les titres au porteur à un droit annuel d'abonnement de 40 centimes 0/0.

ART. 23. — Toute mine est soumise à une redevance annuelle fixe de :

1 franc par hectare jusqu'à 200 hectares ;

2 francs par hectare jusqu'à 500 hectares ;

3 francs par hectare en plus jusqu'à 1.000 hectares ;

4 francs par hectare en plus jusqu'à 1.500 hectares ;

5 francs par hectare en plus jusqu'à 2.500 hectares ;

Cette redevance n'est exigible qu'après l'expiration de la deuxième année de la concession.

De plus, les produits extraits paient une redevance proportionnelle de 2 1/2 0/0 de leur valeur marchande sur le carreau de la mine, calculée d'après l'extraction du semestre précédent.

ART. 24. — Ces deux redevances, fixe et proportionnelle, sont payables d'avance et par semestre.

ART. 25. — En cas de retard de six mois dans le paiement de l'une des redevances, l'administration met en demeure le concessionnaire de s'acquitter dans les six mois suivants, faute de quoi la déchéance est prononcée.

ART. 26. — Toute mine ainsi retirée ou abandonnée est mise en adjudication dans un délai de six mois. L'adjudication, annoncée par voie d'affiches trois mois d'avance et dans ce délai par des insertions hebdomadaires au *Journal officiel* de Madagascar, porte sur une somme à verser immédiatement au Trésor par le nouveau concessionnaire.

Sur cette somme est prélevé le montant des redevances dues et d'une amende de 10 francs par hectare ; l'excédent est remis au concessionnaire déchu. La mine rentre aussitôt après dans le régime normal.

ART. 27. — A défaut d'adjudication, la concession est annulée.



## TITRE V

### RELATIONS ENTRE L'EXPLOITANT DE MINES ET LES PROPRIÉTAIRES DE LA SURFACE.

ART. 28. — Aucun travail souterrain ne peut être ouvert ou poursuivi dans un rayon de 50 mètres autour des bâtiments de la surface qu'un mois après avertissement donné au chef du service des mines et aux propriétaires de ces bâtiments.

ART. 29. — L'exploitant d'une mine est tenu de réparer les dommages occasionnés à la surface par les travaux de la mine.

Le montant de l'indemnité sera fixé par le tribunal compétent, qui statuera d'urgence, comme en matière sommaire.

ART. 30. — L'art. 11 est applicable à toutes les fouilles nécessitées par les travaux de mines, sous réserve des dispositions des articles ci-après.

ART. 31. — L'exploitant d'une mine peut occuper temporairement, avec l'autorisation du chef du service des mines, et après paiement de l'indemnité annuelle prévue à l'art. 33, les terrains situés dans son périmètre et nécessaires soit à l'exploitation, soit à la préparation mécanique des minerais et au lavage des combustibles, soit à l'établissement de voies de communication exclusivement destinées à relier la mine avec ses dépendances ou avec des voies publiques.

ART. 32. — Un arrêté du résident autorisera de même, après paiement de l'indemnité annuelle prévue à l'art. 33, l'occupation temporaire des terrains, situés en dehors de la concession, nécessaires pour l'exécution de travaux de secours, tels que puits et galeries d'aérage, d'épuisement et de sortage, et voies de communication.

Ces terrains seront réputés dépendances de la mine.

ART. 33. — L'indemnité prévue par les art. 31 et 32 est réglée par le tribunal compétent au double du revenu net qu'aurait produit le sol occupé.

Elle est payable d'avance, au commencement de chaque année d'occupation. Le propriétaire peut requérir du tribunal l'acquisition des parcelles qui auront été occupées pendant plus d'une année ou qui, après des travaux, ne seront plus propres à l'usage auquel elles étaient employées.



L'indemnité d'acquisition est réglée par le tribunal compétent au double de la valeur de la propriété.

ART. 34. — L'exploitation des mines à Madagascar rentre dans la catégorie des actes civils, conformément aux lois métropolitaines et ne confère pas par elle-même la qualité de commerçants à ceux qui se livrent à cette exploitation.

## TITRE VI

### SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE.

ART. 35. — L'exploitation des mines est soumise au contrôle de l'administration au point de vue de la sécurité des ouvriers et de celle du public. En conséquence, l'exploitant prendra toutes les mesures de précaution qui lui seront prescrites par l'administration, notamment en ce qui concerne :

1° Les procédés d'abatage de la masse exploitée et des terres de recouvrement dans les exploitations à ciel ouvert ;

2° La consolidation des puits, galeries et autres excavations, la disposition et les dimensions des piliers dans les exploitations souterraines ;

3° L'emploi de la poudre et des autres explosifs.

ART. 36. — Tout exploitant de mine est tenu d'avoir à jour un plan complet de ses exploitations à l'échelle de 1/1,000<sup>e</sup>.

## TITRE VII

### PÉNALITÉS.

ART. 37. — Des amendes de 5 à 100 fr. et des emprisonnements de un à huit jours peuvent être infligés pour infraction aux dispositions du présent décret.

ART. 38. — Sont punis d'une amende de 100 à 1,000 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à trois mois :

Ceux qui déplacent ou falsifient les bornes définissant des terrains de recherches ;

Ceux qui font des fouilles dans les zones réservées aux articles 11 et 12 ;

Ceux qui se livrent à l'extraction illicite des substances concédées ;

Les prospecteurs et concessionnaires qui ne tiennent pas leur livre d'extraction d'une façon régulière, ou qui refuseraient de le communiquer aux agents de l'administration des mines.

ART. 39. — Les contraventions aux prescriptions du présent décret seront dénoncées comme les contraventions en matière de police.

ART. 40. — Les procès-verbaux contre les contrevenants seront dressés par les officiers de police judiciaire, ou affirmés entre leurs mains par les préposés de l'administration des mines et les agents de la force publique, dans le délai d'un mois.

ART. 41. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 20 juillet 1897.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

ANDRÉ LEBON.

---

### Décret du 17 juillet 1896 (Mines de métaux précieux).

Le Président de la République française,

Vu le décret du 11 décembre 1895, déterminant les pouvoirs du résident général à Madagascar ;

Vu le décret du 28 décembre 1895, organisant le personnel des résidences à Madagascar ;

Vu le décret du 9 juin 1896, portant organisation de la justice française à Madagascar ;

Sur le rapport du ministre des colonies et après avis du comité supérieur des travaux publics des colonies,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues exécutoires les dispositions du règlement local concernant le régime des mines d'or, des métaux précieux et des pierres précieuses à Madagascar.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution

du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies, ainsi que le règlement en question.

Fait à Paris, le 17 juillet 1896.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

ANDRÉ LEBON.

## Règlement sur l'exploitation de l'or, des métaux précieux et des pierres précieuses à Madagascar.

### TITRE PREMIER

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — La présente loi s'applique aux alluvions, aux amas, aux couches et aux filons renfermant de l'or, d'autres métaux précieux tels que l'argent et le platine, des pierres précieuses.

L'exploitation des autres substances minérales est réglée par une loi spéciale.

Si des gisements complexes contenant, avec des métaux usuels, des métaux précieux sont découverts, le chef du service des mines décidera après enquête à laquelle des deux lois doit être soumise leur exploitation.

ART. 2. — Les citoyens, sujets et protégés français, ainsi que les étrangers sont admis à la recherche et à l'exploitation des mines; les indigènes doivent être autorisés par le gouverneur de leur province, sauf approbation du résident.

Il est interdit aux fonctionnaires français et indigènes de l'administration de Madagascar, en activité de service, de se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines.

ART. 3. — L'exploitation des mines ne peut être faite que dans les périmètres miniers déclarés ouverts à l'exploitation publique.

Les recherches peuvent être faites en terrain non déclaré ouvert à l'exploitation publique, dans les conditions indiquées au titre suivant.

## TITRE II

### DE LA RECHERCHE EN TERRAIN NON DÉCLARÉ OUVERT A L'EXPLOITATION PUBLIQUE.

ART. 4. — Toute personne qui veut entreprendre des recherches en terrain non déclaré ouvert à l'exploitation publique doit demander un permis de recherches, soit au service des mines à Tananarive, soit à un résident; le permis est délivré contre versement d'une somme de 25 francs; il est valable pour un an et indéfiniment renouvelable dans les mêmes formes, il donne le droit de faire des recherches en dehors des périmètres déclarés et d'établir un signal de recherches.

ART. 5. — Le signal est un poteau de 2 mètres de haut, sur lequel est fixée une affiche portant en langue française le nom de l'explorateur, le lieu et la date de la délivrance du permis, la date de la pose du signal et l'indication que les recherches ont pour objet l'or, les métaux précieux et les pierres précieuses.

Un signal ne peut être placé à moins de 2 kilomètres  $1/2$  de tout signal déjà établi; il doit être situé en dehors de tout périmètre minier déjà déclaré ouvert à l'exploitation publique; les signaux établis par un même explorateur doivent être éloignés les uns des autres d'au moins 25 kilomètres.

Aussitôt qu'un signal est établi, l'explorateur doit en aviser par lettre le résident de la province qui en informe le service des mines à Tananarive; l'explorateur doit indiquer avec toute la précision possible le point où le signal est planté. Faute de cette indication, l'avis pourra être tenu pour non venu.

L'avis est inscrit sur un registre spécial avec indication de la date et de l'heure à laquelle il a été reçu par le résident.

ART. 6. — L'explorateur a le droit exclusif de faire des fouilles dans un cercle de 2 kilom.  $1/2$  de rayon autour de chacun des signaux qu'il a établis, à la condition de se tenir à l'extérieur des cercles déjà occupés par d'autres explorateurs et des périmètres miniers déclarés ouverts à l'exploitation publique.

Il est interdit de faire des fouilles :

1° Dans l'emplacement des travaux d'utilité publique; 2° dans les routes et chemins et dans leurs dépendances; 3° dans une zone

de 50 mètres autour des travaux d'art ; 4° dans les lieux de sépultures et dans une zone de 10 mètres à l'entour ; 5° dans les propriétés encloses de murs et dans une zone de 50 mètres autour des maisons et des puits et de 10 mètres autour des enclos, sauf autorisation spéciale du propriétaire.

En propriété non close, si le propriétaire du sol s'oppose aux fouilles, celles-ci ne peuvent être entreprises qu'après autorisation du résident de la province.

ART. 7. — L'explorateur est responsable des dommages temporaires ou permanents subis par les propriétés ou cultures du fait des fouilles. Tout dommage de cette nature donne lieu à une indemnité double du préjudice causé.

Le juge compétent sera le juge de paix toutes les fois que la constatation ne se sera pas élevée uniquement entre indigènes.

### TITRE III

#### DE L'INSTITUTION DES PÉRIMÈTRES MINIERES DÉCLARÉS OUVERTS A L'EXPLOITATION PUBLIQUE.

ART. 8. — Tout explorateur qui a découvert un gisement en dehors d'un périmètre minier déclaré et qui désire l'exploiter doit adresser à ce sujet une déclaration au service des mines à Tananarive.

La déclaration est inscrite sur un registre spécial, avec indication de la date et de l'heure à laquelle elle a été reçue.

Le service des mines procède à une enquête à la suite de laquelle il décide s'il y a lieu soit de déclarer ouverts un ou plusieurs périmètres miniers, soit de rattacher les gisements découverts à des périmètres miniers déjà déclarés.

ART. 9. — Si un ou plusieurs périmètres miniers nouveaux sont déclarés, le service des mines décide quelles sont les personnes qui doivent jouir, dans chacun de ces périmètres, des droits d'inventeur définis à l'article 11 ci-dessous.

Le service des mines établit les dimensions et les prix de location des lots d'exploitation pour chaque périmètre conformément aux dispositions suivantes.

On distingue trois catégories de lots :

Première catégorie : en alluvions riches, le lot est un carré de 100 mètres de côté.

Deuxième catégorie : en alluvions moyennement riches et pour les diamants en roche, le lot est un rectangle de 200 mètres sur 250 mètres.

Troisième catégorie : En alluvions pauvres, en alluvions recouvertes et en roches, le lot est un rectangle de 250 mètres sur 1 kilomètre.

Pour chacune de ces catégories, le prix de location par mois est déterminé par le service des mines.

Les taxes peuvent être révisées tous les deux ans pour tenir compte du rapport entre la teneur en or, métal précieux, ou pierres précieuses, qui a servi de base à la taxation précédente et la teneur réelle constatée dans les six derniers mois.

ART. 10. — Chaque périmètre minier est placé dans les attributions d'un commissaire des mines. Ces attributions sont définies par les articles 12, 15, 16, 21, 25, 28 de la présente loi. Les résidents peuvent, par décision du résident général, être chargés des fonctions de commissaire des mines.

ART. 11. — Dans la semaine qui suit l'installation du commissaire des mines, les inventeurs désignés conformément à l'article 9 ont le droit de se marquer respectivement, autour des signaux qu'ils ont établis et qu'ils ont désignés dans leur demande, un nombre de lots contigus qui ne peut dépasser 80 ; la plus petite dimension du terrain total ne doit pas être inférieure à un quart de la plus grande.

Un de ces lots, que l'inventeur doit désigner, est dispensé de la taxe pendant dix ans ; les autres en sont dispensés pendant un an.

ART. 12. — Dans les trois semaines suivantes, le commissaire des mines désigne les parties du périmètre minier qui seront réservées aux lots des différentes catégories.

Le trente et unième jour après son installation, il déclare que le périmètre minier est réellement ouvert à l'exploitation publique.

ART. 13. — Toute personne autre que l'inventeur qui veut obtenir des lots d'exploitation demande au commissaire des mines un nombre de permis correspondant et verse la première mensualité des taxes y afférentes. Le nombre de permis qui peut être accordé à la même personne ne peut dépasser 10.



La demande est inscrite sur un registre spécial, avec indication de la date et de l'heure à laquelle elle est déposée. Le permis est accordé dans le plus bref délai, d'après le rang d'inscription ; il porte mention de la date et de l'heure de la délivrance. Toutefois les explorateurs qui auraient établi un signal de recherches dans le périmètre minier, antérieurement à la date de la première déclaration d'ouverture, ont droit de priorité sur les autres demandeurs.

ART. 14. — Toute personne munie d'un certain nombre de permis de l'une des trois catégories a droit de se marquer un nombre égal de lots contigus de cette catégorie dans les régions pour ce désignées par le commissaire des mines.

Tout lot ou groupe de lots appartenant à une même personne doit être délimité par des piquets d'un diamètre de 5 centimètres au moins et dépassant le sol de 1 mètre au moins. Leur distance doit être de 25 mètres au plus pour les lots de première catégorie et de 50 mètres au plus pour les lots de deuxième et troisième catégorie.

Les piquets d'angle, d'une hauteur de 2 mètres, doivent porter une affiche indiquant en langue française le nombre des lots, le nom de l'occupant, la date et l'heure de la délivrance des permis correspondant, la date de la prise de possession.

Tout lot marqué doit être immédiatement déclaré au commissaire des mines, et reçoit un numéro d'ordre qui doit être inscrit sur les affiches des quatre poteaux d'angle.

ART. 15. — Si une compétition se produit entre mineurs pour la démarcation d'un lot, le conflit est porté devant le commissaire des mines qui statue en tenant compte de l'ancienneté de date des titres qu'il a délivrés et des droits de priorité qui en résultent.

Les parcelles qui demeurent inoccupées entre les lots et dont les dimensions sont inférieures à celles d'un lot peuvent être attribuées à l'un des occupants des lots voisins, à la condition qu'il prenne un titre spécial pour chaque parcelle.

En cas de compétition pour l'attribution de ces parcelles, le commissaire des mines procède à une vente aux enchères entre les détenteurs de lots contigus ; cette enchère porte sur la somme à verser immédiatement en sus de la taxe.

## TITRE IV

### DU RÉGIME DES PÉRIMÈTRES MINERS DÉCLARÉS OUVERTS A L'EXPLOITATION PUBLIQUE.

#### SECTION I

##### *Droits et obligations des détenteurs de lots d'exploitation à l'égard de l'État*

ART. 16. — Si le détenteur d'un lot d'exploitation n'a pas payé d'avance la taxe mensuelle correspondante, un délai de cinq jours lui est accordé; passé ce délai, le commissaire des mines fait annoncer la vente aux enchères pour le vingt-cinquième jour suivant; jusqu'à cette date, le mineur a le droit d'empêcher la mise en vente de son lot, en payant la taxe due et une amende de 2 francs par jour de retard; faute de quoi il est donné suite à l'adjudication au profit de l'État. Dans le cas où l'adjudication n'a donné aucun résultat, ce lot est démarqué et le terrain redevient vacant.

ART. 17. — Tout mineur peut abandonner son lot et s'en marquer un nouveau, à condition d'en faire la déclaration au commissaire des mines. Les lots abandonnés sont mis aux enchères comme il est dit ci-dessus.

ART. 18. — Tout lot est cessible; le nouveau détenteur doit se munir d'un permis correspondant. Aucune cession n'est valable qu'à partir de la date de son enregistrement par le commissaire des mines.

ART. 19. — Il est dû pour chaque vente un droit de mutation de 4 0/0 du prix correspondant. Les titres émis par les sociétés minières sont soumis à un droit de mutation de 4 0/0 pour les titres nominatifs et à un droit annuel d'abonnement de 40 centimes pour les titres au porteur.

#### SECTION II

##### *De l'enregistrement des lots.*

ART. 20. — L'enregistrement des lots confère les avantages suivants :

1° Le lot enregistré est un immeuble.

2° Les lots enregistrés peuvent être hypothéqués comme les immeubles ordinaires, l'inscription des hypothèques doit être faite au bureau du commissaire des mines ; le droit d'inscription est de 10 francs par lot.

3° Par dérogation à l'art. 16, le délai après lequel le commissaire des mines fait sommation de payer la taxe de location est porté à six mois ; si, dans un délai de trois mois, les taxes dues ne sont pas acquittées, le lot est vendu aux enchères, mais l'Etat ne prélève sur le montant de la vente que les taxes dues et une amende de 50 francs ; l'excédent fait retour à l'ancien détenteur.

ART. 21. — Tout mineur peut faire enregistrer ses lots. La demande, qui donne lieu à la perception d'un droit de 5 francs, est examinée dans un délai de trois mois par le commissaire des mines. Avant la fin du premier mois, un avis à fin d'enquête est publié aux frais du demandeur, par voie d'affichage, dans le périmètre minier. Un plan du lot ou groupes de lots doit être dressé aux frais du demandeur. Des oppositions peuvent être faites sous la condition du paiement d'un droit de 5 francs. Le délai de trois mois expiré, s'il n'y a pas d'opposition, le lot est enregistré sur un livre spécial et un certificat est délivré au demandeur. Le droit d'enregistrement est de 100 francs par lot. S'il y a des oppositions, le litige est porté dans les quinze jours devant le tribunal français de la région. Un lot ne peut être enregistré qu'autant qu'il n'est dû sur lui aucune taxe ou amende.

### SECTION III

#### *Des concessions.*

ART. 22. — Des sociétés instituées pour l'exploitation des mines pourront réclamer la transformation en concession de chacun des groupes de lots contigus qu'elles détiennent à la condition d'avoir obtenu au préalable l'approbation de leurs statuts par le résident général. Les formalités de la demande et de l'enquête sont les mêmes que celles qui sont prévues à l'article précédent pour l'enregistrement des lots, sauf que la demande est examinée par le chef du service des mines et que la publication comporte, en outre de l'affichage dans le périmètre minier, l'insertion au *Journal officiel* de Madagascar. Chaque concession ne peut avoir une

surface inférieure à 50 hectares, ni supérieure à 2.000 hectares; la même société ne peut obtenir plus de dix concessions dans l'étendue de l'île.

ART. 23. — La transformation d'un ensemble de lots en concession confère :

1° Tous les avantages attachés à l'enregistrement des lots, sous la réserve que les mutations des concessions seront soumises à l'autorisation du résident général;

2° Le droit d'opter entre la taxe à la surface, établie pour les lots, et un système fiscal spécial composé d'une taxe annuelle de surface égale au dixième de la taxe mensuelle établie pour les lots par hectare et par an et d'un droit *ad valorem* de 5 0/0 sur les matières extraites jusqu'à concurrence d'une contribution totale égale à la moitié de la taxe pleine à la surface. Le droit fixe ne pourra toutefois descendre au-dessous de 5 francs par hectare et par an.

ART. 24. — La taxe de surface spéciale aux concessions est payable par année et d'avance; la taxe *ad valorem* est payable par année, trois mois au plus après l'expiration de l'année sur la production de laquelle elle porte. Le concessionnaire doit tenir les livres qui lui sont prescrits par l'administration en vue du contrôle de la production. Si l'une des deux taxes n'est pas payée à l'échéance fixée, la procédure et la sanction sont les mêmes que celles qui sont établies par l'article 20 pour les lots enregistrés. Si l'enchère n'a pas donné de résultats, la concession est annulée et le terrain peut être de nouveau divisé en lots.

#### SECTION IV

##### *Droits et obligations des exploitants de mines envers les tiers.*

ART. 25. — La propriété des mines est distincte de celle de la surface.

Dans l'intérieur de tout périmètre minier, les exploitants des mines ont le droit d'établir des chemins d'accès et d'user de ceux qui sont établis, d'établir des dérivations et des canalisations d'eau, d'abattre les bois, d'occuper des terrains en dedans et en dehors de leurs lots d'exploitation ou de leurs concessions.

En cas de réclamation des propriétaires ou des autres exploitants, l'exécution de ces opérations est subordonnée à l'autorisation du

commissaire des mines; on devra observer pour l'exécution des fouilles les prescriptions de l'article 6. Les taxes concernant le droit de passage, le droit d'eau, l'abatage des bois et l'occupation des terrains en terrain domanial feront l'objet, sur la proposition du commissaire des mines, de tarifs homologués par le résident général après avis du directeur des domaines.

ART. 26. — Tout mineur est responsable des dommages temporaires ou permanents causés par son exploitation aux propriétaires du sol et aux autres mineurs. Tout dommage temporaire ou permanent subi par les propriétés ou cultures du fait de l'exploitation donne lieu à une indemnité double du préjudice causé. Le juge compétent sera le juge français toutes les fois que la contestation ne se sera pas élevée uniquement entre indigènes.

## SECTION V

### *Du commerce de l'or, des autres métaux précieux et des pierres précieuses.*

ART. 27. — Le commerce de l'or, des autres métaux précieux, des pierres précieuses à l'état brut, ne peut être fait que moyennant le paiement d'un droit de patente hors classe de 1.800 francs par an.

Ne sont pas considérés comme faisant commerce les exploitants qui vendent des produits de leurs exploitations.

Tout marchand de matières susvisées doit tenir les livres qui lui sont prescrits par l'Administration et les tenir à la disposition des agents pour ce désignés, qui y apposent leur visa.

## TITRE V

### PÉNALITÉS.

ART. 28. — Les contraventions aux prescriptions de la présente loi seront dénoncées et constatées comme les contraventions en matière de police. Les commissaires des mines sont officiers de police judiciaire dans l'étendue des périmètres miniers.

ART. 29. — Les procès-verbaux contre les contrevenants seront dressés par les officiers de police judiciaire ou affirmés entre leurs



maines par les agents de la force publique dans le délai d'un mois.

ART. 30. — Les procès-verbaux seront, suivant la situation des lieux, adressés en original au procureur de la République près le tribunal de première instance ou à l'officier du ministère public près la justice de paix à compétence étendue, qui sera tenu de poursuivre d'office les contrevenants à l'audience correctionnelle du siège, sans préjudice des dommages-intérêts des parties.

ART. 31. — Des amendes de 5 à 100 francs et des emprisonnements d'un à cinq jours peuvent être infligés pour infractions aux dispositions de la présente loi, autres que celles définies ci-après.

ART. 32. — Sont punies d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement d'un à cinq jours :

1° Ceux qui se livrent sans permis à des recherches ;

2° Les concessionnaires et les marchands de substances précieuses qui ne tiennent pas leurs livres d'une façon régulière ou refusent de les montrer aux agents de l'Administration. Dans ce dernier cas, la confiscation des substances précieuses saisies sera toujours prononcée.

ART. 33. — Sont punis d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans :

1° Ceux qui établissent, détruisent ou déplacent d'une façon illícite des signaux de recherche ;

2° Ceux qui marquent ou démarquent des lots d'une façon illícite ;

3° Ceux qui falsifient les dates inscrites sur leur permis.

ART. 34. — Sont punis d'une amende de 1.000 à 25.000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à trois ans ceux qui se livrent sans permis à l'exploitation des matières précieuses ou sans patente au commerce de ces substances.

La même peine est applicable à ceux qui font commerce d'acheter des métaux précieux ou des pierres précieuses à l'état brut à une personne non munie d'un permis d'exploitation ou d'une licence de vente.

La confiscation des matières saisies sera toujours prononcée.

ART. 35. — Les délits prévus par les art. 31, 32, 33 et 34 sont déferés à la juridiction française ; la juridiction malgache ne connaît que des affaires dans lesquelles aucun Européen n'est impliqué.

ART. 36. — Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prévues par la présente loi, si les circons-



tances paraissent atténuantes, les tribunaux sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de 16 francs; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

ART. 37. — Les amendes aussi bien que les taxes et droits sont payables soit en numéraire français, soit en or brut, au titre minimum de 90 0/0, évalué à 2 fr. 70 le gramme.

**Décision 217 du 3 mai 1897 relative au régime fiscal applicable à l'or extrait dans les régions où le régime du décret du 17 juillet 1896 ne peut s'appliquer.**

Vu le décret du 11 décembre 1897,

Vu le décret du 17 juillet 1896,

Attendu que les régions où l'action administrative n'a pas encore pénétré échappent au contrôle prévu par le décret du 17 juillet 1896.

Que cette circonstance est de nature à léser les intérêts des colons, que si l'exploitation de l'or dans ces régions ne peut être matériellement empêchée, il y a lieu de soumettre l'or ainsi extrait en dehors du régime légal à une surveillance particulière et à un régime fiscal spécial;

Vu les instructions contenues dans la dépêche ministérielle du 9 janvier 1897;

Vu l'avis de la commission établie par décision du 17 mars 1897.

Décide :

ARTICLE PREMIER. — Un droit de 10 0/0 *ad valorem* sera perçu sur l'or extrait en dehors du régime légal dans les régions où aucune concession n'a été accordée, aucune recherche effectuée et dans lesquelles n'existe aucun représentant de l'autorité administrative.

ART. 2. — L'or ne pourra circuler dans toute l'île de Madagascar que s'il est accompagné d'un certificat d'origine qui devra être

requis par l'intéressé au premier centre administratif traversé, en ce qui concerne les matières soumises au régime spécial de l'article 1<sup>er</sup>, et dont la forme sera déterminée ultérieurement pour les matières soumises au régime légal.

ART. 3. — Aucun certificat d'origine ne pourra être établi dans un rayon de 20 kilomètres à partir du rivage de la mer sur toutes les côtes de l'île.

ART. 4. — Les pénalités édictées par l'article 34 du décret du 17 juillet 1896 demeurent applicables dans toutes les régions autres que celles définies par l'article 1<sup>er</sup>. — Les mêmes pénalités sont applicables en outre à la circulation de l'or sans laissez-passer dans les mêmes régions.

### **Arrêté du 9 février 1898 établissant le régime de l'or provenant des régions soumises à la décision 217.**

Vu les décrets du 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897 (travailleurs malgaches),

Vu le décret du 17 juillet 1896,

Vu la décision 184 du 17 mars 1897, nommant une commission chargée d'étudier les mesures à prendre en ce qui concerne le commerce de l'or,

Vu la décision 217, du 3 mai 1897,

Vu le procès-verbal de la commission en date du 20 décembre 1897,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Le droit de 10 0/0 *ad valorem* prévu à l'article premier de la décision 217 du 3 mai 1897, pour l'or provenant de régions où aucune concession n'a été accordée, aucune recherche effectuée et dans lesquelles n'existe aucun représentant de l'autorité administrative sera perçu ou prélevé au premier centre administratif traversé. Le fonctionnaire qui percevra la taxe délivrera le certificat d'origine devant accompagner l'or et qui est prescrit par l'art. 2 de ladite décision.

ART. 2. — Le droit de 10 0/0 est payable, soit en numéraire français, soit en or brut au titre minimum de 90 0/0 évalué à 2 fr. 70 le gramme.

ART. 3. — Si le droit de 10 0/0 est perçu en numéraire, le montant en sera versé à la caisse du trésor la plus voisine par le fonctionnaire ayant fait la perception. Si ce droit est perçu en nature, le fonctionnaire ayant fait la perception le fera parvenir au chef du service des mines à Tananarive qui sera chargé d'en opérer le versement au Trésor.

ART. 4. — Le produit de la perception du droit de 10 0/0 sur l'or sera porté en recette par les agents du trésor.

ART. 5. — Le certificat d'origine sera extrait d'un registre à souche dont chaque feuillet sera du modèle annexé au présent arrêté.

ART. 6. — Les fonctionnaires ayant délivré des certificats d'origine feront parvenir au gouvernement général des états trimestriels, des certificats délivrés. Les états seront du modèle annexé au présent arrêté.

ART. 7. — MM. les administrateurs, chefs de province, les commandants de territoire et de cercle, le trésorier-payeur de la colonie, le capitaine chef du service des mines sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tananarive, le 9 février 1898,

Signé : GALLIÉNI.

### **Arrêté du 9 février 1898 établissant le régime de l'or provenant d'exploitations régulières.**

Le général commandant en chef du corps d'occupation et gouverneur général de Madagascar et dépendances.

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897,

Vu le décret du 17 juillet 1896,

Vu la décision 184 du 17 mars 1897, nommant une commission chargée d'étudier les mesures à prendre en ce qui concerne le commerce de l'or,

Vu la décision 217, du 3 mai 1897,

Vu le procès-verbal de la commission en date du 20 décembre 1897.

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Le laissez-passer prévu à l'art. 2 de la dé-

cision 217 et qui doit accompagner tout envoi d'or provenant d'exploitations régulières, sera extrait d'un carnet à souche dont les pages seront cotées et paraphées par le Président du tribunal ou par le juge de paix à compétence étendue ou par l'administrateur faisant fonctions de juge de paix.

ART. 2. — Chacune des pages de ce carnet sera conforme au modèle suivant (*Suit le modèle*).

ART. 3. — Le laissez-passer devra être remis à la personne à laquelle l'or est vendu, et, en tout cas, être remis à la douane au moment de la sortie de l'or.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront punies de un à 5 jours de prison et de 10 à 50 francs d'amende.

ART. 5. — MM. le chef de service des douanes et le chef du service des mines sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tananarive, le 9 février 1898,

Signé : GALLIÉNI.

---

## GUYANE FRANÇAISE

### Arrêté du 10 mars 1856 autorisant l'exploitation des terrains aurifères à la Guyane française <sup>(1)</sup>.

Attendu que de récentes découvertes ont révélé qu'il existe dans le cours de la rivière d'Approuague et ses affluents des gisements aurifères dont l'étendue et la richesse sont encore inconnues.

Attendu que si les diverses exploitations qui ont eu lieu dans cette partie du territoire de la colonie, soit par le fait de l'administration, soit pour le compte des particuliers ont eu pour résultat d'y constater la présence de l'or elles n'ont cependant fourni au-

(1) Cet arrêté n'est plus en vigueur, mais nous le donnons parce qu'il est le point de départ de la législation spéciale aux mines d'or.

cun renseignement sur le meilleur système d'exploitation qu'il conviendrait d'adopter;

Attendu qu'il importe à l'intérêt de la colonie d'arriver par de nouvelles recherches à la connaissance de tous les faits qui se rattachent à ces découvertes, et que l'industrie privée offre par son activité, de sérieuses garanties, que ces recherches produiront prochainement les résultats désirés.

Attendu qu'il importe, dès lors, d'encourager ces sortes de recherches et d'explorations, en leur laissant pendant une certaine période de temps, toute l'éventualité des bénéfices qu'elles pourront produire.

Vu la loi du 21 avril 1810,  
etc...

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Toute personne domiciliée dans la colonie ou y ayant obtenu un permis de résidence, qui voudra se livrer à la recherche et à l'exploration des gisements aurifères, devra en adresser la demande au directeur de l'Intérieur.

ART. 2. — Cette demande fera connaître :

- 1° Les nom, prénoms, âge et nationalité du pétitionnaire;
- 2° Les nom, prénoms; âge et condition des personnes qui doivent l'accompagner dans ses recherches.
- 3° Le quartier de la colonie dans lequel il entend diriger ses recherches et explorations.

ART. 3. — Toute demande en autorisation d'exploration sera enregistrée à la Direction de l'intérieur, sur un registre tenu à cet effet, et soumise à l'approbation du Gouvernement.

ART. 4. — Les associations de plusieurs personnes, pour la recherche et l'exploitation des terrains aurifères pourront également se pourvoir en autorisation d'exploration.

Elles devront se conformer, dans leur demande, aux conditions fixées par l'art. 2 du présent arrêté.

ART. 5. — Les permis de recherche et d'exploration pourront être accordés pour un an. Ils pourront être renouvelés s'il y a lieu.

ART. 6. — Les produits provenant des explorations autorisées appartiennent en entier à celui qui a obtenu le permis, sans qu'il en soit rien réservé au profit de l'État.

ART. 8. — Avant de se rendre sur les terres qu'il aura été auto-



risé à explorer, le porteur d'un permis devra le présenter au visa du commissaire — commandant du quartier. — Ce permis sera enregistré ainsi que le nom et la qualité des personnes faisant partie de l'expédition.

ART. 9. — Le commissaire commandant n'autorisera le départ de l'expédition qu'après s'être assuré si elle est pourvue de provisions en quantité suffisante pour assurer la subsistance de tous les individus qui la composent, pendant le temps que pourra durer l'exploration. Cette quantité ne pourra jamais être au-dessous des besoins de la consommation pendant un mois.

ART. 10. — Les commissaires commandants des quartiers et tous autres agents délégués à cet effet sont chargés de la surveillance des explorations. Ils se feront rendre compte par chaque permissionnaire, du résultat de l'exploration à laquelle il se livre, et feront connaître régulièrement au Directeur de l'intérieur, la situation de chaque exploration et tous les faits de nature à éclairer l'Administration.

ART. 11. — Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines portées aux art. 465 et 466 du Code pénal colonial.

L'emprisonnement et l'amende pourront être prononcés soit annuellement, soit séparément, à l'appréciation du juge, suivant la gravité de l'infraction.

La confiscation de l'or saisi sera toujours prononcée.

ART. 12. — ...

L'Amiral BAUDIN,  
*Gouverneur.*

### Décret du 18 mars 1881.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu l'arrêté local du 10 mars 1856 relatif à la délivrance des permis de recherches et d'explorations des gisements aurifères à la Guyane française.

Vu le décret du 1<sup>er</sup> avril 1858 qui a rendu applicable à la Guyane, sous la réserve de certaines modifications la loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières,



Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 sur la constitution coloniale,

Vu l'article 35 du 23 décembre 1878 portant l'institution d'un Conseil général à la Guyane,

Vu les délibérations du Conseil général en date du 29 novembre et 4, 6, 7, 8 et 9 décembre 1880.

Vu la délibération du Conseil privé du 30 décembre 1880,

Vu la lettre du Gouverneur de la Guyane en date du 1<sup>er</sup> janvier 1881.

Décrète :

## TITRE PREMIER

### DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION DES GISEMENTS ET FILONS AURIFÈRES.

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut faire des recherches, pour découvrir des gisements ou filons aurifères sur un terrain qui ne lui appartient pas, sans le consentement du propriétaire du sol, ou sans un permis délivré par l'administration locale, s'il s'agit d'un terrain appartenant à la colonie.

ART. 2. — Le propriétaire du sol, ou toute personne autorisée par lui peut faire des recherches dans toutes les parties de sa propriété, à la charge d'en informer le directeur de l'intérieur qui délivrera récépissé de cette déclaration.

L'exploitation du terrain ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un permis délivré conformément aux titres II et III du présent décret.

ART. 3. — Le permis de recherches implique le droit de faire des sondages, ainsi que tous les travaux d'exploration et de prospection sur le terrain qui en est l'objet excepté dans les enclos murés et les terrains attenants à toutes habitations et clôtures murées à une distance de 100 mètres desdites habitations et clôtures.

ART. 4. — Le permis d'exploitation donne en outre le droit d'établir des machines, ateliers et magasins sur le terrain qui en est l'objet.

## TITRE II

### DE L'OBTENTION DES PERMIS DE RECHERCHES.

ART. 5. — Toute personne, quelle que soit sa nationalité, agissant isolément ou en société, peut obtenir un permis de recherches.

ART. 6. — Celui qui veut obtenir un permis de recherches en fait la demande, par voie d'inscription, sur un registre à souche, tenu à cet effet au bureau du domaine coté et paraphé par le Directeur de l'Intérieur.

ART. 7. — Chaque inscription doit contenir indépendamment du numéro d'ordre.

1° Les noms, prénoms, profession et domicile du demandeur. S'il s'agit d'une société anonyme, sa dénomination, la composition de son conseil d'administration, le siège de la société et la désignation de son représentant dans la colonie.

2° La désignation de la commune dans laquelle se trouve le terrain demandé.

3° L'étendue et les limites de ce terrain.

4° La date et l'heure de l'inscription.

ART. 8. — L'inscription doit être faite immédiatement et sans aucun retard. Elle est signée par le demandeur ou par deux témoins de son choix, quand il ne sait ni lire ni écrire. Copie détachée de cette inscription lui est délivrée séance tenante.

L'étendue et les limites de ce terrain avec indication du point de repère admis par l'Administration, seront inscrits par le géomètre-arpenteur au verso du récépissé.

ART. 9. — Dans les 24 heures qui suivent la délivrance du récépissé par le bureau des domaines, le demandeur est tenu de se présenter au bureau de l'arpenteur-géomètre. Ce fonctionnaire a un délai de 48 heures pour établir et délivrer le plan du terrain demandé. Ce plan précisera l'étendue et les limites de ce terrain, avec indication du point de repère admis par l'Administration. Un nouveau délai de 24 heures est accordé au demandeur pour déposer son plan à la Direction de l'Intérieur, sous peine de perdre son droit de primauté.

ART. 10. — Les demandes prennent rang suivant la date et l'heure de l'inscription qui consacrent le droit de primauté.

ART. 11. — Dans le mois de son inscription, la demande est rendue publique au moyen d'un avis contenant les indications prescrites à l'art. 7, inséré dans le *Journal officiel* de la colonie. Cette publication aura lieu à la diligence et aux frais du demandeur.

ART. 12. — Les parties intéressées ont, pour former leurs oppositions un délai de trente jours francs, à partir de l'insertion.

Les oppositions sont formées par acte extra-judiciaire adressé au Directeur de l'Intérieur; il en est fait mention en marge de la demande.

Les oppositions contiennent les noms, prénoms, professions et domiciles des opposants, ainsi que les motifs des oppositions.

Les pièces justificatives sont également remises au Directeur de l'Intérieur qui en délivre récépissé.

ART. 13. — Il est statué par le gouverneur en Conseil privé sur le mérite de ces oppositions, sauf recours au Contentieux administratif ou aux tribunaux ordinaires.

ART. 14. — A l'expiration du délai fixé par l'art. 12, s'il n'est survenu aucune opposition, le permis de recherches est délivré par le Directeur de l'Intérieur.

ART. 15. — Le permis de recherches ne peut être accordé sur plus de 5.000 hectares.

Il est gratuit, valable pour un an et peut être renouvelé pour une seconde année si le permissionnaire justifie, soit d'avoir fait des prospections avec succès, soit d'un empêchement de force majeure.

### TITRE III

#### DES PERMIS D'EXPLOITATION.

ART. 16. — Tout porteur d'un permis de recherches qui veut le faire convertir en un permis d'exploitation, adresse sa demande à la Direction de l'Intérieur avant l'expiration de son permis de recherches, sous peine de déchéance.

Il n'est donné aucune suite à cette demande, si elle n'est accompagnée du récépissé du receveur des domaines, constatant le dépôt, entre ses mains, du montant de la redevance pour une année.

Si le permis d'exploitation n'est pas accordé, la redevance est remboursée au demandeur.

ART. 17. — La demande du permis d'exploitation est immédiatement enregistrée à la Direction de l'Intérieur sur un registre à souche tenu à cet effet. Il en est délivré récépissé au demandeur.

ART. 18. — Le permis d'exploitation est délivré par le Gouverneur en Conseil privé, dans le délai d'un mois.

ART. 19. — Le permis détermine l'étendue et les limites du terrain qui en est l'objet, ainsi que le point de repère.

Cette étendue comme celle du permis de recherches ne pourra être supérieure à 5.000 hectares.

ART. 20. — Toute demande tendant à modifier l'étendue d'un terrain doit être accompagnée d'un nouveau plan.

ART. 21. — L'Administration ne garantit ni la contenance, ni la situation, exacte des concessions.

ART. 22. — Les frais de délimitation et de bornage restent à la charge des permissionnaires qui les ont requis.

ART. 23. — Toute personne, toute société ayant obtenu plusieurs permis d'exploitation est tenue d'en faire des exploitations distinctes et séparées.

Les terrains contigus peuvent être réunis en une seule exploitation lorsque dans leur ensemble ils n'ont pas une contenance supérieure à 5.000 hectares.

ART. 24. — Le droit au permis d'exploitation peut être cédé.

ART. 25. — Tout acte portant cession d'un permis d'exploitation, en totalité ou en partie, sera enregistré dans la colonie au droit de 2 fr. 50 0/0.

Il en sera de même de tout acte constatant la mise en société d'un droit d'exploitation, en totalité ou en partie, par la constitution d'un capital dont le concessionnaire devra bénéficier en tout ou en partie, soit directement, soit indirectement. Le droit sera perçu sur le capital constitué.

L'enregistrement aura lieu sous peine du double droit.

Pour les actes authentiques reçus dans la colonie, dans les délais fixés par les dispositions qui y sont actuellement en vigueur;

Pour les actes sous signatures privées faits aussi dans la colonie, dans un délai de trois mois à partir de la date des actes.

Et pour les actes passés hors la colonie, dans les délais déterminés par l'article 33 de la loi du 21 décembre 1828 sur l'enregistrement.

A défaut d'actes ou lorsque les parties prétendront qu'il n'existe pas de conventions écrites, il y sera suppléé par des déclarations détaillées et estimatives, certifiées sincères et véritables, qui devront être faites dans les trois mois de l'entrée en possession, sous peine du double droit.

Toute déclaration, inexacte, ou insuffisante donnera lieu au double droit sur la différence constatée.

Les dispositions édictées par l'ordonnance du 31 décembre 1828

en matière de recherches et de contribution des mutations d'immeubles, seront applicables aux actes et conventions verbales mentionnés au présent article.

ART. 26. — La durée du permis d'exploitation est de neuf années entières et consécutives.

Ce permis est indéfiniment renouvelable.

ART. 27. — Pendant la durée de son permis, le permissionnaire peut y renoncer, en prévenant le Directeur de l'Intérieur trois mois au moins avant l'expiration de l'année commencée. Faute par lui de prévenir dans le délai ci-dessus fixé la redevance courra de plein droit.

## SECTION II

### *Du renouvellement du permis d'exploitation.*

ART. 28. — Le permissionnaire qui veut obtenir le renouvellement de son permis d'exploitation adresse sa demande au Directeur de l'Intérieur avant l'expiration de la neuvième année.

ART. 29. — Dans le mois de la demande et sans autres formalités le gouverneur statue en Conseil privé sur cette demande.

## TITRE IV

### DES OBLIGATIONS DES PORTEURS DE PERMIS D'EXPLOITATION.

ART. 30. — Tout permis d'exploitation de terrains aurifères appartenant à la colonie donne ouverture à une redevance fixe et annuelle par hectare.

ART. 31. — Il y sera perçu en outre et indépendamment d'une taxe à l'entrée en ville, par kilogramme d'or ou fraction, un droit sur la valeur de l'or natif à sa sortie de la colonie.

Le taux de la redevance fixe, la taxe à l'entrée en ville, ainsi que le droit de sortie représentant l'impôt foncier, seront réglés chaque année pour l'année suivante, lors du vote du budget local.

ART. 32. — La redevance fixe est payable d'avance chaque année.

ART. 33. — Faute par le soumissionnaire de payer le montant de cette redevance dans les trente jours de son échéance, il sera déclaré déchu de sa concession.



La déchéance est prononcée par le gouverneur, en conseil privé. Toutefois le concessionnaire en retard conserve le droit de se libérer jusqu'à la décision qui la prononce.

ART. 34. — Le gouverneur en conseil privé, peut accorder la remise soit de la totalité, soit d'une partie de la redevance annuelle, en cas d'accident résultant de force majeure.

ART. 35. — L'Administration conserve la faculté de faire établir ou de laisser établir sur les terrains du domaine faisant l'objet d'un permis de recherches ou d'exploitation, les routes, chemins, canaux et aqueducs qui seront jugés nécessaires au service public.

Donneront seuls droit à une indemnité les constructions, aménagements et installations dont les emplacements pourront être nécessaires à l'établissement ou au passage, de ces routes, chemins, canaux et aqueducs.

ART. 36. — Toute quantité d'or natif sortant d'un placier devra, quelle que soit sa destination, être accompagnée d'un certificat de sortie, détaché d'un registre à souche tenu sur le placier, également visé et paraphé par le maire de la commune.

Le certificat, dit laissez-passer indiquera exactement le nom de la concession, le numéro du registre, la date de l'envoi, le poids du métal expédié, sa destination, les noms, prénoms, profession de l'expéditeur et du patron chargé du transport et du destinataire.

En cas de changement de porteur au cours du voyage il en sera fait mention sur le certificat.

Le registre à souche ainsi que le laissez-passer devra être représenté à tout agent de l'autorité qui en demandera l'exhibition.

## TITRE V

### DES PERMIS DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION DANS LES COURS D'EAU.

ART. 37. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux permis de recherches et d'exploitation dans le lit des fleuves et des rivières flottables ou navigables, sous les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Le permis règle le mode d'exploitation.

2<sup>o</sup> Le permissionnaire est soumis aux obligations jugées nécessaires pour assurer la libre navigation sur les fleuves et rivières.



## TITRE VI

### DES PERMIS D'EXPLOITATION ANTÉRIEURS.

ART. 58. — Les porteurs de permis obtenus ou renouvelés antérieurement à la promulgation du présent décret deviennent de plein droit et sans aucune formalité préalable, permissionnaires d'exploitation, pour neuf années, des terrains désignés dans ces permis, sauf renonciation ou demande en réduction de leur part déclarée à la Direction de l'Intérieur dans l'année qui suivra la promulgation du présent décret.

Ces neuf années commencent à courir du jour où le permis aura pris fin.

ART. 39. — Il est accordé aux permissionnaires de cette catégorie un délai d'une année pour rentrer dans les conditions des articles 19 p. 2, 20 et 23 du présent décret.

## TITRE VII

### DES PÉNALITÉS.

ART. 40. — Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées et punies conformément aux dispositions ci-après.

ART. 41. — Seront punis d'une amende de 100 à 250 francs.

1° Ceux qui se livreront à l'exploitation d'un terrain sans un permis délivré par l'administration locale, s'il s'agit d'un terrain appartenant à la colonie, ou sans en avoir informé le directeur, s'il s'agit d'une propriété privée ;

2° Ceux qui auront refusé de représenter le registre à souche ainsi que le laissez-passer prévus par l'art. 36 à toutes réquisitions des agents de l'autorité.

3° Ceux qui entreront en ville ou tenteront d'entrer en ville l'ornatif sans payer la taxe.

ART. 42. — Seront punis d'une amende de 500 à 1.500 francs.

1° Ceux qui se livreront à l'exploitation d'un terrain sans en avoir obtenu un permis de l'Administration.

2° Les permissionnaires qui, à l'échéance, de leur permis d'ex-

exploitation de neuf ans, en continueront l'exploitation sans en avoir obtenu le renouvellement conformément à l'art. 28.

ART. 43. — Seront punis d'une amende de 500 à 3,000 francs.

Ceux qui exporteront ou tenteront d'exporter de l'or natif sans en avoir préalablement payé les droits.

ART. 44. — Dans les cas prévus par les art. 41 p. 3 et 43, la confiscation de l'or saisi sera toujours prononcée.

ART. 45. — L'art. 463 du Code pénal sera toujours applicable aux dispositions du présent décret.

#### *Dispositions générales.*

ART. 46. — A l'exception de la loi du 21 avril 1810 qui recevra son application, si les demandes de concessions de mines sont faites, la législation locale sur la matière actuellement en vigueur est et demeure abrogée.

ART. 47. — Le Gouverneur réglera par des arrêtés les questions de détail que pourra comporter l'application du présent décret.

### **Décret du 27 mai 1882.**

Le Président de la République française.

Sur le rapport du Ministre de la marine et des colonies,

Vu le décret du 18 mars 1881, sur la recherche et l'exploitation des gisements aurifères à la Guyane française,

Vu les délibérations du Conseil général de la Guyane française des 19 et 26 décembre 1881,

Vu l'avis exprimé par le Gouverneur de ladite colonie par lettre du 2 avril 1882.

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Les art. 9 et 15 du décret susvisé du 18 mars 1881 sont rapportés et remplacés par les dispositions suivantes.

ART. 9. — Dans les quarante-huit heures qui suivront la délivrance des récépissés par le bureau des domaines, le demandeur est tenu de se faire délivrer, soit par le géomètre-arpenteur, soit

par un arpenteur libre de la colonie le plan du terrain demandé.

Ce plan établi, d'après la carte officielle et les archives du bureau du cadastre, précisera l'étendue et les limites du terrain, avec indication du point de repère admis par l'Administration.

Cette indication sera toujours fournie, quel que soit l'auteur du plan, par le géomètre-arpenteur et certifiée par lui.

Un nouveau délai de vingt-quatre heures est accordé au demandeur pour déposer son plan à la direction de l'intérieur sous peine de perdre son droit de primauté.

ART. 15. — Le permis de recherches ne peut être accordé sur plus de 5.000 hectares. Il est gratuit, valable pour un an et ne peut être renouvelé qu'après le paiement d'une redevance fixée à 10 centimes par hectare.

Dans le cas où le terrain pour lequel il a été délivré un permis de recherches serait abandonné par le permissionnaire, l'Administration ne pourra le concéder à un tiers, à titre gratuit, qu'autant que cette concession sera restée vacante pendant une année au moins.

Le permissionnaire qui, à l'expiration des deux années n'a pas converti son permis de recherches en permis d'exploitation perdra tout droit au renouvellement de sa concession, qui fera retour au domaine.

Fait à Paris, le 27 mai 1882,

JULES GRÉVY,

Par le Président de la République.

*Le Ministre de la Marine et des Colonies,*

JAUREGUIBERRY.

---

## AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE (SÉNÉGAL, SOUDAN ET GUINÉE FRANÇAISE)

Décret du 14 août 1896.

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Sur le rapport du ministre des colonies,  
Décrète :

## TITRE PREMIER

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines, dans l'étendue des territoires du Sénégal et du Soudan, s'il n'est muni d'une autorisation délivrée par le gouverneur général. Cette autorisation est indépendante des permis de recherches et d'exploitation visés à l'article 8 du présent décret.

ART. 2. — Aucune société ne peut recevoir l'autorisation spécifiée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sans avoir obtenu au préalable l'approbation de ses statuts par le gouverneur général du Sénégal et du Soudan.

ART. 3. — Il est interdit aux fonctionnaires du Sénégal et du Soudan en activité de service de se livrer à la recherche et à l'exploitation des mines.

ART. 4. — Sont considérés comme mines les gîtes naturels des substances minérales ou fossiles et notamment les combustibles minéraux, bitumes, pétroles et asphaltes, le sel gemme, les nitrates et les sels associés, les phosphates en couches, en amas ou en filons, les gemmes l'or et les autres métaux précieux, l'étain et les métaux usuels.

ART. 5. — Toutefois, les alluvions aurifères qui font l'objet d'exploitations indigènes, la tourbe, les matériaux de construction et les amendements suivent la condition de la terre.

ART. 6. — Le droit de rechercher et celui d'exploiter s'appliquent à toutes les substances désignées à l'article 4 et comprises dans un périmètre déterminé.

ART. 7. — Des arrêtés du gouverneur général déterminent les régions qui sont ouvertes à l'exploitation des mines.

ART. 8. — Dans ces régions, nul ne peut se livrer à la recherche ou à l'exploitation des mines s'il n'est muni d'un permis de recherches ou d'un permis d'exploitation délivré conformément au titre II.

## TITRE II

### DE L'OBTENTION DES PERMIS DE RECHERCHES ET DES PERMIS D'EXPLOITATION.

ART. 9. — Toute personne ou toute société qui veut obtenir un permis de recherches ou un permis d'exploitation au Sénégal et au Soudan doit en déposer la demande écrite au bureau des mines de la colonie; elle doit justifier qu'elle est dans les conditions requises par les articles 1 et 2, faire élection de domicile dans le chef-lieu de la colonie, y constituer un représentant et verser le montant du droit d'institution.

ART. 10. — Le droit d'institution est calculé d'après le tableau suivant :

| ÉTENDUE.                                                          | PERMIS<br>de recherches.<br>par hectare. | PERMIS<br>d'exploitation.<br>par hectare. |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Jusqu'à 1.000 hectares.....                                       | 0 <sup>f</sup> 10                        | 0 <sup>f</sup> 50                         |
| Toute fraction au dessus de 1.000 jusqu'à 5.000<br>hectares.....  | 0 20                                     | 1 »                                       |
| Toute fraction au-dessus de 5.000 jusqu'à<br>10.000 hectares..... | 0 40                                     | 2 »                                       |
| Toute fraction au-dessus de 10.000 hectares..                     | 1 »                                      | 5 »                                       |

ART. 11. — Tout périmètre de recherches ou d'exploitation doit avoir une forme rectangulaire, le petit côté du rectangle n'étant pas inférieur au quart du grand. La superficie du terrain ne doit pas être inférieure à 100 hectares ni supérieure à 25.000 hectares.

ART. 12. — A la demande doit être joint un croquis indiquant l'orientation et la position du périmètre demandé par rapport à un point géographique défini d'une façon précise.

ART. 13. — La demande est inscrite sur un registre spécial avec indication de la date et de l'heure auxquelles elle a été déposée; il en est délivré récépissé.

ART. 14. — La demande est affichée dans les huit jours, par les soins de l'Administration, à la porte du bureau des mines de la colonie; elle est insérée dans les deux mois de son inscription au *Journal officiel* du Sénégal et du Soudan.



ART. 15. — Les oppositions, s'il y en a, doivent être déposées au bureau des mines de la colonie. Elles sont reçues jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication au *Journal officiel* du Sénégal et du Soudan, et inscrites en marge sur le registre des demandes; il en est délivré récépissé, et notification est faite au demandeur.

ART. 16. — A l'expiration de ce délai, si aucune opposition n'est survenue, le permis est délivré par le gouverneur de la colonie; il est inscrit sur un registre spécial.

ART. 17. — S'il y a des oppositions, il est statué, suivant la colonie, par le gouverneur en conseil privé ou en conseil d'administration, sauf tel recours que de droit.

Dans le cas où l'opposition serait reconnue valable et où le permis paraîtrait devoir être accordé à l'opposant, celui-ci sera tenu, sous peine d'être déchu de ses droits, de former, s'il ne l'a déjà fait, une demande régulière dans les trois mois du prononcé du jugement, et de verser le montant du droit d'institution.

ART. 18. — La distance comprise entre les points les plus rapprochés de deux périmètres détenus, à un titre quelconque, par une même personne ou par une même société ne peut pas être inférieure à 20 kilomètres.

ART. 19. — En cas de compétition survenue entre plusieurs demandeurs pour le même terrain, un droit de priorité est reconnu en faveur de celui qui peut justifier qu'il a le plus contribué à la connaissance du gîte par des recherches antérieures à l'ouverture de la région à l'exploitation des mines.

ART. 20. — Les oppositions basées sur l'article précédent ne seront admises que pendant un an à partir de la date d'ouverture de la région à l'exploitation des mines, sans qu'il soit dérogé aux dispositions de l'article 15.

ART. 21. — Quand pour un motif quelconque un permis n'aura pu être accordé, le montant des droits d'institution sera remboursé au demandeur.

ART. 22. — Si deux périmètres empiètent l'un sur l'autre, il est procédé à une délimitation exacte par les soins de l'administration, aux frais et à la diligence des intéressés.

La partie commune aux deux périmètres est attribuée au détenteur du permis le plus ancien.

La redevance fixe est définitivement établie sur la contenance



reconnue. Les droits payés en trop sont remboursés au détenteur du second permis.

### TITRE III

#### DES DROITS DES DÉTENTEURS DE PERMIS DE RECHERCHES ET DE PERMIS D'EXPLOITATION.

ART. 23. — Le permis de recherches donne le droit exclusif d'effectuer tous travaux de prospection, de sondage et de reconnaissance des gîtes dans l'intérieur du périmètre auquel il s'étend.

ART. 24. — Le permis d'exploitation donne en outre le droit exclusif d'exploiter les gîtes, c'est-à-dire d'installer sur le terrain des machines et appareils destinés à l'exploitation, à la préparation mécanique et au traitement des minerais et de faire usage de ces installations.

ART. 25. — Tout détenteur d'un permis de recherche peut disposer du produit des fouilles entreprises pour la reconnaissance des gîtes, à condition d'en avoir fait la déclaration à l'Administration et de se conformer aux règles établies par les art. 34, 35 et 43 pour les détenteurs de permis d'exploiter.

ART. 26. — Le permis de recherche est valable pour une durée de deux ans à partir de la date d'institution. Il ne peut être renouvelé qu'une seule fois et pour la même durée, à charge de payer préalablement, de nouveau, le double du droit d'institution spécifié à l'art. 10.

Tout détenteur d'un permis de recherches obtient un permis d'exploitation pour tout ou partie du périmètre, à condition d'en faire la demande dans les formes prescrites par le titre II et avant l'expiration de son permis de recherches.

ART. 27. — Le permis d'exploitation est valable pour une durée de vingt-cinq ans à partir de la date d'institution. Il est renouvelé dans les mêmes formes, à condition que la demande soit faite avant l'expiration du délai de vingt-cinq ans.

Les permis de recherches ou d'exploitation ne peuvent être cédés qu'à des personnes ou à des sociétés munies des autorisations visées par les art. 1 et 2 ci-dessus.

ART. 28. — Il est interdit de faire des fouilles : 1° dans une zone de 10 mètres de chaque côté des routes et chemins, à moins

d'autorisation spéciale ; 2° dans une zone de 50 mètres autour des villages et groupes d'habitations, des puits et des lieux de sépulture.

ART. 29. — Dans les champs de culture, tout dommage causé par la recherche ou pour l'exploitation des mines donne lieu à une indemnité égale au double de sa valeur.

ART. 30. — En ce qui concerne les mines d'or et de sel gemme, les indigènes conservent leur droit coutumier d'exploiter les alluvions et autres gisements superficiels, suivant leurs procédés actuels, jusqu'à une profondeur maximum de 12 mètres.

Le permis d'exploitation ne s'étend qu'aux terrains aurifères compacts en filons et en couches profondes qui échappent aux procédés primitifs en usage dans le pays.

ART. 31. — En ce qui concerne l'embauchage et les salaires des travailleurs indigènes, tout détenteur de permis doit se conformer à la loi, s'il s'agit de citoyens français, et aux usages du pays, s'il s'agit d'indigènes non citoyens français.

ART. 32. — En cas de contestation basée sur une infraction aux articles 28, 29 et 30 et de réclamation des indigènes, la question est soumise à la décision du commandant ou de l'administrateur du cercle ou de la circonscription dans lequel est compris le périmètre.

Cette décision est définitive lorsque la valeur du litige ne dépasse pas 150 francs. Au delà de cette somme, il peut être fait appel, dans le délai de deux mois, pour le Soudan devant le juge de paix de Kayes et, pour le Sénégal, devant le tribunal de Saint-Louis, qui statuent définitivement.

## TITRE IV

### DES OBLIGATIONS DES DÉTENTEURS DE PERMIS DE RECHERCHES ET DE PERMIS D'EXPLOITATION.

ART. 33. — A partir de la troisième année qui suit l'institution d'un permis d'exploitation, le détenteur de ce permis doit payer une redevance fixe annuelle égale à la moitié du droit d'institution. Cette redevance est payable par année et d'avance.

ART. 34. — Les exploitants de mines sont tenus d'inscrire sur

un livre spécial les quantités de minerais extraits. Ce livre est tenu à la disposition des agents de l'autorité.

ART. 35. — Il est dû sur la valeur des minerais extraits un droit qui ne peut excéder 5 0/0. Le taux en est déterminé chaque année par le conseil général pour la colonie du Sénégal et par le gouverneur, en conseil d'administration, pour le Soudan.

Des arrêtés locaux déterminent le mode de perception de cette redevance.

Aucun autre droit de circulation ou de sortie ne peut être prélevé sur les substances minérales.

ART. 36. — Faute par le détenteur du permis d'exploitation de payer l'une ou l'autre des deux redevances dans les six mois de l'échéance, le permis lui est retiré.

La déchéance est prononcée par le gouverneur en conseil privé ou en conseil d'administration; jusqu'à ce moment, le détenteur du permis conserve le droit de se libérer à condition de verser, en outre du montant des redevances dues, une amende égale au vingtième du droit d'institution.

ART. 37. — Tout acte portant cession d'un permis ou constatant la mise en société des droits conférés par un permis doit être enregistré dans la colonie.

Le droit d'enregistrement, qui ne peut dépasser 5 0/0 du prix de cession, est perçu conformément aux règles en vigueur dans la colonie.

ART. 38. — Les titres émis pour la recherche et pour l'exploitation des mines sont soumis, pour les titres nominatifs à un droit de mutation qui ne peut excéder 1 0/0, et pour les titres au porteur à un droit d'abonnement annuel qui ne peut excéder 0 fr. 40 0/0. Le taux est déterminé par le conseil général pour la colonie du Sénégal, et par le gouverneur en conseil d'administration pour la colonie du Soudan.

ART. 39. — Toute division, toute réunion de terrains faisant l'objet de permis de même nature doit être déclarée à l'Administration.

Les nouveaux périmètres ainsi constitués sont soumis aux conditions de l'art. 11 en ce qui concerne leur étendue; ils doivent faire l'objet de nouveaux permis frappés du droit d'institution défini à l'art. 10.

## TITRE V

### DE L'ADJUDICATION DES PERMIS D'EXPLOITATION.

ART. 40. — Les terrains qui ont fait l'objet de permis d'exploitation devenus caducs conformément aux articles 32 et 36 sont mis en adjudication dans un délai d'un an à partir du moment où ils sont disponibles.

Ne sont admises à l'adjudication que les personnes ou les sociétés munies de l'autorisation suspécifiée par les articles 1 et 2 ci-dessus.

ART. 41. — L'adjudication est annoncée six mois à l'avance par une affiche apposée au bureau des mines de la colonie et par une insertion dans le *Journal officiel* du Sénégal et du Soudan.

Elle porte sur la somme à verser immédiatement comme droit d'institution du nouveau permis; ce droit ne peut être inférieur à celui prévu par l'article 10.

Le permissionnaire déchu ne peut y prendre part; il peut faire enlever les machines et appareils avant la date de l'adjudication et sous la surveillance d'un agent de l'administration chargé de faire respecter la mine. Le produit de l'adjudication lui est acquis, déduction faite des sommes dues au Trésor.

Aussitôt après l'adjudication, le nouveau permissionnaire est soumis aux mêmes règles que ceux dont le permis a été institué conformément au titre II; il doit notamment se soumettre à l'article 39.

Dans le cas où l'adjudication n'a pas donné de résultats ou si le prix offert est inférieur à celui qui est fixé par le paragraphe 2 du présent article, le terrain fait retour à l'État et rentre dans le droit commun.

ART. 42. — Les terrains reconnus disponibles entre plusieurs périmètres après délimitation et dont une dimension est inférieure à 1 kilomètre peuvent être mis en adjudication dans les mêmes conditions et faire l'objet de permis spéciaux d'exploitation.

## TITRE VI

### DE LA CIRCULATION DES GEMMES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX.

ART. 43. — Toute quantité de gemmes ou de métaux précieux à l'état brut doit, quelle que soit sa destination, être accompagné d'un laissez-passer détaché d'un registre à souche tenu par le détenteur du permis. Ce laissez-passer doit indiquer le nom de l'expéditeur, celui du destinataire, celui du patron chargé du transport, la date de l'expédition, l'itinéraire suivi, la nature et le poids de la substance expédiée.

Le laissez-passer, ainsi que le registre à souche, doivent être tenus à la disposition des agents de l'autorité.

Il n'est pas dérogé par le présent article au droit conservé aux indigènes par l'article 30 d'exploiter les alluvions aurifères superficielles et d'en tirer parti.

ART. 44. — Des arrêtés du gouverneur général régleront ultérieurement la circulation et la vente des gemmes et des métaux précieux dans l'étendue du gouvernement général du Sénégal et du Soudan.

## TITRE VII

### DES CONCESSIONS PERPÉTUELLES.

ART. 45. — Un décret ultérieur réglera la forme des concessions perpétuelles, s'il en est institué.

Les permis d'exploitation seront transformés de plein droit en concessions perpétuelles, à la demande des intéressés, sous la réserve que ceux-ci se seront conformés strictement aux prescriptions du présent décret pendant la durée de leur permis d'exploitation.

## TITRE VIII

### DES PÉNALITÉS.

ART. 46. — Les contraventions aux prescriptions du présent décret seront dénoncées et constatées comme les contraventions en matière de police.



ART. 47. — Les procès-verbaux contre les contrevenants seront dressés par les officiers de police judiciaire ou affirmés entre leurs mains par les agents de la force publique dans le délai d'un mois.

ART. 48. — Ils seront adressés en originaux à l'officier du ministère public près le tribunal de première instance ou la justice de paix à compétence étendue de la région, qui sera tenu de poursuivre d'office les contrevenants à l'audience correctionnelle, sans préjudice des dommages-intérêts des parties.

ART. 49. — Des amendes de 5 francs à 100 francs et des emprisonnements de un jour à cinq jours peuvent être infligés pour toutes infractions aux dispositions du présent décret autres que celles définies ci-après.

ART. 50. — Sont punis d'une amende de 100 francs à 1.000 francs et d'un emprisonnement de un jour à cinq jours :

1° Ceux qui se livrent sans permis à l'exploitation des substances concessibles autres que les gemmes et les métaux précieux ;

2° Les détenteurs de permis de recherches ou d'exploitation qui ne tiennent pas d'une façon régulière les livres prescrits aux articles 34 et 43 ou qui refusent de les communiquer aux agents de l'autorité.

Dans le premier cas, la confiscation des substances saisies est toujours prononcée.

ART. 51. — Sont punis d'une amende de 250 francs à 5.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois :

1° Ceux qui se livrent sans permis à l'exploitation des gemmes ou des métaux précieux ;

2° Ceux qui exportent ou tentent d'exporter des substances concessibles sans en avoir payé les droits.

ART. 52. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux dispositions du présent décret.

ART. 53. — Les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, sont chargés de la constatation et de la recherche de toutes les contraventions au présent décret.

Les officiers de police judiciaire auront le droit de procéder par voie de visites corporelles.

ART. 54. — Le gouverneur général réglera par des arrêtés les questions que pourra comporter l'application du présent décret.



ART. 55. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 août 1896.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

ANDRÉ LEBON.

### Décret du 11 décembre 1897 (Guinée française).

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les décrets des 11 mai 1895 et 25 septembre 1896, relatif à l'organisation administrative et judiciaire de la Guinée française ;

Vu le décret du 14 août 1896, portant réglementation sur la recherche et l'exploitation des mines au Sénégal et au Soudan français ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Le décret précité du 14 août 1896 est rendu applicable à la Guinée française, sous réserve des modifications indiquées ci-après et de celles qui découlent de l'organisation administrative et judiciaire de cette colonie.

#### *Textes modifiés,*

Art. 5. — Toutefois, les alluvions aurifères et autres gisements superficiels désignés à l'article 30 qui font l'objet d'exploitations indigènes, la tourbe, les matériaux de construction et les amendements suivent la condition de la terre.

Art. 8. — *Paragraphes ajoutés :*

En dehors des régions ouvertes à l'exploitation des mines par application de l'article 7, nul ne peut se livrer à la recherche des mines sans avoir obtenu, au préalable, une autorisation spéciale du gouverneur, qui fixe les conditions à imposer pour cette recherche.

Dans le cas où elle donnerait des résultats favorables, le péri-

mètre exploré pourrait être ouvert à l'exploitation des mines sur l'avis du conseil d'administration.

*Art. 10.* — Le droit d'institution est calculé conformément au tableau suivant :

| ÉTENDUE.                           | PERMIS            | PERMIS                    | TOUTES            |
|------------------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|
|                                    | de recherche.     | d'exploitation.           | autres substances |
|                                    | —                 | —                         | désignées par     |
|                                    |                   | Sommes et métaux précieux | l'art. 4.         |
|                                    | par hect.         | par hect.                 | par hect.         |
| Jusqu'à 1.000 hectares.....        | 0 <sup>f</sup> 10 | 0 <sup>f</sup> 50         | 0 <sup>f</sup> 50 |
| Toute fraction au-dessus de 1.000  |                   |                           |                   |
| jusqu'à 5.000 hectares.....        | 0 20              | 1 „                       | 1 „               |
| Toute fraction au-dessus de 5.000  |                   |                           |                   |
| jusqu'à 10.000 hectares.....       | 0 40              | 2 „                       | 1 50              |
| Toute fraction au-dessus de 10.000 |                   |                           |                   |
| hectares.....                      | 1 „               | 5 „                       | 2 „               |

*Art. 14.* — La demande est affichée dans les huit jours, par les soins de l'administration, à la porte du bureau des mines de la colonie.

*Art. 15.* — Les oppositions, s'il y en a, doivent être déposées au bureau des mines de la colonie. Elles sont reçues jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de l'affichage et inscrites en marge sur le registre des demandes; il en est délivré récépissé et notification est faite au demandeur.

*Art. 41.* — L'adjudication est annoncée six mois à l'avance par une affiche apposée au bureau des mines de la colonie.

Elle porte sur la somme à verser immédiatement comme droit d'institution du nouveau permis; ce droit ne peut être inférieur à celui prévu par l'article 10.

Le permissionnaire déchu ne peut y prendre part; il peut sous réserve des droits de la colonie et de ceux des tiers, faire enlever les machines et les appareils avant la date de l'adjudication et sous la surveillance d'un agent de l'administration chargé de faire respecter la mine. Le produit de l'adjudication lui est acquis, déduction faite des sommes dues au Trésor.

Aussitôt après l'adjudication, le nouveau permissionnaire est soumis aux mêmes règles que ceux dont le permis a été institué conformément au titre II; il doit notamment se soumettre à l'article 39.

Dans le cas où l'adjudication n'a pas donné de résultats ou si le prix offert est inférieur à celui qui est fixé par le paragraphe 2 du présent article, le terrain fait retour à l'État et rentre dans le droit commun.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 décembre 1897.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

ANDRÉ LEBON.





# TABLE DES MATIÈRES

---

|                    | Pages. |
|--------------------|--------|
| INTRODUCTION ..... | 1      |

## CHAPITRE I

### **Sources et élaboration de la législation des mines aux colonies.**

|                                                                                                  |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. Énumération des sources de la législation des mines dans les colonies.....                    | 25 |
| II. Caractère juridique des décrets réglementant l'exploitation des mines dans les colonies..... | 27 |
| III. Nécessité d'une législation spéciale des mines pour les colonies.....                       | 27 |
| IV. Élaboration de la législation des mines dans les différentes colonies.....                   | 37 |
| 1° Nouvelle-Calédonie.....                                                                       | 37 |
| 2° Établissements de l'Inde.....                                                                 | 48 |
| 3° Annam-Tonkin.....                                                                             | 49 |
| 4° Madagascar.....                                                                               | 56 |
| 5° Afrique occidentale française (Sénégal, Soudan et Guinée française).....                      | 58 |
| 6° Guyane française.....                                                                         | 59 |
| V. Pouvoir de l'autorité locale des colonies dans la réglementation des mines.....               | 61 |

## CHAPITRE II

### Définition et classification des mines dans la législation coloniale.

|                                                                                                       | Pages. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| I. Intérêt de la définition des mines.....                                                            | 65     |
| II. Définition des mines donnée par la loi de 1810 dans la métropole.....                             | 65     |
| III. Définition des mines dans la législation coloniale.....                                          | 67     |
| IV. <i>Quid</i> des minières dans la législation des mines aux colonies.                              | 73     |
| V. Répartition des mines en différentes catégories.....                                               | 74     |
| VI. Autorité compétente en cas de contestation pour décider du classement des matières minérales..... | 77     |

## CHAPITRE III

### Des recherches de mines dans les colonies.

|                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Nécessité de l'existence préalable du droit de recherches...                             | 83  |
| II. Des recherches de mines dans le régime métropolitain.....                               | 83  |
| III. Mesures admises par la législation coloniale pour stimuler la recherche des mines..... | 84  |
| IV. Des modes d'acquisition du droit de recherches en général.                              | 93  |
| V. De l'acquisition et de la perte du droit de recherche dans les différentes colonies..... | 96  |
| 1° Nouvelle-Calédonie.....                                                                  | 97  |
| 2° Établissements français de l'Inde.....                                                   | 106 |
| 3° Guyane française .....                                                                   | 108 |
| 4° Annam-Tonkin.....                                                                        | 110 |
| 5° Madagascar .....                                                                         | 120 |
| 6° Afrique occidentale française.....                                                       | 121 |
| VI. De la cessibilité du droit de recherche.....                                            | 123 |
| VII. Étendue donnée aux recherches de mines.....                                            | 126 |
| VIII. Durée assignée au droit de recherche.....                                             | 126 |
| IX. Contrôle de l'Administration relativement à l'octroi du droit de recherche.....         | 129 |
| X. Prohibitions générales du droit de recherche dans certains terrains.....                 | 131 |



## CHAPITRE IV

### De l'institution du droit d'exploitation.

|                                                                                                                            | Pages. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| SECTION I. Observations générales .....                                                                                    | 133    |
| I. Des différents systèmes suivis dans les législations minières<br>pour l'attribution du droit d'exploiter les mines..... | 133    |
| II. Législation de la métropole.....                                                                                       | 134    |
| III. Part que la législation coloniale a faite aux différents systèmes<br>sur l'attribution du droit d'exploiter.....      | 135    |
| IV. Doit-on comprendre dans les concessions de terres aux colo-<br>nies la propriété des mines?.....                       | 137    |
| V. De la superficie attribuée aux exploitations de mines dans les<br>colonies.....                                         | 143    |
| SECTION II. Étude du régime spécial de chaque colonie.....                                                                 | 151    |
| 1° Nouvelle-Calédonie.....                                                                                                 | 151    |
| 2° Établissements français de l'Inde.....                                                                                  | 158    |
| 3° Guyane française.....                                                                                                   | 158    |
| 4° Annam-Tonkin.....                                                                                                       | 165    |
| 5° Madagascar.....                                                                                                         | 173    |
| 6° Afrique occidentale française.....                                                                                      | 192    |

## CHAPITRE V

### Droits et obligations des exploitants de mines.

|                                                                                                 |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° Mines en général.....                                                                        | 197 |
| I. Définition de la propriété de la mine.....                                                   | 197 |
| II. Transmissibilité des mines.....                                                             | 198 |
| III. Partage des mines.....                                                                     | 199 |
| IV. Réunion des mines.....                                                                      | 199 |
| V. Relations des explorateurs et des exploitants avec les proprié-<br>taires de la surface..... | 201 |
| VI. Relations entre exploitants de mines.....                                                   | 207 |
| VII. Obligations envers les explorateurs.....                                                   | 207 |
| 2° Mines de métaux précieux.....                                                                | 208 |

## CHAPITRE VI

### Régime fiscal des mines aux colonies.

|                                                                                                            | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| SECTION I. Législation de la métropole.....                                                                | 213    |
| SECTION II. Observations générales sur le régime fiscal des mines<br>aux colonies.....                     | 214    |
| I. Taxe frappant l'autorisation générale de se livrer à la recherche<br>ou à l'exploitation des mines..... | 214    |
| II. Régime fiscal des recherches.....                                                                      | 215    |
| III. Régime fiscal de l'exploitation.....                                                                  | 216    |
| SECTION III. Régime fiscal des différentes colonies.....                                                   | 220    |
| 1° Nouvelle-Calédonie.....                                                                                 | 220    |
| 2° Établissements français de l'Inde.....                                                                  | 225    |
| 3° Annam-Tonkin.....                                                                                       | 225    |
| 4° Madagascar.....                                                                                         | 229    |
| 5° Guyane.....                                                                                             | 233    |
| 6° Afrique occidentale française.....                                                                      | 234    |

## CHAPITRE VII

### Comment prend fin le droit d'exploiter les mines dans les colonies.

|                                                                                               |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. Observations générales. ....                                                       | 237 |
| SECTION II. Extinction du droit d'exploiter les mines dans les dif-<br>férentes colonies..... | 240 |
| I. Extinction du permis d'exploitation.....                                                   | 241 |
| II. Abandon ou renonciation à l'exploitation.....                                             | 241 |
| III. Déchéance.....                                                                           | 243 |
| 1° Nouvelle-Calédonie et Établissements de l'Inde.....                                        | 243 |
| 2° Annam-Tonkin.....                                                                          | 243 |
| 3° Madagascar.....                                                                            | 244 |
| 4° Afrique occidentale française.....                                                         | 246 |
| 5° Guyane.....                                                                                | 246 |

## CHAPITRE VIII

### Surveillance administrative.

|                                        | Pages. |
|----------------------------------------|--------|
| I. Pouvoirs de police.....             | 247    |
| II. Surveillance de la production..... | 248    |

## CHAPITRE IX

### Des pénalités.

|                                                                                                                        |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION I. Exposé sommaire de la législation métropolitaine....                                                        | 251 |
| SECTION II. Observations générales sur le régime des pénalités<br>établi par la législation des mines aux colonies.... | 254 |
| SECTION III. Régime des différentes colonies.....                                                                      | 257 |

## CHAPITRE X

### Compétence et Juridictions.

|                                                   |     |
|---------------------------------------------------|-----|
| 1 <sup>o</sup> Guyane.....                        | 267 |
| 2 <sup>o</sup> Nouvelle-Calédonie.....            | 269 |
| 3 <sup>o</sup> Établissements de l'Inde.....      | 271 |
| 4 <sup>o</sup> Annam-Tonkin.....                  | 273 |
| 5 <sup>o</sup> Madagascar.....                    | 274 |
| 6 <sup>o</sup> Afrique occidentale française..... | 275 |

## CHAPITRE XI

### Législation étrangère.

|                                                         |     |
|---------------------------------------------------------|-----|
| I. Colonies anglaises.....                              | 277 |
| II. République du Transvaal.....                        | 291 |
| III. Colonie portugaise du Mozambique.....              | 295 |
| IV. Protectorat allemand du sud-ouest de l'Afrique..... | 297 |
| V. État indépendant du Congo.....                       | 299 |

|                    | Pages. |
|--------------------|--------|
| CONCLUSION .....   | 301    |
| BIBLIOGRAPHIE..... | 309    |

## APPENDICE

|                                                                          |     |
|--------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Nouvelle-Calédonie.</i> Décret du 17 octobre 1896.....                | 314 |
| <i>Établissements français de l'Inde.</i> Décret du 7 novembre 1884....  | 334 |
| <i>Annam-Tonkin.</i> Décret du 25 février 1897.....                      | 341 |
| <i>Madagascar.</i> Décret du 20 juillet 1897. Décret du 17 juillet 1896. | 359 |
| Décision du 3 mai 1897. Arrêté du 9 février 1898                         |     |
| établissant le régime de l'or provenant des régions soumises à           |     |
| la décision du 2 mai 1897.....                                           | 377 |
| Arrêté du 9 février 1898 établissant le régime de l'or                   |     |
| provenant d'exploitations régulières.....                                | 379 |
| <i>Guyane française.</i> Arrêté du 10 mars 1856. Décret du 18 mars       |     |
| 1881. Décret du 27 mai 1882.....                                         | 380 |
| <i>Afrique occidentale française.</i> Décret du 14 août 1896.....        | 391 |











IMPRIMERIE  
CONTANT-LACUERRE



BAR-LE-DUC